



BMO Groupe financier annonce ses résultats du premier trimestre de 2023

RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Le Rapport aux actionnaires de BMO pour le premier trimestre de 2023, y compris les états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 31 janvier 2023, est disponible dans son intégralité à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs ainsi qu'à l'adresse www.sedar.com.

Points saillants des résultats financiers

Comparaison du premier trimestre de 2023 et du premier trimestre de 2022 :

- Bénéfice net de 247 millions de dollars, comparativement à 2 933 millions; bénéfice net ajusté^{1,3} de 2 272 millions, comparativement à 2 584 millions
- Bénéfice par action (BPA) comptable² de 0,30 \$, par rapport à 4,43 \$; BPA ajusté^{1,2,3} de 3,22 \$, par rapport à 3,89 \$
- Dotation à la provision pour pertes sur créances de 217 millions de dollars, comparativement à un recouvrement de pertes sur créances de 99 millions
- Rendement des capitaux propres (RCP) de 1,3 %, comparativement à 21,4 %; RCP ajusté^{1,3} de 13,4 %, comparativement à 18,8 %
- Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires⁴ de 18,2 %, par rapport à 14,1 %

Toronto, le 28 février 2023 – Pour le premier trimestre clos le 31 janvier 2023, BMO Groupe financier a inscrit un bénéfice net comptable de 247 millions de dollars, ou 0,30 \$ par action, et un bénéfice net ajusté de 2 272 millions, ou 3,22 \$ par action.

« Nous avons connu un très bon début d'année, grâce au solide rendement opérationnel continu des Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada et aux États-Unis et à l'élan accru de BMO Marchés des capitaux, profitant de nos investissements stratégiques dans les talents et la technologie. Nos résultats continuent de refléter la diversité de nos activités ainsi que notre approche rigoureuse en matière de gestion des risques et la qualité supérieure du crédit, a déclaré Darryl White, chef de la direction, BMO Groupe financier.

« La conclusion de notre acquisition de Bank of the West le 1^{er} février est un moment historique pour BMO et la prochaine étape logique de notre stratégie de croissance nord-américaine. Nous accueillons chaleureusement dans la famille BMO des milliers d'employés et 1,8 million de clients dans des marchés américains clés. Notre engagement commun envers la fidélisation de la clientèle, le réinvestissement communautaire et la durabilité renforce davantage notre position de banque nord-américaine de premier plan et améliore nos occasions de croissance à long terme.

« Ce trimestre, pour la quatrième année d'affilée, nous avons été nommés la banque la plus durable en Amérique du Nord dans le palmarès 2023 des 100 sociétés les plus durables au monde de *Corporate Knights*. Notre position de leader mondial continuellement reconnue dans ce domaine renforce notre engagement à l'égard de pratiques commerciales et d'activités de financement durables alors que nous concrétisons notre ambition d'être le principal partenaire de nos clients dans la transition vers un monde carboneutre », a conclu M. White.

1) Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR). Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments particuliers des résultats présentés. Les résultats et ratios ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont expliqués en détail, pour toutes les périodes indiquées, dans la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la composition des montants, des mesures et des ratios non conformes aux PCGR ainsi que des mesures financières complémentaires, il y a lieu de se reporter à la section Glossaire de termes financiers.

2) Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du BPA dans ce document, il s'agit du bénéfice dilué par action.

3) Le bénéfice net comptable du premier trimestre de 2023 tient compte d'une perte de 1 461 millions de dollars (2 011 millions avant impôts) découlant de l'incidence des mesures de gestion de la juste valeur liées à l'acquisition de Bank of the West, comparativement à des revenus de 413 millions (562 millions avant impôts) pour l'exercice précédent, ainsi que des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de 181 millions (239 millions avant impôts), comparativement à 10 millions (12 millions avant impôts) pour l'exercice précédent. Par ailleurs, le bénéfice net du premier trimestre de 2023 tient compte d'une charge d'impôts de 371 millions liée à certaines mesures fiscales adoptées par le gouvernement canadien ainsi que d'une charge d'intérêts et de frais juridiques de 6 millions (8 millions avant impôts) liés à une poursuite relative à M&I Marshall and Ilsley Bank, une banque absorbée. Le bénéfice net du premier trimestre de 2022 tient compte de l'incidence des dessaisissements de 48 millions (26 millions avant impôts) afférents à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Les chiffres du trimestre à l'étude et du trimestre correspondant de l'exercice précédent tiennent compte, dans les deux cas, de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de 6 millions (8 millions avant impôts). Pour de plus amples renseignements sur les éléments d'ajustement, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

4) Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires est communiqué conformément à la ligne directrice Normes de fonds propres (NFP) du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF).

Note : Tous les ratios et variations de pourcentage figurant dans ce document sont fondés sur des chiffres qui n'ont pas été arrondis.

Concurremment à la publication de ses résultats, BMO a annoncé un dividende de 1,43 \$ par action ordinaire pour le deuxième trimestre de 2023, un montant inchangé par rapport au trimestre précédent, et en hausse de 0,10 \$, ou 8 %, par rapport à l'exercice précédent. Le dividende trimestriel de 1,43 \$ par action ordinaire correspond à un dividende annuel de 5,72 \$ par action ordinaire.

Mise en garde

Les sections ci-dessus contiennent des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Faits marquants

Le 1^{er} février 2023, nous avons conclu l'acquisition de Bank of the West auprès de BNP Paribas pour un prix d'achat au comptant de 13,8 milliards de dollars américains, ce qui reflète les dividendes à payer par Bank of the West à BNP Paribas et d'autres ajustements de clôture. Bank of the West offre un large éventail de produits et services bancaires, principalement dans les régions de l'Ouest et du Midwest des États-Unis. L'acquisition nous permet d'étendre nos activités dans les principaux marchés de Bank of the West, dont la Californie, et d'accélérer notre expansion des services bancaires aux grandes entreprises.

Aux termes des Normes internationales d'information financière (IFRS), le prix d'achat sera réparti entre les actifs identifiables acquis et les passifs identifiables repris de Bank of the West au 1^{er} février 2023, selon leurs justes valeurs relatives, la différence étant comptabilisée en tant qu'écart d'acquisition. La différence entre la juste valeur et la valeur nominale, désignée comme étant la juste valeur de marché, sera amortie par imputations au résultat sur la durée d'utilité estimée de l'actif (du passif) sous-jacent. Les immobilisations incorporelles identifiées, dont les immobilisations incorporelles au titre des dépôts de base se rapportant aux dépôts sans échéance, seront amorties sur leur durée d'utilité estimée. En raison de la proximité de la date de clôture de la transaction avec celle de la publication de nos états financiers consolidés intermédiaires, la comptabilisation initiale de l'acquisition n'a pas été parachevée, y compris l'évaluation des actifs acquis et des passifs repris, notamment les prêts, les immobilisations incorporelles, l'écart d'acquisition, les dépôts et les passifs éventuels. L'acquisition, y compris l'incidence de la méthode de l'acquisition, sera prise en compte dans nos résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2023. Nous avons mis à jour nos estimations de l'incidence financière sur les résultats de la Banque afin de refléter les dates de clôture et de conversion plus tardives que prévu. Nous sommes confiants que nous pourrions réaliser des synergies de coûts annuelles avant impôts de 670 millions de dollars américains grâce à des gains au chapitre de l'efficacité opérationnelle au sein de nos entreprises combinées et que cette transaction pourra accroître d'environ 7 % notre bénéfice par action de l'exercice 2024, compte non tenu de l'incidence de l'augmentation des pertes de crédit et de la juste valeur de marché. Nous prévoyons engager des coûts liés à la fusion et à l'intégration avant impôts d'environ 1,5 milliard de dollars américains.

La juste valeur des prêts à taux fixe, des titres et des dépôts repose en grande partie sur les taux d'intérêt. Comme les taux ont augmenté depuis l'annonce de l'acquisition, la juste valeur des actifs à taux fixe acquis (plus particulièrement, les prêts et les titres) a diminué, ce qui donne lieu à un écart d'acquisition plus élevé à la clôture, comparativement aux estimations découlant de nos hypothèses initiales. En revanche, la juste valeur des actifs (passifs) à taux variable et des dépôts sans échéance se rapproche de la valeur nominale, faisant en sorte que la variation de la juste valeur ne serait pas compensée naturellement. Les variations de l'écart d'acquisition eu égard à nos hypothèses initiales ont eu une incidence sur les ratios des fonds propres à la clôture de la transaction du fait que l'écart d'acquisition est comptabilisé en déduction des fonds propres selon les règles de l'accord de Bâle III du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF). De plus, comme le prix d'achat afférent à l'acquisition était libellé en dollars américains, la variation des cours de change entre le dollar canadien et le dollar américain depuis l'annonce de l'acquisition à la clôture, a donné lieu à une variation de l'écart d'acquisition en équivalent en dollars canadiens.

Nous avons géré de manière proactive notre risque lié aux fonds propres du fait des variations de la juste valeur des actifs et des passifs de Bank of the West à la clôture. Dans le cadre de nos mesures de gestion de la juste valeur, nous avons conclu des swaps de taux d'intérêt dont la valeur a augmenté lorsque les taux d'intérêt ont progressé, ce qui a donné lieu à des profits (pertes) lié(e)s à l'évaluation à la valeur de marché inscrits dans les revenus de négociation. Le risque de taux d'intérêt auquel ces swaps sont exposés a été essentiellement contrebalancé par l'achat d'un portefeuille d'obligations du Trésor américain assorties d'une durée comparable et d'autres instruments inscrits au bilan qui ont généré des revenus nets d'intérêts. Ces deux transactions visaient à atténuer l'incidence de toute variation de l'écart d'acquisition découlant de la fluctuation des taux d'intérêt, survenue entre l'annonce et la clôture de l'acquisition. Par ailleurs, BMO a conclu des contrats à terme de gré à gré qui répondent aux conditions de la comptabilité de couverture dans le but d'atténuer l'incidence des fluctuations du prix d'achat libellé en dollars canadiens à la clôture de la transaction. Les variations de la juste valeur afférentes à ces contrats à terme de gré à gré ont été comptabilisées dans les autres éléments du résultat global jusqu'au moment de la clôture de la transaction. À la clôture, les profits accumulés dans les autres éléments du résultat global ont réduit l'équivalent en dollars canadiens du prix d'achat.

L'incidence de nos mesures de gestion de la juste valeur sur nos résultats a été traitée comme un élément d'ajustement. Les chiffres du trimestre à l'étude tiennent compte d'une perte de 1 461 millions de dollars (2 011 millions avant impôts) liée à la gestion des variations des taux d'intérêt, ce qui comprend des pertes liées à l'évaluation à la valeur du marché de 1 628 millions avant impôts sur les swaps de taux d'intérêt au 31 janvier 2023, comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêts, ainsi qu'une perte de 383 millions avant impôts liée à un portefeuille principalement composé de titres du Trésor des États-Unis et d'autres instruments inscrits au bilan, comptabilisée dans les revenus nets d'intérêts.

L'incidence cumulative de notre ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires découlant de ces mesures de gestion de la juste valeur depuis l'annonce de l'acquisition a représenté une hausse d'environ 120 points de base. En outre, les variations de la juste valeur de ces contrats à terme de gré à gré ont entraîné une baisse des autres éléments du résultat global de 264 millions de dollars pour le trimestre à l'étude et une hausse des autres éléments du résultat global de 374 millions sur une base cumulative, depuis l'annonce de l'acquisition.

La présente section Faits marquants renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Analyse des résultats du premier trimestre de 2023

L'ordre dans lequel les répercussions sur le bénéfice net sont analysées dans la présente section suit l'ordre de présentation des revenus, des charges et des dotations à la provision pour pertes sur créances, peu importe leur incidence relative.

Les résultats et les ratios ajustés dans la présente analyse des résultats du premier trimestre de 2023 sont non conformes aux PCGR, et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Les résultats ajustés pour le trimestre considéré ne tiennent pas compte d'une perte de 1 461 millions de dollars (2 011 millions avant impôts) afférente à la gestion de l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt survenues entre l'annonce et la clôture de l'acquisition de Bank of the West, sur la juste valeur et l'écart d'acquisition connexe, comparativement à des revenus de 413 millions (562 millions avant impôts) pour l'exercice précédent, ainsi que des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de 181 millions (239 millions avant impôts), comparativement à 10 millions (12 millions avant impôts) pour l'exercice précédent. Par ailleurs, les chiffres du trimestre à l'étude ne tiennent pas compte d'une charge d'impôts de 371 millions liée à certaines mesures fiscales adoptées par le gouvernement canadien et d'une provision pour frais juridiques de 6 millions (8 millions avant impôts), constituée de charges d'intérêts et de frais juridiques, en lien avec une poursuite relative à M&I Marshall and Ilsley Bank, une banque absorbée. Les chiffres de l'exercice précédent ne tiennent pas compte des dessaisissements de 48 millions (26 millions avant impôts) afférents à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Les chiffres du trimestre à l'étude et du trimestre correspondant de l'exercice précédent ne tiennent pas compte, dans les deux cas, de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de 6 millions (8 millions avant impôts). Pour de plus amples renseignements sur les éléments d'ajustement, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Le bénéfice net comptable a reculé par rapport à l'an dernier, en raison principalement de l'incidence des éléments précités, et le bénéfice net ajusté a reculé de 12 %, la hausse de revenus nets ayant été plus que contrebalancée par un accroissement des charges et par une augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances, comparativement à un recouvrement pour l'exercice précédent. Le bénéfice net a augmenté dans le cas de PE États-Unis en raison de l'incidence du raffermissement du dollar américain, et il a reculé dans le cas de tous les autres groupes d'exploitation sur la base de la monnaie d'origine. Sur une base comptable, les Services d'entreprise ont inscrit une perte nette comparativement à un bénéfice net pour l'exercice précédent et, sur une base ajustée, les Services d'entreprise ont comptabilisé une perte nette plus élevée.

PE Canada

Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté se sont élevés à 980 millions de dollars, en baisse de 24 millions, ou de 2 %, par rapport à l'exercice précédent. Les résultats reflètent une hausse de 9 % des revenus, sous l'effet de revenus nets d'intérêts plus élevés, du fait de la forte croissance des soldes et de l'élargissement des marges nettes d'intérêts, facteurs plus que contrebalancés par l'augmentation des charges et la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

PE États-Unis

Le bénéfice net comptable s'est établi à 698 millions de dollars et le bénéfice net ajusté a atteint 699 millions, ce qui, dans les deux cas, représente une hausse de 17 millions, ou de 3 %. Le raffermissement du dollar américain a entraîné une hausse du bénéfice net de 6 %.

Exprimé en dollars américains, le bénéfice net comptable s'est établi à 520 millions de dollars et le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 521 millions, ce qui, dans les deux cas, représente une baisse de 16 millions, ou de 3 %, par rapport à l'exercice précédent. Les résultats reflètent une hausse de 12 % des revenus, principalement en raison des revenus nets d'intérêts plus élevés du fait de l'élargissement des marges nettes d'intérêts et d'un accroissement des soldes sur les prêts, plus que contrebalancés par l'augmentation des charges et la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

BMO Gestion de patrimoine

Le bénéfice net comptable s'est chiffré à 277 millions de dollars et le bénéfice net ajusté a atteint 278 millions, soit un recul de 38 millions, ou de 12 %, dans les deux cas, par rapport à l'an dernier. Le bénéfice net comptable de Gestion d'actifs et de patrimoine a été de 207 millions, un recul de 54 millions, ou de 20 %, du fait de la diminution des revenus attribuable au repli des marchés mondiaux et de l'augmentation des charges. Le bénéfice net des activités d'assurance s'est fixé à 70 millions, en hausse de 16 millions, ou de 29 %, par rapport à l'an dernier.

BMO Marchés des capitaux

Le bénéfice net comptable s'est situé à 503 millions de dollars, en baisse de 202 millions, ou de 29 %, comparativement à l'an dernier, tandis que le bénéfice net ajusté s'est fixé à 510 millions, en baisse de 202 millions, ou de 28 %. Les résultats comptables et ajustés ont subi l'incidence de la conjoncture actuelle des marchés, ce qui a entraîné une diminution des revenus des secteurs Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés et Marchés mondiaux, comparativement à des revenus particulièrement vigoureux inscrits pour l'exercice précédent, ainsi que de la hausse de charges et d'un recouvrement de pertes sur créances moins élevé.

Services d'entreprise

La perte nette comptable s'est située à 2 211 millions de dollars, comparativement à un bénéfice net comptable de 228 millions à l'exercice précédent, tandis que la perte nette ajustée s'est fixée à 195 millions de dollars, comparativement à une perte nette ajustée de 130 millions. Les résultats comptables ont reculé, principalement en raison des éléments d'ajustement précités. Les résultats ajustés ont baissé en raison principalement de la diminution des revenus et de l'augmentation des charges, en partie contrebalancées par l'incidence d'un taux d'impôt effectif plus favorable pour le trimestre à l'étude.

Capital

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BMO s'établissait à 18,2 % au 31 janvier 2023, en hausse par rapport aux 16,7 % enregistrés à la fin du quatrième trimestre de 2022, ce qui s'explique principalement par des émissions d'actions ordinaires totalisant 3,4 milliards de dollars dans le cadre d'un appel public à l'épargne et de placements privés, ainsi que par la baisse des actifs pondérés en fonction des risques.

Qualité du crédit

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 217 millions de dollars, comparativement à un recouvrement de pertes sur créances de 99 millions un an plus tôt. Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances exprimé en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations s'est établi à 15 points de base, comparativement à un ratio du total des recouvrements de pertes sur créance de 8 points de base pour l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux, établie à 196 millions, a augmenté de 110 millions par rapport à l'an dernier. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux exprimée en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations s'est établie à 14 points de base, contre 7 points de base un an plus tôt. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 21 millions a été enregistrée au cours du trimestre à l'étude en regard d'un recouvrement de 185 millions inscrit à l'exercice précédent. Cette dotation de 21 millions pour le trimestre considéré reflète une incertitude accrue visant les conditions de crédit et la croissance de certains portefeuilles, en grande partie contrebalancée par l'amélioration de la qualité du crédit du portefeuille, y compris les avantages découlant des transactions comportant un transfert de risque. Le recouvrement de pertes sur créances de 185 millions inscrit à l'exercice précédent témoignait essentiellement d'une baisse de l'incertitude visant les conditions de crédit futures et une migration favorable du crédit, facteurs en partie contrebalancés par une croissance des soldes et l'assombrissement des perspectives économiques.

Il y a lieu de se reporter à la section Estimations et jugements comptables critiques du Rapport annuel de BMO pour 2022 ainsi qu'à la note 4 afférente aux états financiers consolidés annuels audités pour de plus amples informations sur la provision pour pertes sur créances au 31 octobre 2022.

Favoriser un avenir durable et inclusif

BMO a une raison d'être bien ancrée : être un champion du progrès et un catalyseur de changement. Nous tirons parti de notre position en tant que fournisseur de services financiers de premier plan pour permettre aux collectivités et à nos parties prenantes d'apporter des changements positifs et durables, parce que nous croyons que la réussite peut et doit être mutuelle. Au premier trimestre de 2023, nous avons fait ce qui suit afin de soutenir nos clients, les collectivités et nos employés :

- Les employés de BMO se sont engagés à verser plus de 31 millions de dollars à Centraide et à des milliers d'autres organismes communautaires en Amérique du Nord, établissant ainsi un nouveau record pour BMO.
- Nous avons conclu l'acquisition de Radicle Group Inc., un chef de file des solutions et services-conseils en matière de durabilité, y compris pour la création de crédits carbone et le marché des produits de base environnementaux. Cette acquisition fait de BMO un chef de file en matière de développement de crédits carbone ainsi que de mesure et de gestion des émissions axées sur la technologie et accroît notre engagement visant à aider nos clients à comprendre et à gérer les risques et les occasions liés à la transition énergétique.
- BMO Ligne d'action a annoncé aujourd'hui le lancement de sa nouvelle fonctionnalité Données ESG, qui fournit aux investisseurs autonomes des évaluations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) pour les actions individuelles et les fonds négociés bourse (FNB), afin de les aider à évaluer les risques et les occasions ESG des investissements qu'ils effectuent.
- BMO s'est allié à Ontario Soccer en tant que nouveau partenaire principal, pour collaborer à la mise en œuvre de nouvelles initiatives de renforcement visant à promouvoir l'équité entre les sexes dans le domaine du soccer, au profit de milliers de femmes et de jeunes filles.
- Nous avons annoncé un programme d'avantages pour les communautés qui présente un engagement de plus de 40 milliards de dollars pour les communautés locales à l'échelle de BMO aux États-Unis, en mettant l'accent sur l'amélioration de l'accès à la propriété et la croissance des petites entreprises dans les quartiers à revenu faible ou modéré.

BMO continue d'être reconnu comme un chef de file dans plusieurs classements. Ainsi :

- Nous nous classons parmi les sociétés les plus durables selon les indices de durabilité Dow Jones (DJSI). Par ailleurs, BMO s'est classé dans le 95^e percentile des banques à l'échelle mondiale et a obtenu la note la plus élevée possible dans les domaines des rapports environnementaux et sociaux, et de l'inclusion financière.
- Nous figurons au classement des 100 sociétés les plus durables au monde de *Corporate Knights* de 2023 et avons été nommés la banque la plus durable d'Amérique du Nord pour la quatrième année d'affilée. Notre banque s'est classée huitième au monde et parmi les 15 pour cent des banques les plus performantes en matière de revenus durables, ayant reçu des notes élevées pour la diversité de notre conseil d'administration ainsi que pour la diversité de la représentation dans les postes d'administrateurs et de haute direction.

- Nous avons été reconnus comme l'institution financière la mieux classée au monde par le nouvel indice de référence mondial de la World Benchmarking Alliance (WBA) pour notre contribution au progrès en faveur d'une économie juste et durable.
- Nous figurons à l'indice d'égalité des sexes de Bloomberg pour la huitième année d'affilée; cette reconnaissance fait de BMO un chef de file mondial en matière d'égalité et d'inclusion dans le milieu de travail et la collectivité, et témoigne de notre engagement envers l'égalité et la promotion des femmes.

Mise en garde

Les sections ci-dessus contiennent des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Les documents d'information continue de BMO, y compris les documents intermédiaires, le Rapport de gestion annuel, les états financiers consolidés annuels audités, la Notice annuelle, l'Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et la circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au www.bmo.com/relationsinvestisseurs, sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com, et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, au www.sec.gov. L'information contenue ou accessible autrement sur notre site Web (www.bmo.com) ou sur les sites Web de tiers mentionnés dans le présent document ne fait pas partie de ce document.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier, ainsi que les mots « Banque », « nous », « nos » et « notre » désignent la Banque de Montréal et ses filiales.

Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

Le 29 octobre 2012, le groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements (l'« Enhanced Disclosure Task Force », ou EDTF) du Conseil de la stabilité financière a publié son premier rapport, qui porte sur la divulgation accrue des renseignements que les banques doivent fournir sur les risques (en anglais). Nous appuyons les recommandations publiées par l'EDTF en ce qui a trait à la présentation d'informations sur les risques transparentes et de qualité.

Voici une liste détaillée des informations à fournir conformément aux recommandations de l'EDTF, comme il est présenté dans le Rapport annuel pour 2022 et le Rapport aux actionnaires du premier trimestre de 2023, les données financières complémentaires ou les informations complémentaires sur les fonds propres réglementaires. L'information figurant sur le site Web de BMO, y compris l'information contenue dans les données financières complémentaires ou les données complémentaires sur les fonds propres réglementaires n'est pas intégrée par renvoi dans notre Rapport aux actionnaires du premier trimestre de 2023 et ne doit pas être considérée comme telle.

| Sujet | Informations à fournir conformément à l'EDTF | Pages de référence | | | |
|---|---|---------------------|--------------------------|--------------------|--------------------|
| | | Rapport annuel 2022 | T1-2023 | | |
| | | | Rapport aux actionnaires | DFC | DCFPR |
| Généralités | 1. Présenter tous les renseignements sur les risques dans chacun des rapports ainsi qu'une table des matières pour faciliter la consultation. | 73-113 | 8 | Table des matières | Table des matières |
| | 2. Établir la terminologie du risque et les mesures du risque de la Banque et énumérer les principaux paramètres utilisés. | 83-113, 131-133 | 43 | - | - |
| | 3. Analyser les principaux risques et les risques émergents de la Banque. | 73-75 | 10, 43-44 | - | - |
| | 4. Établir des plans visant le respect des nouveaux principaux ratios réglementaires une fois que les règles applicables auront été finalisées. | 67 | 24-25 | - | - |
| Gouvernance des risques et stratégies de gestion des risques/ modèle opérationnel | 5. Résumer l'organisation, les processus et les fonctions clés de la gestion des risques de la Banque. | 77-82 | - | - | - |
| | 6. Décrire la culture de gestion des risques de la Banque et les procédures appliquées pour soutenir cette culture. | 82 | - | - | - |
| | 7. Décrire les principaux risques découlant du modèle opérationnel et des activités de la Banque. | 80 | - | - | - |
| | 8. Décrire l'utilisation de simulations de crise à l'intérieur du cadre de gouvernance des risques et du cadre de gestion du capital de la Banque. | 81-82 | - | - | - |
| Adéquation des fonds propres et actifs pondérés en fonction des risques | 9. Présenter les exigences de fonds propres minimales aux termes du premier pilier. | 66-68 | - | - | 3-4, 10 |
| | 10. Résumer l'information contenue dans le modèle de déclaration de la composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable avec le bilan réglementaire. • On trouvera un modèle de déclaration des principales caractéristiques sur le site Web de BMO à l'adresse https://www.bmo.com/principal/a-propos-de-nous/relations-avec-les-investisseurs/depot-reglementaire-de-documents . | 68 | 24 | - | 3-5 |
| | 11. Présenter un tableau des flux des mouvements des fonds propres réglementaires, y compris les variations des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires et des fonds propres de catégorie 2. | - | - | - | 6 |
| | 12. Traiter de la planification du capital dans le cadre d'un examen plus général de la planification stratégique de la direction. | 65 | - | - | - |
| | 13. Fournir des informations plus détaillées en vue d'expliquer le lien entre les actifs pondérés en fonction des risques et les activités commerciales. | 69 | - | - | 11 |
| | 14. Présenter un tableau illustrant les exigences de fonds propres pour chacune des méthodes utilisées pour calculer les actifs pondérés en fonction des risques. | 69, 83-87 | - | - | 11, 17-30 et 37-43 |
| | 15. Illustrer sous forme de tableau le risque de crédit dans le portefeuille bancaire pour les catégories d'actifs définies dans l'accord de Bâle et portefeuilles importants. | - | - | - | 17-30 et 37-43 |
| | 16. Présenter un tableau des flux servant à rapprocher les mouvements des actifs pondérés en fonction des risques par risque de crédit et risque de marché. | - | - | - | 31, 57 |
| | 17. Décrire le processus de validation et de contrôle ex post de la Banque. Nos paramètres à l'égard des pertes estimées et réelles sont inclus dans nos DCFPR. | 106-107 | - | - | 58 |
| Liquidité | 18. Décrire la façon dont la Banque gère ses besoins éventuels en matière de liquidité et la réserve de liquidité dont elle dispose pour satisfaire ces besoins. | 95-101 | 45-46, 48 | - | - |
| Financement | 19. Présenter sous forme de tableau les actifs grevés et non grevés en les classant en fonction des catégories du bilan. | 97 | 46 | 36-37 | - |
| | 20. Présenter sous forme de tableau le total des actifs, des passifs et des engagements hors bilan consolidés en fonction des échéances contractuelles restantes. | 102-103 | 51-52 | - | - |
| | 21. Analyser les sources de financement de la Banque et décrire sa stratégie de financement. | 98-99 | 47 | - | - |
| Risque de marché | 22. Ventiler les postes du bilan selon des mesures du risque de marché lié aux activités de négociation et aux activités autres que de négociation. | 94 | 44 | - | - |
| | 23. Répartir de façon qualitative et quantitative les mesures importantes de risque de marché lié aux activités de négociation et à des activités autres que de négociation. | 90-94 | 44 | - | - |
| | 24. Décrire les principales méthodes de validation du modèle d'évaluation du risque de marché et le contrôle ex post et la manière dont ils sont utilisés pour affiner les paramètres du modèle. | 90-93, 106-107 | - | - | - |

| | | | | | |
|------------------|---|----------------------|--------------|-------|------------|
| | 25. Décrire les principales techniques de gestion du risque employées par la Banque pour évaluer et apprécier le risque de perte qui n'est pas pris en considération par les mesures du risque connu. | 90-91 | 45 | - | - |
| Risque de crédit | 26. Fournir de l'information sur le profil de risque de crédit de la Banque. | 83-89, 155-161 | 19-20, 66-69 | 24-33 | 11-56 |
| | 27. Décrire les politiques de la Banque concernant les prêts douteux et les prêts renégociés. | 156,161 | - | - | - |
| | 28. Fournir des rapprochements des prêts douteux et de la provision pour pertes sur créances. | 88, 159 | 20, 66-67 | - | - |
| | 29. Fournir une analyse quantitative et qualitative du risque de contrepartie de la Banque découlant de ses transactions sur instruments dérivés. | 83-84, 89 | - | - | 35-48 |
| | 30. Fournir une analyse de l'atténuation du risque de crédit. | 83-84, 167, 173, 204 | - | - | 16, 32, 44 |
| Autres risques | 31. Décrire les autres risques et analyser la manière dont chacun des risques est repéré, régi, évalué et géré. | 77-81, 104-113 | - | - | - |
| | 32. Analyser les événements impliquant des risques communément reconnus liés à d'autres risques, dans le cas où des événements causant une perte importante se sont produits ou pourraient se produire. | 104-113 | - | - | - |

Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le Rapport de gestion sont présentés au 28 février 2023. L'information qui précède cette section en fait partie intégrante. Le Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires non audités pour la période close le 31 janvier 2023 qui figurent aux présentes, ainsi que des états financiers consolidés annuels audités de l'exercice clos le 31 octobre 2022 et du rapport de gestion pour l'exercice 2022 contenus dans le Rapport annuel de BMO pour 2022.

On trouvera une analyse détaillée des secteurs d'activité, des stratégies et des objectifs de BMO dans le Rapport de gestion annuel de BMO pour 2022, lequel est accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs. Les lecteurs sont invités à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

Table des matières

| | | | |
|----|---|----|--|
| 9 | Mise en garde concernant les déclarations prospectives | 40 | Transaction avec des parties liées |
| 10 | Évolution de la situation économique et perspectives | 40 | Arrangements hors bilan |
| 11 | Faits saillants financiers | 40 | Méthodes comptables et estimations et jugements comptables critiques |
| 12 | Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières | 40 | Provision pour pertes sur créances |
| 16 | Change | 41 | Obligations redditionnelles des banques d'importance systémique mondiale (BIS ^m) |
| 17 | Bénéfice net | 42 | Modifications futures de méthodes comptables |
| 17 | Revenus | 42 | Autres faits nouveaux en matière de réglementation |
| 19 | Total des dotations à la provision pour pertes sur créances | 43 | Gestion des risques |
| 20 | Prêts douteux | 43 | Principaux risques et risques émergents pouvant influencer sur les résultats futurs |
| 21 | Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités | 43 | Risque de marché |
| 21 | Charges autres que d'intérêts | 45 | Risque de liquidité et de financement |
| 22 | Charge d'impôts sur le résultat | 48 | Cotes de crédit |
| 22 | Bilan | 53 | Prêts garantis par un bien immobilier |
| 23 | Gestion du capital | 54 | Expositions internationales |
| 27 | Analyse des résultats des groupes d'exploitation | 55 | Glossaire de termes financiers |
| 27 | Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) | 56 | États financiers consolidés intermédiaires |
| 28 | Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) | 57 | État consolidé des résultats |
| 30 | Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis) | 58 | État consolidé du résultat global |
| 32 | BMO Gestion de patrimoine | 59 | Bilan consolidé |
| 34 | BMO Marchés des capitaux | 60 | État consolidé des variations des capitaux propres |
| 36 | Services d'entreprise | 61 | État consolidé des flux de trésorerie |
| 38 | Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice | 62 | Notes afférentes aux états financiers consolidés |
| | | 82 | Information à l'intention des investisseurs et des médias |

La direction de la Banque de Montréal, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 31 janvier 2023, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque de Montréal, tels qu'ils sont définis dans les règles de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2023, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

En raison de leurs limites intrinsèques, les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et il est possible qu'ils ne permettent pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité d'audit et de révision de la Banque de Montréal a examiné le présent document, et le Conseil d'administration de la Banque de Montréal l'a approuvé avant sa publication.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives contenues dans le présent document peuvent comprendre notamment des énoncés concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2023 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles et nos engagements (y compris en ce qui a trait à notre ambition climatique et à la carboneutralité), nos attentes concernant notre situation financière, notre assise financière ou le cours de nos actions, le contexte réglementaire dans lequel nous exerçons nos activités, nos résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne, américaine et mondiale, les plans visant à combiner les activités de BMO et de Bank of the West et les incidences sur le plan des finances, de l'exploitation et des fonds propres de la transaction, et elles comprennent des déclarations faites par notre direction. Les déclarations prospectives sont généralement identifiées par des mots tels que « devoir », « croire », « s'attendre à », « anticiper », « projeter », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « s'engager à », « viser », « perspectives », « échéancier », « suggérer » et « pouvoir », y compris sous leur forme négative et toutes leurs formes grammaticales.

En raison de leur nature, les déclarations prospectives exigent que nous formulions des hypothèses et elles comportent des risques et des incertitudes de nature aussi bien générale que particulière. Il existe un risque appréciable que nos prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que les hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à nos déclarations prospectives étant donné que les résultats, les conditions, les actions ou les événements réels futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives en raison de plusieurs facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et dont les effets peuvent être difficilement prévisibles.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, ce qui comprend les enjeux liés à la main-d'œuvre, la gravité, la durée et la propagation de la pandémie de COVID-19 et d'autres épidémies éventuelles de maladies et leur incidence sur les économies locales, nationales ou internationales ainsi que l'aggravation qui en découle de certains risques susceptibles de toucher nos résultats futurs, la sécurité de l'information, la vie privée et la cybersécurité, y compris la menace d'atteinte à la protection des données, de piratage, de vol d'identité et d'espionnage d'entreprise, ainsi que le déni de service pouvant découler des efforts visant à provoquer une défaillance du système et une interruption de service, la réforme des taux de référence, les changements technologiques et la résilience technologique, la situation politique, notamment les changements liés aux questions économiques ou commerciales ou influant sur celles-ci, les changements climatiques et d'autres questions liées aux risques environnementaux et sociaux, le marché de l'habitation au Canada et l'endettement des particuliers, les pressions inflationnistes, les perturbations des chaînes d'approvisionnement, les changements de politique monétaire, budgétaire ou économique, les changements apportés aux lois, y compris la législation et les interprétations fiscales, ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences ou directives en matière de fonds propres, de taux d'intérêt et de liquidité, ainsi que l'incidence de tels changements sur les coûts de financement, la faiblesse, la volatilité ou l'illiquidité des marchés financiers ou du crédit, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous oeuvrons, l'exposition à d'importants litiges ou questions réglementaires et leur résolution, notre capacité de faire appel avec succès en cas d'issue défavorable de ces affaires, ainsi que le calendrier, la détermination et le recouvrement des montants liés à ces affaires, l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, l'incapacité de tiers de s'acquitter de leurs obligations envers nous, notre capacité de mettre en oeuvre nos plans stratégiques, de conclure les acquisitions ou les cessions proposées et d'intégrer les acquisitions, ce qui englobe l'obtention de l'approbation des organismes de réglementation, les estimations et les jugements comptables critiques et les effets des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations sur ces estimations, les risques opérationnels et infrastructurels, y compris en ce qui concerne la dépendance envers des tiers; l'incapacité de réaliser les avantages prévus découlant de nos acquisitions, notamment de celle de Bank of the West, tels que les synergies, la relution du bénéfice par action (BPA) ajusté et l'efficacité opérationnelle éventuelles; les modifications de nos cotes de crédit, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions possibles de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les catastrophes naturelles et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les services de transport et de communication et les systèmes d'alimentation en énergie ou en eau, et notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques découlant des facteurs susmentionnés.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs et d'autres risques pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour plus d'informations, il y a lieu de se reporter à la section Risques pouvant influencer sur les résultats futurs ainsi qu'aux sections portant sur le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché, le risque d'assurance, le risque de liquidité et de financement, le risque opérationnel non financier, le risque juridique et réglementaire, le risque de stratégie, le risque environnemental et social, et le risque de réputation de la section Gestion globale des risques du Rapport annuel de BMO pour 2022, et la section Gestion des risques du présent document qui présentent l'incidence que certains de ces facteurs et risques clés pourraient avoir sur nos résultats futurs. Les investisseurs et toute autre personne doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs et de ces risques, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par l'entreprise ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider les actionnaires et les analystes à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses économiques importantes qui sous-tendent les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent celles présentées dans la section Évolution de la situation économique et perspectives du Rapport annuel de BMO pour 2022, mises à jour dans la section Évolution de la situation économique et perspectives dans notre Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre de 2023, ainsi que dans la section Provision pour pertes sur créances du Rapport annuel de BMO pour 2022, mises à jour dans la section Provision pour pertes sur créances dans notre Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre de 2023. Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine, ainsi qu'à la conjoncture de marché globale et à leur effet combiné sur nos activités sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Les hypothèses relatives à notre plan d'intégration, à l'efficacité et à la durée de l'intégration et à l'alignement des responsabilités organisationnelles ont été des facteurs significatifs que nous avons pris en compte pour estimer les coûts des synergies et les coûts liés à l'intégration, avant impôts. Les hypothèses relatives à la performance financière actuelle et prévue de BMO et de Bank of the West (y compris les données liées au bilan, à l'état du résultat net et aux fonds propres réglementaires), aux synergies de coûts et de revenus prévues (et le moment de leur réalisation), ainsi que les cours de change, les taux d'intérêt et les actions en circulation, actuels et futurs, ont été des facteurs significatifs que nous avons pris en compte pour estimer la relution du BPA ajusté.

Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, nous utilisons principalement les données économiques historiques, les liens passés entre les variables économiques et financières, les changements de politiques gouvernementales, ainsi que les risques qu'ils posent pour l'économie au pays et à l'échelle mondiale.

Évolution de la situation économique et perspectives¹⁾

L'économie canadienne devrait afficher une croissance modeste de 0,7 % en 2023 après avoir enregistré une croissance estimée à 3,6 % en 2022. L'économie a ralenti en raison d'une inflation élevée, de la hausse des taux d'intérêt et d'une demande mondiale plus faible, et elle se contractera probablement légèrement au deuxième et au troisième trimestres de 2023. La croissance positive devrait reprendre plus tard cette année, alimentée par les niveaux élevés d'épargne des ménages et l'atténuation de l'inflation. La correction du marché immobilier devrait se poursuivre en 2023, car les prix devront baisser davantage pour compenser la hausse des coûts d'emprunt et ramener l'accessibilité à des niveaux plus normaux. Le ralentissement économique devrait faire passer le taux de chômage de 5,0 % en janvier 2023, son niveau le plus bas depuis près d'un demi-siècle, à 5,9 % d'ici décembre 2023, ce qui contribuera à réduire les pressions sur les salaires et les prix. Après avoir atteint l'été dernier des sommets inégaux depuis quatre décennies, la croissance annuelle de l'indice des prix à la consommation a diminué et devrait encore se contracter, passant de 5,9 % en janvier 2023 à environ 3 % à la fin de l'année. Pour rétablir la stabilité des prix, la Banque du Canada a relevé son taux du financement à un jour de 425 points de base depuis mars 2022, mais elle a récemment signalé une pause éventuelle dans le cycle de resserrement. Nous prévoyons que la Banque du Canada réduira son taux directeur en 2024 pour le ramener à des niveaux moins restrictifs. Après avoir culminé à un taux annuel de près de 11 % au début de 2022, la croissance des soldes des prêts hypothécaires résidentiels à l'échelle du secteur a perdu de la vigueur pour s'établir à moins de 8 % en décembre 2022 et devrait encore se replier pour s'établir à un taux se situant dans le bas de la fourchette à un chiffre en 2023, en raison de la baisse de l'activité et des prix sur le marché de l'habitation. Les soldes de crédit à la consommation (à l'exception des prêts hypothécaires) ont été contenus par la hausse des taux d'intérêt et l'épargne élevée des ménages, et selon les prévisions, ils ne devraient augmenter que légèrement au cours de l'année, les ménages réduisant leurs dépenses. Après avoir enregistré un rythme soutenu en 2022, la croissance des prêts aux sociétés qui ne sont pas du secteur financier devrait diminuer fortement en raison de la hausse des taux d'intérêt, des craintes de récession et des soldes de trésorerie élevés.

Après avoir ralenti pour atteindre un taux de croissance de 2,1 % en 2022, l'économie américaine devrait se contracter légèrement pendant deux trimestres et afficher une croissance modérée de 0,7 % pour l'ensemble de 2023. La hausse des taux d'intérêt, l'inflation élevée et une monnaie forte ont freiné l'activité, bien que les dépenses des ménages demeurent soutenues par une épargne élevée et une hausse de l'emploi et des salaires. La correction des prix de l'immobilier devrait se poursuivre au cours du premier semestre de l'année, dans un contexte où l'accessibilité financière est la plus précaire depuis une génération. La contraction économique attendue fera probablement passer le taux de chômage de 3,4 % en janvier 2023, son plus bas niveau en 54 ans, à 4,8 % en décembre 2023. Dans un contexte de baisse des prix de l'énergie et d'amélioration des chaînes d'approvisionnement à l'échelle mondiale, la croissance annuelle de l'indice des prix à la consommation est passée de 9,1 % l'été dernier à 6,4 % en janvier 2023, et elle devrait baisser pour se situer à environ 3 % à la fin de l'année. Après avoir augmenté son taux directeur de 450 points de base depuis mars 2022, la Réserve fédérale américaine devrait resserrer sa politique en appliquant une hausse supplémentaire de 50 points de base au cours des mois qui viennent, afin de favoriser la baisse de l'inflation. La forte croissance à l'échelle de l'industrie des soldes des prêts hypothécaires à l'habitation enregistrée antérieurement devrait ralentir du fait de la morosité du marché de l'habitation. Malgré la réduction des dépenses personnelles l'année dernière, les soldes de crédit à la consommation se sont accrus, l'inflation ayant pesé sur les finances des ménages. Toutefois, la croissance des soldes de crédit devrait perdre de la vitesse en 2023 en raison de la hausse des taux d'intérêt et du taux de chômage. La croissance du crédit aux sociétés qui ne sont pas du secteur financier s'est également accentuée l'année dernière, les entreprises ayant profité des coûts d'emprunt initialement bas, mais elle devrait rapidement ralentir en raison de la hausse des taux d'intérêt, de l'affaiblissement de l'économie et des ponctions sur d'importants soldes de dépôts.

Les perspectives économiques sont assujetties à plusieurs risques qui pourraient entraîner une contraction encore plus sévère de l'économie en Amérique du Nord. Parmi ceux-ci il convient de mentionner la persistance d'une inflation élevée entraînant de nouvelles hausses importantes des taux d'intérêt, une escalade du conflit en Ukraine, une montée des tensions géopolitiques entre les États-Unis et la Chine et l'émergence de nouveaux variants de la COVID-19 plus redoutables. En outre, le Congrès américain devra relever le plafond de la dette vers le milieu de l'année 2023 pour éviter un éventuel défaut de paiement qui pourrait entraîner des bouleversements sur les marchés financiers et affaiblir l'économie davantage.

La section Évolution de la situation économique et perspectives renferme des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

1) Toutes les périodes dont il est fait mention dans la présente section font référence au trimestre civil et à l'année civile plutôt qu'au trimestre ou à l'exercice.

Faits saillants financiers

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

| | T1-2023 | T4-2022 | T1-2022 |
|--|-----------|-----------|-----------|
| Sommaire de l'état des résultats 1) | | | |
| Revenus nets d'intérêts | 4 021 | 3 767 | 4 019 |
| Revenus autres que d'intérêts | 2 449 | 6 803 | 3 704 |
| Revenus | 6 470 | 10 570 | 7 723 |
| Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) | 1 193 | (369) | 81 |
| Revenus, déduction faite des SCVPI 2) | 5 277 | 10 939 | 7 642 |
| Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux | 196 | 192 | 86 |
| Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs | 21 | 34 | (185) |
| Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances | 217 | 226 | (99) |
| Charges autres que d'intérêts | 4 421 | 4 776 | 3 846 |
| Charge d'impôts sur le résultat | 392 | 1 454 | 962 |
| Bénéfice net | 247 | 4 483 | 2 933 |
| Dividendes sur les actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres | 38 | 77 | 55 |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires | 209 | 4 406 | 2 878 |
| Bénéfice net ajusté | 2 272 | 2 136 | 2 584 |
| Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires | 2 234 | 2 059 | 2 529 |
| Données relatives aux actions ordinaires (en dollars, sauf indication contraire) 1) | | | |
| Bénéfice de base par action | 0,30 | 6,52 | 4,44 |
| Bénéfice dilué par action | 0,30 | 6,51 | 4,43 |
| Bénéfice dilué par action ajusté | 3,22 | 3,04 | 3,89 |
| Dividendes déclarés par action | 1,43 | 1,39 | 1,33 |
| Valeur comptable d'une action | 95,76 | 95,60 | 83,66 |
| Cours de clôture de l'action | 133,90 | 125,49 | 143,88 |
| Nombre d'actions ordinaires en circulation (en millions) | | | |
| À la clôture de la période | 709,7 | 677,1 | 648,4 |
| Nombre moyen de base | 691,3 | 676,1 | 648,4 |
| Nombre moyen dilué | 692,6 | 677,5 | 650,3 |
| Capitalisation boursière (en milliards de dollars) | 95,0 | 85,0 | 93,3 |
| Rendement de l'action (%) | 4,3 | 4,4 | 3,7 |
| Ratio de distribution (%) | 474,5 | 21,3 | 30,0 |
| Ratio de distribution ajusté (%) | 44,3 | 45,6 | 34,1 |
| Mesures et ratios financiers (%) 1) | | | |
| Rendement des capitaux propres | 1,3 | 27,6 | 21,4 |
| Rendement des capitaux propres ajustés | 13,4 | 12,9 | 18,8 |
| Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires | 1,4 | 30,1 | 23,6 |
| Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté | 14,6 | 14,0 | 20,7 |
| Ratio d'efficacité | 68,3 | 45,2 | 49,8 |
| Ratio d'efficacité, déduction faite des SCVPI 2) | 83,8 | 43,7 | 50,3 |
| Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI 2) | 57,2 | 57,2 | 53,8 |
| Levier d'exploitation | (31,2) | 35,3 | 4,3 |
| Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI 2) | (46,0) | 43,3 | 13,5 |
| Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI 2) | (6,4) | 0,4 | 4,8 |
| Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen | 1,48 | 1,46 | 1,64 |
| Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen | 1,62 | 1,72 | 1,62 |
| Taux d'impôt effectif | 61,4 | 24,5 | 24,7 |
| Taux d'impôt effectif ajusté | 21,8 | 21,8 | 23,5 |
| Ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts et acceptations | 0,15 | 0,16 | (0,08) |
| Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations | 0,14 | 0,14 | 0,07 |
| Ratio de liquidité à court terme (RLCT) 3) | 144 | 135 | 129 |
| Ratio structurel de liquidité à long terme (RSLLT) 3) | 120 | 114 | 114 |
| Bilan et autres informations (en millions de dollars, sauf indication contraire) | | | |
| Actifs | 1 145 706 | 1 139 199 | 1 023 172 |
| Actif productif moyen | 1 078 963 | 1 021 540 | 972 687 |
| Solde brut des prêts et acceptations | 562 537 | 567 191 | 499 568 |
| Solde net des prêts et acceptations | 559 899 | 564 574 | 497 163 |
| Dépôts | 787 376 | 769 478 | 704 949 |
| Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires | 67 956 | 64 730 | 54 246 |
| Total des actifs pondérés en fonction des risques 4) | 347 454 | 363 997 | 337 652 |
| Actifs sous administration | 740 314 | 744 442 | 657 974 |
| Actifs sous gestion | 321 540 | 305 462 | 332 581 |
| Ratios des fonds propres (%) 4) | | | |
| Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires | 18,2 | 16,7 | 14,1 |
| Ratio des fonds propres de catégorie 1 | 20,1 | 18,4 | 15,5 |
| Ratio du total des fonds propres | 22,6 | 20,7 | 18,1 |
| Ratio de levier | 5,9 | 5,6 | 4,7 |
| Cours de change (\$) | | | |
| Dollar CA/dollar US | 1,3306 | 1,3625 | 1,2698 |
| Dollar CA/dollar US – moyenne | 1,3426 | 1,3516 | 1,2710 |

- 1) Les résultats ajustés excluent certaines composantes des résultats comptables et ils servent à calculer nos mesures ajustées tel qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessus. La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles. Les revenus, déduction faite des SCVPI, les ratios comptables calculés déduction faite des SCVPI ainsi que les résultats, mesures et ratios ajustés figurant dans ce tableau ne sont pas conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières, et, pour obtenir des informations sur la composition des montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR, ainsi que sur les mesures financières supplémentaires, il y a lieu de se reporter au Glossaire de termes financiers.
- 2) Nous présentons les revenus, le ratio d'efficacité et le levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI, ce qui réduit la variabilité des revenus d'assurance découlant des variations de la juste valeur, lesquelles sont grandement atténuées par les variations de la juste valeur des passifs au titre des indemnités, dont l'incidence est reflétée dans les SCVPI. Pour obtenir plus de renseignements, il y a lieu de se reporter à la section portant sur les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités.
- 3) Le RLCT et le RSLLT sont présentés selon la ligne directrice *Normes de liquidité* (NL) établie par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), le cas échéant.
- 4) Les ratios des fonds propres et les actifs pondérés en fonction des risques sont présentés selon la ligne directrice *Normes de fonds propres* (NFP) établie par le BSIF, le cas échéant.

Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières

Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés conformément aux PCGR. Sauf indication contraire, les montants sont indiqués en dollars canadiens et proviennent de nos états financiers consolidés annuels audités établis en conformité avec les Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute mention des PCGR renvoie aux IFRS. Nous avons recours à un certain nombre de mesures financières pour évaluer notre performance, ainsi que la performance de nos unités d'exploitation, ce qui comprend des montants, des mesures et des ratios qui sont présentés sur une base non conforme aux PCGR, comme il en est fait mention ci-dessous. Nous sommes d'avis que ces montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR, lus à la lumière de nos résultats établis aux termes des PCGR, donnent aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats.

Les montants, les mesures et les ratios non conformes aux PCGR n'ont pas de sens normalisé aux termes de ceux-ci. Ils sont difficilement comparables aux mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises et ne devraient pas être interprétés de manière isolée ni comme pouvant remplacer les résultats établis aux termes des PCGR.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la composition des mesures non conformes aux PCGR et des autres mesures financières, y compris les mesures financières complémentaires, il y a lieu de se reporter à la section Glossaire de termes financiers.

Nos mesures non conformes aux PCGR se classent généralement comme suit :

Mesures et ratios ajustés

La direction considère que les résultats et mesures comptables et les résultats et mesures ajustés sont utiles aux fins de l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs. Les résultats et mesures ajustés retranchent certains éléments précis des revenus, des charges autres que d'intérêts et des impôts sur le résultat, comme il est indiqué en détail dans le tableau ci-après. Les résultats et mesures ajustés présentés dans le présent document sont non conformes aux PCGR. Le fait de recourir à la présentation des résultats comptables et ajustés permet au lecteur d'évaluer l'incidence de certains éléments sur les résultats des périodes présentées, et de mieux évaluer les résultats, compte non tenu de ces éléments qui ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats continus. C'est pourquoi ce mode de présentation peut aider les lecteurs à analyser les tendances. Sauf indication contraire, l'analyse, par la direction, des changements des résultats comptables figurant dans le présent document s'applique également à ceux des résultats ajustés correspondants.

Mesures, déduction faite des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)

Nous présentons également les revenus comptables et ajustés déduction faite des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) et notre ratio d'efficacité et notre levier d'exploitation sont calculés sur une base similaire, comme indiqué dans le rapprochement présenté à la section Revenus. Les mesures et les ratios présentés déduction faite des SCVPI sont non conformes aux PCGR. Les revenus d'assurance peuvent varier en raison des fluctuations de la juste valeur des actifs d'assurance, lesquelles sont occasionnées par les fluctuations des taux d'intérêt et des marchés boursiers. Les placements qui soutiennent les passifs au titre des indemnités sont essentiellement des actifs à revenu fixe qui sont inscrits à la juste valeur, et les variations de celle-ci sont constatées dans les revenus d'assurance figurant à l'état consolidé des résultats. Ces variations de la juste valeur sont en grande partie contrebalancées par celles de la juste valeur des passifs au titre des indemnités, dont l'incidence est prise en compte dans les SCVPI. La présentation et l'analyse des revenus, des ratios d'efficacité et du levier d'exploitation, sur une base nette, réduisent la variabilité des résultats, ce qui permet de mieux évaluer les résultats d'exploitation. Pour obtenir plus de renseignements, il y a lieu de se reporter à la section portant sur les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités.

Capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires et rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires

Les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires correspondent aux capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, moins les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, déduction faite des passifs d'impôt différé connexes. Le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires est largement utilisé dans le secteur bancaire en Amérique du Nord et il est significatif parce qu'il mesure uniformément la performance des unités, qu'elles aient été acquises ou mises sur pied à l'interne.

Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

| | T1-2023 | T4-2022 | T1-2022 |
|--|---------|---------|---------|
| Résultats comptables | | | |
| Revenus nets d'intérêts | 4 021 | 3 767 | 4 019 |
| Revenus autres que d'intérêts | 2 449 | 6 803 | 3 704 |
| Revenus | 6 470 | 10 570 | 7 723 |
| Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) | (1 193) | 369 | (81) |
| Revenus, déduction faite des SCVPI | 5 277 | 10 939 | 7 642 |
| Dotation à la provision pour pertes sur créances | (217) | (226) | 99 |
| Charges autres que d'intérêts | (4 421) | (4 776) | (3 846) |
| Bénéfice avant impôts sur le résultat | 639 | 5 937 | 3 895 |
| Charge d'impôts sur le résultat 6) | (392) | (1 454) | (962) |
| Bénéfice net | 247 | 4 483 | 2 933 |
| BPA dilué (\$) | 0,30 | 6,51 | 4,43 |
| Éléments d'ajustement influant sur les revenus (avant impôts) | | | |
| Incidence des dessaisissements 1) | - | - | (29) |
| Gestion des variations de la juste valeur se rapportant à l'achat de Bank of the West 2) | (2 011) | 4 541 | 562 |
| Provision pour frais juridiques 3) | (6) | (515) | - |
| Incidence des éléments d'ajustement sur les revenus (avant impôts) | (2 017) | 4 026 | 533 |
| Éléments d'ajustement influant sur les charges autres que d'intérêts (avant impôts) | | | |
| Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration 4) | (239) | (193) | (12) |
| Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 5) | (8) | (8) | (8) |
| Incidence des dessaisissements 1) | - | 6 | 3 |
| Provision pour frais juridiques 3) | (2) | (627) | - |
| Incidence des éléments d'ajustement sur les charges autres que d'intérêts (avant impôts) | (249) | (822) | (17) |
| Incidence des éléments d'ajustement sur le bénéfice net comptable (avant impôts) | (2 266) | 3 204 | 516 |
| Éléments d'ajustement influant sur les revenus (après impôts) | | | |
| Incidence des dessaisissements 1) | - | - | (29) |
| Gestion des variations de la juste valeur se rapportant à l'achat de Bank of the West 2) | (1 461) | 3 336 | 413 |
| Provision pour frais juridiques 3) | (5) | (382) | - |
| Incidence des éléments d'ajustement sur les revenus (après impôts) | (1 466) | 2 954 | 384 |
| Éléments d'ajustement influant sur les charges autres que d'intérêts (après impôts) | | | |
| Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration 4) | (181) | (145) | (10) |
| Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 5) | (6) | (6) | (6) |
| Incidence des dessaisissements 1) | - | 8 | (19) |
| Provision pour frais juridiques 3) | (1) | (464) | - |
| Incidence des éléments d'ajustement sur les charges autres que d'intérêts (après impôts) | (188) | (607) | (35) |
| Incidence des mesures fiscales canadiennes 6) | (371) | - | - |
| Incidence des éléments d'ajustement sur le bénéfice net comptable (après impôts) | (2 025) | 2 347 | 349 |
| Incidence sur le BPA dilué (\$) | (2,92) | 3,47 | 0,54 |
| Résultats ajustés | | | |
| Revenus nets d'intérêts | 4 410 | 4 439 | 3 974 |
| Revenus autres que d'intérêts | 4 077 | 2 105 | 3 216 |
| Revenus | 8 487 | 6 544 | 7 190 |
| Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) | (1 193) | 369 | (81) |
| Revenus, déduction faite des SCVPI | 7 294 | 6 913 | 7 109 |
| Dotation à la provision pour pertes sur créances | (217) | (226) | 99 |
| Charges autres que d'intérêts | (4 172) | (3 954) | (3 829) |
| Bénéfice avant impôts sur le résultat | 2 905 | 2 733 | 3 379 |
| Charge d'impôts sur le résultat 6) | (633) | (597) | (795) |
| Bénéfice net | 2 272 | 2 136 | 2 584 |
| BPA dilué (\$) | 3,22 | 3,04 | 3,89 |

- 1) Le bénéfice net comptable tient compte de l'incidence des dessaisissements liés à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Le bénéfice net du quatrième trimestre de 2022 tient compte d'un recouvrement de charges autres que d'intérêts de 8 millions de dollars (6 millions avant impôts) et les chiffres du premier trimestre de 2022 tiennent compte d'une perte de 29 millions (avant et après impôts), découlant de la conversion des monnaies étrangères, ce montant ayant été reclassé du cumul des autres éléments du résultat global vers les revenus autres que d'intérêts, d'un recouvrement net avant impôts de charges autres que d'intérêts de 3 millions, y compris des impôts de 22 millions à la clôture de la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Ces montants ont été imputés aux Services d'entreprise.
- 2) Le bénéfice net comptable tient compte des revenus (pertes) en lien avec l'acquisition de Bank of the West, lesquels découlent de la gestion de l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt, survenues entre l'annonce et la clôture, sur sa juste valeur et son écart d'acquisition. Les chiffres du premier trimestre de 2023 tiennent compte d'une perte de 1 461 millions de dollars (2 011 millions avant impôts), ce qui comprend des pertes liées à l'évaluation à la valeur de marché de 1 628 millions, avant impôts, sur certains swaps de taux d'intérêt comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêts liés à la négociation, et des pertes de 383 millions avant impôts liées à un portefeuille principalement composé de titres du Trésor des États-Unis et d'autres instruments inscrits au bilan, comptabilisées dans les revenus nets d'intérêts. Les chiffres du quatrième trimestre de 2022 tiennent compte de revenus de 3 336 millions (4 541 millions avant impôts), ce qui comprend des profits liés à l'évaluation à la valeur de marché avant impôts de 4 698 millions et des pertes avant impôts de 157 millions comptabilisées dans les revenus nets d'intérêts. Les chiffres du premier trimestre de 2022 tiennent compte de revenus de 413 millions (562 millions avant impôts), ce qui comprend des profits liés à l'évaluation à la valeur du marché avant impôts de 517 millions et des revenus d'intérêts avant impôts de 45 millions. Ces montants ont été imputés aux Services d'entreprise. Pour de plus amples renseignements sur cette acquisition, il y a lieu de se reporter à la section Faits marquants.
- 3) Le bénéfice net comptable du premier trimestre de 2023 tient compte d'un montant de 6 millions de dollars (8 millions avant impôts) lié à une poursuite relative à M&I Marshall and Ilsley Bank, une banque absorbée, constitué de charges d'intérêts de 6 millions avant impôts et de frais juridiques de 2 millions avant impôts. Les chiffres du quatrième trimestre de 2022 tiennent compte d'un montant de 846 millions (1 142 millions avant impôts), constitué de charges d'intérêts de 515 millions avant impôts et de charges autres que d'intérêts de 627 millions avant impôts, ce qui inclut des frais juridiques de 22 millions. Ces montants ont été imputés aux Services d'entreprise. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section « Provisions et passifs éventuels » de la note 24 afférente aux états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2022.
- 4) Le bénéfice net comptable tient compte des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration découlant de l'acquisition de Bank of the West, comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise. Les chiffres du premier trimestre de 2023 tiennent compte de 178 millions de dollars (235 millions avant impôts), les chiffres du quatrième trimestre de 2022 tiennent compte de 143 millions (191 millions avant impôts) et les chiffres du premier trimestre de 2022 tiennent compte de 7 millions (8 millions avant impôts). Par ailleurs, le bénéfice net comptable comprend les coûts liés à l'acquisition et à l'intégration comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts de BMO Marchés des capitaux, en lien avec Radicle et Clearpool au premier trimestre de 2023, et avec Clearpool au quatrième trimestre de 2022 et au premier trimestre de 2022; les chiffres du premier trimestre de 2023 tiennent compte de 3 millions (4 millions avant impôts), les chiffres du quatrième trimestre de 2022 tiennent compte de 2 millions (2 millions avant impôts) et les chiffres du premier trimestre de 2022 tiennent compte de 3 millions (4 millions avant impôts).
- 5) Le bénéfice net comptable tient compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts du groupe d'exploitation pertinent, soit 6 millions de dollars (8 millions avant impôts) pour chacun des trimestres suivants, soit le premier trimestre de 2023, le quatrième trimestre de 2022 et le premier trimestre de 2022.
- 6) Le bénéfice net comptable du premier trimestre de 2023 tient compte d'une charge d'impôts ponctuelle de 371 millions de dollars liée à certaines mesures fiscales adoptées par le gouvernement du Canada, constituées d'un dividende pour la relance du Canada de 312 millions et d'un montant de 59 millions lié à l'incidence de l'augmentation de 1,5 % du taux d'impôt calculée proportionnellement sur l'année d'imposition 2022, déduction faite de la réévaluation d'un actif d'impôt différé, comptabilisée dans les Services d'entreprise.

Sommaire des résultats comptables et ajustés par groupe d'exploitation

| | | | | | | | | Résultats sectoriels aux États-Unis 1) (en millions de dollars américains) |
|---|-----------|---------------|----------|---------------------------|--------------------------|-----------------------|--------------------|---|
| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) | PE Canada | PE États-Unis | Total PE | BMO Gestion de patrimoine | BMO Marchés des capitaux | Services d'entreprise | Total de la Banque | |
| T1-2023 | | | | | | | | |
| Bénéfice net (perte nette) comptable | 980 | 698 | 1 678 | 277 | 503 | (2 211) | 247 | (558) |
| Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration | - | - | - | - | 3 | 178 | 181 | 132 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions | - | 1 | 1 | 1 | 4 | - | 6 | 4 |
| Incidence des dessaisissements | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Gestion des variations de la juste valeur se rapportant à l'achat de Bank of the West | - | - | - | - | - | 1 461 | 1 461 | 1 093 |
| Provision pour frais juridiques | - | - | - | - | - | 6 | 6 | 5 |
| Incidence des mesures fiscales canadiennes | - | - | - | - | - | 371 | 371 | - |
| Bénéfice net ajusté (perte nette ajustée) | 980 | 699 | 1 679 | 278 | 510 | (195) | 2 272 | 676 |
| T4-2022 | | | | | | | | |
| Bénéfice net (perte nette) comptable | 917 | 660 | 1 577 | 298 | 357 | 2 251 | 4 483 | 2 306 |
| Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration | - | - | - | - | 2 | 143 | 145 | 106 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions | - | 2 | 2 | - | 4 | - | 6 | 4 |
| Incidence des dessaisissements | - | - | - | - | - | (8) | (8) | (3) |
| Gestion des variations de la juste valeur se rapportant à l'achat de Bank of the West | - | - | - | - | - | (3 336) | (3 336) | (2 470) |
| Provision pour frais juridiques | - | - | - | - | - | 846 | 846 | 621 |
| Bénéfice net ajusté (perte nette ajustée) | 917 | 662 | 1 579 | 298 | 363 | (104) | 2 136 | 564 |
| T1-2022 | | | | | | | | |
| Bénéfice net (perte nette) comptable | 1 004 | 681 | 1 685 | 315 | 705 | 228 | 2 933 | 1 145 |
| Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration | - | - | - | - | 3 | 7 | 10 | 7 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions | - | 1 | 1 | 1 | 4 | - | 6 | 4 |
| Incidence des dessaisissements | - | - | - | - | - | 48 | 48 | (40) |
| Gestion des variations de la juste valeur se rapportant à l'achat de Bank of the West | - | - | - | - | - | (413) | (413) | (325) |
| Bénéfice net ajusté (perte nette ajustée) | 1 004 | 682 | 1 686 | 316 | 712 | (130) | 2 584 | 791 |

1) Les résultats sectoriels aux États-Unis, comptables et ajustés, comprennent le bénéfice net comptabilisé à l'égard de PE États-Unis et des activités aux États-Unis de BMO Gestion de patrimoine, de BMO Marchés des capitaux et des Services d'entreprise.

Il y a lieu de se reporter aux notes 1) à 6) du tableau intitulé Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les éléments d'ajustement.

Revenus nets, ratio d'efficacité et levier d'exploitation

| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) | T1-2023 | T4-2022 | T1-2022 |
|--|---------|---------|---------|
| Données comptables | | | |
| Revenus nets d'intérêts | 4 021 | 3 767 | 4 019 |
| Revenu autre que d'intérêts | 2 449 | 6 803 | 3 704 |
| Revenus | 6 470 | 10 570 | 7 723 |
| Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) | 1 193 | (369) | 81 |
| Revenus autres que d'intérêts, déduction faite des SCVPI | 1 256 | 7 172 | 3 623 |
| Revenus, déduction faite des SCVPI | 5 277 | 10 939 | 7 642 |
| Charges autres que d'intérêts | 4 421 | 4 776 | 3 846 |
| Ratio d'efficacité (%) | 68,3 | 45,2 | 49,8 |
| Ratio d'efficacité, déduction faite des SCVPI (%) | 83,8 | 43,7 | 50,3 |
| Croissance des revenus (%) | (16,2) | 60,9 | 10,7 |
| Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (%) | (31,0) | 68,9 | 19,9 |
| Croissance des charges autres que d'intérêts (%) | 15,0 | 25,6 | 6,4 |
| Levier d'exploitation (%) | (31,2) | 35,3 | 4,3 |
| Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI (%) | (46,0) | 43,3 | 13,5 |
| Données ajustées 1) | | | |
| Revenus nets d'intérêts | 4 410 | 4 439 | 3 974 |
| Revenus autres que d'intérêts | 4 077 | 2 105 | 3 216 |
| Revenus | 8 487 | 6 544 | 7 190 |
| Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) | 1 193 | (369) | 81 |
| Revenus autres que d'intérêts, déduction faite des SCVPI | 2 884 | 2 474 | 3 135 |
| Revenus, déduction faite des SCVPI | 7 294 | 6 913 | 7 109 |
| Charges autres que d'intérêts | 4 172 | 3 954 | 3 829 |
| Ratio d'efficacité (%) | 49,2 | 60,4 | 53,2 |
| Ratio d'efficacité, déduction faite des SCVPI (%) | 57,2 | 57,2 | 53,8 |
| Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (%) | 2,6 | 6,7 | 11,5 |
| Croissance des charges autres que d'intérêts (%) | 9,0 | 6,3 | 6,7 |
| Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI (%) | (6,4) | 0,4 | 4,8 |

1) Il y a lieu de se reporter aux notes 1) à 6) du tableau intitulé Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les éléments d'ajustement.

Rendement des capitaux propres et rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

| | T1-2023 | T4-2022 | T1-2022 |
|---|---------|---------|---------|
| Bénéfice net comptable | 247 | 4 483 | 2 933 |
| Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur d'autres instruments de capitaux propres | (38) | (77) | (55) |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires (A) | 209 | 4 406 | 2 878 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions après impôts | 6 | 6 | 6 |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, déduction faite de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions (B) | 215 | 4 412 | 2 884 |
| Incidence des autres éléments d'ajustement après impôts 1) | 2 019 | (2 353) | (355) |
| Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires (C) | 2 234 | 2 059 | 2 529 |
| Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (D) | 66 015 | 63 343 | 53 345 |
| Rendement des capitaux propres (%) (= A/D) 2) | 1,3 | 27,6 | 21,4 |
| Rendement des capitaux propres ajusté (%) (= C/D) 2) | 13,4 | 12,9 | 18,8 |
| Capitaux propres moyens corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (E) 3) | 60 882 | 58 224 | 48 431 |
| Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (%) (= B/E) 2) | 1,4 | 30,1 | 23,6 |
| Rendement ajusté des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (%) (= C/E) 2) | 14,6 | 14,0 | 20,7 |

1) Il y a lieu de se reporter aux notes 1) à 6) du tableau intitulé Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les éléments d'ajustement.

2) Les chiffres trimestriels sont calculés sur une base annualisée.

3) Les capitaux propres moyens corporels attribuables aux actionnaires ordinaires correspondent aux capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (D ci-dessus) qui sont ajustés en fonction d'un écart d'acquisition de 5 283 millions de dollars au premier trimestre de 2023, de 5 247 millions au quatrième trimestre de 2022 et de 5 031 millions au premier trimestre de 2022. Des immobilisations corporelles liées aux acquisitions de 115 millions au premier trimestre de 2023, de 124 millions au quatrième trimestre de 2022 et 138 millions au premier trimestre de 2022, déduction faite des passifs d'impôt différé connexes de 265 millions au premier trimestre de 2023, de 252 millions au quatrième trimestre de 2022 et de 255 millions au premier trimestre de 2022.

Les fonds propres sont imputés aux unités d'exploitation en fonction du montant de fonds propres réglementaires requis pour soutenir les activités commerciales. Avec prise d'effet pour le premier trimestre de 2023, notre taux d'imputation des fonds propres a augmenté pour passer à 11,0 % des actifs pondérés en fonction des risques, comparativement à 10,5 % en 2022 afin de refléter la hausse des exigences en matière de fonds propres. Les fonds propres non imputés sont comptabilisés dans les Services d'entreprise. Nous passons en revue nos méthodes d'imputation des fonds propres chaque année.

Rendement des capitaux propres par unité d'exploitation¹⁾

| T1-2023 | | | | | | | | Résultats sectoriels aux États-Unis ²⁾ (en millions de dollars américains) |
|--|-----------|---------------|----------|---------------------------------|--------------------------------|--------------------------|-----------------------|--|
| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) | PE Canada | PE États-Unis | Total PE | BMO Gestion de patrimoine | BMO Marchés des capitaux | Services d'entreprise | Total de la Banque | |
| Données comptables | | | | | | | | |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires | 970 | 690 | 1 660 | 275 | 494 | (2 220) | 209 | (564) |
| Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires | 12 553 | 14 241 | 26 794 | 5 646 | 12 108 | 21 467 | 66 015 | 16 916 |
| Rendement des capitaux propres (%) | 30,7 | 19,2 | 24,6 | 19,4 | 16,2 | s. o. | 1,3 | (13,2) |
| Données ajustées 2) | | | | | | | | |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires | 970 | 691 | 1 661 | 276 | 501 | (204) | 2 234 | 670 |
| Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires | 12 553 | 14 241 | 26 794 | 5 646 | 12 108 | 21 467 | 66 015 | 16 916 |
| Rendement des capitaux propres (%) | 30,7 | 19,2 | 24,6 | 19,4 | 16,4 | s. o. | 13,4 | 15,7 |

| T4-2022 | | | | | | | | Résultats sectoriels aux États-Unis ²⁾ (en millions de dollars américains) |
|--|-----------|---------------|----------|---------------------------------|--------------------------------|--------------------------|-----------------------|--|
| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) | PE Canada | PE États-Unis | Total PE | BMO Gestion de patrimoine | BMO Marchés des capitaux | Services d'entreprise | Total de la Banque | |
| Données comptables | | | | | | | | |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires | 906 | 650 | 1 556 | 296 | 346 | 2 208 | 4 406 | 2 300 |
| Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires | 12 231 | 14 381 | 26 612 | 5 400 | 12 142 | 19 189 | 63 343 | 17 270 |
| Rendement des capitaux propres (%) | 29,4 | 17,9 | 23,2 | 21,7 | 11,3 | s. o. | 27,6 | 52,8 |
| Données ajustées 2) | | | | | | | | |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires | 906 | 652 | 1 558 | 296 | 352 | (147) | 2 059 | 558 |
| Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires | 12 231 | 14 381 | 26 612 | 5 400 | 12 142 | 19 189 | 63 343 | 17 270 |
| Rendement des capitaux propres (%) | 29,4 | 18,0 | 23,2 | 21,8 | 11,5 | s. o. | 12,9 | 12,8 |

| | | | | | | | Résultats sectoriels aux États-Unis ³⁾ (en millions de dollars américains) | |
|--|-----------|---------------|----------|---------------------------------|--------------------------------|--------------------------|--|--------|
| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) | PE Canada | PE États-Unis | Total PE | BMO Gestion de patrimoine | BMO Marchés des capitaux | Services d'entreprise | Total de la Banque | |
| Données comptables | | | | | | | | |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires | 993 | 671 | 1 664 | 313 | 695 | 206 | 2 878 | 1 138 |
| Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires | 11 406 | 13 667 | 25 073 | 5 167 | 11 027 | 12 078 | 53 345 | 16 980 |
| Rendement des capitaux propres (%) | 34,6 | 19,5 | 26,3 | 24,0 | 25,0 | s. o. | 21,4 | 26,6 |
| Données ajustées 2) | | | | | | | | |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires | 993 | 672 | 1 665 | 314 | 702 | (152) | 2 529 | 784 |
| Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires | 11 406 | 13 667 | 25 073 | 5 167 | 11 027 | 12 078 | 53 345 | 16 980 |
| Rendement des capitaux propres (%) | 34,6 | 19,5 | 26,3 | 24,1 | 25,2 | s. o. | 18,8 | 18,3 |

1) Le rendement des capitaux propres est fondé sur les fonds propres imputés. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2023, le taux d'imputation des fonds propres a augmenté pour passer à 11 % des actifs pondérés en fonction des risques, comparativement à 10,5 % en 2022. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Méthode de présentation des résultats des groupes d'exploitation de BMO.

2) Il y a lieu de se reporter aux notes 1) à 6) du tableau intitulé Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les éléments d'ajustement.

3) Les résultats comptables et les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis comprennent le bénéfice net comptabilisé dans PE États-Unis et nos activités américaines dans BMO Gestion de patrimoine, BMO Marchés des capitaux et les Services d'entreprise.

s. o. – sans objet

Change

L'équivalent en dollars canadiens des résultats sectoriels de BMO aux États-Unis libellés en dollars américains a augmenté en regard du premier trimestre de 2022 et il a diminué en regard du quatrième trimestre de 2022, en raison des fluctuations du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain. Le tableau ci-dessous fait état des cours de change moyens pertinents des dollars canadien et américain et de l'incidence de leurs fluctuations sur les résultats sectoriels de BMO aux États-Unis. Dans le présent document, toute mention de l'incidence du dollar américain ne rend pas compte des montants libellés dans cette monnaie et constatés par des unités de BMO qui ne mènent pas d'activités aux États-Unis.

D'un point de vue économique, nos flux de revenus en dollars américains n'ont pas été couverts contre le risque découlant des fluctuations des cours de change survenues en 2023 et en 2022. Les fluctuations des cours de change influenceront sur les résultats futurs établis en dollars canadiens, et l'incidence sur ces résultats est fonction de la période au cours de laquelle les revenus, les charges, les dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances et les impôts sur le résultat sont comptabilisés.

Il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale du capital du Rapport annuel de BMO pour 2022 pour obtenir une analyse de l'incidence que peuvent avoir les fluctuations des cours de change sur le capital de BMO.

Incidence des fluctuations des cours de change sur les résultats comptables et les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis de BMO

| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) | T1-2023 | |
|--|------------|------------|
| | c. T1-2022 | c. T4-2022 |
| Cours de change entre les dollars canadien et américain (moyenne) | | |
| Période à l'étude | 1,3426 | 1,3426 |
| Période antérieure | 1,2710 | 1,3516 |
| Incidence sur les résultats comptables sectoriels aux États-Unis | | |
| Augmentation (diminution) des revenus nets d'intérêts | 91 | (8) |
| Augmentation (diminution) des revenus autres que d'intérêts | 85 | (36) |
| Augmentation (diminution) du total des revenus | 176 | (44) |
| Diminution (augmentation) de la dotation à la provision pour pertes sur créances | 7 | - |
| Diminution (augmentation) des charges autres que d'intérêts | (75) | 16 |
| Diminution (augmentation) de la charge d'impôts sur le résultat | (26) | 7 |
| Augmentation (diminution) du bénéfice net | 82 | (21) |
| Incidence sur le bénéfice par action (\$) | 0,13 | (0,03) |
| Incidence sur les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis | | |
| Augmentation (diminution) des revenus nets d'intérêts | 88 | (12) |
| Augmentation (diminution) des revenus autres que d'intérêts | 56 | (5) |
| Augmentation (diminution) du total des revenus | 144 | (17) |
| Diminution (augmentation) de la dotation à la provision pour pertes sur créances | 7 | - |
| Diminution (augmentation) des charges autres que d'intérêts | (78) | 10 |
| Diminution (augmentation) de la charge d'impôts sur le résultat | (16) | 2 |
| Augmentation (diminution) du bénéfice net | 57 | (5) |
| Incidence sur le bénéfice ajusté par action (\$) | 0,09 | (0,01) |

Les résultats ajustés présentés dans cette section ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Bénéfice net

Comparaison du premier trimestre de 2023 et du premier trimestre de 2022

Le bénéfice net comptable s'est chiffré à 247 millions de dollars, comparativement à 2 933 millions à l'exercice précédent, et le bénéfice net ajusté a atteint 2 272 millions, un recul de 312 millions, ou de 12 %, par rapport à l'an dernier. Les résultats ajustés pour le trimestre considéré ne tiennent pas compte d'une perte de 1 461 millions (2 011 millions avant impôts) découlant de l'incidence des mesures de gestion de la juste valeur liées à l'acquisition de Bank of the West, comparativement à des revenus de 413 millions (562 millions avant impôts) un an plus tôt, ainsi que des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de 181 millions (239 millions avant impôts), comparativement à 10 millions (12 millions avant impôts) pour l'exercice précédent. Par ailleurs, les résultats ajustés du trimestre à l'étude ne tiennent pas compte d'une charge d'impôts de 371 millions liée à certaines mesures fiscales adoptées par le gouvernement canadien et d'une provision pour frais juridiques de 6 millions (8 millions avant impôts) constituée de charges d'intérêts de 6 millions et de frais juridiques de 2 millions liés à une poursuite relative à M&I Marshall and Ilsley Bank, une banque absorbée. Les chiffres de l'exercice précédent ne tiennent pas compte de l'incidence des dessaisissements de 48 millions (26 millions avant impôts) afférents à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Les chiffres du trimestre à l'étude et du trimestre correspondant de l'exercice précédent ne tiennent pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Pour de plus amples renseignements sur les éléments d'ajustement, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières. Le BPA comptable s'est établi à 0,30 \$, en baisse de 4,13 \$ par rapport à l'exercice précédent, et le BPA ajusté s'est situé à 3,22 \$, ce qui représente une baisse de 0,67 \$. Les émissions d'actions réalisées le 29 mars 2022, le 16 décembre 2022 et le 25 janvier 2023 ont entraîné une hausse de 0,04 \$ du BPA comptable et une baisse de 0,11 \$ du BPA ajusté.

Le recul des résultats comptables reflète la baisse des revenus découlant des mesures de gestion de la juste valeur, la charge d'impôts et la hausse des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration. Les résultats ajustés ont reculé, la hausse des revenus nets ayant été plus que compensée par l'accroissement des charges et par une dotation à la provision pour pertes sur créances comparativement à un recouvrement pour l'exercice précédent. Le bénéfice net a augmenté dans le cas de PE États-Unis, en raison du raffermissement du dollar américain, et il a diminué pour tous les groupes d'exploitation sur la base de la monnaie d'origine. Pour les Services bancaires PE, la baisse est attribuable à la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, comparativement à des recouvrements pour l'exercice précédent. Le recul des résultats de BMO Gestion de patrimoine reflète l'incidence du repli des marchés mondiaux. Les résultats de BMO Marchés des capitaux ont fléchi en raison des résultats particulièrement solides enregistrés pour l'exercice précédent, et ils reflètent la conjoncture des marchés. Sur une base comptable, les Services d'entreprise ont enregistré une perte nette comparativement à un bénéfice net pour l'exercice précédent, en raison surtout des éléments précités, et sur une base ajustée, la perte nette des Services d'entreprise s'est accrue par rapport à l'exercice précédent.

Comparaison du premier trimestre de 2023 et du quatrième trimestre de 2022

Le bénéfice net comptable a diminué de 4 236 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, et le bénéfice net ajusté a augmenté de 136 millions, ou de 6 %, par rapport au trimestre précédent. Le BPA comptable a reculé de 6,21 \$ en regard du trimestre précédent, et le BPA ajusté a augmenté de 0,18 \$.

La diminution des résultats comptables reflète une perte pour le trimestre à l'étude, attribuable aux mesures de gestion de la juste valeur, comparativement à des revenus pour le trimestre précédent, une hausse des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration et la charge d'impôts précitée, facteurs en partie contrebalancés par l'incidence plus faible de la provision pour frais juridiques en regard du trimestre précédent. Les résultats ajustés ont augmenté en raison de la hausse des revenus, en partie contrée par l'augmentation des charges. Le bénéfice net a progressé dans le cas de BMO Marchés des capitaux et de nos Services bancaires PE et il a diminué dans le cas de BMO Gestion de patrimoine. Sur une base comptable, les Services d'entreprise ont enregistré une perte nette comparativement à un bénéfice net pour le trimestre précédent, et sur une base ajustée, la perte nette des Services d'entreprise s'est accrue par rapport au trimestre précédent.

Pour de plus amples renseignements sur les montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR que renferme la présente section qui traite du bénéfice net, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Revenus

Comparaison du premier trimestre de 2023 et du premier trimestre de 2022

Les revenus comptables se sont élevés à 6 470 millions de dollars, comparativement à 7 723 millions pour l'exercice précédent. Les revenus comptables, déduction faite des SCVPI, se sont établis à 5 277 millions, comparativement à 7 642 millions il y a un an, et les revenus ajustés, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 7 294 millions, en hausse de 185 millions, ou de 3 %. Les revenus nets ajustés pour le trimestre considéré ne tiennent pas compte d'une perte de 2 011 millions découlant de l'incidence des mesures de gestion de la juste valeur, comparativement à des revenus de 562 millions pour l'exercice précédent, ni de charges d'intérêts de 6 millions relatives à une provision pour frais juridique. Les chiffres de l'exercice précédent ne tenaient pas compte d'une perte de 29 millions liée à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Le raffermissement du dollar américain a eu pour effet de faire croître les revenus comptables et ajustés de 2 %.

Le recul des résultats comptables reflète principalement la baisse des produits découlant des mesures de gestion de la juste valeur. Sur une base ajustée, les revenus inscrits par nos Services bancaires PE ont grimpé, principalement en raison de la hausse des revenus nets d'intérêts reflétant l'augmentation des soldes des prêts et l'élargissement des marges, facteurs en partie contrés par les revenus autres que d'intérêts plus faibles, et les revenus inscrits par BMO Marchés des capitaux ont diminué comparativement aux résultats particulièrement vigoureux enregistrés à l'exercice

précédent, du fait de la baisse des revenus de Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ainsi que de Marchés mondiaux. Les revenus nets ajustés de BMO Gestion de patrimoine ont baissé, du fait essentiellement de l'incidence de l'affaiblissement des marchés à l'échelle mondiale. Les revenus des Services d'entreprise ont reculé sur une base comptable et sur une base ajustée, par rapport à l'exercice précédent. Les revenus comptables inscrits ont baissé en raison des éléments d'ajustement précités.

Les revenus nets d'intérêts comptables se sont établis à 4 021 millions de dollars, soit un montant pratiquement inchangé par rapport à l'exercice précédent, tandis que les revenus nets d'intérêts ajustés se sont chiffrés à 4 410 millions, en hausse de 436 millions, ou de 11 %. Les résultats ajustés ne tiennent pas compte d'une perte de 383 millions, liée aux mesures de gestion de la juste valeur, et de charges d'intérêts de 6 millions, liées à une provision pour frais juridiques. Les revenus nets d'intérêts non liés à la négociation ajustés se sont établis à 4 125 millions, en hausse de 715 millions, ou de 21 %, pour tous les groupes d'exploitation, en raison de la forte croissance des soldes et de l'élargissement des marges nettes d'intérêts, facteurs contrebalancés par l'incidence des transactions comportant un transfert de risque. Les revenus nets d'intérêts liés à la négociation se sont situés à 285 millions, ce qui représente une baisse de 279 millions qui a été en partie compensée par les revenus autres que d'intérêts liés à la négociation.

L'actif productif moyen s'est établi à 1 079,0 milliards de dollars, en hausse de 106,3 milliards, ou de 11 %, ce qui s'explique essentiellement par la croissance des prêts, l'incidence de l'appréciation du dollar américain, une hausse temporaire des soldes d'équivalents de trésorerie et l'accroissement des exigences en matière de liquidités pour les Services d'entreprise.

La marge nette d'intérêts comptable globale de BMO, établie à 1,48 %, s'est rétrécie de 16 points de base par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout de l'incidence des éléments d'ajustement précités. La marge nette d'intérêts ajustée est demeurée inchangée par rapport à l'exercice précédent, et la marge nette d'intérêts ajustée, compte non tenu des revenus nets d'intérêts liés à la négociation et de l'actif productif, s'est établie à 1,79 %, en hausse de 11 points de base, en raison principalement de l'élargissement des marges dans le cas de nos Services bancaires PE, facteur contrebalancé en partie par l'accroissement des actifs à faible rendement des Services d'entreprise et l'incidence des transactions comportant un transfert de risque.

Les revenus autres que d'intérêts comptables se sont chiffrés à 2 449 millions de dollars, en baisse par rapport à 3 704 millions l'an dernier et les revenus autres que d'intérêts comptables, déduction faite des SCVPI, se sont élevés à 1 256 millions, en baisse par rapport à 3 623 millions il y a un an, ce qui reflète les mesures de gestion de la juste valeur. Les revenus autres que d'intérêts ajustés, déduction faite des SCVPI, se sont établis à 2 884 millions, en baisse de 251 millions, ou de 8 %, par rapport à l'exercice précédent, du fait principalement du recul des revenus de prise ferme et de consultation, de la baisse des profits sur les titres, autres que de négociation, et de la diminution des revenus des fonds d'investissement, facteurs en partie contrés par l'augmentation des revenus de négociation.

Le montant brut des revenus d'assurance s'est établi à 1 331 millions de dollars, comparativement à 192 millions pour l'exercice précédent, en raison surtout des variations de la juste valeur des placements et de la hausse des ventes de rentes. Les revenus d'assurance peuvent varier en raison des fluctuations de la juste valeur des actifs d'assurance, qui sont occasionnées par les fluctuations des taux d'intérêt et des marchés boursiers. Les placements qui soutiennent les passifs au titre des indemnités sont essentiellement des actifs à revenu fixe et des actifs sous forme de titres de participation qui sont inscrits à la juste valeur, et les variations de celle-ci sont constatées dans les revenus d'assurance figurant à l'état consolidé des résultats. L'incidence de ces variations de la juste valeur est en grande partie contrebalancée par les variations des passifs au titre des indemnités, qui sont prises en compte dans la section Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités.

Comparaison du premier trimestre de 2023 et du quatrième trimestre de 2022

Les revenus comptables se sont établis à 6 470 millions de dollars, comparativement à 10 570 millions pour le trimestre précédent, et les revenus comptables, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 5 277 millions, comparativement à 10 939 millions. La baisse est principalement attribuable à l'incidence des mesures de gestion de la juste valeur, en partie contrée par la baisse de la charge d'intérêts liée à la provision juridique par rapport au trimestre précédent. Les revenus ajustés, déduction faite des SCVPI, ont augmenté de 381 millions, ou de 6 %, en raison principalement de la hausse des revenus enregistrée par BMO Marchés des capitaux, par le secteur Marchés mondiaux et le secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés, par nos Services bancaires PE en raison de la hausse des revenus nets d'intérêts sous l'effet de l'élargissement des marges nettes d'intérêts, et par BMO Gestion de patrimoine, en raison surtout des avantages découlant du raffermissement des marchés à l'échelle mondiale.

Sur une base comptable, les revenus inscrits par les Services d'entreprise ont diminué par rapport au trimestre précédent, du fait des éléments d'ajustements précités, et ils ont reculé sur une base ajustée.

Les revenus nets d'intérêts comptables ont monté de 254 millions de dollars, ou de 7 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'incidence nette des éléments d'ajustement précités, et les revenus nets d'intérêts ajustés ont diminué de 29 millions, ou de 1 %. Les revenus nets d'intérêts non liés à la négociation ajustés ont augmenté de 37 millions, ou de 1 %, en raison principalement des augmentations pour nos Services bancaires PE, en partie contrebalancées par une diminution pour les Services d'entreprise, et de l'incidence plus marquée des transactions comportant un transfert de risque par rapport au trimestre précédent. Les revenus nets d'intérêts liés à la négociation ont reculé de 66 millions par rapport au trimestre précédent.

L'actif productif moyen s'est accru de 57,4 milliards de dollars, ou de 6 %, ce qui s'explique par une hausse temporaire des soldes d'équivalents de trésorerie, l'augmentation des actifs liés à la négociation, l'accroissement des exigences en matière de liquidités et la croissance de prêts.

La marge nette d'intérêts comptable globale de BMO s'est élargie de 2 points de base, en raison surtout de l'incidence nette des éléments d'ajustement précités. La marge nette d'intérêts ajustée s'est rétrécie de 10 points de base, l'élargissement des marges d'intérêts de nos Services bancaires PE ayant été plus que contrebalancé par l'accroissement des actifs à faible rendement et la diminution des revenus nets d'intérêts pour les Services d'entreprise, le rétrécissement des marges de BMO Marchés des capitaux et la baisse des revenus nets d'intérêts liés à la négociation. La

marge nette d'intérêts ajustée, compte non tenu des revenus nets d'intérêts liés à la négociation et de l'actif productif, s'est resserrée de 7 points de base.

Les revenus autres que d'intérêts comptables ont diminué par rapport à 6 803 millions de dollars au trimestre précédent, et les revenus autres que d'intérêts comptables, déduction faite des SCVPI, ont diminué en regard de 7 172 millions au trimestre précédent, en raison surtout de la baisse des revenus de négociation découlant des mesures de gestion de la juste valeur. Les revenus autres que d'intérêts ajustés, déduction faite des SCVPI, ont augmenté de 410 millions, ou de 17 %, par rapport au trimestre précédent, du fait principalement de la hausse des revenus de négociation, des profits sur les titres, autres que de négociation et de l'incidence de l'ineffectivité de la couverture compensée dans les revenus nets d'intérêts.

Le montant brut des revenus d'assurance a augmenté de 1 549 millions de dollars en regard du trimestre précédent, en raison essentiellement des variations de la juste valeur des placements et de l'accroissement des ventes de rentes. L'augmentation des revenus d'assurance a été en grande partie contrebalancée par les variations des SCVPI, tel qu'il est indiqué à la section Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités.

Pour de plus amples renseignements sur les montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR, et sur les résultats présentés sur la base des revenus nets que renferme la présente section qui traite des revenus, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Variation des revenus nets d'intérêts, de l'actif productif moyen et de la marge nette d'intérêts ¹⁾

| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) | Revenus nets d'intérêts 2) | | | Actif productif moyen 3) | | | Marge nette d'intérêts (en points de base) | | |
|--|----------------------------|---------|---------|--------------------------|-----------|---------|---|---------|---------|
| | T1-2023 | T4-2022 | T1-2022 | T1-2023 | T4-2022 | T1-2022 | T1-2023 | T4-2022 | T1-2022 |
| PE Canada | 2 030 | 1 961 | 1 787 | 298 149 | 292 124 | 264 764 | 270 | 266 | 268 |
| PE États-Unis | 1 489 | 1 462 | 1 156 | 150 527 | 149 721 | 131 569 | 392 | 388 | 349 |
| Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) | 3 519 | 3 423 | 2 943 | 448 676 | 441 845 | 396 333 | 311 | 307 | 295 |
| Tous les autres groupes d'exploitation et Services d'entreprise 4) | 502 | 344 | 1 076 | 630 287 | 579 695 | 576 354 | s. o. | s. o. | s. o. |
| Total comptable | 4 021 | 3 767 | 4 019 | 1 078 963 | 1 021 540 | 972 687 | 148 | 146 | 164 |
| Total ajusté | 4 410 | 4 439 | 3 974 | 1 078 963 | 1 021 540 | 972 687 | 162 | 172 | 162 |
| Revenus nets d'intérêts liés à la négociation et actifs productifs | 285 | 351 | 564 | 162 347 | 150 715 | 165 915 | s. o. | s. o. | s. o. |
| Total comptable compte non tenu des revenus nets d'intérêts liés à la négociation et des actifs productifs | 3 736 | 3 416 | 3 455 | 916 616 | 870 825 | 806 772 | 162 | 156 | 170 |
| Total ajusté compte non tenu des revenus nets d'intérêts liés à la négociation et des actifs productifs | 4 125 | 4 088 | 3 410 | 916 616 | 870 825 | 806 772 | 179 | 186 | 168 |
| PE États-Unis (en millions de dollars américains) | 1 109 | 1 082 | 910 | 112 109 | 110 753 | 103 525 | 392 | 388 | 349 |

1) Les résultats et les ratios ajustés que renferme le présent tableau ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2) Les revenus des groupes d'exploitation sont présentés selon une base d'imposition comparable (bic) dans les revenus nets d'intérêts. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Méthode de présentation des résultats des groupes d'exploitation de BMO.

3) L'actif productif moyen représente le solde moyen quotidien des dépôts auprès de banques centrales, des dépôts à d'autres banques, des titres pris en pension ou empruntés, des titres et des prêts, pour une période de un an.

4) Pour de plus amples renseignements sur les revenus d'intérêts de ces autres groupes d'exploitation et des Services d'entreprise, il y a lieu de se reporter à la section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

s. o. - sans objet

Total des dotations à la provision pour pertes sur créances

Comparaison du premier trimestre de 2023 et du premier trimestre de 2022

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 217 millions de dollars, comparativement à un recouvrement de pertes sur créances de 99 millions un an plus tôt. Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances exprimé en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations s'est établi à 15 points de base, comparativement à un ratio du total des recouvrements de pertes sur créance de 8 points de base pour l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux, établie à 196 millions, a augmenté de 110 millions par rapport à l'an dernier, essentiellement en raison de la hausse des dotations enregistrées pour nos Services bancaires PE et BMO Marchés des capitaux. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux exprimée en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations s'est établie à 14 points de base, contre 7 points de base un an plus tôt. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 21 millions a été enregistrée au cours du trimestre à l'étude en regard d'un recouvrement de 185 millions inscrit à l'exercice précédent. Cette dotation de 21 millions pour le trimestre considéré reflète une incertitude accrue visant les conditions de crédit et la croissance de certains portefeuilles, en grande partie contrebalancée par l'amélioration de la qualité du crédit du portefeuille, y compris les avantages découlant des transactions comportant un transfert de risque. Le recouvrement de pertes sur créances de 185 millions inscrit à l'exercice précédent témoignait essentiellement d'une baisse de l'incertitude visant les conditions de crédit futures et une migration favorable du crédit, facteurs en partie contrebalancés par une croissance des soldes et l'assombrissement des perspectives économiques.

Comparaison du premier trimestre de 2023 et du quatrième trimestre de 2022

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances a baissé de 9 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances exprimé en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations s'est établi à 15 points de base, comparativement à 16 points de base pour le trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 4 millions par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la hausse des dotations enregistrées par nos Services bancaires PE Canada, en partie contrée par la baisse des dotations à la provision pour BMO Marchés des capitaux. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux exprimée en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations s'est établie à 14 points de base, demeurant inchangée par rapport au trimestre précédent. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 21 millions a été comptabilisée pour le trimestre considéré, comparativement à une dotation de 34 millions pour le trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 21 millions pour le trimestre à l'étude reflète les éléments précités. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 34 millions pour le trimestre précédent reflétait une détérioration des perspectives économiques et la croissance des soldes, en grande partie contrebalancées par une diminution persistante de l'incertitude résultant de l'amélioration du contexte pandémique et de la qualité de crédit du portefeuille.

Dotation à la provision pour pertes sur créances par groupe d'exploitation

| (en millions de dollars canadiens) | PE Canada | PE États-Unis | Total PE | BMO Gestion de patrimoine | BMO Marchés des capitaux | Services d'entreprise | Total de la Banque |
|---|-----------|---------------|----------|------------------------------|-----------------------------|--------------------------|-----------------------|
| T1-2023 | | | | | | | |
| Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts douteux | 154 | 48 | 202 | 1 | (3) | (4) | 196 |
| Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts productifs | 10 | 14 | 24 | 5 | (7) | (1) | 21 |
| Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances | 164 | 62 | 226 | 6 | (10) | (5) | 217 |
| T4-2022 | | | | | | | |
| Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts douteux | 142 | 47 | 189 | – | 5 | (2) | 192 |
| Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts productifs | 32 | 15 | 47 | 3 | (23) | 7 | 34 |
| Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances | 174 | 62 | 236 | 3 | (18) | 5 | 226 |
| T1-2022 | | | | | | | |
| Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts douteux | 100 | 3 | 103 | – | (16) | (1) | 86 |
| Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts productifs | (76) | (77) | (153) | 4 | (35) | (1) | (185) |
| Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances | 24 | (74) | (50) | 4 | (51) | (2) | (99) |

Ratios de rendement des dotations à la provision pour pertes sur créances

| | T1-2023 | T4-2022 | T1-2022 |
|--|---------|---------|---------|
| Ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts (annualisé) (%) | 0,15 | 0,16 | (0,08) |
| Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé) (%) | 0,14 | 0,14 | 0,07 |

Prêts douteux

Le solde brut des prêts douteux (SBPD) s'est élevé à 2 027 millions de dollars, comparativement à 2 219 millions pour l'exercice précédent, les plus importantes diminutions des prêts douteux étant attribuables au secteur agricole, au secteur pétrolier et gazier et au secteur des services. Le SBPD a augmenté de 36 millions par rapport à 1 991 millions pour le trimestre précédent.

Les facteurs ayant contribué à la variation du SBPD sont indiqués dans le tableau ci-après. Les prêts qui ont été classés dans les prêts douteux au cours du trimestre ont totalisé 521 millions de dollars, comparativement à 462 millions un an plus tôt et à 499 millions pour le trimestre précédent.

Variations du solde brut des prêts douteux (SBPD) ¹⁾ et acceptations douteuses

| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) | T1-2023 | T4-2022 | T1-2022 |
|---|---------|---------|---------|
| SBPD à l'ouverture de la période | 1 991 | 1 954 | 2 169 |
| Prêts classés dans les prêts douteux durant la période | 521 | 499 | 462 |
| Prêts reclassés dans les prêts en règle durant la période | (140) | (231) | (134) |
| Remboursements, montant net | (185) | (152) | (226) |
| Montants sortis du bilan | (141) | (118) | (78) |
| Recouvrements de prêts et d'avances déjà sortis du bilan | – | – | – |
| Cessions de prêts | – | (9) | – |
| Fluctuations des cours de change et autres variations | (19) | 48 | 26 |
| SBPD à la clôture de la période | 2 027 | 1 991 | 2 219 |
| Ratio du SBPD au solde brut des prêts et acceptations (%) | 0,36 | 0,35 | 0,44 |

1) Le SBPD ne tient pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.

Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités

Les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) se sont établis à 1 193 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, comparativement à 81 millions à l'exercice précédent. Les résultats ont augmenté, en raison essentiellement de l'augmentation des variations de la juste valeur des passifs au titre des indemnités et de l'accroissement des ventes de rentes. Les SCVPI ont augmenté de 1 562 millions par rapport au trimestre précédent, du fait des variations de la juste valeur des passifs au titre des indemnités et de l'incidence de l'accroissement des ventes de rentes. Ces variations ont été atténuées en grande partie par les revenus d'assurance.

Charges autres que d'intérêts

Comparaison du premier trimestre de 2023 et du premier trimestre de 2022

Les charges autres que d'intérêts comptables se sont établies à 4 421 millions de dollars, en hausse de 575 millions, ou de 15 %, par rapport à l'exercice précédent, et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont chiffrées à 4 172 millions, en hausse de 343 millions, ou de 9 %. Les charges autres que d'intérêts ajustées du trimestre à l'étude excluent les coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de 239 millions, comparativement à 12 millions pour l'exercice précédent, et des frais juridiques de 2 millions liés à une provision pour frais juridiques. Les chiffres de l'exercice précédent ne tiennent pas compte d'un recouvrement de 3 millions afférent à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Les chiffres du trimestre à l'étude et du trimestre correspondant de l'exercice précédent ne tiennent pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de 8 millions. L'augmentation des charges comptables reflète la hausse des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration découlant de l'acquisition de Bank of the West. Les charges comptables et ajustées ont augmenté en raison de la montée des frais liés au personnel sous l'effet du renforcement de l'équipe de vente, des hausses de salaire et de la rémunération liée au rendement, ainsi que de la hausse des coûts liés au matériel informatique et au matériel, des honoraires et des frais de publicité et d'expansion des affaires. Le raffermissement du dollar américain a eu pour effet de faire croître les charges comptables et ajustées d'environ 2 %.

Le ratio d'efficacité brut comptable s'est établi à 68,3 %, comparativement à 49,8 % à l'exercice précédent. Sur la base des revenus nets ¹⁾, le ratio d'efficacité comptable s'est établi à 83,8 %, comparativement à 50,3 % pour l'exercice précédent et le ratio d'efficacité ajusté s'est chiffré à 57,2 %, comparativement à 53,8 % un an plus tôt. Le levier d'exploitation brut comptable a été de -31,2 %. Sur la base des revenus nets, le levier d'exploitation comptable a été de -46,0 % et le levier d'exploitation net ajusté s'est établi à -6,4 %.

1) Ce ratio est calculé à partir des revenus nets et des charges autres que d'intérêts. Pour obtenir plus de renseignements sur les revenus, il y a lieu de se reporter à la section Revenus.

Comparaison du premier trimestre de 2023 et du quatrième trimestre de 2022

Les charges autres que d'intérêts comptables ont reculé de 355 millions de dollars, ou de 7 %, par rapport au trimestre précédent, et les charges autres que d'intérêts ajustées ont monté de 218 millions, ou de 6 %. Les résultats ajustés du trimestre à l'étude excluent les coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de 239 millions, comparativement à 193 millions pour le trimestre précédent, et des frais juridiques de 2 millions relatifs à une provision pour frais juridiques, comparativement à une provision pour frais juridiques de 627 millions pour le trimestre précédent. Les chiffres du trimestre précédent ne tiennent pas compte de l'incidence des dessaisissements de 6 millions afférents à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Les chiffres du trimestre à l'étude et du trimestre précédent ne tiennent pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de 8 millions. Les charges comptables ont diminué en raison principalement de l'incidence d'une provision pour frais juridiques comptabilisée au trimestre précédent. Les charges ajustées ont augmenté du fait de la hausse des frais liés au personnel, sous l'effet de la rémunération fondée sur des actions versée aux employés admissibles à la retraite, ces frais étant passés en charges au premier trimestre de chaque exercice, ainsi que du caractère saisonnier des prestations, facteurs en partie contrebalancés par la baisse des coûts liés au matériel informatique et au matériel.

Le ratio d'efficacité brut comptable s'est établi à 68,3 %, comparativement à 45,2 % pour le trimestre précédent. Sur la base des revenus nets, le ratio d'efficacité comptable s'est situé à 83,8 %, contre 43,7 % au trimestre précédent et le ratio d'efficacité ajusté s'est établi à 57,2 %, demeurant inchangé comparativement au trimestre précédent.

Pour de plus amples renseignements sur les montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR que renferme la présente section qui traite des charges autres que d'intérêts, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Charge d'impôts sur le résultat

Au cours du trimestre à l'étude, nous avons comptabilisé une charge d'impôts ponctuelle de 371 millions de dollars, constituée d'un montant de 312 millions lié au dividende pour la relance du Canada et d'un montant de 59 millions lié à l'incidence de l'augmentation de 1,5 % du taux d'impôt calculée proportionnellement sur l'année d'imposition 2022, déduction faite de la réévaluation de notre actif d'impôt différé net.

La charge d'impôts sur le résultat comptable s'est établie à 392 millions de dollars, en baisse de 570 millions par rapport au premier trimestre de 2022 et en baisse de 1 062 millions par rapport au quatrième trimestre de 2022. Le taux d'impôt effectif comptable a été de 61,4 % pour le trimestre à l'étude, comparativement à 24,7 % pour le premier trimestre de 2022 et à 24,5 % pour le quatrième trimestre de 2022.

Après ajustement, la charge d'impôts sur le résultat s'est établie à 633 millions de dollars, en baisse de 162 millions par rapport au premier trimestre de 2022 et en hausse de 36 millions par rapport au quatrième trimestre de 2022. Le taux d'impôt effectif ajusté a été de 21,8 % pour le trimestre à l'étude, comparativement à 23,5 % pour le premier trimestre de 2022 et à 21,8 % pour le quatrième trimestre de 2022.

La variation du taux d'impôt effectif comptable pour le trimestre à l'étude en regard de ceux du premier trimestre de 2022 et du quatrième trimestre de 2022 est principalement attribuable à l'incidence de la charge d'impôt ponctuelle précitée. La variation du taux d'impôt effectif ajusté pour le trimestre à l'étude en regard de celui du premier trimestre de 2022 est principalement attribuable à la composition des résultats.

On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation des impôts sur le résultat à la note 10 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Pour de plus amples renseignements sur les montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR que renferme la présente section qui traite de la charge d'impôts sur le résultat, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Bilan

| (en millions de dollars canadiens) | Au 31 janvier 2023 | Au 31 octobre 2022 |
|--|--------------------|--------------------|
| Actifs | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie et dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques | 108 422 | 93 200 |
| Valeurs mobilières | 281 027 | 273 262 |
| Titres pris en pension ou empruntés | 118 531 | 113 194 |
| Solde net des prêts et acceptations | 559 899 | 564 574 |
| Instruments dérivés | 33 294 | 48 160 |
| Autres actifs | 44 533 | 46 809 |
| Total des actifs | 1 145 706 | 1 139 199 |
| Passifs et capitaux propres | | |
| Dépôts | 787 376 | 769 478 |
| Instruments dérivés | 44 090 | 59 956 |
| Titres mis en pension ou prêtés | 101 484 | 103 963 |
| Autres passifs | 129 686 | 126 614 |
| Dette subordonnée | 8 156 | 8 150 |
| Capitaux propres | 74 914 | 71 038 |
| Total des passifs et des capitaux propres | 1 145 706 | 1 139 199 |

Au 31 janvier 2023, le total des actifs atteignait 1 145,7 milliards de dollars, en hausse de 6,5 milliards en regard du 31 octobre 2022.

L'affaiblissement du dollar américain a conduit à une diminution des actifs de 12,1 milliards, compte non tenu de son incidence sur les actifs financiers dérivés.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques ont progressé de 15,2 milliards de dollars, en raison de la hausse des soldes détenus auprès des banques centrales, ce qui reflète surtout l'accumulation de trésorerie avant la clôture de l'acquisition de Bank of the West, qui a été en partie compensée par l'incidence de la dépréciation du dollar américain.

Les valeurs mobilières ont augmenté de 7,8 milliards de dollars, principalement du fait des activités des clients de BMO Marchés des capitaux et des activités de gestion de la trésorerie des Services d'entreprise, facteurs qui ont été en partie compensés par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

Les titres pris en pension ou empruntés ont augmenté de 5,3 milliards de dollars, en raison des activités menées par les clients de BMO Marchés des capitaux, facteur ayant été contré en partie par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

Le solde net des prêts et acceptations a reculé de 4,7 milliards de dollars. Les prêts et acceptations aux entreprises et aux administrations publiques ont diminué de 5,2 milliards, ce qui reflète l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain et la baisse des soldes dans la monnaie d'origine de PE États-Unis, facteurs en partie compensés par la croissance enregistrée par PE Canada et BMO Marchés des capitaux. Les prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers ont diminué de 1,9 milliard, en raison de la baisse des soldes dans le cas de nos Services bancaires PE et de BMO Marchés des capitaux et de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Les prêts hypothécaires à l'habitation ont augmenté de 2,4 milliards du fait principalement de la croissance enregistrée par PE Canada.

Les actifs financiers dérivés ont reculé de 14,9 milliards de dollars, surtout en raison de la diminution de la valeur des instruments dérivés de négociation du fait des activités menées par les clients de BMO Marchés des capitaux, ainsi que de la baisse de la juste valeur des contrats de change, des contrats sur produits de base, des contrats sur taux d'intérêt et sur titres de participation.

Les autres actifs ont diminué de 2,3 milliards de dollars en raison des soldes moins élevés de sûretés en trésorerie versées à des contreparties et de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

Les passifs ont augmenté de 2,6 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2022. La dépréciation du dollar américain a contribué à la baisse des passifs de l'ordre de 11,5 milliards, compte non tenu de son incidence sur les passifs financiers dérivés.

Les dépôts ont augmenté de 17,9 milliards de dollars en raison de la hausse des soldes de financement de gros pour financer les activités menées par les clients des Marchés mondiaux et pour satisfaire les besoins en financement structurel, comme l'accumulation de trésorerie avant la clôture de l'acquisition de Bank of the West, ainsi que pour financer la croissance des dépôts des clients de PE Canada, ce qui a été contré en partie par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain et par une baisse des dépôts des clients dans la monnaie d'origine de PE États-Unis.

Les passifs financiers dérivés ont diminué de 15,9 milliards de dollars, surtout en raison de la diminution de la valeur des instruments dérivés de négociation du fait des activités menées par les clients de BMO Marchés des capitaux ainsi que de la baisse de la juste valeur des contrats de change, des contrats sur taux d'intérêt, sur titres de participation et sur produits de base.

Les titres mis en pension ou prêtés ont diminué de 2,5 milliards de dollars, en raison de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain et du recul des activités menées par les clients de BMO Marchés des capitaux.

Les autres passifs ont augmenté de 3,1 milliards de dollars du fait de l'augmentation des titres vendus à découvert imputable aux activités menées par les clients de BMO Marchés des capitaux, en partie compensée par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

La dette subordonnée est demeurée relativement inchangée au cours du trimestre.

Les capitaux propres ont augmenté de 3,9 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2022, du fait surtout des émissions d'actions ordinaires et privilégiées, compensées en partie par la baisse des résultats non distribués. Les actions ordinaires ont progressé de 3,9 milliards du fait de l'émission d'actions au cours du trimestre et de celle survenue aux termes du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions. Les résultats non distribués ont reculé de 0,9 milliard en raison des dividendes et des distributions sur les autres instruments de capitaux propres, ce qui a été en partie contré par le bénéfice net gagné pendant le trimestre. Les actions privilégiées et les autres instruments de capitaux propres ont augmenté de 0,7 milliard, reflet d'une émission au cours du trimestre. Le cumul des autres éléments du résultat global est demeuré relativement inchangé au cours du trimestre, car les profits sur les couvertures de flux de trésorerie attribuables aux taux à terme plus bas ont été compensés en grande partie par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain sur la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger et par des pertes sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur.

Les obligations contractuelles par année d'échéance sont décrites dans le tableau des échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan de la section Gestion des risques.

Gestion du capital

BMO continue de gérer son capital conformément au cadre décrit à la section Gestion globale du capital du Rapport annuel de BMO pour 2022.

Analyse des fonds propres réglementaires du premier trimestre de 2023

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BMO s'établissait à 18,2 % au 31 janvier 2023, en hausse par rapport aux 16,7 % enregistrés à la fin du quatrième trimestre de 2022, en raison essentiellement des émissions d'actions ordinaires totalisant 3,4 milliards de dollars dans le cadre d'un appel public à l'épargne et de placements privés ainsi que des actifs pondérés en fonction des risques moins élevés.

Les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires se situaient à 63,1 milliards de dollars au 31 janvier 2023, en hausse par rapport à 60,9 milliards au 31 octobre 2022, du fait principalement des émissions d'actions ordinaires, de la génération interne de fonds et des actions ordinaires émises aux termes du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires, ce qui a été compensé en partie par un avantage moindre découlant des mesures de gestion de la juste valeur afférentes à l'acquisition de Bank of the West et de l'incidence du dividende pour la relance du Canada. L'acquisition de Bank of the West a été clôturée le 1^{er} février 2023. Il y a lieu de se reporter à la section Faits marquants pour de plus amples renseignements sur les mesures de gestion de la juste valeur. Le placement d'actions ordinaires permet de faire face aux exigences réglementaires accrues qu'a annoncées le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) le 8 décembre 2022. Veuillez vous reporter à l'analyse intitulée Évolution des exigences en matière de fonds propres réglementaires présentée plus loin.

La Banque est assujettie à un plancher de fonds propres conformément à la ligne directrice Normes de fonds propres (NFP) du BSIF. Dans le cadre du calcul des ratios pour les fonds propres réglementaires, il est nécessaire d'augmenter le total des actifs pondérés en fonction des risques lorsque le montant au titre du plancher de fonds propres calculé selon l'approche standard est plus élevé qu'un montant obtenu par un calcul similaire utilisant les règles de l'approche avancée, plus sensible au risque. Les actifs pondérés en fonction des risques tiennent compte d'un ajustement lié au niveau plancher de fonds propres de 10,8 milliards de dollars au 31 janvier 2023 comparativement à 12,6 milliards au 31 octobre 2022.

Les actifs pondérés en fonction des risques se chiffraient à 347,5 milliards de dollars au 31 janvier 2023, en baisse par rapport à 364,0 milliards au 31 octobre 2022. Cette baisse est surtout imputable aux transactions comportant un transfert de risque, aux mises à jour des modèles, à l'incidence des fluctuations des cours de change et aux modifications à la qualité des actifs.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres se situaient respectivement à 20,1 % et à 22,6 % au 31 janvier 2023, en hausse comparativement à 18,4 % et à 20,7 %, respectivement, au 31 octobre 2022, en raison surtout des mêmes facteurs ayant eu une incidence sur les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et d'une émission d'actions privilégiées à des institutions d'un montant de 650 millions de dollars.

L'incidence des fluctuations de change sur les ratios de fonds propres a été essentiellement contrebalancée. Les investissements de BMO dans ses établissements à l'étranger sont essentiellement libellés en dollars américains et l'incidence de la conversion des actifs pondérés en fonction des risques et des déductions des fonds propres libellés en dollars américains peut faire varier les ratios des fonds propres de la Banque. Nous pourrions gérer l'incidence qu'ont les variations des cours de change sur nos ratios de fonds propres, et c'est ce que nous avons fait au cours du trimestre à l'étude en fonction du bilan actuel et nous avons également envisagé les répercussions prévues de l'acquisition de Bank of the West. De telles activités pourraient également se répercuter sur notre valeur comptable et sur notre rendement des capitaux propres.

Notre ratio de levier se situait à 5,9 % au 31 janvier 2023, en hausse par rapport à 5,6 % à la fin du quatrième trimestre de 2022, ce qui s'explique essentiellement par l'accroissement des fonds propres de catégorie 1.

Le ratio de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) fondé sur les risques et le ratio de levier TLAC de la Banque se sont établis respectivement à 37,2 % et à 10,9 % au 31 janvier 2023 contre respectivement 33,1 % et 10,1 % au 31 octobre 2022.

Évolution des exigences en matière de fonds propres réglementaires

Le 8 décembre 2022, le BSIF a annoncé que le niveau de la réserve pour stabilité intérieure sera fixé à 3 % du total des actifs pondérés en fonction du risque à compter du 1^{er} février 2023. De plus, le BSIF a accru cette réserve, passant d'une fourchette de 0 % à 2,5 % à une fourchette de 0 % à 4 %.

La mise en œuvre au Canada des réformes de Bâle III afférentes aux exigences en matière de fonds propres, de levier financier, de liquidité et de communication de l'information prendra effet au deuxième trimestre de 2023. Les modifications touchant les fonds propres comprennent des règles révisées visant le risque de crédit et le risque opérationnel ayant pris effet le 1^{er} février 2023. Les révisions visant le risque de marché et le risque lié au rajustement de la valeur du crédit prendront effet au cours du premier trimestre de 2024.

Il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale du capital du Rapport annuel de BMO pour 2022 pour une analyse plus détaillée sur l'évolution des exigences en matière de réglementation.

Fonds propres réglementaires, levier et TLAC

Les exigences en matière de fonds propres réglementaires pour BMO sont déterminées selon la ligne directrice NFP et la ligne directrice Exigences de levier (EL) établies par le BSIF, en fonction des normes établies par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. Les exigences relatives à la TLAC sont établies conformément à la ligne directrice TLAC du BSIF. Pour des renseignements plus détaillés à ce sujet, il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale du capital du Rapport annuel de BMO pour 2022.

Les exigences du BSIF en matière de fonds propres, de levier et de la TLAC sont résumées dans le tableau ci-après.

| (en pourcentage de l'actif moyen pondéré en fonction des risques ou de l'exposition aux fins du ratio de levier) | Exigences minimales de fonds propres, de levier et de la TLAC | Réserve de fonds propres au titre du premier pilier 1) | Réserve pour stabilité intérieure 2) | Exigences minimales de fonds propres, de levier et de la TLAC, y compris les réserves de fonds propres | Ratios des fonds propres, de levier et de la TLAC de BMO au 31 janvier 2023 |
|--|---|--|--------------------------------------|--|---|
| Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires | 4,5 % | 3,5 % | 2,5 % | 10,5 % | 18,2 % |
| Ratio des fonds propres de catégorie 1 | 6,0 % | 3,5 % | 2,5 % | 12,0 % | 20,1 % |
| Ratio du total des fonds propres | 8,0 % | 3,5 % | 2,5 % | 14,0 % | 22,6 % |
| Ratio TLAC | 21,5 % | s. o. | 2,5 % | 24,0 % | 37,2 % |
| Ratio de levier | 3,0 % | s. o. | s. o. | 3,0 % | 5,9 % |
| Ratio de levier TLAC | 6,75 % | s. o. | s. o. | 6,75 % | 10,9 % |

1) Le ratio minimal des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, qui est de 4,5 %, s'accroît des réserves de fonds propres au titre du premier pilier, qui sont de 3,5 % et qui peuvent absorber les pertes en situation de crise. Les réserves de fonds propres au titre du premier pilier comprennent une réserve de conservation des fonds propres de 2,5 %, un supplément de fonds propres sous forme d'actions ordinaires applicable aux banques d'importance systémique intérieure (BIS) de 1,0 % et la réserve contracyclique telle qu'elle est stipulée par le BSIF (dont l'importance a été négligeable au premier trimestre de 2023). Si les ratios des fonds propres d'une banque tombent dans les limites de cette réserve combinée, des restrictions lui seront imposées à l'égard de ses distributions discrétionnaires à même le résultat (aux fins notamment des dividendes, des rachats d'actions et de la rémunération discrétionnaire), l'ampleur de ces restrictions variant alors selon la position des ratios de la Banque à l'intérieur des limites de la réserve.

2) Le BSIF exige des BIS¹ qu'elles constituent une réserve pour stabilité intérieure au titre des risques associés aux vulnérabilités systémiques dont il est question dans le deuxième pilier. Cette réserve a été établie à 2,5 % au 31 janvier 2023. Le BSIF a augmenté la réserve pour stabilité intérieure d'une fourchette de 0 % à 2,5 %, à 0 % à 4 %, et la réserve pour stabilité intérieure augmentera à 3,0 % à compter du 1^{er} février 2023. Une banque qui manque à ses obligations relatives à la réserve pour stabilité intérieure ne se voit pas automatiquement assujettie à des limites de distribution de fonds propres. La banque pourrait être tenue de détenir des réserves au titre du deuxième pilier en plus de la réserve pour stabilité intérieure.

s. o. – sans objet

Fonds propres réglementaires et TLAC ¹⁾

| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) | T1-2023 | T4-2022 | T1-2022 |
|--|----------------|----------------|---------------|
| Montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires 1) | 67 956 | 64 730 | 54 246 |
| Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires | (4 841) | (3 839) | (6 636) |
| Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires | 63 115 | 60 891 | 47 610 |
| Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles 2) | 6 958 | 6 308 | 4 958 |
| Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 1 | (85) | (78) | (87) |
| Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires | 6 873 | 6 230 | 4 871 |
| Fonds propres de catégorie 1 (fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et fonds propres de catégorie 1 supplémentaires) | 69 988 | 67 121 | 52 481 |
| Fonds propres de catégorie 2 admissibles 3) | 8 447 | 8 238 | 8 619 |
| Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2 | (79) | (50) | (50) |
| Fonds propres de catégorie 2 | 8 368 | 8 188 | 8 569 |
| Total des fonds propres (fonds propres de catégorie 1 et 2) | 78 356 | 75 309 | 61 050 |
| Autres instruments TLAC 4) | 50 997 | 45 554 | 35 909 |
| Ajustements appliqués aux autres instruments TLAC | (116) | (200) | (70) |
| Autres instruments TLAC disponibles après ajustements | 50 881 | 45 354 | 35 839 |
| TLAC | 129 237 | 120 663 | 96 889 |
| Actifs pondérés en fonction des risques 5) | 347 454 | 363 997 | 337 652 |
| Exposition aux fins du ratio de levier | 1 181 914 | 1 189 990 | 1 115 676 |
| Ratios des fonds propres, de levier et de la TLAC (%) | | | |
| Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires | 18,2 | 16,7 | 14,1 |
| Ratio des fonds propres de catégorie 1 | 20,1 | 18,4 | 15,5 |
| Ratio du total des fonds propres | 22,6 | 20,7 | 18,1 |
| Ratio TLAC | 37,2 | 33,1 | 28,7 |
| Ratio de levier | 5,9 | 5,6 | 4,7 |
| Ratio de levier TLAC | 10,9 | 10,1 | 8,7 |

- 1) Le montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires comprend les actions ordinaires admissibles qui ont été émises, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les actions ordinaires admissibles émises par les filiales.
- 2) Les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles comprennent les instruments de catégorie 1 supplémentaires admissibles émis directement ou indirectement.
- 3) Les fonds propres de catégorie 2 admissibles comprennent les débentures subordonnées et peuvent comprendre une partie des dotations à la provision pour pertes sur créances attendues.
- 4) Les autres instruments TLAC englobent la dette de premier rang non garantie admissible aux fins du régime de recapitalisation interne des banques au Canada.
- 5) Les institutions qui utilisent l'approche de mesures avancées pour le risque de crédit sont assujetties à un plancher de fonds propres, tel que le prescrit la ligne directrice NFP du BSIF.

Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires ¹⁾

| Au 31 janvier 2023 | Nombre d'actions | Montant (en millions de dollars) |
|---|------------------|--|
| Actions ordinaires 2) | 709 664 228 | 21 637 \$ |
| Actions privilégiées de catégorie B* | | |
| Série 27 | 20 000 000 | 500 \$ |
| Série 29 | 16 000 000 | 400 \$ |
| Série 31 | 12 000 000 | 300 \$ |
| Série 33 | 8 000 000 | 200 \$ |
| Série 44 | 16 000 000 | 400 \$ |
| Série 46 | 14 000 000 | 350 \$ |
| Série 50 | 500 000 | 500 \$ |
| Série 52 | 650 000 | 650 \$ |
| Autres instruments de capitaux propres* | | |
| Billets subordonnés à 4,800 % aux termes des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires | | 500 \$ US |
| Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1 à 4,300 % | | 1 250 \$ |
| Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 2 à 5,625 % | | 750 \$ |
| Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 3 à 7,325 % | | 1 000 \$ |
| Billets à moyen terme* | | |
| Billets subordonnés à 3,803 % échéant en 2032 | | 1 250 \$ US |
| Billets subordonnés à 4,338 % échéant en 2028 | | 850 \$ US |
| Série J – tranche 1 | | 1 000 \$ |
| Série J – tranche 2 | | 1 250 \$ |
| Série K – tranche 1 | | 1 000 \$ |
| Billets subordonnés à 3,088 % échéant en 2037 | | 1 250 \$ US |
| Série L – tranche 1 | | 750 \$ |
| Options sur actions | | |
| Droits acquis | 3 264 505 | |
| Droits non acquis | 3 739 271 | |

* Convertible en actions ordinaires. Les billets avec remboursement de capital à recours limité sont convertibles en actions ordinaires en vertu du recours aux actions privilégiées, série 48, aux actions privilégiées, série 49, et aux actions privilégiées, série 51 au titre des billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1, série 2 et série 3, respectivement émises en même temps que les billets avec remboursement de capital à recours limité, qui comprennent actuellement les actifs détenus dans une fiducie à recours limité.

- 1) Des détails sur les billets à moyen terme sont présentés à la note 15 des états financiers consolidés audités du Rapport annuel de BMO pour 2022. La note 5 des états financiers consolidés intermédiaires non audités et la note 16 des états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2022, traitent en détail du capital social et des autres instruments de capitaux propres.
- 2) Le nombre d'actions ordinaires comprend 81 920 actions propres.

Advenant le cas où se produirait un événement déclencheur de FPUNV, nos instruments compris dans les FPUNV seraient convertis en actions ordinaires de BMO selon une formule de conversion automatique à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$ et ii) le cours du marché de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (calculé selon un prix moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$, ces instruments de capital compris dans les FPUNV seraient convertis en environ 4,0 milliards d'actions ordinaires de BMO, dans l'hypothèse où il n'y aurait ni intérêts courus ni dividendes déclarés et impayés.

Autres faits nouveaux touchant le capital

Au cours du trimestre, nous avons émis des actions ordinaires pour un montant de 346 millions de dollars dans le cadre du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions et aux termes de l'exercice d'options sur actions.

Le 31 janvier 2023, nous avons procédé à une offre publique au Canada portant sur l'émission d'actions privilégiées de catégorie B à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 52 (FPUNV) pour un montant de 650 millions de dollars.

Le 25 janvier 2023, nous avons procédé à un placement privé d'actions ordinaires pour un montant de 750 millions de dollars en faveur de BNP Paribas SA.

Le 16 décembre 2022, nous avons procédé à une offre publique et à un placement privé simultané portant sur l'émission d'actions ordinaires pour un montant totalisant 2,6 milliards de dollars. Les actions ordinaires ont été émises afin de rendre la situation en matière de capital conforme aux exigences réglementaires accrues et aux fins des besoins généraux d'exploitation.

Dividendes

Le 28 février 2023, BMO a annoncé que le Conseil d'administration avait déclaré un dividende trimestriel sur les actions ordinaires de 1,43 \$ par action, demeurant inchangé par rapport au trimestre précédent. Le dividende doit être versé le 26 mai 2023 aux actionnaires inscrits le 28 avril 2023. Les détenteurs d'actions ordinaires pourront choisir de réinvestir leurs dividendes en trésorerie dans des actions ordinaires de BMO, conformément au Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions. Jusqu'à nouvel ordre, les actions ordinaires émises par la Banque en vertu du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions seront de nouvelles actions comportant un escompte de 2 % calculé conformément aux modalités du Régime. L'escompte ne s'appliquera pas aux actions ordinaires achetées dans le volet « versements facultatifs en espèces » du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions.

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire, et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées comme étant des « dividendes admissibles ».

Mise en garde

La présente section qui traite de la gestion du capital renferme des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

Méthode de présentation des résultats des groupes d'exploitation de BMO

BMO présente les résultats financiers de ses trois groupes d'exploitation, dont l'un comprend deux unités d'exploitation, et ils sont tous soutenus par les unités fonctionnelles et l'unité Technologie et opérations des Services d'entreprise. Les résultats des unités d'exploitation comprennent les ventilations des revenus liées à la trésorerie, les ventilations des charges autres que d'intérêts provenant des unités fonctionnelles et de l'unité Technologie et opérations (T&O), et les fonds propres imputés.

BMO a recours à la fixation des prix de cession interne des fonds et des liquidités entre la trésorerie et les unités d'exploitation pour attribuer le coût et le crédit appropriés aux fonds afin d'établir adéquatement le prix des prêts et des dépôts et de faciliter l'évaluation de la performance en matière de rentabilité de chaque secteur d'activité. En outre, ces méthodes tiennent compte du coût des actifs liquides supplémentaires qui sont détenus afin de combler d'éventuels besoins en liquidité et de faciliter la gestion du risque de taux d'intérêt et du risque de liquidité dans le respect de notre cadre d'appétit pour le risque et des exigences réglementaires. Nous passons en revue nos méthodologies de prix de cession interne au moins une fois l'an afin qu'elles soient conformes à nos pratiques de gestion des risques de taux d'intérêt, de liquidité et de financement.

Les coûts associés aux services fournis par les unités fonctionnelles et l'unité T&O sont en grande partie répartis entre les quatre unités d'exploitation, les montants restants étant pris en compte dans les Services d'entreprise. Les charges directement engagées pour soutenir une unité d'exploitation spécifique sont généralement attribuées à cette unité d'exploitation. Les autres charges qui ne sont pas directement attribuables à une unité d'exploitation spécifique sont réparties entre les unités d'exploitation d'une manière qui reflète raisonnablement le niveau de soutien fourni à chaque unité d'exploitation. Nous passons en revue périodiquement ces méthodes de répartition des charges.

Les fonds propres sont imputés aux unités d'exploitation en fonction du montant de fonds propres réglementaires requis pour soutenir les activités commerciales. À compter du premier trimestre de l'exercice 2023, notre taux d'imputation des fonds propres a été porté à 11,0 % des actifs pondérés en fonction des risques, contre 10,5 % pour l'exercice 2022, afin de tenir compte du renforcement des exigences de fonds propres. Les fonds propres non imputés sont comptabilisés dans les Services d'entreprise. Nous passons en revue chaque année nos méthodes d'imputation des fonds propres.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités de notre structure organisationnelle soient réorientés pour appuyer nos priorités stratégiques, et les chiffres des périodes antérieures ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

À l'instar des membres de notre groupe bancaire de référence au Canada, nous analysons les revenus consolidés à partir des revenus calculés selon les PCGR figurant dans les états financiers consolidés annuels audités plutôt que sur une base d'imposition comparable (bic). Comme plusieurs autres banques, BMO analyse les revenus de ses unités d'exploitation sur une bic. Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat de BMO Marchés des capitaux et de Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des unités d'exploitation est reflétée dans les revenus et la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

| | T1-2023 | T4-2022 | T1-2022 |
|---|--------------|---------|---------|
| Revenus nets d'intérêts (bic) 2) | 3 519 | 3 423 | 2 943 |
| Revenus autres que d'intérêts | 901 | 877 | 983 |
| Total des revenus (bic) 2) | 4 420 | 4 300 | 3 926 |
| Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux | 202 | 189 | 103 |
| Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs | 24 | 47 | (153) |
| Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances | 226 | 236 | (50) |
| Charges autres que d'intérêts | 1 950 | 1 965 | 1 736 |
| Bénéfice avant impôts sur le résultat | 2 244 | 2 099 | 2 240 |
| Charge d'impôts sur le résultat (bic) 2) | 566 | 522 | 555 |
| Bénéfice net comptable | 1 678 | 1 577 | 1 685 |
| Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres | 18 | 21 | 21 |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires | 1 660 | 1 556 | 1 664 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3) | 1 | 2 | 1 |
| Bénéfice net ajusté | 1 679 | 1 579 | 1 686 |
| Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires | 1 661 | 1 558 | 1 665 |

1) Les résultats ajustés que renferme le présent tableau ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2) Des montants sur une base d'imposition comparable (bic) de 8 millions de dollars pour le premier trimestre de 2023, de 7 millions pour le quatrième trimestre de 2022 et de 6 millions pour le premier trimestre de 2022 ont été comptabilisés dans les revenus nets d'intérêts, les revenus et la charge d'impôts sur le résultat.

3) Des montants avant impôts liés à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions des Services bancaires PE de 2 millions de dollars pour à la fois le premier trimestre de 2023, le quatrième trimestre de 2022 et le premier trimestre de 2022 ont été comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis). Le bénéfice net comptable des Services bancaires PE s'est chiffré à 1 678 millions de dollars, relativement inchangé par rapport à l'exercice précédent et en hausse de 101 millions, ou 6 % par rapport au trimestre précédent. Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants, les mesures et les ratios non conformes aux PCGR de la présente section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

| | T1-2023 | T4-2022 | T1-2022 |
|---|---------|---------|---------|
| Revenus nets d'intérêts | 2 030 | 1 961 | 1 787 |
| Revenus autres que d'intérêts | 599 | 586 | 620 |
| Total des revenus | 2 629 | 2 547 | 2 407 |
| Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux | 154 | 142 | 100 |
| Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs | 10 | 32 | (76) |
| Total des dotations à la provision pour pertes sur créances | 164 | 174 | 24 |
| Charges autres que d'intérêts | 1 117 | 1 131 | 1 024 |
| Bénéfice avant impôts sur le résultat | 1 348 | 1 242 | 1 359 |
| Charge d'impôts sur le résultat | 368 | 325 | 355 |
| Bénéfice net comptable | 980 | 917 | 1 004 |
| Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres | 10 | 11 | 11 |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires | 970 | 906 | 993 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2) | - | - | - |
| Bénéfice net ajusté | 980 | 917 | 1 004 |
| Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires | 970 | 906 | 993 |
| Charges autres que d'intérêts ajustées | 1 117 | 1 131 | 1 024 |
| Revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises | 1 852 | 1 797 | 1 673 |
| Revenus des Services bancaires aux grandes entreprises | 777 | 750 | 734 |
| Croissance du bénéfice net (%) | (2,5) | (1,7) | 33,9 |
| Croissance des revenus (%) | 9,2 | 10,5 | 14,7 |
| Croissance des charges autres que d'intérêts (%) | 9,1 | 7,8 | 9,4 |
| Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%) | 9,1 | 7,8 | 9,4 |
| Rendement des capitaux propres (%) 3) | 30,7 | 29,4 | 34,6 |
| Rendement des capitaux propres ajusté (%) 3) | 30,7 | 29,4 | 34,6 |
| Levier d'exploitation (%) | 0,1 | 2,7 | 5,3 |
| Levier d'exploitation ajusté (%) | 0,1 | 2,7 | 5,3 |
| Ratio d'efficience (%) | 42,5 | 44,4 | 42,5 |
| Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) | 2,70 | 2,66 | 2,68 |
| Actif productif moyen | 298 149 | 292 124 | 264 764 |
| Solde moyen brut des prêts et acceptations | 309 981 | 304 159 | 277 068 |
| Solde moyen des dépôts | 261 331 | 253 143 | 236 430 |

1) Les résultats et les ratios ajustés que renferme le présent tableau ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2) Des montants avant impôts liés à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de néant à la fois pour le premier trimestre de 2023, le quatrième trimestre de 2022 et le premier trimestre de 2022 ont été comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.

3) Le rendement des capitaux propres est fondé sur les fonds propres imputés. À compter du premier trimestre de l'exercice 2023, notre taux d'imputation des fonds propres a été porté à 11,0 % des actifs pondérés en fonction des risques, contre 10,5 % pour l'exercice 2022. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements.

Comparaison du premier trimestre de 2023 et du premier trimestre de 2022

Le bénéfice net comptable de PE Canada s'est chiffré à 980 millions de dollars, en baisse de 24 millions, ou de 2 %, par rapport à l'exercice précédent.

Le total des revenus s'est établi à 2 629 millions de dollars, en hausse de 222 millions, ou de 9 %, par rapport à l'an dernier. Les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 243 millions, ou de 14 %, en raison surtout de l'accroissement des soldes et de l'élargissement des marges nettes d'intérêts. Les revenus autres que d'intérêts ont diminué de 21 millions, ou de 3 %, du fait surtout de la baisse des profits sur les investissements dans nos Services bancaires aux grandes entreprises par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent et de la baisse des revenus tirés des commissions sur prêts, ce qui a été contré en partie par l'augmentation des revenus générés par les cartes de crédit. La marge nette d'intérêts, qui s'est située à 2,70 %, a progressé de 2 points de base par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout de l'accroissement des marges sur les dépôts, ce qui reflète l'incidence du contexte de hausse des taux d'intérêt, contrebalancé en partie par le rétrécissement des marges sur les prêts et un changement dans la composition des dépôts.

Les revenus des Services bancaires aux particuliers et entreprises ont augmenté de 179 millions de dollars, ou de 11 %, en raison surtout des revenus nets d'intérêts plus élevés. Les revenus des Services bancaires aux grandes entreprises se sont renforcés de 43 millions, ou de 6 %, en raison de la hausse des revenus nets d'intérêts, ce qui a été en partie contrebalancé par le recul des revenus autres que d'intérêts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 164 millions de dollars, par rapport à 24 millions à l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établie à 154 millions, en hausse de 54 millions, ce qui s'explique avant tout par l'augmentation des dotations aux provisions liées à nos Services bancaires Particuliers et entreprises. Au cours du trimestre à l'étude, une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 10 millions a été enregistrée, comparativement à un recouvrement de 76 millions à l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 1 117 millions de dollars, en hausse de 93 millions, ou de 9 %, par rapport à l'exercice précédent, ce qui reflète les investissements dans les activités, y compris l'augmentation des effectifs de notre équipe de vente et des coûts liés à la technologie, ainsi que la hausse des salaires.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 32,9 milliards de dollars, ou de 12 %, par rapport à il y a un an, pour s'établir à 310,0 milliards. Les soldes des prêts des Services bancaires Particuliers et entreprises ont progressé de 9 % et ceux des prêts des Services bancaires aux grandes entreprises se sont accrus de 16 %, tandis que les soldes de cartes de crédit ont augmenté de 20 %. Le solde moyen des dépôts a augmenté de 24,9 milliards, ou de 11 %, pour s'établir à 261,3 milliards. Les dépôts des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 13 %, grâce surtout à la forte croissance des dépôts à terme, qui a été contrée en partie par le recul des dépôts des comptes de chèques et d'épargne. Les dépôts des Services bancaires aux grandes entreprises ont quant à eux augmenté de 6 %.

Comparaison du premier trimestre de 2023 et du quatrième trimestre de 2022

Le bénéfice net comptable a grimpé de 63 millions de dollars, ou de 7 %, comparativement au trimestre précédent.

Le total des revenus a augmenté de 82 millions de dollars, ou de 3 % par rapport au trimestre précédent. Les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 69 millions, ou de 4 %, en raison essentiellement de l'élargissement des marges nettes d'intérêts et de l'accroissement des soldes. Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 13 millions, ou 2 %, du fait surtout de la hausse des profits sur les investissements dans nos Services bancaires aux grandes entreprises par rapport au trimestre précédent. La marge nette d'intérêts, qui s'est située à 2,70 %, a augmenté de 4 points de base par rapport au trimestre précédent, en raison de l'élargissement des marges sur les dépôts et les prêts, ce qui a été contrebalancé en partie par un changement dans la composition des dépôts.

Les revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 55 millions de dollars, ou de 3 %, en raison essentiellement de la progression des revenus nets d'intérêts. Les revenus des Services bancaires aux grandes entreprises ont également augmenté, en hausse de 27 millions, ou de 4 %, ce qui s'explique en grande partie par les revenus nets d'intérêts et les revenus autres que d'intérêts plus élevés.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances a diminué de 10 millions de dollars, comparativement au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est accrue de 12 millions, ce qui s'explique principalement par l'augmentation des dotations aux provisions liées aux Services bancaires Particuliers et entreprises, contrebalancée en partie par la baisse des dotations liées aux Services bancaires aux grandes entreprises. Au cours du trimestre à l'étude, une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 10 millions a été enregistrée, comparativement à une provision de 32 millions au trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont diminué de 14 millions de dollars, ou de 1 % par rapport au trimestre précédent.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a progressé de 5,8 milliards de dollars, ou de 2 %, par rapport au trimestre précédent. Les soldes des prêts des Services bancaires Particuliers et entreprises et des prêts des Services bancaires aux grandes entreprises se sont accrus de 2 %, tandis que les soldes de cartes de crédit ont grimpé de 5 %. Le solde moyen des dépôts a augmenté de 8,2 milliards, ou de 3 % eu égard au trimestre précédent. Les dépôts des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 4 %, grâce surtout à la forte croissance des dépôts à terme, qui a été contrée en partie par le recul des dépôts des comptes de chèques et d'épargne. Les dépôts des Services bancaires aux grandes entreprises ont quant à eux augmenté de 1 %.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants non conformes aux PCGR de la présente section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis) ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

| | T1-2023 | T4-2022 | T1-2022 |
|---|---------|---------|---------|
| Revenus nets d'intérêts (bic) 2) | 1 489 | 1 462 | 1 156 |
| Revenus autres que d'intérêts | 302 | 291 | 363 |
| Total des revenus (bic) 2) | 1 791 | 1 753 | 1 519 |
| Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux | 48 | 47 | 3 |
| Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs | 14 | 15 | (77) |
| Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances | 62 | 62 | (74) |
| Charges autres que d'intérêts | 833 | 834 | 712 |
| Bénéfice avant impôts sur le résultat | 896 | 857 | 881 |
| Charge d'impôts sur le résultat (bic) 2) | 198 | 197 | 200 |
| Bénéfice net comptable | 698 | 660 | 681 |
| Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres | 8 | 10 | 10 |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires | 690 | 650 | 671 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3) | 1 | 2 | 1 |
| Bénéfice net ajusté | 699 | 662 | 682 |
| Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires | 691 | 652 | 672 |
| Charges autres que d'intérêts ajustées | 831 | 832 | 710 |
| Croissance du bénéfice net (%) | 2,6 | 29,8 | 17,6 |
| Croissance du bénéfice net ajusté (%) | 2,6 | 28,5 | 16,5 |
| Croissance des revenus (%) | 17,9 | 26,9 | 7,7 |
| Croissance des charges autres que d'intérêts (%) | 17,0 | 11,7 | 3,4 |
| Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%) | 17,0 | 12,7 | 4,4 |
| Actif productif moyen | 150 527 | 149 721 | 131 569 |
| Solde moyen brut des prêts et acceptations | 145 020 | 144 110 | 125 147 |
| Solde moyen net des prêts et acceptations | 144 133 | 143 179 | 124 287 |
| Solde moyen des dépôts | 148 533 | 148 849 | 146 529 |

(équivalents en millions de dollars américains)

| | | | |
|---|-------|-------|-------|
| Revenus nets d'intérêts (bic) 4) | 1 109 | 1 082 | 910 |
| Revenus autres que d'intérêts | 225 | 215 | 286 |
| Total des revenus (bic) 4) | 1 334 | 1 297 | 1 196 |
| Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux | 36 | 35 | 3 |
| Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs | 10 | 11 | (61) |
| Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances | 46 | 46 | (58) |
| Charges autres que d'intérêts | 621 | 617 | 560 |
| Bénéfice avant impôts sur le résultat | 667 | 634 | 694 |
| Charge d'impôts sur le résultat (bic) 4) | 147 | 146 | 158 |
| Bénéfice net comptable | 520 | 488 | 536 |
| Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres | 6 | 7 | 8 |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires | 514 | 481 | 528 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 5) | 1 | 1 | 1 |
| Bénéfice net ajusté | 521 | 489 | 537 |
| Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires | 515 | 482 | 529 |
| Charges autres que d'intérêts ajustées | 620 | 616 | 559 |

Principaux facteurs et mesures de la performance (en dollars américains)

| | | | |
|--|---------|---------|---------|
| Revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises | 420 | 402 | 337 |
| Revenus des Services bancaires aux grandes entreprises | 914 | 895 | 859 |
| Croissance du bénéfice net (%) | (2,9) | 20,5 | 18,7 |
| Croissance du bénéfice net ajusté (%) | (3,0) | 19,3 | 17,6 |
| Croissance des revenus (%) | 11,5 | 17,8 | 8,8 |
| Croissance des charges autres que d'intérêts (%) | 10,7 | 3,5 | 4,4 |
| Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%) | 10,8 | 4,4 | 5,5 |
| Rendement des capitaux propres (%) 6) | 19,2 | 17,9 | 19,5 |
| Rendement des capitaux propres ajusté (%) 6) | 19,2 | 18,0 | 19,5 |
| Levier d'exploitation (%) | 0,8 | 14,3 | 4,4 |
| Levier d'exploitation ajusté (%) | 0,7 | 13,4 | 3,3 |
| Ratio d'efficience (%) | 46,5 | 47,6 | 46,9 |
| Ratio d'efficience ajusté (%) | 46,4 | 47,5 | 46,8 |
| Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) | 3,92 | 3,88 | 3,49 |
| Actif productif moyen | 112 109 | 110 753 | 103 525 |
| Solde moyen brut des prêts et acceptations | 108 007 | 106 603 | 98 472 |
| Solde moyen des dépôts | 110 629 | 110 138 | 115 286 |

1) Les résultats et les ratios ajustés que renferme le présent tableau ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2) Des montants sur une base d'imposition comparable (bic) de 8 millions de dollars pour le premier trimestre de 2023, de 7 millions pour le quatrième trimestre de 2022 et de 6 millions pour le premier trimestre de 2022 ont été comptabilisés dans les revenus nets d'intérêts, les revenus et la charge d'impôts sur le résultat, et ils sont pris en compte dans les ratios.

3) Des montants avant impôts liés à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de 2 millions de dollars à la fois pour le premier trimestre de 2023, le quatrième trimestre de 2022 et le premier trimestre de 2022 ont été comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.

4) Des montants sur une base d'imposition comparable (bic) de 6 millions de dollars américains pour le premier trimestre de 2023 et le quatrième trimestre de 2022 et de 5 millions de dollars américains pour le premier trimestre de 2022 ont été comptabilisés dans les revenus nets d'intérêts, les revenus et la charge d'impôts sur le résultat, et ils sont pris en compte dans les ratios.

5) Des montants avant impôts liés à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de 1 million de dollars américains à la fois pour le premier trimestre de 2023, le quatrième trimestre de 2022 et le premier trimestre de 2022 ont été comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.

6) Le rendement des capitaux propres est fondé sur les fonds propres imputés. À compter du premier trimestre de l'exercice 2023, notre taux d'imputation des fonds propres a été porté à 11,0 % des actifs pondérés en fonction des risques, contre 10,5 % pour l'exercice 2022. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements.

Comparaison du premier trimestre de 2023 et du premier trimestre de 2022

Le bénéfice net comptable de PE États-Unis s'est établi à 698 millions de dollars, en hausse de 17 millions, ou de 3 %, comparativement à il y a un an. Le raffermissement du dollar américain a entraîné une hausse du bénéfice net, des revenus et des charges de 6 %, respectivement. Tous les montants dans le reste de la présente section sont exprimés en dollars américains.

Le bénéfice net comptable s'est établi à 520 millions de dollars, en baisse de 16 millions, ou de 3 %, par rapport à l'exercice précédent.

Le total des revenus s'est établi à 1 334 millions de dollars, en hausse de 138 millions, ou de 12 %, par rapport à l'exercice précédent. Les revenus nets d'intérêts ont progressé de 199 millions, ou de 22 %, en raison surtout de l'élargissement des marges sur les dépôts et de la croissance des soldes des prêts, facteurs contrés en partie par le rétrécissement des marges sur les prêts. Les revenus autres que d'intérêts ont diminué de 61 millions, ou de 21 %, du fait surtout de la baisse des revenus tirés des dépôts, des prêts et des contrats de location simple. La marge nette d'intérêts, qui s'est établie à 3,92 %, a augmenté de 43 points de base, principalement du fait de l'élargissement des marges sur les dépôts découlant de l'incidence du contexte de taux d'intérêt plus élevés, ce qui a été contré en partie par le rétrécissement des marges sur les prêts et la croissance plus rapide des prêts par rapport aux dépôts.

Les revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 83 millions de dollars, ou de 25 % et ceux des Services bancaires aux grandes entreprises de 55 millions, ou de 6 %, en raison de l'accroissement des revenus nets d'intérêts, contrebalancé en partie par le repli des revenus autres que d'intérêts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 46 millions de dollars, comparativement à un recouvrement de 58 millions à l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établie à 36 millions, soit une augmentation de 33 millions, ce qui s'explique par une hausse des dotations à la provision liées aux Services bancaires aux grandes entreprises et aux Services bancaires Particuliers et entreprises. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 10 millions a été enregistrée au cours du trimestre à l'étude, comparativement à un recouvrement de 61 millions à l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont chiffrées à 621 millions de dollars, en hausse de 61 millions, ou de 11 %, par rapport à l'an dernier, en raison essentiellement de l'augmentation des frais liés au personnel et des coûts liés à la technologie.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 9,5 milliards de dollars, ou de 10 %, par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 108,0 milliards. Les soldes de prêts des Services bancaires aux grandes entreprises ont augmenté de 11 %. Quant aux soldes de prêts des Services bancaires Particuliers et entreprises, ils ont progressé de 2 %. Le solde moyen des dépôts s'est chiffré à 110,6 milliards, soit une baisse de 4,7 milliards, ou de 4 %, par rapport à l'exercice précédent. Les dépôts des Services bancaires aux grandes entreprises ont diminué de 6 %, et ceux des Services bancaires Particuliers et entreprises, de 2 %, la croissance des dépôts à terme dans les deux secteurs d'activité ayant été plus que contrebalancée par la baisse observée pour d'autres produits.

Comparaison du premier trimestre de 2023 et du quatrième trimestre de 2022

Le bénéfice net comptable a progressé de 38 millions de dollars, ou de 6 %, par rapport au trimestre précédent. Tous les montants dans le reste de la présente section sont exprimés en dollars américains.

Le bénéfice net comptable a augmenté de 32 millions de dollars, ou de 6 %, par rapport à celui du trimestre précédent.

Le total des revenus a monté de 37 millions de dollars, ou de 3 %, par rapport au trimestre précédent. Les revenus nets d'intérêts ont progressé de 27 millions, ou de 3 %, en raison surtout de l'élargissement des marges sur les dépôts et de la croissance des soldes des prêts, facteurs contrés en partie par le rétrécissement des marges sur les prêts. Les revenus autres que d'intérêts ont grimpé de 10 millions, ou de 4 %, par rapport au trimestre précédent, du fait surtout de la hausse des revenus de commissions sur prêts. La marge nette d'intérêts, qui s'est établie à 3,92 %, a augmenté de 4 points de base par rapport au trimestre précédent, en raison de l'élargissement des marges sur les dépôts découlant de l'incidence du contexte de taux d'intérêt plus élevés, ce qui a été contré en partie par le rétrécissement des marges sur les prêts, l'augmentation des soldes des prêts et un changement dans la composition des dépôts.

Les revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 18 millions de dollars, ou de 4 %, en raison surtout de l'accroissement des revenus nets d'intérêt. Les revenus des Services bancaires aux grandes entreprises ont augmenté de 19 millions, ou de 2 %, en raison de l'accroissement des revenus autres que d'intérêts et des revenus nets d'intérêts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances est demeuré inchangé par rapport au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 1 million de dollars. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 10 millions a été enregistrée au cours du trimestre à l'étude, comparativement à une dotation de 11 millions au trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 4 millions de dollars, ou de 1 %, par rapport au trimestre précédent, l'augmentation des frais liés au personnel ayant été compensée par la diminution des autres charges.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 1,4 milliard de dollars, ou de 1 %, par rapport au trimestre précédent. Les soldes de prêts des Services bancaires aux grandes entreprises ont augmenté de 2 %, tandis que les soldes de prêts des Services bancaires Particuliers et entreprises ont reculé de 2 %. Le solde moyen des dépôts est demeuré relativement inchangé. Les dépôts des Services bancaires aux grandes entreprises ont augmenté de 1 %, et ceux des Services bancaires Particuliers et entreprises ont reculé de 1 %.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants non conformes aux PCGR de la présente section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

BMO Gestion de patrimoine ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

| | T1-2023 | T4-2022 | T1-2022 |
|---|---------|---------|---------|
| Revenus nets d'intérêts | 313 | 324 | 272 |
| Revenus autres que d'intérêts | 2 191 | 606 | 1 133 |
| Total des revenus | 2 504 | 930 | 1 405 |
| Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) | 1 193 | (369) | 81 |
| Revenus, déduction faite des SCVPI | 1 311 | 1 299 | 1 324 |
| Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux | 1 | – | – |
| Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs | 5 | 3 | 4 |
| Total des dotations à la provision pour pertes sur créances | 6 | 3 | 4 |
| Charges autres que d'intérêts | 946 | 901 | 908 |
| Bénéfice avant impôts sur le résultat | 359 | 395 | 412 |
| Charge d'impôts sur le résultat | 82 | 97 | 97 |
| Bénéfice net comptable | 277 | 298 | 315 |
| Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres | 2 | 2 | 2 |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires | 275 | 296 | 313 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions ²⁾ | 1 | – | 1 |
| Bénéfice net ajusté | 278 | 298 | 316 |
| Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires | 276 | 296 | 314 |
| Charges autres que d'intérêts ajustées | 945 | 900 | 907 |
| Bénéfice net comptable Gestion d'actifs et de patrimoine | 207 | 221 | 261 |
| Bénéfice net ajusté Gestion d'actifs et de patrimoine | 208 | 221 | 262 |
| Bénéfice net comptable des activités d'assurance | 70 | 77 | 54 |
| Bénéfice net ajusté des activités d'assurance | 70 | 77 | 54 |
| Croissance du bénéfice net (%) | (11,9) | (13,7) | (6,3) |
| Croissance du bénéfice net ajusté (%) | (11,9) | (14,5) | (8,1) |
| Croissance des revenus (%) | 78,2 | (39,3) | (29,0) |
| Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (%) | (0,9) | (9,7) | (3,8) |
| Croissance des charges autres que d'intérêts (%) | 4,2 | (8,9) | (3,1) |
| Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%) | 4,2 | (8,6) | (2,2) |
| Rendement des capitaux propres (%) ³⁾ | 19,4 | 21,7 | 24,0 |
| Rendement des capitaux propres ajusté (%) ⁴⁾ | 19,4 | 21,8 | 24,1 |
| Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI (%) | (5,1) | (0,8) | (0,7) |
| Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI (%) | (5,1) | (1,1) | (1,6) |
| Ratio d'efficacité comptable (%) | 37,8 | 96,8 | 64,6 |
| Ratio d'efficacité comptable, déduction faite des SCVPI (%) | 72,1 | 69,3 | 68,6 |
| Ratio d'efficacité ajusté (%) | 37,7 | 96,6 | 64,5 |
| Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI (%) | 72,0 | 69,2 | 68,5 |
| Actifs sous gestion | 321 540 | 305 462 | 332 581 |
| Actifs sous administration ⁴⁾ | 416 745 | 424 191 | 440 070 |
| Actif moyen | 53 225 | 51 915 | 49 504 |
| Solde moyen brut des prêts et acceptations | 36 180 | 36 036 | 31 916 |
| Solde moyen des dépôts | 56 589 | 56 428 | 55 069 |

Activités aux États-Unis – Principales données financières (en millions de dollars américains)

| | | | |
|--|-------|-------|-------|
| Total des revenus | 141 | 145 | 150 |
| Charges autres que d'intérêts | 113 | 116 | 121 |
| Bénéfice net comptable | 21 | 20 | 22 |
| Charges autres que d'intérêts ajustées | 112 | 115 | 120 |
| Bénéfice net ajusté | 22 | 21 | 23 |
| Solde moyen brut des prêts et acceptations | 6 476 | 6 423 | 5 408 |
| Solde moyen des dépôts | 6 759 | 7 119 | 7 911 |

1) Les mesures des revenus, déduction faite des SCVPI, les résultats et les ratios ajustés que renferme le présent tableau ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2) Des montants avant impôts liés à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de 1 million de dollars à la fois pour le premier trimestre de 2023, le quatrième trimestre de 2022 et le premier trimestre de 2022 ont été comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.

3) Le rendement des capitaux propres est fondé sur les fonds propres imputés. À compter du premier trimestre de l'exercice 2023, notre taux d'imputation des fonds propres a été porté à 11,0 % des actifs pondérés en fonction des risques, contre 10,5 % pour l'exercice 2022. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements.

4) Certains actifs sous gestion qui sont aussi administrés par la Banque sont inclus dans les actifs sous administration.

Comparaison du premier trimestre de 2023 et du premier trimestre de 2022

Le bénéfice net comptable de BMO Gestion de patrimoine s'est chiffré à 277 millions de dollars, en baisse de 38 millions, ou de 12 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice net comptable tiré de la gestion d'actifs et de patrimoine s'est établi à 207 millions, en baisse de 54 millions, ou de 20 %, par rapport à l'exercice précédent et le bénéfice net des activités d'assurance s'est quant à lui élevé à 70 millions, en hausse de 16 millions, ou de 29 %.

Le total des revenus s'est établi à 2 504 millions de dollars, en hausse de 1 099 millions par rapport à l'exercice précédent. Les revenus, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 1 311 millions, en baisse de 13 millions, ou de 1 %. Les revenus générés par la gestion d'actifs et de patrimoine ont atteint 1 186 millions, ayant diminué de 45 millions, ou de 4 %, du fait que la faiblesse des marchés à l'échelle mondiale et la diminution des revenus de transactions de courtage en ligne ont été compensés en partie par des revenus nets d'intérêts plus élevés attribuables à l'élargissement des marges et à la croissance des prêts et des dépôts, ainsi que de l'avantage de la croissance des actifs nets des nouveaux clients. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 125 millions, ce qui représente une hausse de 32 millions, ou de 35 % par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout de la croissance des activités sous l'effet des ventes de produits de retraite exceptionnellement élevées au cours du trimestre à l'étude.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 946 millions de dollars, en hausse de 38 millions, ou de 4 %, en raison surtout de la hausse des effectifs de notre équipe de vente et des coûts liés à la technologie.

Les actifs sous gestion ont diminué de 11,0 milliards de dollars, ou de 3 %, pour s'établir à 321,5 milliards, tandis que les actifs sous administration ont reculé de 23,3 milliards, ou de 5 %, pour se chiffrer à 416,7 milliards, par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout de la faiblesse des marchés à l'échelle mondiale, ce qui a été compensé en partie par l'accroissement des actifs nets des nouveaux clients et des fluctuations favorables des cours de change. Le solde moyen brut des prêts et le solde moyen des dépôts ont augmenté respectivement de 13 % et de 3 %.

Comparaison du premier trimestre de 2023 et du quatrième trimestre de 2022

Le bénéfice net comptable a reculé de 21 millions de dollars, ou de 7 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice net comptable tiré de la gestion d'actifs et de patrimoine a diminué de 14 millions, ou de 6 % alors que le bénéfice net des activités d'assurance a reculé de 7 millions, ou de 10 %.

Le total des revenus s'est chiffré à 2 504 millions de dollars, en hausse de 1 574 millions par rapport au trimestre précédent. Les revenus, déduction faite des SCVPI, ont progressé de 12 millions, ou de 1 %, par rapport au trimestre précédent. Les revenus générés par la gestion d'actifs et de patrimoine se sont accrus de 22 millions, ou de 2 %, en raison surtout de l'avantage de la vigueur des marchés à l'échelle mondiale, contrebalancé en partie par le rétrécissement des marges attribuable aux changements dans la combinaison des produits. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, ont reculé de 10 millions, ou de 7 %, en raison avant tout des variations favorables des marchés au cours du trimestre précédent, ce qui a été compensé en partie par les ventes de produits de retraite exceptionnellement élevées au cours du trimestre.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 45 millions de dollars, ou de 5 %, du fait essentiellement de la hausse de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite qui est passée en charges au premier trimestre de chaque exercice.

Les actifs sous gestion ont augmenté de 16,1 milliards de dollars, ou de 5 % par rapport au trimestre précédent, en raison surtout du regain des marchés mondiaux et de l'accroissement des actifs nets de nouveaux clients, tandis que les actifs sous administration ont diminué de 7,4 milliards, ou de 2 %, reflet de l'incidence des fluctuations défavorables des cours de change. Le solde moyen brut des prêts et le solde moyen des dépôts sont demeurés pour l'essentiel stable comparativement au trimestre précédent.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants non conformes aux PCGR de la présente section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

BMO Marchés des capitaux ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

| | T1-2023 | T4-2022 | T1-2022 |
|---|---------|---------|---------|
| Revenus nets d'intérêts (bic) 2) | 719 | 778 | 924 |
| Revenus autres que d'intérêts | 999 | 627 | 1 015 |
| Total des revenus (bic) 2) | 1 718 | 1 405 | 1 939 |
| Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux | (3) | 5 | (16) |
| Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs | (7) | (23) | (35) |
| Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances | (10) | (18) | (51) |
| Charges autres que d'intérêts | 1 091 | 965 | 1 041 |
| Bénéfice avant impôts sur le résultat | 637 | 458 | 949 |
| Charge d'impôts sur le résultat (bic) 2) | 134 | 101 | 244 |
| Bénéfice net comptable | 503 | 357 | 705 |
| Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres | 9 | 11 | 10 |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires | 494 | 346 | 695 |
| Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration 3) | 3 | 2 | 3 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 4) | 4 | 4 | 4 |
| Bénéfice net ajusté | 510 | 363 | 712 |
| Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires | 501 | 352 | 702 |
| Charges autres que d'intérêts ajustées | 1 082 | 958 | 1 032 |
| Revenus des Marchés mondiaux | 1 100 | 851 | 1 171 |
| Revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés | 618 | 554 | 768 |
| Croissance du bénéfice net (%) | (28,6) | (32,9) | 47,4 |
| Croissance du bénéfice net ajusté (%) | (28,4) | (32,6) | 46,8 |
| Croissance des revenus (%) | (11,4) | (1,8) | 23,2 |
| Croissance des charges autres que d'intérêts (%) | 4,8 | 19,3 | 17,5 |
| Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%) | 4,9 | 19,5 | 17,7 |
| Rendement des capitaux propres (%) 5) | 16,2 | 11,3 | 25,0 |
| Rendement des capitaux propres ajusté (%) 5) | 16,4 | 11,5 | 25,2 |
| Levier d'exploitation (%) | (16,2) | (21,1) | 5,7 |
| Levier d'exploitation ajusté (%) | (16,3) | (21,3) | 5,5 |
| Ratio d'efficacité (%) | 63,5 | 68,8 | 53,7 |
| Ratio d'efficacité ajusté (%) | 63,0 | 68,3 | 53,2 |
| Actif moyen | 424 503 | 408 824 | 393 312 |
| Solde moyen brut des prêts et acceptations | 74 233 | 71 541 | 57 918 |

Activités aux États-Unis – Principales données financières (en millions de dollars américains)

| | | | |
|--|---------|---------|---------|
| Total des revenus (bic) 6) | 521 | 419 | 677 |
| Charges autres que d'intérêts | 402 | 400 | 367 |
| Bénéfice net comptable | 104 | 11 | 261 |
| Charges autres que d'intérêts ajustées | 398 | 395 | 361 |
| Bénéfice net ajusté | 107 | 14 | 265 |
| Actif moyen | 135 770 | 132 349 | 138 881 |
| Solde moyen brut des prêts et acceptations | 28 110 | 26 661 | 23 890 |

1) Les résultats et les ratios ajustés que renferme le présent tableau ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2) Des montants sur une base d'imposition comparable (bic) de 70 millions de dollars pour le premier trimestre de 2023, de 61 millions pour le quatrième trimestre de 2022 et de 64 millions pour le premier trimestre de 2022 ont été comptabilisés dans les revenus nets d'intérêts, les revenus et la charge d'impôts sur le résultat, et ils sont pris en compte dans les ratios.

3) Les coûts d'intégration des acquisitions avant impôts de Clearpool et de Radicle de 4 millions de dollars pour le premier trimestre de 2023, de 2 millions pour le quatrième trimestre de 2022 et de 4 millions pour le premier trimestre de 2022 ont été comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.

4) Des montants avant impôts liés à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de 5 millions de dollars à la fois pour le premier trimestre de 2023, le quatrième trimestre de 2022 et le premier trimestre de 2022 ont été comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.

5) Le rendement des capitaux propres est fondé sur les fonds propres imputés. À compter du premier trimestre de l'exercice 2023, notre taux d'imputation des fonds propres a été porté à 11,0 % des actifs pondérés en fonction des risques, contre 10,5 % pour l'exercice 2022. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

6) Des montants sur une base d'imposition comparable (bic) de néant pour le premier trimestre de 2023, de 1 million de dollars américains pour le quatrième trimestre de 2022 et de 2 millions de dollars américains pour le premier trimestre de 2022 ont été comptabilisés dans les revenus nets d'intérêts, les revenus et la charge d'impôts sur le résultat.

Comparaison du premier trimestre de 2023 et du premier trimestre de 2022

Le bénéfice net comptable de BMO Marchés des capitaux s'est situé à 503 millions de dollars, en baisse de 202 millions, ou de 29 %, comparativement à l'an dernier.

Le total des revenus s'est établi à 1 718 millions de dollars, en baisse de 221 millions, ou de 11 %, en regard des résultats particulièrement élevés à l'exercice précédent. Les revenus des Marchés mondiaux ont diminué de 71 millions, ou de 6 %, sous l'effet de la baisse des revenus de négociation de contrat sur titres de participation et de contrats de taux d'intérêt et du recul des nouvelles émissions de titres d'emprunt et de capitaux propres, facteurs contrebalancés en partie par l'augmentation des revenus de négociation de contrats de change et le raffermissement du dollar américain. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont diminué de 150 millions, ou de 19 %, en raison surtout de la baisse des revenus liés aux services de banque d'affaires et du fléchissement des profits nets sur les titres, facteurs contrebalancés en partie par la hausse des revenus liés aux services bancaires aux sociétés et le raffermissement du dollar américain.

Le total des recouvrements de pertes sur créances s'est établi à 10 millions de dollars, comparativement à un recouvrement de 51 millions pour l'exercice précédent. Le recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts douteux s'est établi à 3 millions, comparativement à un recouvrement de 16 millions un an plus tôt. Un recouvrement de la dotation à la provision pour pertes sur créances lié aux prêts productifs de 7 millions a été enregistré pour le trimestre à l'étude, comparativement à un recouvrement de 35 millions inscrit un an plus tôt.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 1 091 millions de dollars, en hausse de 50 millions, ou de 5 %, par rapport à l'an dernier, du fait de l'incidence du raffermissement du dollar américain, des investissements technologiques continus dans les activités et de la hausse des charges liées aux transactions, facteurs contrés en partie par la diminution des frais liés au personnel découlant de la performance sous-jacente des secteurs.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations, établi à 74,2 milliards de dollars, a monté de 16,3 milliards, ou de 28 %, par rapport à l'exercice précédent, ce qui s'explique par l'accroissement des activités d'octroi de prêts dans l'ensemble de nos portefeuilles de prêts et le raffermissement du dollar américain.

Comparaison du premier trimestre de 2023 et du quatrième trimestre de 2022

Le bénéfice net comptable a progressé de 146 millions de dollars, ou de 41 %, par rapport au trimestre précédent.

Le total des revenus a augmenté de 313 millions de dollars, ou de 22 %, par rapport au trimestre précédent. Les revenus des Marchés mondiaux ont augmenté de 249 millions, ou de 29 %, en raison de la hausse des revenus de négociation de contrats sur titres de participation, de contrats de change et de contrats de taux d'intérêt et de l'accroissement des profits nets sur les titres. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont augmenté de 64 millions, ou de 12 %, ce qui s'explique par la hausse des revenus liés aux activités de banque d'affaires et des revenus liés aux services bancaires aux sociétés.

Le total des recouvrements de pertes sur créances s'est établi à 10 millions de dollars, comparativement à un recouvrement de 18 millions pour le trimestre précédent. Le recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts douteux s'est situé à 3 millions, comparativement à une provision de 5 millions au trimestre précédent. Un recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs de 7 millions a été enregistré pour le trimestre à l'étude, comparativement à un recouvrement de 23 millions pour le trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 126 millions de dollars, ou de 13 %, par rapport au trimestre précédent, du fait surtout de la hausse des frais liés au personnel découlant du rendement, y compris l'incidence de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite qui est passée en charges au premier trimestre de chaque exercice.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 2,7 milliards de dollars, ou de 4 %, par rapport au trimestre précédent, en raison de l'accroissement des activités d'octroi de prêts dans l'ensemble de nos portefeuilles de prêts.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants non conformes aux PCGR de la présente section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

Services d'entreprise ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

| | T1-2023 | T4-2022 | T1-2022 |
|---|---------|---------|---------|
| Revenus nets d'intérêts avant compensation sur une bic des groupes | (452) | (690) | (50) |
| Compensation sur une bic des groupes | (78) | (68) | (70) |
| Revenus nets d'intérêts (bic) | (530) | (758) | (120) |
| Revenus autres que d'intérêts | (1 642) | 4 693 | 573 |
| Total des revenus (bic) | (2 172) | 3 935 | 453 |
| Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux | (4) | (2) | (1) |
| Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs | (1) | 7 | (1) |
| Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances | (5) | 5 | (2) |
| Charges autres que d'intérêts | 434 | 945 | 161 |
| Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat | (2 601) | 2 985 | 294 |
| Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat (bic) | (390) | 734 | 66 |
| Bénéfice net (perte nette) comptable | (2 211) | 2 251 | 228 |
| Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres | 9 | 43 | 22 |
| Bénéfice (perte) net attribuable aux actionnaires ordinaires | (2 220) | 2 208 | 206 |
| Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration 2) | 178 | 143 | 7 |
| Incidence des dessaisissements 3) | - | (8) | 48 |
| Gestion des variations de la juste valeur se rapportant à l'achat de Bank of the West 4) | 1 461 | (3 336) | (413) |
| Provision pour frais juridiques 5) | 6 | 846 | - |
| Incidence des mesures fiscales canadiennes 6) | 371 | - | - |
| Bénéfice (perte) net ajusté | (195) | (104) | (130) |
| Bénéfice (perte) net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires | (204) | (147) | (152) |
| Total des revenus ajustés | (155) | (91) | (80) |
| Charges autres que d'intérêts ajustées | 197 | 133 | 156 |

Activités aux États-Unis – Principales données financières (en millions de dollars américains)

| | | | |
|--|---------|-------|------|
| Total des revenus (bic) 7) | (1 430) | 3 018 | 435 |
| Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances | (1) | - | (2) |
| Charges autres que d'intérêts | 235 | 598 | (2) |
| Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat (bic) | (461) | 633 | 113 |
| Bénéfice (perte) net comptable | (1 203) | 1 787 | 326 |
| Total des revenus ajustés | 80 | 34 | (8) |
| Charges autres que d'intérêts ajustées | 59 | 1 | 48 |
| Bénéfice (perte) net ajusté | 26 | 40 | (34) |

1) Les résultats ajustés que renferme le présent tableau ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2) Le bénéfice net comptable tient compte des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration relativement à l'acquisition de Bank of the West de 178 millions de dollars (235 millions avant impôts) pour le premier trimestre de 2023, de 143 millions (191 millions avant impôts) pour le quatrième trimestre de 2022 et de 7 millions (8 millions avant impôts) pour le premier trimestre de 2022 comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.

3) Le bénéfice net comptable de l'exercice 2022 tient compte de l'incidence de dessaisissements de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Les chiffres du quatrième trimestre de 2022 tiennent compte d'un recouvrement de charges autres que d'intérêts de 8 millions de dollars (6 millions avant impôts). Les chiffres du premier trimestre de 2022 tiennent compte d'une perte de 29 millions (avant et après impôt) découlant de la conversion des monnaies étrangères, reclassée depuis le cumul des autres éléments du résultat global et comptabilisée dans les revenus autres que d'intérêts, et d'un recouvrement net de charges autres que d'intérêts de 3 millions avant impôts, y compris des impôts de 22 millions à la clôture de la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique.

4) Le bénéfice net comptable tient compte des revenus (pertes) liés à l'acquisition de Bank of the West, découlant de la gestion de l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt, survenues entre l'annonce et la clôture, sur sa juste valeur et son écart d'acquisition. Les chiffres du premier trimestre de 2023 tiennent compte d'une perte de 1 461 millions de dollars (2 011 millions avant impôts), ce qui comprend des pertes liées à l'évaluation à la valeur de marché avant impôts de 1 628 millions sur certains swaps de taux d'intérêt comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêts liés à la négociation ainsi que des pertes de 383 millions avant impôts liées à un portefeuille principalement composé de titres du Trésor des États-Unis et d'autres instruments inscrits au bilan, comptabilisées dans les revenus nets d'intérêts. Les chiffres du quatrième trimestre de 2022 tenaient compte de revenus de 3 336 millions (4 541 millions avant impôts), ce qui comprend des profits liés à l'évaluation à la valeur de marché de 4 698 millions, avant impôts, et des pertes avant impôts de 157 millions inscrites dans les revenus nets d'intérêts. Les chiffres du premier trimestre de 2022 tenaient compte de revenus de 413 millions (562 millions avant impôts), ce qui comprend des profits liés à l'évaluation à la valeur de marché avant impôts de 517 millions et des revenus nets d'intérêts avant impôts de 45 millions. Pour de plus amples renseignements sur cette acquisition, il y a lieu de se reporter à la section Faits marquants.

5) Le bénéfice net comptable du premier trimestre de 2023 tient compte d'une provision pour frais juridiques de 6 millions de dollars (8 millions avant impôts) liée à une poursuite relative à M&I Marshall and Ilsley Bank, une banque absorbée, constituée de charges d'intérêts de 6 millions avant impôts et de frais juridiques de 2 millions avant impôts. Les chiffres du quatrième trimestre de 2022 tenaient compte d'un montant de 846 millions (1 142 millions avant impôts), qui comprennent des charges d'intérêts de 515 millions avant impôts et des charges autres que d'intérêts de 627 millions avant impôts, y compris des frais juridiques de 22 millions. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Provisions et passifs éventuels à la note 24 des états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2022.

6) Le bénéfice net comptable du premier trimestre de 2023 tient compte d'une charge d'impôts ponctuelle de 371 millions de dollars liée à certaines mesures fiscales adoptées par le gouvernement canadien, laquelle comprend un dividende pour la relance du Canada de 312 millions et un montant de 59 millions se rapportant à l'incidence fiscale proportionnelle pour 2022 de l'augmentation du taux d'impôt de 1,5 %, déduction faite d'une réévaluation de l'actif d'impôt différé, comptabilisée dans les Services d'entreprise.

7) Des montants liés à la compensation sur une bic des groupes de 6 millions de dollars américains pour le premier trimestre de 2023 et de 7 millions de dollars américains pour le quatrième trimestre de 2022 et le premier trimestre de 2022 ont été comptabilisés dans les revenus et la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat.

Les résultats ajustés ne tiennent pas compte de l'incidence des éléments décrits dans les notes 2) à 6) du tableau.

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles et l'unité Technologie et opérations (T&O). Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et des services de soutien et de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, la trésorerie, les finances, la conformité aux exigences juridiques et réglementaires, les ressources humaines, les communications, la commercialisation, les opérations immobilières et l'approvisionnement. T&O assure la conception, la surveillance, la gestion et le maintien de la gouvernance en matière de technologie de l'information, y compris les données et les analyses, ainsi que la prestation de services de cybersécurité et de services opérationnels.

Les coûts associés aux services fournis par les unités fonctionnelles et T&O sont en grande partie répartis aux quatre unités d'exploitation (PE Canada, PE États-Unis, BMO Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux), les montants restants étant pris en compte dans les résultats des Services d'entreprise. Ainsi, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie l'incidence des autres activités de gestion de la trésorerie, l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable et les dépenses résiduelles non attribuées.

Comparaison du premier trimestre de 2023 et du premier trimestre de 2022

La perte nette comptable des Services d'entreprise s'est établie à 2 211 millions de dollars, et la perte nette ajustée, à 195 millions, comparativement à un bénéfice net comptable de 228 millions et à une perte nette ajustée de 130 millions il y a un an. Les résultats du trimestre considéré tiennent compte d'une perte découlant de l'incidence des mesures de gestion de la juste valeur en lien avec l'acquisition de Bank of the West, comparativement à des revenus à l'exercice précédent, ainsi que des coûts connexes liés à l'acquisition et à l'intégration. En outre, le trimestre à l'étude tient compte d'une charge d'impôts liée à certaines mesures fiscales adoptées par le gouvernement canadien et de l'incidence d'une provision pour frais juridiques. L'exercice précédent tenait aussi compte de l'incidence des dessaisissements liés à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique.

La perte nette ajustée ne tient pas compte des facteurs susmentionnés et est principalement attribuable à la baisse des revenus, laquelle découle du recul des profits sur titres et des activités de gestion de la trésorerie et de l'accroissement des charges, ce qui s'explique essentiellement par la hausse des coûts liés à la technologie, contrebalancée en partie par l'incidence d'un taux d'impôt effectif plus favorable pour le trimestre à l'étude.

Comparaison du premier trimestre de 2023 et du quatrième trimestre de 2022

La perte nette comptable s'est établie à 2 211 millions de dollars, et la perte nette ajustée, à 195 millions, comparativement à un bénéfice net comptable de 2 251 millions et à une perte nette ajustée de 104 millions au trimestre précédent. Le trimestre à l'étude tient compte des éléments d'ajustement précités. Quant au trimestre précédent, il tenait compte de l'incidence d'une provision pour frais juridiques. La perte nette comptable s'est accrue, en raison surtout d'une perte découlant des mesures de gestion de la juste valeur, contre un profit au trimestre précédent, de la hausse de la charge d'impôts liée à certaines mesures fiscales adoptées par le gouvernement canadien et des coûts plus élevés liés à l'acquisition et à l'intégration, facteurs contrés en partie par la baisse de la provision pour frais juridiques.

La perte nette ajustée ne tient pas compte des facteurs susmentionnés et découle surtout de la hausse des charges attribuable essentiellement à l'incidence saisonnière des avantages du personnel, de la baisse des revenus et de l'incidence d'un taux d'impôt effectif plus favorable au trimestre précédent.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants non conformes aux PCGR de la présente section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice ¹⁾

| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) | T1-2023 | T4-2022 | T3-2022 | T2-2022 | T1-2022 | T4-2021 | T3-2021 | T2-2021 |
|---|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Revenus 1) | 6 470 | 10 570 | 6 099 | 9 318 | 7 723 | 6 573 | 7 562 | 6 076 |
| Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) | 1 193 | (369) | 413 | (808) | 81 | 97 | 984 | (283) |
| Revenus, déduction faite des SCVPI 1) | 5 277 | 10 939 | 5 686 | 10 126 | 7 642 | 6 476 | 6 578 | 6 359 |
| Dotation à la provision pour pertes sur créances lié aux prêts douteux | 196 | 192 | 104 | 120 | 86 | 84 | 71 | 155 |
| Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts productifs | 21 | 34 | 32 | (70) | (185) | (210) | (141) | (95) |
| Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances | 217 | 226 | 136 | 50 | (99) | (126) | (70) | 60 |
| Charges autres que d'intérêts 1) | 4 421 | 4 776 | 3 859 | 3 713 | 3 846 | 3 803 | 3 684 | 4 409 |
| Bénéfice avant impôts sur le résultat | 639 | 5 937 | 1 691 | 6 363 | 3 895 | 2 799 | 2 964 | 1 890 |
| Charge d'impôts sur le résultat | 392 | 1 454 | 326 | 1 607 | 962 | 640 | 689 | 587 |
| Bénéfice net comptable (voir ci-dessous) | 247 | 4 483 | 1 365 | 4 756 | 2 933 | 2 159 | 2 275 | 1 303 |
| Coûts d'acquisition et d'intégration 2) | 181 | 145 | 62 | 28 | 10 | 1 | 2 | 2 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3) | 6 | 6 | 5 | 6 | 6 | 14 | 15 | 18 |
| Incidence des dessaisissements 4) | - | (8) | 6 | 9 | 48 | 52 | 18 | 772 |
| Gestion des variations de la juste valeur se rapportant à l'achat de Bank of the West 5) | 1 461 | (3 336) | 694 | (2 612) | (413) | - | - | - |
| Coûts de restructuration (renversement) 6) | - | - | - | - | - | - | (18) | - |
| Provision pour frais juridiques 7) | 6 | 846 | - | - | - | - | - | - |
| Incidence liée à des mesures fiscales canadiennes 8) | 371 | - | - | - | - | - | - | - |
| Bénéfice net ajusté (voir ci-dessous) | 2 272 | 2 136 | 2 132 | 2 187 | 2 584 | 2 226 | 2 292 | 2 095 |
| Bénéfice net comptable par groupe d'exploitation | | | | | | | | |
| Bénéfice net comptable de PE Canada | 980 | 917 | 965 | 940 | 1 004 | 933 | 828 | 777 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3) | - | - | - | 1 | - | - | - | 1 |
| Bénéfice net ajusté de PE Canada | 980 | 917 | 965 | 941 | 1 004 | 933 | 828 | 778 |
| Bénéfice net comptable de PE États-Unis | 698 | 660 | 568 | 588 | 681 | 509 | 550 | 538 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3) | 1 | 2 | 1 | 1 | 1 | 6 | 6 | 5 |
| Bénéfice net ajusté de PE États-Unis | 699 | 662 | 569 | 589 | 682 | 515 | 556 | 543 |
| Bénéfice net comptable de BMO Gestion de patrimoine | 277 | 298 | 324 | 314 | 315 | 345 | 379 | 322 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3) | 1 | - | 1 | 1 | 1 | 4 | 5 | 7 |
| Bénéfice net ajusté de BMO Gestion de patrimoine | 278 | 298 | 325 | 315 | 316 | 349 | 384 | 329 |
| Bénéfice net comptable de BMO Marchés des capitaux | 503 | 357 | 262 | 448 | 705 | 531 | 553 | 558 |
| Coûts d'acquisition et d'intégration 2) | 3 | 2 | 1 | 2 | 3 | 1 | 2 | 2 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3) | 4 | 4 | 3 | 3 | 4 | 4 | 4 | 5 |
| Bénéfice net ajusté de BMO Marchés des capitaux | 510 | 363 | 266 | 453 | 712 | 536 | 559 | 565 |
| Bénéfice (perte) net comptable des Services d'entreprise | (2 211) | 2 251 | (754) | 2 466 | 228 | (159) | (35) | (892) |
| Coûts d'acquisition et d'intégration 2) | 178 | 143 | 61 | 26 | 7 | - | - | - |
| Incidence des dessaisissements 4) | - | (8) | 6 | 9 | 48 | 52 | 18 | 772 |
| Gestion des variations de la juste valeur se rapportant à l'achat de Bank of the West 5) | 1 461 | (3 336) | 694 | (2 612) | (413) | - | - | - |
| Coûts de restructuration (renversement) 6) | - | - | - | - | - | - | (18) | - |
| Provision pour frais juridiques 7) | 6 | 846 | - | - | - | - | - | - |
| Incidence liée à des mesures fiscales canadiennes 8) | 371 | - | - | - | - | - | - | - |
| Bénéfice (perte) net ajusté des Services d'entreprise | (195) | (104) | 7 | (111) | (130) | (107) | (35) | (120) |
| Bénéfice de base par action (S) 9) 10) | 0,30 | 6,52 | 1,96 | 7,15 | 4,44 | 3,24 | 3,42 | 1,91 |
| Bénéfice dilué par action (S) 9) 10) | 0,30 | 6,51 | 1,95 | 7,13 | 4,43 | 3,23 | 3,41 | 1,91 |
| Bénéfice dilué par action, après ajustement (S) | 3,22 | 3,04 | 3,09 | 3,23 | 3,89 | 3,33 | 3,44 | 3,13 |

- 1) Les mesures des revenus, déduction faite des SCVPI, et les résultats et les ratios ajustés que renferme le présent tableau ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.
- 2) Le bénéfice net comptable tient compte de coûts d'acquisition et d'intégration liés à l'acquisition de Bank of the West imputés aux charges autres que d'intérêts dans les Services d'entreprise. Le premier trimestre de 2023 tient compte d'un montant de 178 millions de dollars (235 millions avant impôts), le quatrième trimestre de 2022 tient compte d'un montant de 143 millions (191 millions avant impôts), le troisième trimestre de 2022 tient compte d'un montant de 61 millions (82 millions avant impôts), le deuxième trimestre de 2022 tient compte d'un montant de 26 millions (35 millions avant impôts) et le premier trimestre de 2022 tient compte d'un montant de 7 millions (8 millions avant impôts). En outre, le bénéfice net a inclus des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts dans BMO Marchés des capitaux relativement à Radicle et à Clearpool de 3 millions (4 millions avant impôts) au premier trimestre de 2023; relativement à Clearpool de 2 millions (2 millions avant impôts) au quatrième trimestre de 2022, de 1 million (2 millions avant impôts) au troisième trimestre de 2022, de 2 millions (2 millions avant impôts) au deuxième trimestre de 2022 et de 3 millions (4 millions avant impôts) au premier trimestre de 2022; relativement à Clearpool et à KGS-Alpha de 1 million (1 million avant impôts) au quatrième trimestre de 2021, de 2 millions (3 millions avant impôts) au troisième trimestre de 2021 et de 2 millions (2 millions avant impôts) au deuxième trimestre de 2021.
- 3) L'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions a été inscrit dans les charges autres que d'intérêts du groupe d'exploitation pertinent.
- 4) Le bénéfice net comptable tenait compte de l'incidence des dessaisissements liés à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique et de nos activités de banque privée à Hong Kong et à Singapour. L'incidence de la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique comprenait ce qui suit pour l'exercice 2022 : le quatrième trimestre de 2022 tenait compte d'un recouvrement de charges autres que d'intérêts de 8 millions de dollars (6 millions avant impôts); le troisième trimestre de 2022 tenait compte de charges de 6 millions de dollars (7 millions avant impôts), le deuxième trimestre de 2022 tenait compte d'un profit de 6 millions (8 millions avant impôts) se rapportant au transfert de certains clients des activités de gestion d'actifs aux États-Unis comptabilisé dans les revenus et de charges de 15 millions (18 millions avant impôts). Le premier trimestre de 2022 tenait compte d'une perte de 29 millions (avant et après impôts) liée à la conversion de monnaies étrangères qui a été reclassée du cumul des autres éléments du résultat global vers les revenus autres que d'intérêts, d'un recouvrement net avant impôts de charges autres que d'intérêts de 3 millions, y compris des impôts de 22 millions à la clôture de la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Les dessaisissements au cours de l'exercice 2021 comprenaient ce qui suit : le quatrième trimestre de 2021 tenait compte de charges de 52 millions (62 millions avant impôts) liées à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique; le troisième trimestre de 2021 tenait compte de charges de 18 millions (24 millions avant impôts) se rapportant à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique et de celle de nos activités de banque privée à Hong Kong et à Singapour; le deuxième trimestre de 2021 tenait compte d'une réduction de valeur de l'écart d'acquisition de 747 millions, avant et après impôts, liée à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, un profit de 22 millions (29 millions avant impôts) à la vente de nos activités de banque privée et des coûts liés aux dessaisissements à l'égard de ces deux transactions de 47 millions (53 millions avant impôts). Le profit sur la vente a été constaté dans les revenus tandis que la réduction de valeur de l'écart d'acquisition et les coûts de dessaisissement ont été comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts dans les Services d'entreprise.
- 5) Le bénéfice net comptable tient compte des revenus (pertes) afférents à l'acquisition de Bank of the West, attribuables à la gestion de l'incidence des variations des taux d'intérêt survenues entre l'annonce et la clôture de l'acquisition sur sa juste valeur et son écart d'acquisition. Le premier trimestre de 2023 tient compte d'une perte de 1 461 millions de dollars (2 011 millions avant impôts), ce qui comprend des pertes liées à l'évaluation à la valeur de marché avant impôts de 1 628 millions sur certains swaps de taux d'intérêt comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêts liés à la négociation et des pertes de 383 millions avant impôts se rapportant à un portefeuille principalement composé de titres du Trésor des États-Unis et d'autres instruments inscrits au bilan et comptabilisés dans les revenus nets d'intérêts. Le quatrième trimestre de 2022 tenait compte de revenus de 3 336 millions de dollars (4 541 millions avant impôts), ce qui comprend des profits liés à l'évaluation à la valeur de marché avant impôts de 4 698 millions sur certains swaps de taux d'intérêt comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêts liés à la négociation et une perte de 157 millions avant impôts se rapportant à un portefeuille principalement composé de titres du Trésor des États-Unis et comptabilisée dans les revenus nets d'intérêts; le troisième trimestre de 2022 tenait compte d'une perte de 694 millions (945 millions avant impôts), ce qui comprend des pertes autres que d'intérêts liées à l'évaluation à la valeur de marché de 983 millions et des revenus d'intérêts avant impôts de 38 millions tirés d'un portefeuille principalement

composé de titres du Trésor des États-Unis comptabilisés dans les revenus nets d'intérêts; le deuxième trimestre de 2022 tenait compte de revenus de 2 612 millions (3 555 millions avant impôts), ce qui comprend des profits liés à l'évaluation à la valeur de marché avant impôts de 3 433 millions et des revenus nets d'intérêts avant impôts de 122 millions, et le premier trimestre de 2022 tenait compte de revenus de 413 millions (562 millions avant impôts), ce qui comprend des profits liés à l'évaluation à la valeur de marché avant impôts de 517 millions et des revenus d'intérêts avant impôts de 45 millions. Ces montants ont été imputés aux Services d'entreprise. Pour obtenir de plus amples renseignements sur cette acquisition, il y a lieu de se reporter à la section Événements importants.

- 6) Au troisième trimestre de 2021, le bénéfice net comptable tenait compte d'un renversement partiel de 18 millions de dollars (24 millions avant impôts) de charges de restructuration en lien avec des indemnités de départ comptabilisées en 2019 dans les charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise.
- 7) Le bénéfice net comptable tient compte d'une provision pour frais juridiques liée à une poursuite se rapportant à une banque absorbée, M&I Marshall and Ilsley Bank. Le premier trimestre de 2023 tient compte d'un montant de 6 millions de dollars (8 millions avant impôts), ce qui comprend des charges d'intérêts de 6 millions avant impôts et des frais juridiques de 2 millions avant impôts. Le quatrième trimestre de 2022 tenait compte d'un montant de 846 millions (1 142 millions avant impôts), ce qui comprend des charges d'intérêts de 515 millions avant impôts et des charges autres que d'intérêts de 627 millions avant impôts, y compris des frais juridiques de 22 millions. Ces montants ont été imputés aux Services d'entreprise. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Provisions et passifs éventuels à la note 24 afférente aux états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2022.
- 8) Le bénéfice net comptable du premier trimestre de 2023 tient compte d'une charge d'impôts ponctuelle de 371 millions de dollars liée à certaines mesures fiscales adoptées par le gouvernement canadien, laquelle comprend un dividende pour la relance du Canada de 312 millions et un montant de 59 millions se rapportant à l'incidence fiscale proportionnelle pour 2022 de l'augmentation du taux d'impôt de 1,5 %, déduction faite d'une réévaluation de l'actif d'impôt différé, comptabilisée dans les Services d'entreprise.
- 9) Le bénéfice par action (BPA) est calculé au moyen du bénéfice net après déduction du total des dividendes sur les actions privilégiées et des distributions sur les autres instruments de capitaux propres. Pour obtenir plus de renseignements sur le BPA, il y a lieu de se reporter à la note 9 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.
- 10) Le bénéfice net et le résultat tirés de nos activités commerciales sont attribuables aux actionnaires par l'intermédiaire du BPA ajusté et du BPA dilué ajusté. Le BPA et le BPA dilué sont des mesures non conformes aux PCGR. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Les tendances trimestrielles relatives au bénéfice de BMO sont examinées en détail à la section Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice figurant dans le Rapport annuel de BMO pour 2022. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir des explications plus complètes de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels passés, dont la légère influence des variations saisonnières sur les résultats, notamment la hausse des frais liés au personnel découlant de l'accroissement des avantages du personnel et de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, qui sont toujours passés en charges au premier trimestre de l'exercice, ainsi que l'incidence des quelques jours de moins que compte le deuxième trimestre comparativement aux autres trimestres. La conversion des monnaies étrangères influe également sur le bénéfice trimestriel. Les dessaisissements liés à BMO Gestion de patrimoine ont entraîné une baisse globale des revenus et des charges en 2022 comparativement à 2021. Le tableau précédent présente un sommaire des résultats obtenus entre le deuxième trimestre de 2021 et le premier trimestre de 2023.

Tendances relatives au bénéfice

La performance financière du plus récent trimestre et du deuxième semestre de 2022 a été touchée par la montée des taux d'intérêt et la volatilité des marchés boursiers, se traduisant par une diminution des activités menées par les clients de nos groupes sensibles aux marchés ainsi que par une augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances. Le rendement dégagé au premier semestre de 2022 et en 2021 a bénéficié de l'amélioration des conditions économiques et d'une bonne dynamique opérationnelle dans tous nos secteurs d'activité, notamment une forte croissance des revenus.

Les résultats comptables du premier trimestre de 2023 et en 2022 tiennent compte de l'incidence de l'acquisition de Bank of the West, et comprennent des revenus (pertes) lié(e)s aux mesures de gestion de la juste valeur, ainsi que des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration. Par ailleurs, les chiffres du trimestre à l'étude tiennent compte d'une charge d'impôts liée à certaines mesures fiscales adoptées par le gouvernement canadien. Les chiffres du trimestre à l'étude et du quatrième trimestre de 2022 ont, dans les deux cas, subi l'incidence d'une provision pour frais juridiques. Les résultats de 2022 et de 2021 tenaient compte de l'incidence des dessaisissements, notamment d'une réduction de valeur de l'écart d'acquisition liée à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique et d'un profit à la vente de nos activités de banque privée à Hong Kong et Singapour au deuxième trimestre de 2021. Toutes les périodes tenaient compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions ainsi que de coûts d'acquisition et d'intégration.

Le total des revenus témoigne de l'avantage découlant de nos activités diversifiées. La croissance des revenus de nos Services bancaires PE s'est améliorée au cours des derniers trimestres, sous l'effet de l'acquisition de clients, de l'augmentation des volumes et de l'élargissement des marges, ce qui reflète le contexte de taux d'intérêt plus élevés. Les revenus de BMO Gestion de patrimoine sont demeurés relativement stables et traduisent une croissance soutenue des revenus nets d'intérêts, alors que les revenus autres que d'intérêts ont été touchés par les fluctuations des marchés à l'échelle mondiale et les dessaisissements en 2022. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, sont susceptibles de fluctuer en raison des variations des taux d'intérêt et des marchés boursiers. Les revenus de BMO Marchés des capitaux pour le trimestre à l'étude reflètent l'amélioration de la performance de Marchés mondiaux et de Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés, compte tenu des conditions des marchés difficiles vécues après le premier trimestre de 2022, ce qui a eu une incidence sur nos activités de négociation ainsi que de prise ferme et de consultation.

Alors que l'économie a connu une reprise suivant le ralentissement causé par la pandémie, nous avons comptabilisé une diminution des dotations à la provision pour pertes sur créances liées aux prêts douteux ainsi que des recouvrements de dotations à la provision pour pertes sur créances liés aux prêts productifs, ce qui reflète une amélioration des perspectives économiques, des conditions de crédit favorables et une migration favorable du crédit. Les chiffres des plus récents trimestres reflètent l'incidence de l'incertitude accrue visant les conditions de crédit et la croissance de certains portefeuilles, facteurs essentiellement contrebalancés par l'amélioration de la qualité du crédit du portefeuille, y compris les avantages découlant des transactions de transfert de risque.

Les charges autres que d'intérêts tenaient compte de l'accent que nous avons mis sur la gestion des charges et l'amélioration de l'efficacité. La croissance des charges autres que d'intérêts a découlé de la hausse des frais liés au personnel, y compris le renforcement de l'équipe de vente, la hausse des salaires et la rémunération liée au rendement, ainsi que l'augmentation des frais liés à la technologie. La croissance des charges en 2022 a été influencée par les dessaisissements.

Le taux d'impôt effectif a varié à la suite de modifications législatives et des changements apportés à la politique fiscale, y compris leur interprétation par les autorités fiscales et les tribunaux, de la composition des résultats, y compris la proportion relative du bénéfice réalisé dans chaque territoire où nous exerçons nos activités, du niveau du bénéfice comptable avant impôts et du montant du bénéfice tiré des titres et exonéré d'impôts. Le taux d'impôt effectif comptable des six derniers trimestres a été touché par les mesures de gestion de la juste valeur dans le cadre de l'acquisition de Bank of the West et par les mesures fiscales adoptées par le gouvernement canadien, y compris le dividende pour la relance du Canada et la hausse permanente de 1,5 % du taux d'impôt canadien, ainsi que par la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants, les mesures et les ratios non conformes aux PCGR de la présente section Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice.

Transactions avec des parties liées

Dans le cadre normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à notre personnel de direction clé selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients privilégiés. Le personnel de direction clé s'entend des personnes qui ont le pouvoir et la responsabilité de planifier, d'orienter et de contrôler les activités d'une entité, soit les administrateurs et les plus hauts dirigeants de la Banque. Nous fournissons des services bancaires à nos coentreprises et à nos entités détenues comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence suivant les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients pour ces services. Nous offrons également aux employés une subvention à l'égard des frais annuels de cartes de crédit.

Les politiques et procédures qu'applique la Banque à l'égard des transactions avec des parties liées n'ont pas changé de manière significative en regard de celles du 31 octobre 2022 et correspondent à celles décrites à la note 27 afférente aux états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2022.

Arrangements hors bilan

Dans le cadre normal de nos activités, nous concluons un certain nombre d'arrangements hors bilan. Parmi ceux-ci, les plus importants sont les entités structurées, les instruments de crédit et les garanties, lesquels sont décrits à la section Arrangements hors bilan du Rapport annuel de BMO pour 2022. Nous consolidons nos propres entités de titrisation, certaines entités de capital et de financement ainsi que d'autres entités structurées créées pour satisfaire à nos besoins et à ceux de nos clients. Nous ne consolidons pas les entités de titrisation canadiennes et américaines des clients, certaines entités de capital, ni divers fonds d'investissement gérés par BMO, ni diverses autres entités structurées dans lesquelles des placements sont détenus. Il ne s'est produit aucun changement important aux arrangements hors bilan de la Banque depuis le 31 octobre 2022.

Méthodes comptables et estimations et jugements comptables critiques

Le Rapport annuel de BMO pour 2022 de même que les notes afférentes aux états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2022 ainsi que la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires non audités renferment la description de nos principales méthodes comptables ainsi que des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Nous invitons les lecteurs à prendre connaissance de ces explications à la note 1 des états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2022 ainsi que dans les mises à jour fournies à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances se compose des provisions liées aux prêts douteux, qui représentent l'estimation des pertes liées aux prêts douteux dans le portefeuille ayant déjà fait l'objet de provisions, mais qui ne sont pas encore sortis du bilan, et des provisions liées aux prêts productifs, qui constituent la meilleure estimation de la Banque en ce qui concerne la perte de valeur des prêts du portefeuille existant qui n'ont pas encore été individuellement désignés comme étant douteux. Les pertes sur créances attendues sont calculées d'après des pondérations probabilistes en fonction des scénarios économiques décrits ci-dessous, et sont calculées pour chaque exposition dans le portefeuille en fonction de la probabilité de défaut (PD), de l'exposition en cas de défaut (ECD) et de la perte en cas de défaut (PCD), ainsi que du moment de la perte. Lorsqu'il y a eu une augmentation importante du risque de crédit, une perte sur créances attendue pour la durée de vie est comptabilisée; sinon, une perte sur créances attendue sur 12 mois est généralement comptabilisée. Une augmentation importante du risque de crédit tient compte de nombreux facteurs et variera en fonction des catégories de produits et de risques. Les principaux facteurs à prendre en compte pour effectuer cette détermination sont les variations relatives de la PD depuis l'octroi et certains autres critères, dont le fait qu'un compte soit en souffrance depuis 30 jours ou qu'il soit inscrit dans une liste de comptes à surveiller. Nous pouvons appliquer un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit pour refléter les facteurs qui ne sont pas pris en compte dans les modèles de pertes sur créances attendues, selon ce que nous jugeons nécessaire. Nous avons fait appel à notre jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit pour tenir compte de l'incidence continue du contexte incertain sur les conditions de crédit et l'économie.

Au 31 janvier 2023, le total des provisions pour pertes sur créances se chiffrait à 3 028 millions de dollars (2 998 millions au 31 octobre 2022), et il se composait d'une provision liée aux prêts productifs de 2 490 millions et d'une provision liée aux prêts douteux de 538 millions (2 441 millions et 557 millions, respectivement, au 31 octobre 2022). La provision liée aux prêts productifs a augmenté de 49 millions par rapport au quatrième trimestre de 2022, du fait principalement des incertitudes accrues visant les conditions du crédit et la croissance de certains portefeuilles, facteurs essentiellement compensés par les fluctuations des taux de change et l'amélioration de la qualité du crédit du portefeuille.

Pour établir notre provision liée aux prêts productifs, nous appliquons des pondérations probabilistes à trois scénarios économiques, lesquels reflètent notre point de vue quant à la conjoncture économique et aux conditions des marchés, soit un scénario de référence qui, à notre avis, représente le résultat le plus probable, ainsi que des scénarios favorables et défavorables, tous élaborés par notre groupe Études économiques.

Lorsque des variations de la performance économique sont mesurées dans nos prévisions, nous nous appuyons sur le PIB réel, qui est le principal moteur des variations de bon nombre des autres variables économiques et du marché, y compris l'indice de volatilité (VIX), les écarts de taux de sociétés BBB, les taux de chômage, les indices des prix des habitations et le crédit à la consommation. Par ailleurs, nous tenons également compte de variables propres aux secteurs d'activité, le cas échéant. Bon nombre de ces variables présentent un degré élevé d'interdépendance et, par conséquent, il n'y a aucun facteur unique auquel l'ensemble des provisions sont sensibles.

Des renseignements sur la dotation à la provision pour pertes sur créances pour le trimestre clos le 31 janvier 2023 se trouvent à la section Total des dotations à la provision pour pertes sur créances.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section Gestion des risques et à la section Provision pour pertes sur créances du Rapport annuel de BMO pour 2022, à la note 4 afférente aux états financiers consolidés annuels audités, ainsi qu'à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Mise en garde

La section Méthodes comptables et estimations et jugements comptables critiques renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Obligations redditionnelles des banques d'importance systémique mondiale (BIS^m)

Puisque nous sommes une banque d'importance systémique intérieure (BISⁱ), le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) exige que nous présentions annuellement les 13 indicateurs utilisés dans la méthode d'évaluation des banques d'importance systémique mondiale. Ces indicateurs évaluent l'incidence que la faillite d'une banque aurait sur le système financier et l'économie à l'échelle mondiale. Ces indicateurs reflètent la taille des banques, leur interdépendance, l'absence d'une infrastructure de rechange pour ce qui est des services qu'elles fournissent, leurs activités sur la scène internationale et leur complexité. La méthode préconisée est décrite dans le document intitulé *Banques d'importance systémique mondiale : méthodologie révisée d'évaluation et exigence additionnelle de capacité d'absorption des pertes* que le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) a publié en juillet 2013. Avec prise d'effet pour l'exercice 2021, les résultats reflètent la méthodologie révisée d'évaluation du CBCB publiée en juillet 2018. Conformément à cette méthodologie, les indicateurs sont calculés en fonction des directives spécifiques du CBCB. Par conséquent, les mesures utilisées pourraient ne pas être fondées sur la plus récente version de Bâle III. Ainsi, les valeurs pourraient ne pas correspondre à d'autres mesures figurant dans le présent document.

Les valeurs des indicateurs sont présentées selon les exigences réglementaires concernant la consolidation, et c'est pourquoi l'information sur les activités d'assurance et autres activités non bancaires n'est incluse que dans la mesure où elle l'est également aux fins de consolidation du groupe qu'exige la réglementation, ou selon ce que précise la méthode d'évaluation. Ce niveau de consolidation diffère de celui utilisé aux fins d'établissement des états financiers consolidés. Par conséquent, les résultats pourraient ne pas être comparables aux autres informations figurant aux présentes.

Les fluctuations des valeurs des indicateurs subies d'un exercice à l'autre traduisent les variations qui surviennent dans le cours normal des activités commerciales.

Obligations redditionnelles des banques d'importance systémique mondiale

| (en millions de dollars canadiens) | | Au 31 octobre | |
|---|---|---------------|------------|
| | Indicateurs | 2022 | 2021 |
| A. Activité transfrontière | 1. Créances transfrontières | 552 634 | 503 481 |
| | 2. Engagements transfrontières | 527 644 | 472 642 |
| B. Taille | 3. Expositions totales telles qu'elles ont été définies pour le calcul du ratio de levier de Bâle III | 1 286 878 | 1 135 164 |
| C. Interdépendance | 4. Actifs dans le système financier | 172 647 | 142 328 |
| | 5. Passifs dans le système financier | 78 230 | 71 275 |
| | 6. Encours de titres | 322 757 | 283 723 |
| D. Substituabilité / Infrastructure de l'institution financière | 7. Activités de paiement 1) | 29 383 078 | 33 313 613 |
| | 8. Actifs sous conservation | 320 251 | 207 267 |
| | 9. Prises fermes sur les marchés obligataires et boursiers | 92 304 | 102 614 |
| | 10. Volume des opérations (y compris les deux sous-indicateurs) | | |
| | Volume des opérations : sous-indicateur des titres à revenu fixe | 11 516 502 | 12 001 515 |
| | Volume des opérations : sous-indicateur des titres de participation et des autres titres | 4 779 866 | 2 733 512 |
| E. Complexité | 11. Montant notionnel des instruments dérivés négociés de gré à gré | 7 662 199 | 5 787 189 |
| | 12. Titres détenus à des fins de négociation, titres à la juste valeur par le biais du résultat net et titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | 54 178 | 52 472 |
| | 13. Actifs de niveau 3 | 5 289 | 3 263 |

1) Comprend les transactions intragroupe dont la compensation est réalisée par l'entremise d'un correspondant bancaire.

Modifications futures de méthodes comptables

Nous surveillons les éventuels changements proposés par l'International Accounting Standards Board (IASB) et analysons l'incidence que les changements de normes pourraient avoir sur la présentation de l'information financière et les méthodes comptables de BMO. Les nouvelles normes et les modifications apportées aux normes existantes, qui entreront en vigueur pour la Banque dans l'avenir, se trouvent à la note 1 des états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2022.

Autres faits nouveaux en matière de réglementation

Nous continuons de surveiller l'évolution de la réglementation, y compris celle dont il est fait mention ailleurs dans le présent document, et de nous y préparer.

Pour une analyse plus poussée des autres faits nouveaux en matière de réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections Gestion globale du capital, Risques pouvant influencer sur les résultats futurs, Risque de liquidité et de financement et Risque juridique et réglementaire du Rapport annuel de BMO pour 2022.

Nouvelles mesures fiscales canadiennes

Le 15 décembre 2022, le gouvernement canadien a adopté un projet de loi se rapportant à certaines mesures fiscales qui s'appliquent à certaines sociétés canadiennes faisant partie d'un groupe de banques ou d'assureurs-vie, dont un impôt ponctuel de 15 % (appelé dividende pour la relance du Canada) calculé en fonction du revenu imposable moyen pour les années d'imposition 2020 et 2021, duquel est retranchée une exemption de 1 milliard de dollars, payable en versements égaux sur une période de cinq ans. Le projet de loi prévoit également une augmentation permanente du taux d'impôt de 1,5 % qui est calculée sur le revenu imposable supérieur à 100 millions de dollars (en vigueur pour les années d'imposition se terminant après le 7 avril 2022 et calculé proportionnellement pour la première année). Au cours du trimestre, nous avons comptabilisé une charge d'impôt ponctuelle de 371 millions, laquelle comprend un dividende pour la relance du Canada de 312 millions et un montant de 59 millions se rapportant à l'incidence fiscale proportionnelle pour 2022 de l'augmentation de 1,5 % du taux d'impôt, déduction faite d'une réévaluation de l'actif d'impôt différé net.

Mise en garde

La présente section qui traite d'autres faits nouveaux en matière de réglementation contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Gestion des risques

Les politiques en matière de gestion des risques de BMO et les procédés qu'il emploie pour détecter, évaluer, gérer, surveiller, atténuer et signaler ses risques de crédit et de contrepartie, de marché, d'assurance, de liquidité et de financement, le risque opérationnel, y compris le risque lié aux technologies et le cyberrisque, le risque juridique et réglementaire, le risque de stratégie, le risque environnemental et social et le risque de réputation sont décrits dans la section Gestion globale des risques du Rapport annuel de BMO pour 2022.

Principaux risques et risques émergents pouvant influencer sur les résultats futurs

Les principaux risques, les risques émergents et les autres risques de BMO qui pourraient influencer sur les résultats futurs sont décrits dans la section Gestion globale des risques du Rapport annuel de BMO pour 2022. Ce qui suit constitue une mise à jour du Rapport annuel pour 2022.

Mise à jour sur la situation économique générale

Les perspectives économiques sont soumises à plusieurs risques, notamment une inflation élevée persistante entraînant des hausses des taux d'intérêt, une escalade du conflit en Ukraine, l'intensification des tensions géopolitiques entre les États-Unis et la Chine et l'émergence de nouveaux variants de la COVID-19. La Banque du Canada et la Réserve fédérale américaine ont continué d'augmenter les taux d'intérêt au cours du premier trimestre de 2023 et d'autres interventions dépendront dans une large mesure des efforts qui seront déployés pour contrer l'inflation. Les taux élevés pourraient avoir une incidence directe sur nos clients qui se traduirait par une augmentation des niveaux d'emprunt (comme les taux hypothécaires) et des coûts du service de la dette. Par ailleurs, la correction observée sur le marché de l'habitation devrait se poursuivre pour une bonne partie de 2023, car les prix devront reculer davantage afin de ramener l'abordabilité à des niveaux plus normaux. Un ralentissement économique général et un taux de chômage plus élevé pourraient exercer davantage de pression sur nos clients et nuire aux marchés financiers.

Outre les risques précités, le Trésor américain a invoqué des mesures extraordinaires pour faire en sorte que le plafond de la dette de l'administration fédérale ne soit dépassé; à cet effet, il faudra que les membres du Congrès passent un accord pour hausser le plafond de la dette ou le suspendre pour éviter toute défaillance éventuelle. Les compromis en matière de dépenses nécessaires à l'obtention d'un accord pourraient miner davantage la croissance économique tandis que les négociations politiques employées pour conclure un accord potentiel pourraient entraîner la volatilité des marchés boursiers, plus particulièrement si elles causent une détérioration des cotes de crédit.

La direction suit toujours de près le climat économique afin de repérer les changements importants et leurs répercussions sur nos activités.

Réforme des taux de référence

La transition des taux interbancaires offerts à Londres (TIOL) et d'autres taux interbancaires offerts vers des taux de référence complémentaires se poursuit sans aucune variation importante des risques liés au projet ou à la transition par rapport à l'information présentée à la note 1 des états financiers consolidés audités annuels du Rapport annuel de BMO pour 2022.

Alors que nous approchons de la date de cessation du 30 juin 2023 en ce qui a trait aux autres taux TIOL en dollars américains, nos expositions globales au TIOL en dollars américains diminuent encore et nos expositions existantes associées aux produits dérivés au TIOL en dollars américains feront pour la plupart l'objet d'une transition lorsque les contreparties centrales convertiront les opérations fondées sur le TIOL au taux SOFR (Secured Overnight Financing Rate).

Risque de marché

Les méthodes de gestion du risque de marché de BMO et les principales mesures de ce risque sont décrites à la section Risque de marché de son Rapport annuel pour 2022.

Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

Le tableau ci-dessous présente les éléments de notre bilan consolidé qui sont exposés au risque de marché, à savoir les soldes qui résultent de techniques de mesure du risque associé à des éléments qui sont négociés ou à des éléments qui ne le sont pas.

| (en millions de dollars canadiens) | Au 31 janvier 2023 | | | | Au 31 octobre 2022 | | | | Principaux facteurs de risque des soldes d'éléments non négociés |
|--|--------------------|-----------------------------|--------------------------|---------------------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------------|---------------------------------|--|
| | Bilan consolidé | Exposés au risque de marché | | Non exposés au risque de marché | Bilan consolidé | Exposés au risque de marché | | Non exposés au risque de marché | |
| | | Éléments négociés 1) | Éléments non négociés 2) | | | Éléments négociés 1) | Éléments non négociés 2) | | |
| Actifs exposés au risque de marché | | | | | | | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 103 342 | — | 103 342 | — | 87 466 | — | 87 466 | — | Taux d'intérêt |
| Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques | 5 080 | 146 | 4 934 | — | 5 734 | 142 | 5 592 | — | Taux d'intérêt |
| Valeurs mobilières | 281 027 | 110 904 | 170 123 | — | 273 262 | 108 303 | 164 959 | — | Taux d'intérêt, écart de taux, titres de participation |
| Titres pris en pension ou empruntés | 118 531 | — | 118 531 | — | 113 194 | — | 113 194 | — | Taux d'intérêt |
| Prêts et acceptations (déduction faite de la provision pour pertes sur créances) | 546 263 | 2 114 | 544 149 | — | 551 339 | 3 501 | 547 838 | — | Taux d'intérêt, change |
| Instruments dérivés | 33 294 | 31 130 | 2 164 | — | 48 160 | 45 537 | 2 623 | — | Taux d'intérêt, change |
| Engagements des clients aux termes d'acceptations | 13 636 | — | 13 636 | — | 13 235 | — | 13 235 | — | Taux d'intérêt |
| Actifs divers | 44 533 | 3 402 | 22 396 | 18 735 | 46 809 | 3 030 | 26 561 | 17 218 | Taux d'intérêt |
| Total des actifs | 1 145 706 | 147 696 | 979 275 | 18 735 | 1 139 199 | 160 513 | 961 468 | 17 218 | |
| Passifs exposés au risque de marché | | | | | | | | | |
| Dépôts | 787 376 | 30 303 | 757 073 | — | 769 478 | 26 305 | 743 173 | — | Taux d'intérêt, change |
| Instruments dérivés | 44 090 | 37 886 | 6 204 | — | 59 956 | 46 803 | 13 153 | — | Taux d'intérêt, change |
| Acceptations | 13 636 | — | 13 636 | — | 13 235 | — | 13 235 | — | Taux d'intérêt |
| Titres vendus à découvert | 45 226 | 45 226 | — | — | 40 979 | 40 979 | — | — | |
| Titres mis en pension ou prêtés | 101 484 | — | 101 484 | — | 103 963 | — | 103 963 | — | Taux d'intérêt |
| Passifs divers | 70 824 | 63 | 70 425 | 336 | 72 400 | 60 | 71 815 | 525 | Taux d'intérêt |
| Dettes subordonnée | 8 156 | — | 8 156 | — | 8 150 | — | 8 150 | — | Taux d'intérêt |
| Total des passifs | 1 070 792 | 113 478 | 956 978 | 336 | 1 068 161 | 114 147 | 953 489 | 525 | |

1) Comprend essentiellement des éléments du bilan qui sont assujettis au cadre de gestion du risque lié aux activités de négociation et à la prise ferme, et qui sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net.

2) Comprend essentiellement des éléments du bilan qui sont assujettis au cadre de gestion du risque structurel de marché et du risque d'assurance ainsi qu'à des transactions de financement garanties.

Mesures du risque de marché lié aux activités de négociation

La moyenne du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation et la moyenne du total de la VaR liée aux activités de négociation en période de tension a augmenté d'un trimestre à l'autre du fait de la volatilité des taux d'intérêt et de l'exposition plus importante aux titres à revenu fixe. L'augmentation des degrés moyens de diversification a compensé de façon appréciable la hausse de la moyenne de la VaR liée aux taux d'intérêt et de la VaR propre à la dette.

Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation et du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation en période de tension ^{1) 2)}

| (équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts) | Pour le trimestre clos le 31 janvier 2023 | | | | 31 octobre 2022 | 31 janvier 2022 |
|--|---|-------------|-------------|-------------|-----------------|-----------------|
| | À la clôture du trimestre | Moyenne | Haut | Bas | Moyenne | Moyenne |
| VaR liée aux produits de base | 1,9 | 2,2 | 4,1 | 1,3 | 3,1 | 2,0 |
| VaR liée aux actions | 15,3 | 14,5 | 19,7 | 9,1 | 13,1 | 11,3 |
| VaR liée au change | 4,6 | 2,9 | 5,6 | 1,6 | 1,8 | 1,3 |
| VaR liée aux taux d'intérêt 3) | 27,5 | 31,8 | 41,5 | 21,9 | 18,0 | 16,6 |
| Risque propre à la dette | 13,9 | 12,2 | 15,7 | 8,6 | 5,7 | 3,1 |
| Diversification | (29,0) | (26,4) | n. s. | n. s. | (15,1) | (11,3) |
| Total de la VaR – Négociation | 34,2 | 37,2 | 47,9 | 28,8 | 26,6 | 23,0 |
| Total de la VaR en période de tension – Négociation | 67,5 | 63,9 | 84,7 | 45,8 | 53,6 | 59,4 |

1) Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les profits sont indiqués par des montants entre parenthèses et les pertes, par des montants positifs.

2) La VaR en période de tension est établie sur une base hebdomadaire et à la fin du mois.

3) La VaR liée aux taux d'intérêt comprend le risque d'écart de crédit général.

n. s. - non significatif

Risque structurel de marché (lié aux activités autres que de négociation)

L'exposition de la valeur économique structurelle à une hausse des taux d'intérêt et l'avantage d'une baisse des taux d'intérêt ont diminué par rapport au 31 octobre 2022, en raison surtout de la durée plus longue des dépôts sans échéance, du fait que les taux d'intérêt à terme prévus sont moins élevés, les courbes de rendement s'étant aplanies et les taux à long terme ayant reculé. De plus, la durée de la position de la Banque était légèrement plus courte par rapport à la période précédente en vue du portefeuille d'une durée plus longue acquis auprès de Bank of the West, ce qui explique une plus grande sensibilité du résultat.

Sensibilité du résultat et de la valeur économique, au bilan, au risque structurel de fluctuations des taux d'intérêt ^{1) 2)}

| (équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts) | Sensibilité de la valeur économique | | | Sensibilité du résultat au cours des 12 prochains mois | | |
|--|-------------------------------------|------------|-----------------|--|-----------------|-----------------|
| | Canada 3) | États-Unis | 31 janvier 2023 | 31 octobre 2022 | 31 janvier 2022 | 31 janvier 2022 |
| Hausse de 100 points de base | (785,1) | 210,9 | (574,2) | (990,2) | (1 341,0) | 539,6 |
| Baisse de 25 points de base | 180,5 | (104,8) | 75,7 | 201,6 | 227,4 | (208,6) |
| Baisse de 100 points de base 4) | 688,3 | (604,0) | 84,3 | 647,9 | s. o. | s. o. |

1) Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

2) L'incidence du risque de marché lié à l'assurance n'est pas reflétée dans le tableau. Le risque de marché lié à l'assurance englobe le risque de taux d'intérêt et le risque lié au marché boursier découlant des activités d'assurance de BMO. Une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 janvier 2023 donnerait lieu à une augmentation de 34 millions de dollars du résultat avant impôts (35 millions au 31 octobre 2022 et 46 millions au 31 janvier 2022). Une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 janvier 2023 donnerait lieu à une diminution de 33 millions du résultat avant impôts (34 millions au 31 octobre 2022 et 44 millions au 31 janvier 2022). Une hausse de 10 % de la valeur du marché boursier au 31 janvier 2023 entraînerait une augmentation de 14 millions du résultat avant impôts (13 millions au 31 octobre 2022 et 21 millions au 31 janvier 2022). Une baisse de 10 % de la valeur du marché boursier au 31 janvier 2023 entraînerait une diminution de 13 millions du résultat avant impôts (13 millions au 31 octobre 2022 et 22 millions au 31 janvier 2022). BMO peut conclure des arrangements de couverture pour compenser l'incidence des variations des valeurs du marché boursier sur ses résultats, ce qu'il a fait au cours de l'exercice 2022. L'incidence du risque de marché lié à l'assurance sur le résultat est reflétée au poste sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités de l'état consolidé des résultats, une variation correspondante de la juste valeur des passifs au titre des indemnités de la Banque étant comptabilisée au poste autres passifs du bilan consolidé.

3) Comprend le dollar canadien et autres monnaies.

4) Du fait du contexte de faiblesse des taux d'intérêt entre le 30 avril 2020 et le 30 avril 2022, la sensibilité de la valeur économique et la sensibilité du résultat aux baisses de taux d'intérêt sont évaluées en fonction d'une baisse de 25 points de base.

s. o. – sans objet

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement est géré au moyen d'un cadre de gestion des risques bien défini. Aucun changement important n'a été apporté à ce cadre durant le trimestre.

BMO a continué à maintenir une solide position de liquidité au premier trimestre de 2023. Les prêts des clients ont affiché une diminution alors que les dépôts des clients sont demeurés essentiellement inchangés. Le financement de gros a augmenté, reflet des émissions nettes. Les paramètres de liquidité de BMO, y compris le ratio de liquidité à court terme (RLCT) et le ratio structurel de liquidité à long terme (RSLT), sont demeurés largement supérieurs aux cibles internes et aux exigences réglementaires.

Les actifs liquides de BMO sont détenus essentiellement par nos secteurs qui mènent des activités de négociation ainsi que dans des portefeuilles d'actifs liquides qui sont conservés aux fins de la gestion du risque de liquidité éventuel et comme des investissements de liquidités structurelles excédentaires. Les actifs liquides comprennent des actifs non grevés de haute qualité qui sont négociables, qui peuvent être cédés en garantie d'emprunts et qui peuvent être convertis en trésorerie à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins de liquidité et de financement. Le tableau ci-après résume les actifs liquides de BMO.

Dans le cadre normal de ses activités, BMO peut grever d'une charge certains montants de trésorerie ainsi que des valeurs mobilières afin de soutenir ses activités de négociation et sa participation à des systèmes de compensation et de paiement au Canada, aux États-Unis et à l'étranger. En outre, BMO peut obtenir des actifs liquides en guise de nantissement et peut les redonner en garantie en échange d'une somme en trésorerie ou en guise de sûreté dans le but de soutenir ses activités de négociation. Les actifs nets liquides non grevés, soit des actifs figurant à son bilan, telles la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés ainsi que d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues moins celles accordées, totalisaient 357,0 milliards de dollars au 31 janvier 2023 comparativement à 335,3 milliards au 31 octobre 2022. La hausse des actifs liquides non grevés est essentiellement attribuable à l'augmentation des soldes de trésorerie et des titres.

Les actifs nets liquides non grevés sont essentiellement détenus par la banque mère, par notre entité juridique américaine, BMO Harris Bank, et par nos activités de courtage. Outre ses actifs liquides, BMO a accès aux programmes d'aide de la Banque du Canada, au guichet d'escompte de la Federal Reserve Bank aux États-Unis et à des facilités de trésorerie de soutien de la Banque centrale européenne.

Outre la trésorerie et les valeurs mobilières qu'il détient, BMO peut également donner en nantissement d'autres actifs, dont des prêts hypothécaires et d'autres prêts, afin de mobiliser du financement garanti à long terme. Le total des actifs grevés et des actifs liquides non grevés de BMO est présenté dans le tableau qui porte sur les actifs grevés.

Actifs liquides

| | Au 31 janvier 2023 | | | | | Au 31 octobre 2022 |
|--|--------------------------------|---|---------------------------|---------------|---------------------------|---------------------------|
| | Actifs appartenant à la Banque | Autres éléments de trésorerie et valeurs mobilières reçus | Total des actifs bruts 1) | Actifs grevés | Actifs nets non grevés 2) | Actifs nets non grevés 2) |
| (en millions de dollars canadiens) | | | | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 103 342 | - | 103 342 | 93 | 103 249 | 87 379 |
| Dépôts à d'autres banques | 5 080 | - | 5 080 | - | 5 080 | 5 734 |
| Valeurs mobilières et titres pris en pension ou empruntés | | | | | | |
| États souverains, banques centrales ou banques multilatérales de développement | 147 173 | 103 568 | 250 741 | 139 119 | 111 622 | 111 940 |
| Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires émis par des agences américaines et titres garantis par des créances hypothécaires | 61 602 | 6 378 | 67 980 | 22 342 | 45 638 | 39 978 |
| Titres de créance d'entreprises et autres | 22 221 | 19 252 | 41 473 | 9 607 | 31 866 | 33 698 |
| Titres de participation d'entreprises | 50 031 | 50 660 | 100 691 | 58 406 | 42 285 | 39 966 |
| Total des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés | 281 027 | 179 858 | 460 885 | 229 474 | 231 411 | 225 582 |
| Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti) 3) | 22 125 | - | 22 125 | 4 906 | 17 219 | 16 604 |
| Total des actifs liquides | 411 574 | 179 858 | 591 432 | 234 473 | 356 959 | 335 299 |

1) Les actifs bruts comprennent les actifs appartenant à la Banque ainsi que les éléments de trésorerie et les valeurs mobilières reçus de tiers.

2) Les actifs nets non grevés désignent le total des actifs bruts, moins les actifs grevés.

3) Aux termes des IFRS, les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (LNH) qui comprennent les prêts hypothécaires détenus par BMO à titre de sûretés sous-jacentes sont classés dans les prêts. Les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH non grevés sont liquides et inclus à titre d'actifs liquides conformément au cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de BMO. Ce montant est présenté comme un poste distinct appelé Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH.

Actifs grevés

| | Total des actifs bruts 1) | Actifs grevés 2) | | Actifs nets non grevés | |
|--|---------------------------|--------------------|----------------------|-----------------------------|---|
| | | Donnés en garantie | Autres actifs grevés | Autres actifs non grevés 3) | Actifs pouvant être donnés en garantie 4) |
| (en millions de dollars canadiens) | | | | | |
| Au 31 janvier 2023 | | | | | |
| Trésorerie et dépôts à d'autres banques | 108 422 | - | 93 | - | 108 329 |
| Valeurs mobilières 5) | 483 010 | 183 155 | 51 225 | 13 740 | 234 890 |
| Prêts | 524 138 | 69 670 | 631 | 295 793 | 158 044 |
| Autres actifs | | | | | |
| Instruments dérivés | 33 294 | - | - | 33 294 | - |
| Engagements de clients aux termes d'acceptations | 13 636 | - | - | 13 636 | - |
| Bureaux et matériel | 4 865 | - | - | 4 865 | - |
| Écart d'acquisition | 5 260 | - | - | 5 260 | - |
| Immobilisations incorporelles | 2 277 | - | - | 2 277 | - |
| Actifs d'impôt exigible | 1 815 | - | - | 1 815 | - |
| Actifs d'impôt différé | 1 392 | - | - | 1 392 | - |
| Actifs divers | 28 924 | 9 843 | - | 19 081 | - |
| Total des autres actifs | 91 463 | 9 843 | - | 81 620 | - |
| Total des actifs | 1 207 033 | 262 668 | 51 949 | 391 153 | 501 263 |

| | Total des actifs bruts 1) | Actifs grevés 2) | | Actifs nets non grevés | |
|--|---------------------------|--------------------|----------------------|-----------------------------|---|
| | | Donnés en garantie | Autres actifs grevés | Autres actifs non grevés 3) | Actifs pouvant être donnés en garantie 4) |
| (en millions de dollars canadiens) | | | | | |
| Au 31 octobre 2022 | | | | | |
| Trésorerie et dépôts à d'autres banques | 93 200 | - | 87 | - | 93 113 |
| Valeurs mobilières 5) | 472 443 | 183 275 | 46 982 | 12 620 | 229 566 |
| Prêts | 529 458 | 71 139 | 656 | 299 358 | 158 305 |
| Autres actifs | | | | | |
| Instruments dérivés | 48 160 | - | - | 48 160 | - |
| Engagements de clients aux termes d'acceptations | 13 235 | - | - | 13 235 | - |
| Bureaux et matériel | 4 841 | - | - | 4 841 | - |
| Écart d'acquisition | 5 285 | - | - | 5 285 | - |
| Immobilisations incorporelles | 2 193 | - | - | 2 193 | - |
| Actifs d'impôt exigible | 1 421 | - | - | 1 421 | - |
| Actifs d'impôt différé | 1 175 | - | - | 1 175 | - |
| Actifs divers | 31 894 | 13 991 | - | 17 903 | - |
| Total des autres actifs | 108 204 | 13 991 | - | 94 213 | - |
| Total des actifs | 1 203 305 | 268 405 | 47 725 | 406 191 | 480 984 |

1) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

2) Les actifs donnés en garantie renvoient à la partie des actifs de BMO figurant à son bilan ainsi qu'à la trésorerie et aux valeurs mobilières qui sont données en garantie par voie de mises en pension de titres, de prêts de titres, de contrats dérivés, de dépôts minimaux requis auprès de banques centrales ainsi qu'aux termes des exigences associées à la participation à des chambres de compensation et des systèmes de paiement. Les autres actifs grevés comprennent les actifs qui font l'objet de restrictions de nature juridique ou autre, tels que la trésorerie soumise à des restrictions et les actifs liés à des ventes à découvert.

3) Les autres actifs non grevés comprennent certains actifs liquides qui, de l'avis de la direction, ne sont pas rapidement disponibles pour répondre aux besoins de BMO en matière de liquidité. Ces actifs se composaient de valeurs mobilières d'un montant de 13,7 milliards de dollars au 31 janvier 2023, y compris les titres détenus par la filiale d'assurance de BMO, de même que d'importants placements en titres de capitaux propres et certains investissements détenus par notre unité de banque d'affaires. Les autres actifs non grevés comprennent également des prêts hypothécaires et d'autres prêts pouvant être titrisés afin d'obtenir du financement garanti.

4) Les prêts compris dans les actifs pouvant être donnés en garantie représentent des prêts qui sont actuellement détenus dans des banques centrales et qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires pouvant être utilisées et associées au portefeuille de prêts de BMO, notamment d'autres titrisations, des émissions d'obligations couvertes et des avances de la Federal Home Loan Bank (FHLB) des États-Unis.

5) Comprend des valeurs mobilières, des titres pris en pension ou empruntés et des titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti).

Stratégie de financement

Selon la stratégie de financement de BMO, le financement de gros garanti et non garanti qui sert à financer les prêts et des actifs moins liquides doit être d'une durée (généralement de deux à dix ans) pouvant étayer la durée à courir réelle de ces actifs. Le financement de gros garanti et non garanti des actifs de négociation liquides est d'une durée nettement plus courte (d'un terme de un an ou moins), reflète la liquidité des actifs ainsi financés et est assujéti à des limites à l'égard de l'ensemble des échéances autorisées durant diverses périodes. Les lots d'actifs liquides supplémentaires sont essentiellement financés au moyen de sources de financement de gros à terme.

Nous maintenons une masse de dépôts de clients, à la fois vaste et stable, qui, conjugués à notre situation en matière de capital importante, constitue de solides assises, favorisent le maintien d'une saine position de liquidité et réduisent notre dépendance envers le financement de gros. Les dépôts de clients totalisaient 545,1 milliards de dollars au 31 janvier 2023, en hausse par rapport à ceux de 544,4 milliards au 31 octobre 2022.

Au 31 janvier 2023, l'encours du financement de gros, garanti et non garanti, composé en grande partie de titres négociables, totalisait 251,1 milliards de dollars et, de ce montant, une tranche de 65,4 milliards était sous forme de financement garanti et une autre de 185,7 milliards, de financement non garanti. L'encours du financement de gros a augmenté en regard de celui de 236,8 milliards au 31 octobre 2022 en raison principalement des émissions nettes du financement de gros au cours du trimestre. La composition et les échéances du financement de gros à terme sont présentées dans le tableau suivant. D'autres renseignements à ce sujet figurent à la section Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan. Nous maintenons un vaste portefeuille d'actifs liquides non grevés qui totalisaient 357,0 milliards au 31 janvier 2023 et qui, tel qu'il est décrit à la section sur les actifs liquides non grevés, pourraient être monétisés afin de combler des besoins de financement éventuels.

La diversification de nos sources de financement de gros constitue un volet important de notre stratégie globale de gestion de la liquidité. Les activités de financement de gros sont bien diversifiées, soit par territoire, monnaie, type d'investisseurs, type d'instrument et profil d'échéances. BMO s'assure d'avoir constamment accès à du financement de gros à long terme au moyen de divers programmes d'emprunt, notamment un programme d'émission de billets européens, des programmes de billets à moyen terme canadiens, australiens et américains, la titrisation de créances hypothécaires canadiennes et américaines, la titrisation de créances de cartes de crédit canadiennes, de prêts automobiles canadiens, et de marges de crédit sur valeur domiciliaire canadiennes, des prêts au financement de matériel de transport aux États-Unis, des obligations couvertes et des dépôts de premier rang non garantis canadiens et américains.

Grâce à son plan de financement de gros, BMO vise à maintenir une capacité de financement qui lui permet de mettre de l'avant ses stratégies commerciales. Ce plan tient compte des échéances projetées et de la croissance des actifs et des passifs de ses secteurs d'activité dans le cadre de processus de prévision et de planification, et évalue les besoins en financement à la lumière des sources disponibles. Le plan de financement est examiné une fois l'an par les comités de la haute direction à qui incombent des responsabilités précises connexes, et approuvé par le Comité d'évaluation des risques, et est régulièrement mis à jour afin que les résultats réels y soient reflétés et les plus récentes informations prévisionnelles, intégrées.

Échéances du financement de gros ¹⁾

| | Au 31 janvier 2023 | | | | | | | | Au 31 octobre 2022 |
|---|--------------------|---------------|---------------|----------------|----------------|-----------------|---------------|----------------|--------------------|
| | Total partiel – | | | | | | | | |
| (en millions de dollars canadiens) | Moins de 1 mois | De 1 à 3 mois | De 3 à 6 mois | De 6 à 12 mois | Moins de 1 an | De 1 an à 2 ans | Plus de 2 ans | Total | Total |
| Dépôts d'autres banques | 3 183 | 1 460 | 1 647 | 2 528 | 8 818 | – | – | 8 818 | 9 550 |
| Certificats de dépôt et papier commercial | 9 147 | 16 529 | 32 671 | 31 774 | 90 121 | 998 | 118 | 91 237 | 80 696 |
| Billets de dépôt au porteur | 99 | 1 336 | 57 | 46 | 1 538 | – | – | 1 538 | 1 661 |
| Papier commercial adossé à des actifs | 265 | 813 | 364 | 97 | 1 539 | – | – | 1 539 | – |
| Billets à moyen terme non garantis de premier rang | 492 | 3 474 | 5 336 | 6 594 | 15 896 | 21 227 | 30 636 | 67 759 | 65 234 |
| Billets structurés non garantis de premier rang 2) | 81 | 77 | 69 | 132 | 359 | – | 7 854 | 8 213 | 7 950 |
| Financement garanti | | | | | | | | | |
| Titrisations de créances hypothécaires et de marges de crédit sur valeur domiciliaire | – | 407 | 629 | 2 156 | 3 192 | 3 435 | 13 625 | 20 252 | 20 385 |
| Obligations couvertes | 1 700 | 4 340 | – | 4 809 | 10 849 | – | 19 251 | 30 100 | 29 047 |
| Autres titrisations adossées à des actifs 3) | – | 704 | – | – | 704 | 171 | 5 310 | 6 185 | 6 631 |
| Avances de la Federal Home Loan Bank | – | – | – | 3 342 | 3 342 | – | 3 992 | 7 334 | 7 494 |
| Dette subordonnée | – | – | – | – | – | – | 8 154 | 8 154 | 8 150 |
| Total | 14 967 | 29 140 | 40 773 | 51 478 | 136 358 | 25 831 | 88 940 | 251 129 | 236 798 |
| Composé de ce qui suit : | | | | | | | | | |
| Financement garanti | 1 965 | 6 264 | 993 | 10 404 | 19 626 | 3 606 | 42 178 | 65 410 | 63 557 |
| Financement non garanti | 13 002 | 22 876 | 39 780 | 41 074 | 116 732 | 22 225 | 46 762 | 185 719 | 173 241 |
| Total 4) | 14 967 | 29 140 | 40 773 | 51 478 | 136 358 | 25 831 | 88 940 | 251 129 | 236 798 |

1) Le financement de gros non garanti englobe essentiellement celui obtenu par l'émission de titres négociables. Le financement de gros ne tient pas compte des opérations de mise en pension de titres ni des acceptations bancaires, lesquelles sont présentées dans la section Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan, et exclut également le papier commercial adossé à des actifs qu'émettent certains fonds multicédants et qui n'est pas consolidé aux fins de la présentation de l'information financière.

2) Émis essentiellement à des investisseurs institutionnels.

3) Comprennent les titrisations de créances de cartes de crédit, de prêts automobiles et de prêts au financement de matériel de transport.

4) Le total du financement de gros était constitué de 50,8 milliards de dollars de fonds libellés en dollars canadiens et de 200,3 milliards de fonds libellés en dollars américains et en d'autres monnaies au 31 janvier 2023.

D'autres renseignements sur la gestion du risque de liquidité et de financement sont donnés à la section Risque de liquidité et de financement du Rapport annuel de BMO pour 2022. Il y a également lieu de se reporter à la section Gestion des risques.

Cotes de crédit

Les cotes de crédit que des agences de notation externes attribuent aux titres d'emprunt à court terme et à long terme de premier rang de BMO jouent un rôle important pour la Banque dans la capacité à se procurer du capital et à obtenir le financement que requiert le soutien de ses activités commerciales. Le fait de maintenir d'excellentes cotes de crédit nous permet d'avoir accès aux marchés du financement de gros à des taux attractifs. Si les cotes de BMO se détérioraient, il est probable que le coût de ses fonds augmenterait et qu'il lui serait plus difficile d'obtenir du financement et du capital sur les marchés du financement de gros. Un abaissement majeur des cotes de BMO pourrait également avoir d'autres conséquences, dont celles décrites à la note 8 des états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2022.

Les cotes de crédit octroyées aux titres d'emprunt de premier rang de BMO par des agences de notation sont celles d'émissions de premier ordre et de grande qualité. Moody's, S&P et DBRS ont attribué une perspective stable à BMO, tandis que Fitch a attribué une perspective négative.

Au 31 janvier 2023

| Agence de notation | Dette à court terme | Dette de premier rang 1) | Dépôts à long terme/ ancienne dette de premier rang 2) | Dette subordonnée – (FPUNV) | Perspective |
|--------------------|---------------------|--------------------------|--|-----------------------------|-------------|
| Moody's | P-1 | A2 | Aa2 | Baa1 (hybr.) | Stable |
| S&P | A-1 | A- | A+ | BBB+ | Stable |
| Fitch | F1+ | AA- | AA | A | Négative |
| DBRS | R-1 (élevée) | AA (faible) | AA | A (faible) | Stable |

1) Sous réserve de la conversion aux termes du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne).

2) Les dépôts à long terme/l'ancienne dette de premier rang comprennent la dette de premier rang émise avant le 23 septembre 2018 et la dette de premier rang émise depuis le 23 septembre 2018 inclusivement, laquelle est exclue du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne).

BMO est tenu de fournir des garanties à certaines contreparties si ses cotes de crédit sont abaissées. Les garanties supplémentaires requises sont fondées sur les risques associés à la valeur de marché, la valeur des garanties et les ententes prévoyant un seuil de garantie, le cas échéant.

Au 31 janvier 2023, si nos cotes étaient abaissées de un cran, de deux crans et de trois crans, nous devrions fournir à des contreparties des garanties supplémentaires totalisant 144 millions de dollars, 362 millions et 865 millions, respectivement.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme (RLCT) est calculé selon la ligne directrice Normes de liquidités (NL) établie par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) et est résumé dans le tableau ci-après. Le RLCT est calculé quotidiennement et correspond au ratio des actifs liquides de haute qualité détenus au total des sorties nettes de trésorerie en période de tension dans les 30 jours civils suivants. Les actifs liquides de haute qualité de BMO sont essentiellement composés de sa trésorerie, de titres de créance jouissant d'une bonne cote de crédit et émis ou garantis par des administrations publiques, d'obligations couvertes ayant une excellente cote de crédit ainsi que de titres de créance et d'actions inscrits à un important indice boursier et émis par des entreprises qui n'œuvrent pas dans le secteur financier. Les flux de trésorerie nets tiennent compte des sorties de trésorerie associées aux dépôts, au financement de gros garanti ou non garanti, aux engagements et aux sûretés qui pourraient être exigées, ce qui est compensé par les entrées de trésorerie autorisées provenant des prêts, des activités de prêt de titres ainsi que d'autres titres de créance qui ne sont pas considérés comme des actifs liquides de haute qualité et qui échoient sur une période de 30 jours. Les pondérations prescrites par le BSIF sont appliquées aux flux de trésorerie et aux actifs liquides de haute qualité aux fins du calcul des valeurs pondérées et du RLCT. Le RLCT ne tient pas compte des liquidités excédentaires au-delà de 100 % dans BMO Financial Corp. (BFC) en raison des restrictions quant au transfert de liquidités entre BFC et la banque mère. Les banques d'importance systémique nationale (BISN), y compris BMO, sont tenues de maintenir un RLCT minimal de 100 %. Le RLCT moyen quotidien pour le trimestre clos le 31 janvier 2023 a été de 144 %, ce qui se traduit par un excédent de 71 milliards de dollars par rapport au seuil réglementaire minimal et une augmentation de 9 % par rapport à 135 % au trimestre précédent, en raison de l'augmentation des actifs liquides de haute qualité et de la baisse des sorties nettes de trésorerie. Le RLCT était élevé au cours du trimestre du fait que la Banque a maintenu des soldes de trésorerie plus élevés en vue de la clôture de l'acquisition de Bank of the West. Bien que les banques soient tenues de maintenir un RLCT de plus de 100 % dans des circonstances normales, on s'attend à ce qu'elles puissent utiliser leurs actifs liquides de haute qualité en période de tension, ce qui peut ramener leur RLCT à moins de 100 % au cours de la période visée. Ce ratio n'est que l'une des mesures de la position de liquidité d'une banque et ne rend pas compte de tous ses actifs liquides ni des modes de financement de rechange auxquels elle pourrait recourir au cours d'une période de tension. Tous les actifs liquides de BMO sont indiqués dans le tableau intitulé Actifs liquides.

(en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire)

| Pour le trimestre clos le 31 janvier 2023 | | |
|--|---|---|
| | Total de la valeur non pondérée (moyenne) 1) 2) | Total de la valeur pondérée (moyenne) 2) 3) |
| Actifs liquides de haute qualité | | |
| Total des actifs liquides de haute qualité | * | 229,3 |
| Sorties de trésorerie | | |
| Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont : | 244,1 | 16,5 |
| Dépôts stables | 116,3 | 3,5 |
| Dépôts moins stables | 127,8 | 13,0 |
| Financement de gros non garanti, dont : | 257,6 | 117,4 |
| Dépôts opérationnels (toutes les contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives | 137,2 | 34,1 |
| Dépôts non opérationnels (toutes les contreparties) | 97,5 | 60,4 |
| Dettes non garanties | 22,9 | 22,9 |
| Financement de gros garanti | * | 23,7 |
| Exigences supplémentaires, dont : | 215,4 | 42,5 |
| Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées | 25,3 | 7,0 |
| Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette | 4,2 | 4,2 |
| Facilités de crédit et de liquidité | 185,9 | 31,3 |
| Autres obligations de financement contractuelles | 1,1 | - |
| Autres obligations de financement conditionnelles | 498,6 | 9,3 |
| Total des sorties de trésorerie | * | 209,4 |
| Entrées de trésorerie | | |
| Prêts garantis (p. ex., prises en pension) | 144,3 | 33,1 |
| Entrées liées aux expositions parfaitement productives | 13,0 | 6,9 |
| Autres entrées de trésorerie | 10,6 | 10,6 |
| Total des entrées de trésorerie | 167,9 | 50,6 |

| Pour le trimestre clos le 31 janvier 2023 | | Total de la valeur ajustée 4) |
|--|--|----------------------------------|
| Total des actifs liquides de haute qualité | | 229,3 |
| Total des sorties nettes de trésorerie | | 158,8 |
| Ratio de liquidité à court terme (%) 2) | | 144 |

| Pour le trimestre clos le 31 octobre 2022 | | Total de la valeur ajustée 4) |
|--|--|----------------------------------|
| Total des actifs liquides de haute qualité | | 204,3 |
| Total des sorties nettes de trésorerie | | 151,1 |
| Ratio de liquidité à court terme (%) | | 135 |

* Valeur non exigée par la norme régissant les informations à fournir sur le RLCT.

- 1) Les valeurs non pondérées sont calculées à la valeur de marché (dans le cas des actifs liquides de haute qualité) ou selon les soldes en cours échéant ou exigibles dans les 30 jours suivants (dans le cas des entrées et sorties de trésorerie).
- 2) Les valeurs sont calculées en fonction de la moyenne simple du RLCT quotidien sur 60 jours ouvrables au premier trimestre de 2023.
- 3) Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations prescrites par la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF eu égard aux actifs liquides de haute qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.
- 4) Les valeurs ajustées sont calculées en fonction du total des valeurs pondérées après l'application des plafonds définis par la ligne directrice *Normes de liquidité*.

Ratio structurel de liquidité à long terme

Le ratio structurel de liquidité à long terme (RSLLT) est une mesure réglementaire de la liquidité qui évalue la stabilité du profil de financement d'une banque par rapport à la liquidité de ses actifs et est calculé selon la ligne directrice Normes de liquidités (NL) établie par le BSIF. Contrairement au RLCT, lequel est une mesure à court terme, le RSLLT calcule la résilience à moyen et à long terme d'une banque. Le RSLLT s'entend du montant du financement stable disponible (FSD) par rapport à celui du financement stable requis (FSR). Le montant du FSD représente la part des fonds propres et des passifs censée être disponible de manière fiable à un horizon de un an (ce qui comprend les dépôts de clients, le financement de gros à long terme et le capital). Les exigences relatives au financement stable pour chacune des institutions sont établies par le BSIF et fondées sur la liquidité et les caractéristiques inhérentes à la durée de ses actifs inscrits au bilan et des autres éléments hors bilan. Les pondérations prescrites par le BSIF s'appliquent aux soldes nominaux des actifs et passifs, afin de calculer le FSD, le FSR et le RSLLT. Les banques d'importance systémique (BIS) au Canada, y compris BMO, sont tenues de maintenir un RSLLT minimal de 100 %. Le RSLLT de BMO était de 120 % au 31 janvier 2023, ce qui se traduit par un excédent de 103 milliards de dollars par rapport au seuil réglementaire minimal. Le RSLLT a augmenté par rapport à celui de 114 % au trimestre précédent, à la fois en raison de l'accroissement du financement stable disponible et de la baisse du financement stable requis.

| Pour le trimestre clos le 31 janvier 2023 | | | | | |
|--|---|-----------------|----------------|--------------|--------------------|
| | Valeur non pondérée par échéance résiduelle | | | | Valeur pondérée 2) |
| | Sans échéance 1) | Moins de 6 mois | De 6 à 12 mois | Plus de 1 an | |
| (en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire) | | | | | |
| Élément de financement stable disponible (FSD) | | | | | |
| Fonds propres : | — | — | — | 86,5 | 86,5 |
| Fonds propres réglementaires | — | — | — | 86,5 | 86,5 |
| Autres instruments de fonds propres | — | — | — | — | — |
| Dépôts des particuliers et dépôts des petites entreprises : | 201,0 | 38,0 | 28,8 | 44,9 | 286,2 |
| Dépôts stables | 102,6 | 16,3 | 10,5 | 9,4 | 132,3 |
| Dépôts moins stables | 98,4 | 21,7 | 18,3 | 35,5 | 153,9 |
| Financement de gros : | 252,0 | 235,7 | 59,3 | 102,7 | 249,3 |
| Dépôts opérationnels | 141,4 | 0,2 | — | — | 70,8 |
| Autres financements de gros | 110,6 | 235,5 | 59,3 | 102,7 | 178,5 |
| Passifs et leurs actifs interdépendants correspondants | — | 1,0 | 2,0 | 11,6 | — |
| Autres passifs : | 3,5 | * | * | 31,5 | 4,5 |
| Passifs d'instruments dérivés du RSLLT | * | * | * | 14,9 | * |
| Tous les autres passifs ou fonds propres non couverts par les catégories ci-dessus | 3,5 | 11,7 | 0,8 | 4,1 | 4,5 |
| FSD total | * | * | * | * | 626,5 |
| Élément de financement stable requis (FSR) | | | | | |
| Total des actifs liquides de haute qualité du RSLLT | * | * | * | * | 12,1 |
| Dépôts détenus auprès d'autres institutions financières à des fins opérationnelles | — | — | — | — | — |
| Prêts et titres productifs : | 178,3 | 170,5 | 44,7 | 308,6 | 449,2 |
| Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité de niveau 1 | — | 94,3 | 0,7 | — | 2,8 |
| Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité autres que de niveau 1 et prêts productifs à des institutions non garantis | 33,4 | 37,5 | 4,2 | 16,7 | 56,5 |
| Prêts productifs à des entreprises non financières, prêts aux particuliers et aux petites entreprises, et prêts à des entités souveraines, des banques centrales et des organismes publics, dont : | 105,2 | 26,7 | 29,7 | 156,4 | 247,8 |
| Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit | — | — | — | — | — |
| Crédits hypothécaires au logement productifs, dont : | 13,1 | 9,7 | 9,8 | 122,3 | 107,0 |
| Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit | 13,1 | 9,7 | 9,8 | 122,3 | 107,0 |
| Titres qui ne sont pas en défaut et qui ne remplissent pas les critères définissant les HQLA, y compris les actions négociées sur les marchés organisés | 26,6 | 2,3 | 0,3 | 13,2 | 35,1 |
| Actifs et leurs passifs interdépendants correspondants | — | 1,0 | 2,0 | 11,6 | — |
| Autres actifs : | 23,1 | * | * | 51,6 | 43,7 |
| Produits de base physiques, y compris l'or | 3,5 | * | * | * | 3,0 |
| Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et contributions à des fonds de garantie de contreparties centrales | * | * | * | 11,7 | 10,0 |
| Actifs d'instruments dérivés du RSLLT | * | * | * | 6,4 | — |
| Passifs d'instruments dérivés du RSLLT avant déduction de la marge de variation versée | * | * | * | 23,7 | 1,2 |
| Tous les autres actifs non couverts par les catégories ci-dessus | 19,6 | 4,6 | 0,1 | 5,1 | 29,5 |
| Éléments hors bilan | * | * | * | 549,4 | 18,8 |
| FSR total | * | * | * | * | 523,8 |
| Ratio structurel de liquidité à long terme (%) | * | * | * | * | 120 |
| Trimestre clos le 31 octobre 2022 | | | | | |
| FSD total | 610,2 | | | | |
| FSR total | 534,1 | | | | |
| Ratio structurel de liquidité à long terme (%) | 114 | | | | |

* Valeur non exigée par la norme régissant les informations à fournir sur le RSLLT.

1) Les éléments devant être classés dans la catégorie « Sans échéance » ne sont assortis d'aucune échéance stipulée. Ces éléments peuvent inclure notamment des dépôts sans échéance, des positions vendeurs, des positions à échéance ouverte, des titres autres que des actifs liquides de haute qualité, des produits de base physiques et des prêts à vue.

2) Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations prescrites par la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF eu égard au FSD et au FSR.

Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan

Les tableaux ci-après présentent les échéances contractuelles résiduelles des actifs et des passifs inscrits au bilan et des engagements non inscrits au bilan. L'échéance contractuelle des actifs et des passifs financiers entre en jeu dans la gestion du risque de liquidité et de financement, mais elle n'est pas nécessairement conforme à l'échéance attendue des actifs et des passifs servant à cette gestion. Afin de gérer le risque de liquidité et de financement, nous établissons des prévisions des entrées et des sorties de trésorerie liées aux actifs et aux passifs compte tenu de conditions normales du marché et de divers scénarios de crise. Les scénarios de crise font intervenir des hypothèses relatives aux remboursements de prêts, aux retraits de dépôts et aux baisses des engagements de crédit et des facilités de trésorerie par type de contrepartie et de produit. Les scénarios de crise tiennent également compte de l'horizon temporel sur lequel les actifs liquides peuvent être monétisés, et pour quel montant (escompte), de même que les exigences en matière de sûretés éventuelles pouvant être imposées par suite de la volatilité du marché et des baisses des cotes de crédit, entre autres hypothèses.

(en millions de dollars canadiens)

| (en millions de dollars canadiens) | 31 janvier 2023 | | | | | | | | | |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|--------------------|-----------------|------------------|------------------|-----------|
| | De 0 à 1 mois | De 1 à 3 mois | De 3 à 6 mois | De 6 à 9 mois | De 9 à 12 mois | De 1 an à 2 ans | De 2 à 5 ans | Plus de 5 ans | Sans échéance | Total |
| Instruments financiers inscrits au bilan | | | | | | | | | | |
| Actifs | | | | | | | | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 101 941 | - | - | - | - | - | - | - | 1 401 | 103 342 |
| Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques | 4 159 | 558 | 102 | 168 | 93 | - | - | - | - | 5 080 |
| Valeurs mobilières | 2 920 | 5 043 | 4 896 | 5 644 | 6 236 | 22 810 | 67 739 | 115 708 | 50 031 | 281 027 |
| Titres pris en pension ou empruntés | 95 383 | 16 583 | 5 893 | 584 | 88 | - | - | - | - | 118 531 |
| Prêts 1) | | | | | | | | | | |
| Prêts hypothécaires à l'habitation | 895 | 2 119 | 5 653 | 6 314 | 4 016 | 16 209 | 105 982 | 9 981 | 125 | 151 294 |
| Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers | 194 | 589 | 1 593 | 1 461 | 1 161 | 5 523 | 36 648 | 12 646 | 24 369 | 84 184 |
| Prêts sur cartes de crédit | - | - | - | - | - | - | - | - | 9 841 | 9 841 |
| Prêts aux entreprises et aux administrations publiques | 12 221 | 14 307 | 8 830 | 9 449 | 9 994 | 40 378 | 101 286 | 16 363 | 90 754 | 303 582 |
| Provision pour pertes sur créances | - | - | - | - | - | - | - | - | (2 638) | (2 638) |
| Total des prêts, déduction faite de la provision | 13 310 | 17 015 | 16 076 | 17 224 | 15 171 | 62 110 | 243 916 | 38 990 | 122 451 | 546 263 |
| Autres actifs | | | | | | | | | | |
| Instruments dérivés | 2 099 | 2 679 | 2 132 | 2 075 | 3 066 | 6 369 | 8 201 | 6 673 | - | 33 294 |
| Engagements de clients aux termes d'acceptations | 9 963 | 3 654 | 18 | - | - | - | - | - | 1 | 13 636 |
| Divers | 3 069 | 496 | 394 | 10 | 3 | 8 | 14 | 5 659 | 34 880 | 44 533 |
| Total des autres actifs | 15 131 | 6 829 | 2 544 | 2 085 | 3 069 | 6 377 | 8 215 | 12 332 | 34 881 | 91 463 |
| Total des actifs | 232 844 | 46 028 | 29 511 | 25 705 | 24 657 | 91 297 | 319 870 | 167 030 | 208 764 | 1 145 706 |

(en millions de dollars canadiens)

| (en millions de dollars canadiens) | 31 janvier 2023 | | | | | | | | | |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|--------------------|-----------------|------------------|------------------|-----------|
| | De 0 à 1 mois | De 1 à 3 mois | De 3 à 6 mois | De 6 à 9 mois | De 9 à 12 mois | De 1 an à 2 ans | De 2 à 5 ans | Plus de 5 ans | Sans échéance | Total |
| Passifs et capitaux propres | | | | | | | | | | |
| Dépôts 2) 3) | 31 888 | 48 057 | 63 602 | 48 613 | 56 385 | 43 932 | 69 759 | 20 774 | 404 366 | 787 376 |
| Autres passifs | | | | | | | | | | |
| Instruments dérivés | 3 427 | 5 213 | 4 081 | 2 555 | 4 789 | 5 646 | 9 302 | 9 077 | - | 44 090 |
| Acceptations | 9 963 | 3 654 | 18 | - | - | - | - | - | 1 | 13 636 |
| Titres vendus à découvert 4) | 45 226 | - | - | - | - | - | - | - | - | 45 226 |
| Titres mis en pension ou prêtés 4) | 92 657 | 6 520 | 117 | 2 190 | - | - | - | - | - | 101 484 |
| Titrisation et passifs liés aux entités structurées | 89 | 1 244 | 715 | 1 716 | 734 | 5 375 | 10 130 | 6 333 | - | 26 336 |
| Divers | 11 495 | 200 | 95 | 82 | 4 372 | 694 | 2 447 | 5 691 | 19 412 | 44 488 |
| Total des autres passifs | 162 857 | 16 831 | 5 026 | 6 543 | 9 895 | 11 715 | 21 879 | 21 101 | 19 413 | 275 260 |
| Dettes subordonnée | - | - | - | - | - | - | 25 | 8 131 | - | 8 156 |
| Total des capitaux propres | - | - | - | - | - | - | - | - | 74 914 | 74 914 |
| Total des passifs et des capitaux propres | 194 745 | 64 888 | 68 628 | 55 156 | 66 280 | 55 647 | 91 663 | 50 006 | 498 693 | 1 145 706 |

1) Les prêts à vue sont inclus dans la colonne Sans échéance.

2) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne Sans échéance.

3) Des dépôts de 31 120 millions de dollars au 31 janvier 2023 ont une date d'échéance fixe, mais ils peuvent toutefois faire l'objet d'une demande de remboursement anticipé (en totalité ou en partie) par le client sans pénalité. Ils sont classés comme étant exigibles à une date fixe en raison de leur date d'échéance contractuelle déclarée.

4) Montants présentés selon leur date d'échéance la plus rapprochée.

(en millions de dollars canadiens)

| (en millions de dollars canadiens) | 31 janvier 2023 | | | | | | | | | |
|------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|--------------------|-----------------|------------------|------------------|---------|
| | De 0 à 1 mois | De 1 à 3 mois | De 3 à 6 mois | De 6 à 9 mois | De 9 à 12 mois | De 1 an à 2 ans | De 2 à 5 ans | Plus de 5 ans | Sans échéance | Total |
| Engagements hors bilan | | | | | | | | | | |
| Crédits fermes 1) | 2 522 | 7 710 | 8 640 | 8 263 | 12 820 | 38 515 | 117 077 | 4 381 | - | 199 928 |
| Lettres de crédit 2) | 1 804 | 3 085 | 5 187 | 4 375 | 7 158 | 3 494 | 3 669 | 54 | - | 28 826 |
| Concours de trésorerie | - | - | 1 405 | 1 079 | 701 | 9 412 | 2 714 | 863 | - | 16 174 |
| Contrats de location | - | - | - | - | 1 | 3 | 49 | 247 | - | 300 |
| Obligations d'achat | 32 | 62 | 78 | 82 | 95 | 303 | 555 | 78 | - | 1 285 |

1) Les crédits fermes ne tiennent pas compte des marges de crédit personnelles et des cartes de crédit que BMO peut annuler sans condition à son entière discrétion. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

2) Les lettres de crédit peuvent faire l'objet de prélèvements en tout temps. Elles sont classées en fonction de leur date d'échéance contractuelle déclarée.

| (en millions de dollars canadiens) | | | | | | | | | 31 octobre 2022 | |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|--------------------|-----------------|------------------|------------------|-----------|
| | De 0 à 1 mois | De 1 à 3 mois | De 3 à 6 mois | De 6 à 9 mois | De 9 à 12 mois | De 1 an à 2 ans | De 2 à 5 ans | Plus de 5 ans | Sans échéance | Total |
| Instruments financiers inscrits au bilan | | | | | | | | | | |
| Actifs | | | | | | | | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 86 003 | – | – | – | – | – | – | – | 1 463 | 87 466 |
| Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques | 3 844 | 1 662 | 86 | 44 | 98 | – | – | – | – | 5 734 |
| Valeurs mobilières | 4 189 | 4 284 | 5 480 | 5 375 | 6 060 | 18 272 | 68 521 | 108 072 | 53 009 | 273 262 |
| Titres pris en pension ou empruntés | 83 861 | 21 736 | 5 101 | 2 448 | 48 | – | – | – | – | 113 194 |
| Prêts 1) | | | | | | | | | | |
| Prêts hypothécaires à l'habitation | 526 | 1 519 | 3 708 | 5 778 | 6 501 | 14 665 | 105 285 | 10 810 | 88 | 148 880 |
| Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers | 211 | 553 | 940 | 1 693 | 1 537 | 4 844 | 37 742 | 14 084 | 24 499 | 86 103 |
| Prêts sur cartes de crédit | – | – | – | – | – | – | – | – | 9 663 | 9 663 |
| Prêts aux entreprises et aux administrations publiques | 13 003 | 9 595 | 11 724 | 9 300 | 11 394 | 37 250 | 105 009 | 17 776 | 94 259 | 309 310 |
| Provision pour pertes sur créances | – | – | – | – | – | – | – | – | (2 617) | (2 617) |
| Total des prêts, déduction faite de la provision | 13 740 | 11 667 | 16 372 | 16 771 | 19 432 | 56 759 | 248 036 | 42 670 | 125 892 | 551 339 |
| Autres actifs | | | | | | | | | | |
| Instruments dérivés | 5 362 | 7 147 | 3 359 | 2 552 | 2 225 | 7 787 | 11 636 | 8 092 | – | 48 160 |
| Engagements de clients aux termes d'acceptations | 9 752 | 3 461 | 19 | 3 | – | – | – | – | – | 13 235 |
| Divers | 2 735 | 625 | 225 | 21 | 2 | 10 | 19 | 5 817 | 37 355 | 46 809 |
| Total des autres actifs | 17 849 | 11 233 | 3 603 | 2 576 | 2 227 | 7 797 | 11 655 | 13 909 | 37 355 | 108 204 |
| Total des actifs | 209 486 | 50 582 | 30 642 | 27 214 | 27 865 | 82 828 | 328 212 | 164 651 | 217 719 | 1 139 199 |

| (en millions de dollars canadiens) | | | | | | | | | 31 octobre 2022 | |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|--------------------|-----------------|------------------|------------------|-----------|
| | De 0 à 1 mois | De 1 à 3 mois | De 3 à 6 mois | De 6 à 9 mois | De 9 à 12 mois | De 1 an à 2 ans | De 2 à 5 ans | Plus de 5 ans | Sans échéance | Total |
| Passifs et capitaux propres | | | | | | | | | | |
| Dépôts 2) 3) | 38 064 | 44 637 | 49 626 | 47 908 | 48 444 | 39 992 | 62 978 | 16 265 | 421 564 | 769 478 |
| Autres passifs | | | | | | | | | | |
| Instruments dérivés | 3 370 | 11 764 | 4 399 | 3 814 | 2 895 | 7 619 | 14 092 | 12 003 | – | 59 956 |
| Acceptations | 9 752 | 3 461 | 19 | 3 | – | – | – | – | – | 13 235 |
| Titres vendus à découvert 4) | 40 979 | – | – | – | – | – | – | – | – | 40 979 |
| Titres mis en pension ou prêtés 4) | 94 215 | 6 476 | 1 046 | 2 226 | – | – | – | – | – | 103 963 |
| Titrisation et passifs liés aux entités structurées | 14 | 2 803 | 1 300 | 794 | 1 673 | 5 136 | 9 342 | 6 006 | – | 27 068 |
| Divers | 12 143 | 4 980 | 101 | 97 | 146 | 872 | 2 558 | 5 722 | 18 713 | 45 332 |
| Total des autres passifs | 160 473 | 29 484 | 6 865 | 6 934 | 4 714 | 13 627 | 25 992 | 23 731 | 18 713 | 290 533 |
| Dettes subordonnées | – | – | – | – | – | – | 25 | 8 125 | – | 8 150 |
| Total des capitaux propres | – | – | – | – | – | – | – | – | 71 038 | 71 038 |
| Total des passifs et des capitaux propres | 198 537 | 74 121 | 56 491 | 54 842 | 53 158 | 53 619 | 88 995 | 48 121 | 511 315 | 1 139 199 |

- 1) Les prêts à vue sont inclus dans la colonne Sans échéance.
- 2) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne Sans échéance.
- 3) Des dépôts de 29 966 millions de dollars au 31 octobre 2022 ont une date d'échéance fixe, mais ils peuvent toutefois faire l'objet d'une demande de remboursement anticipé (en totalité ou en partie) par le client sans pénalité. Ils sont classés comme étant exigibles à une date fixe en raison de leur date d'échéance contractuelle déclarée.
- 4) Montants présentés selon leur date d'échéance la plus rapprochée.

| (en millions de dollars canadiens) | | | | | | | | | 31 octobre 2022 | |
|------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|--------------------|-----------------|------------------|------------------|---------|
| | De 0 à 1 mois | De 1 à 3 mois | De 3 à 6 mois | De 6 à 9 mois | De 9 à 12 mois | De 1 an à 2 ans | De 2 à 5 ans | Plus de 5 ans | Sans échéance | Total |
| Engagements hors bilan | | | | | | | | | | |
| Crédits fermes 1) | 1 932 | 3 610 | 10 461 | 13 373 | 14 753 | 38 057 | 119 430 | 5 490 | – | 207 106 |
| Lettres de crédit 2) | 1 680 | 4 601 | 4 936 | 4 662 | 4 922 | 2 832 | 3 680 | 57 | – | 27 370 |
| Concours de trésorerie | – | 585 | 393 | 1 438 | 1 275 | 3 465 | 9 189 | 985 | – | 17 330 |
| Contrats de location | – | – | – | – | – | 3 | 44 | 256 | – | 303 |
| Obligations d'achat | 27 | 98 | 55 | 55 | 58 | 217 | 309 | 22 | – | 841 |

- 1) Les crédits fermes ne tiennent pas compte des marges de crédit personnelles et des cartes de crédit que BMO peut annuler sans condition à son entière discrétion. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.
- 2) Les lettres de crédit peuvent faire l'objet de prélèvements en tout temps. Elles sont classées en fonction de leurs échéances contractuelles déclarées.

Prêts garantis par un bien immobilier

Les prêts garantis par un bien immobilier englobent les prêts hypothécaires à l'habitation et les marges de crédit sur valeur domiciliaire. Les tableaux suivants présentent une ventilation des prêts hypothécaires à l'habitation et des marges de crédit sur valeur domiciliaire par région ainsi que l'encours des prêts assurés et non assurés. Les prêts hypothécaires à l'habitation et les marges de crédit sur valeur domiciliaire sont garantis par des propriétés résidentielles.

Prêts garantis par un bien immobilier au Canada

| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) | Prêts hypothécaires à l'habitation | Marges de crédit sur la valeur domiciliaire | Total des prêts garantis par un bien immobilier amortissables | Marges de crédit sur valeur domiciliaires non amortissables | Total des prêts garantis par un bien immobilier au Canada |
|---|------------------------------------|---|---|---|---|
| Au 31 janvier 2023 | 141 740 | 47 971 | 34 836 | 13 135 | 189 711 |
| Au 31 octobre 2022 | 139 394 | 47 302 | 34 083 | 13 219 | 186 696 |

Prêts hypothécaires à l'habitation ¹⁾

| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) | Au 31 janvier 2023 | | | | | Au 31 octobre 2022 | | | | |
|---|--------------------|----------------|----------------|----------------|---------------------------|--------------------|----------------|----------------|----------------|---------------------------|
| | Encours | | | | Pour le trimestre clos le | Encours | | | | Pour le trimestre clos le |
| | Assurés 3) | Non assurés | Total | En % du total | RPV moyen non assuré 4) | Assurés 3) | Non assurés | Total | En % du total | RPV moyen non assuré 4) |
| Région 2) | | | | | | | | | | |
| Atlantique | 3 190 | 3 321 | 6 511 | 4,3 % | 72 % | 3 197 | 3 255 | 6 452 | 4,3 % | 71 % |
| Québec | 8 914 | 12 378 | 21 292 | 14,1 % | 71 % | 8 892 | 12 156 | 21 048 | 14,2 % | 71 % |
| Ontario | 14 415 | 51 290 | 65 705 | 43,4 % | 71 % | 14 411 | 49 664 | 64 075 | 43,0 % | 71 % |
| Alberta | 9 563 | 6 970 | 16 533 | 10,9 % | 72 % | 9 552 | 6 854 | 16 406 | 11,0 % | 73 % |
| Colombie-Britannique | 4 683 | 23 184 | 27 867 | 18,4 % | 67 % | 4 680 | 22 919 | 27 599 | 18,5 % | 68 % |
| Ailleurs au Canada | 2 192 | 1 640 | 3 832 | 2,6 % | 73 % | 2 179 | 1 635 | 3 814 | 2,6 % | 72 % |
| Total au Canada | 42 957 | 98 783 | 141 740 | 93,7 % | 70 % | 42 911 | 96 483 | 139 394 | 93,6 % | 70 % |
| États-Unis | 20 | 9 534 | 9 554 | 6,3 % | 79 % | 16 | 9 470 | 9 486 | 6,4 % | 77 % |
| Total | 42 977 | 108 317 | 151 294 | 100,0 % | 71 % | 42 927 | 105 953 | 148 880 | 100,0 % | 71 % |

Marges de crédit sur valeur domiciliaire ¹⁾

| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) | Au 31 janvier 2023 | | | | | Au 31 octobre 2022 | | | | |
|---|--------------------|----------------|--------------------|----------------|---------------------------|--------------------|----------------|--------------------|----------------|---------------------------|
| | Portefeuille | | | | Pour le trimestre clos le | Portefeuille | | | | Pour le trimestre clos le |
| | Encours | En % | Montants autorisés | En % | RPV moyen 4) | Encours | En % | Montants autorisés | En % | RPV moyen 4) |
| Région 2) | | | | | | | | | | |
| Atlantique | 971 | 1,9 % | 1 854 | 1,9 % | 61 % | 967 | 1,9 % | 1 835 | 1,9 % | 61 % |
| Québec | 8 983 | 17,6 % | 17 379 | 17,4 % | 64 % | 8 897 | 17,6 % | 17 085 | 17,4 % | 68 % |
| Ontario | 24 128 | 47,2 % | 44 044 | 44,2 % | 58 % | 23 647 | 46,8 % | 43 063 | 43,9 % | 61 % |
| Alberta | 3 273 | 6,4 % | 6 927 | 6,9 % | 60 % | 3 232 | 6,4 % | 6 835 | 6,9 % | 64 % |
| Colombie-Britannique | 9 868 | 19,3 % | 18 242 | 18,3 % | 58 % | 9 826 | 19,5 % | 17 953 | 18,3 % | 59 % |
| Ailleurs au Canada | 748 | 1,5 % | 1 466 | 1,5 % | 61 % | 733 | 1,5 % | 1 443 | 1,5 % | 67 % |
| Total au Canada | 47 971 | 93,9 % | 89 912 | 90,2 % | 59 % | 47 302 | 93,7 % | 88 214 | 89,9 % | 62 % |
| États-Unis | 3 119 | 6,1 % | 9 787 | 9,8 % | 60 % | 3 196 | 6,3 % | 9 902 | 10,1 % | 64 % |
| Total | 51 090 | 100,0 % | 99 699 | 100,0 % | 59 % | 50 498 | 100,0 % | 98 116 | 100,0 % | 62 % |

1) Les méthodes de présentation de l'information utilisées sont conformes à ce qui est énoncé en vertu de la ligne directrice B-20 du BSIF.

2) La région est déterminée selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire.

3) Les prêts hypothécaires assurés constituant le portefeuille s'entendent des prêts hypothécaires assurés individuellement ou par portefeuille par l'intermédiaire d'un assureur admissible (c.-à-d. la SCHL et Sagen MI CanadaSM).

4) Le ratio prêt/valeur (RPV) est fonction de la valeur de la propriété lors du montage du prêt hypothécaire, de l'encours des prêts hypothécaires et des montants autorisés pouvant être prélevés sur les marges de crédit sur valeur domiciliaire.

Prêts hypothécaires à l'habitation par période d'amortissement restante ^{1) 2)}

| | Au 31 janvier 2023 | | | | | | |
|--------------------------|--------------------------|-------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--|
| | Période d'amortissement | | | | | | |
| | Moins de 5 ans (en %) | De 6 à 10 ans (en %) | De 11 à 15 ans (en %) | De 16 à 20 ans (en %) | De 21 à 25 ans (en %) | De 26 à 30 ans (en %) | Plus de 30 ans (en %) ⁴⁾ |
| Canada | 0,8 % | 2,7 % | 5,9 % | 13,4 % | 31,7 % | 13,1 % | 32,4 % |
| États-Unis ³⁾ | 0,7 % | 5,0 % | 9,2 % | 4,6 % | 14,0 % | 66,2 % | 0,3 % |
| Total | 0,8 % | 2,8 % | 6,1 % | 12,8 % | 30,6 % | 16,4 % | 30,5 % |

| | Au 31 octobre 2022 | | | | | | |
|--------------------------|--------------------------|-------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--|
| | Période d'amortissement | | | | | | |
| | Moins de 5 ans (en %) | De 6 à 10 ans (en %) | De 11 à 15 ans (en %) | De 16 à 20 ans (en %) | De 21 à 25 ans (en %) | De 26 à 30 ans (en %) | Plus de 30 ans (en %) ⁴⁾ |
| Canada | 0,8 % | 2,6 % | 5,7 % | 13,5 % | 32,3 % | 13,8 % | 31,3 % |
| États-Unis ³⁾ | 0,7 % | 4,9 % | 9,9 % | 4,9 % | 14,3 % | 65,0 % | 0,3 % |
| Total | 0,8 % | 2,7 % | 6,0 % | 13,0 % | 31,1 % | 17,1 % | 29,3 % |

- 1) La période d'amortissement restante tient compte de l'encours actuel, du taux d'intérêt, des montants des paiements effectués par les clients et de la fréquence des paiements au Canada. Des échéances contractuelles sont utilisées aux États-Unis.
- 2) Les méthodes de présentation de l'information utilisées sont conformes à ce qui est énoncé en vertu de la ligne directrice B-20 du BSIF.
- 3) Une vaste proportion des prêts hypothécaires contractés aux États-Unis dont les périodes d'amortissement sont les plus longues sont principalement consentis dans le cadre de programmes de modifications de prêts destinés aux emprunteurs en difficulté et de programmes de refinancement de prêts hypothécaires instaurés par un organisme de réglementation.
- 4) Les prêts à amortissement négatif sont inclus dans la catégorie de plus de 30 ans, ce qui reflète l'incidence des majorations de taux d'intérêt dans notre portefeuille de prêts hypothécaires à taux variables.

Expositions internationales

Sur le plan géographique, à l'extérieur du Canada et des États-Unis, les expositions de BMO sont assujetties à un cadre de gestion des risques qui met en jeu des évaluations des risques économiques et politiques dans chaque région ou pays ainsi qu'à la gestion des expositions conformément à des limites établies en fonction du produit, de l'entité et du pays où le risque final est assumé. Nos expositions à ces régions au 31 janvier 2023 sont présentées dans le tableau ci-après.

Le 26 octobre 2021, le BSIF a recommandé que les banques canadiennes d'importance systémique mondiale (BIS^m) cessent de fournir les informations par pays relatives aux expositions en Europe et que les expositions sur des États souverains commencent à être présentées par région (continent) à compter du premier trimestre de 2022.

Le tableau ci-dessous indique les montants nets des expositions associées aux tranches financées des prêts, aux engagements inutilisés, aux titres, dont des produits de trésorerie, des titres de crédit négociables et des swaps sur défaillance, aux opérations de type mise en pension et aux dérivés. Les expositions associées aux opérations de type mise en pension et aux dérivés sont présentées à la valeur de marché. Les dérivés comprennent la compensation des transactions lorsque des conventions-cadres de compensation ont été conclues avec des contreparties et les compensations liées aux garanties dans le cas des contreparties à l'égard desquelles une annexe au soutien de crédit est en vigueur.

Expositions par région

| | Au 31 janvier 2023 | | | | | | | | | | | | Au 31 octobre 2022 |
|------------------------------------|---|----------|------------------|--------|--------|----------|------------------|--------|---|----------|------------------|-------|--------------------|
| (en millions de dollars canadiens) | Tranche financée des prêts et engagements | | | | Titres | | | | Opérations de type mise en pension et dérivés | | | | |
| Région | Banque | Sociétés | États souverains | Total | Banque | Sociétés | États souverains | Total | Banque | Sociétés | États souverains | Total | Total montant net |
| Europe (excl. Royaume-Uni) | 438 | 2 903 | - | 3 341 | 562 | 75 | 6 520 | 7 157 | 335 | 475 | 58 | 868 | 11 366 |
| Royaume-Uni | 58 | 5 272 | 358 | 5 688 | 105 | 151 | 2 253 | 2 509 | 507 | 533 | 20 | 1 060 | 9 257 |
| Amérique latine | 2 995 | 6 295 | - | 9 290 | - | 66 | - | 66 | 1 | 129 | 8 | 138 | 9 494 |
| Asie-Pacifique | 4 201 | 3 085 | 45 | 7 331 | 1 244 | 44 | 2 890 | 4 178 | 158 | 140 | 78 | 376 | 11 885 |
| Afrique et Moyen-Orient | 1 019 | 311 | - | 1 330 | - | 22 | 17 | 39 | 2 | 5 | 395 | 402 | 1 771 |
| Autres 1) | - | 3 | 33 | 36 | - | - | 4 994 | 4 994 | - | - | 1 643 | 1 643 | 6 673 |
| Total | 8 711 | 17 869 | 436 | 27 016 | 1 911 | 358 | 16 674 | 18 943 | 1 003 | 1 282 | 2 202 | 4 487 | 50 446 |
| | | | | | | | | | | | | | 50 108 |

1) Reflète l'exposition à des institutions supranationales.

Mise en garde

La présente section qui traite de la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Glossaire de termes financiers

Acceptation bancaire Lettre de change ou autre effet négociable tiré par un emprunteur pour paiement à l'échéance et qui est accepté par une banque. L'acceptation bancaire constitue une garantie de paiement de la Banque et l'effet ainsi accepté peut être négocié sur le marché monétaire. La banque qui offre cette garantie perçoit une commission d'acceptation.

Actif productif moyen Solde moyen quotidien des dépôts auprès de banques centrales, des dépôts à d'autres banques, des titres pris en pension ou empruntés, des valeurs mobilières et des prêts pour une période de un an.

Actifs pondérés en fonction des risques Actifs définis comme les expositions inscrites au bilan et hors bilan qui sont pondérées en fonction des risques selon les lignes directrices établies par le BSIF. Cette mesure est utilisée aux fins de la gestion du capital et de la présentation de l'information pour répondre aux exigences réglementaires.

Actifs sous administration et actifs sous gestion Actifs administrés ou gérés par une institution financière et appartenant effectivement à des clients; ces actifs ne sont donc pas inscrits au bilan de l'institution financière qui les administre ou les gère.

Base d'imposition comparable (bic) Les revenus des unités d'exploitation sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat de BMO Marchés des capitaux et des Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis relativement aux titres exonérés d'impôt sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter les comparaisons des revenus de sources imposables et de sources exemptes d'impôt. La compensation des ajustements sur une bic des unités d'exploitation est reflétée dans les revenus et la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Bénéfice avant dotation et impôts Bénéfice calculé comme étant le bénéfice avant la charge d'impôts sur le résultat et la dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances. Nous utilisons le bénéfice avant dotation et impôts sur une base comptable et ajustée pour évaluer notre capacité à générer une croissance soutenue des revenus à l'exception des pertes sur créances, qui sont influencées par la nature cyclique d'un cycle de crédit.

Bénéfice et mesures ajustés

- **Revenus ajustés** – Ils sont calculés comme les revenus, compte non tenu de l'incidence de certains éléments non récurrents, et les revenus nets ajustés correspondent aux revenus ajustés déduction faite des SCVPI, tel qu'il est indiqué à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.
- **Charges autres que d'intérêts ajustées** – Elles sont calculées comme les charges autres que d'intérêts, compte non tenu de l'incidence de certains éléments non récurrents définis à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.
- **Bénéfice net ajusté** – Il est calculé comme le bénéfice net, compte non tenu de l'incidence de certains éléments non récurrents définis à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

La direction considère que les résultats comptables et les résultats ajustés sont utiles pour évaluer la performance des activités poursuivies sous-jacentes.

Bénéfice par action (BPA) Bénéfice calculé en divisant le bénéfice net, déduction faite des dividendes sur actions privilégiées et des distributions sur d'autres instruments de capitaux propres, par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation. Le BPA ajusté est calculé de la même façon, à partir du bénéfice net ajusté. Le BPA dilué, qui sert de base à BMO et au secteur pour évaluer la performance, tient compte des conversions possibles d'instruments financiers en actions ordinaires qui auraient pour conséquence de réduire le BPA. La note 9 des états financiers consolidés intermédiaires non audités contient plus de détails sur cette mesure.

Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) Canada Organisme gouvernemental responsable de la réglementation des banques, des sociétés d'assurance, des sociétés de fiducie, des sociétés de prêt et des régimes de retraite au Canada.

Capacité totale d'absorption des pertes (Total Loss Absorbing Capacity ou TLAC) Elle s'entend du total des fonds propres et de la dette de premier rang non garantie admissibles aux fins du régime de recapitalisation interne des banques au Canada, moins certaines déductions réglementaires.

Capital économique Il correspond aux fonds propres que doit détenir l'organisation, compte tenu des risques économiques sous-jacents à ses activités commerciales. Il représente l'estimation par la direction de l'ampleur potentielle des pertes économiques qui pourraient découler de circonstances extrêmement défavorables. Le capital économique est calculé pour divers types de risques, y compris le risque de crédit, le risque de marché (lié aux activités de négociation et autres), le risque opérationnel non financier, le risque d'entreprise et le risque d'assurance, en fonction d'un horizon de un an et selon un degré de confiance préétabli.

Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires Ces capitaux propres constituent la forme la plus permanente de capital. Aux fins des fonds propres réglementaires, les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires correspondent aux capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, moins les déductions du capital.

Capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires Ces capitaux propres correspondent aux capitaux propres des actionnaires ordinaires, moins les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, déduction faite des passifs d'impôt différé connexes.

Contrats à terme de gré à gré et contrats à terme standardisés Ces contrats sont des ententes contractuelles portant sur la vente ou l'achat d'un montant déterminé d'une devise, d'un produit de base, d'un instrument financier sensible aux taux d'intérêt ou d'un titre à un prix et à une date ultérieure prédéterminés. Le contrat à terme de gré à gré est un contrat sur mesure négocié sur le marché hors cote. Le contrat à terme standardisé se négocie selon des montants préétablis sur des marchés boursiers réglementés et fait l'objet d'exigences quotidiennes sur les marges de sécurité.

Couverture Technique de gestion des risques utilisée pour neutraliser, gérer ou contrebalancer les risques qui sont liés aux taux d'intérêt, aux devises, aux titres de participation, aux produits de base ou au crédit, et qui découlent d'activités bancaires normales.

Dette admissible aux fins de recapitalisation interne Elle s'entend de la dette de premier rang non garantie admissible aux fins du régime de recapitalisation interne des banques au Canada. Cette dette inclut la dette de premier rang non garantie émise directement par la Banque le 23 septembre 2018 ou après cette date, dont l'échéance initiale est supérieure à 400 jours et qui est négociable, sous réserve de certaines exceptions. Une partie ou la totalité de cette dette peut être, selon la loi, convertie en actions ordinaires de la Banque aux termes du régime de recapitalisation interne si la Banque dépose une résolution.

Dotation à la provision pour pertes sur créances Charge portée en résultat, d'un montant jugé adéquat par la direction pour absorber toute perte de valeur des portefeuilles de prêts et acceptations et d'autres instruments de crédit, étant donné la composition des portefeuilles, la probabilité de défaut des emprunteurs, la conjoncture économique et la provision pour pertes sur créances déjà établie. La dotation à la provision pour pertes sur créances se compose de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et de la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Pour obtenir de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter aux sections Risque de crédit et de contrepartie – Dotation à la provision pour pertes sur créances et Estimations et jugements comptables critiques – Provision pour pertes sur créances ainsi qu'à la note 3 des états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Entités structurées (ES) Elles s'entendent des entités pour lesquelles les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité. BMO est tenue de consolider une ES si elle contrôle cette entité, à savoir qu'elle détient le pouvoir sur celle-ci, qu'elle est exposée à des rendements variables en raison de ses liens avec elle et qu'elle a la capacité d'exercer son pouvoir de manière à influencer sur le montant de ces rendements.

Évaluation à la valeur de marché Évaluation d'instruments financiers à la juste valeur (tel que défini précédemment) à la date du bilan.

Exigences supplémentaires liées au risque (IRC) Elles sont un complément aux mesures de la VaR et de la VaR en période de tension et représentent une estimation des risques de défaillance et de migration de produits autres que de titrisation détenus dans le portefeuille de négociation étant exposés au risque de taux d'intérêt, mesurée sur un an à un niveau de confiance de 99,9 %.

Expositions aux fins du ratio de levier Elles sont composées de la somme des éléments figurant au bilan et des éléments hors bilan spécifiés, moins les ajustements spécifiés.

Fonds propres de catégorie 1 Ils sont constitués des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires. Les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires sont constitués des actions privilégiées et des autres instruments de fonds propres de catégorie 1 supplémentaires, moins les déductions réglementaires.

Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires Ces fonds propres comprennent les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, nets des déductions pour les écarts d'acquisition, les immobilisations incorporelles, les actifs au titre des régimes de retraite, certains actifs d'impôt différé et d'autres éléments qui pourraient inclure une partie des dotations à la provision pour pertes sur créances attendues.

Fonds propres de catégorie 2 Ils se composent de débentures subordonnées et peuvent inclure certaines provisions pour pertes sur créances, moins les déductions réglementaires.

Instruments dérivés Contrats qui nécessitent peu ou pas du tout d'investissement initial dont la valeur est dérivée des mouvements des taux d'intérêt ou de change, du cours des titres de participation ou des produits de base ou d'autres indicateurs sous-jacents. L'instrument dérivé est utilisé pour transférer, modifier ou réduire les risques existants ou prévus résultant de fluctuations des taux ou des cours.

Instruments financiers hors bilan Ils s'entendent des divers arrangements financiers offerts aux clients, notamment les instruments dérivés de crédit, les options de vente position vendeur, les concours de trésorerie, les lettres de crédit de soutien, les garanties de bonne exécution, les facilités de rehaussement de crédit, les crédits fermes, le prêt de titres, les crédits documentaires et les lettres de crédit commerciales et d'autres types d'indemnisation.

Juste valeur Elle s'entend du montant de la contrepartie qui serait convenu dans le cadre d'une transaction conclue dans des conditions normales de concurrence entre deux parties averties et consentantes agissant en toute liberté dans une transaction normale sur le marché.

Levier d'exploitation Écart entre le taux de croissance des revenus et le taux de croissance des charges autres que d'intérêts. Le levier d'exploitation ajusté correspond à l'écart entre le taux de croissance des revenus ajustés et le taux de croissance des charges autres que d'intérêts ajustées.

Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI Écart entre le taux de croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (ce qui correspond aux revenus nets), et le taux de croissance des charges autres que d'intérêts. Le levier d'exploitation net ajusté correspond à l'écart entre le taux de croissance des revenus ajustés, déduction faite des SCVPI, et le taux de croissance des charges autres que d'intérêts ajustées. La Banque évalue sa performance au moyen des revenus ajustés, déduction faite des SCVPI.

Marge nette d'intérêts Elle correspond au ratio des revenus nets d'intérêts à l'actif productif moyen, exprimé en pourcentage ou en points de base. La marge nette d'intérêts, compte non tenu des activités de négociation, est calculée de la même manière que si l'on excluait les revenus d'intérêts et l'actif productif lié à la négociation.

Montant nominal de référence Montant de capital utilisé pour calculer les intérêts et autres paiements aux termes d'instruments dérivés. Le montant de capital ne change pas de mains selon les modalités des instruments dérivés, sauf dans le cas de swaps de devises.

Options Contrats donnant à l'acheteur le droit, mais non l'obligation, d'acheter ou de vendre un montant déterminé d'une devise, d'un produit de base, d'un instrument financier sensible aux taux d'intérêt ou d'un titre à une date prédéterminée ou à n'importe quel moment dans une période future préétablie.

Papier commercial adossé à des actifs Instrument de placement à court terme. Le papier commercial est adossé à des actifs, tels que des comptes clients, et est généralement utilisé pour répondre à des besoins de financement à court terme.

Point de base Il équivaut à un centième de point.

Prêts douteux Prêts pour lesquels il n'est plus raisonnable de croire qu'il sera possible de recouvrer le capital ou les intérêts dans les délais prévus.

Provision pour pertes sur créances Montant jugé approprié par la direction pour éponger les pertes sur les créances liées aux prêts et acceptations et aux autres instruments de crédit, conformément aux normes comptables applicables. Une *provision liée aux prêts productifs* est maintenue afin de couvrir la perte de valeur des prêts du portefeuille existant qui n'ont pas encore été individuellement désignés comme étant douteux. Une *provision liée aux prêts douteux* est maintenue afin de ramener la valeur comptable des prêts qui ont été individuellement désignés comme douteux au montant recouvrable attendu.

Ratio de distribution Ce ratio représente les dividendes sur les actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires. Il correspond aux dividendes par action divisés par le bénéfice de base par action. Le ratio de distribution ajusté est calculé de la même façon, à partir du bénéfice net ajusté.

Ratio d'efficience (ou ratio des charges aux revenus) Ce ratio est une mesure de la productivité. Il se calcule en divisant les charges autres que d'intérêts par le total des revenus (sur une base d'imposition comparable pour les groupes d'exploitation) et est exprimé en pourcentage.

Ratio d'efficience, déduction faite des SCVPI Ce ratio se calcule en divisant les charges autres que d'intérêts par le total des revenus, déduction faite des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI). Le ratio d'efficience ajusté, déduction faite des SCVPI, se calcule de la même façon, à partir des revenus ajustés, déduction faite des SCVPI et des charges autres que d'intérêts ajustées.

Ratio de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) Ce ratio reflète la mesure du TLAC, divisé par les actifs pondérés en fonction des risques.

Ratio de levier Ce ratio représente les fonds propres de catégorie 1, divisés par les expositions aux fins du ratio de levier.

Ratio de levier de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) Ce ratio reflète la TLAC, divisée par les expositions aux fins du levier.

Ratio de liquidité à court terme Ce ratio est une mesure réglementaire calculée selon Bâle III et correspond au ratio des actifs liquides de haute qualité au total des sorties nettes de trésorerie en période de tension sur 30 jours conformément à un scénario de tension prévu par le BSIF.

Ratio des fonds propres de catégorie 1 Ce ratio représente les fonds propres de catégorie 1, divisés par les actifs pondérés en fonction des risques.

Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires Ce ratio s'entend des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, qui comprennent les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, nets des déductions pour les écarts d'acquisition, les immobilisations incorporelles, les actifs au titre des régimes de retraite, certains actifs d'impôt différé et d'autres éléments qui peuvent comprendre une portion des provisions pour pertes sur créances attendues, divisés par les actifs pondérés en fonction des risques. Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires est calculé conformément à la ligne directrice Normes de fonds propres (NFP) établie par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF).

Ratio du total des fonds propres Ce ratio représente le total des fonds propres, divisé par les actifs pondérés en fonction des risques.

Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (RCPCAA0) Rendement calculé à partir du bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, et exprimé en pourcentage des capitaux propres corporels moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Le RCPCAA0 ajusté est calculé à partir du bénéfice net ajusté plutôt qu'à partir du bénéfice net.

Rendement des capitaux propres ordinaires ou attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP) Ce rendement équivaut au bénéfice net moins les dividendes sur actions privilégiées et les distributions sur les autres instruments de capitaux propres, exprimé en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires comprennent le capital social ordinaire, le surplus d'apport, le cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) et les résultats non distribués. Le RCP ajusté est calculé à partir du bénéfice net ajusté plutôt qu'à partir du bénéfice net.

Rendement total des capitaux propres (RTCP) Rendement annualisé qui correspond au rendement total moyen d'un placement en actions ordinaires de BMO effectué au début de la période visée. Le rendement tient compte de l'évolution du cours des actions et du réinvestissement des dividendes dans d'autres actions ordinaires.

Rendement total des capitaux propres (RTCP) annuel moyen Correspond au rendement total annuel moyen d'un placement en actions ordinaires de BMO effectué au début d'une période déterminée. Le rendement tient compte de l'évolution du cours des actions et du réinvestissement des dividendes dans d'autres actions ordinaires.

Revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI Ils désignent les revenus d'assurance, déduction faite des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI).

Revenus de négociation Ils se composent des revenus nets d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts qui proviennent d'opérations inscrites au bilan et hors bilan effectuées à des fins de négociation. La gestion de ces opérations comprend généralement leur évaluation quotidienne à la valeur de marché. Les revenus de négociation comprennent également les revenus (charges) et les profits (pertes) relatifs aux instruments inscrits au bilan ainsi qu'aux contrats suivants : contrats de taux d'intérêt et de change (y compris les opérations au comptant), contrats sur titres de participation et sur produits de base et contrats de crédit.

Revenus nets autres que d'intérêts Ils correspondent aux revenus autres que d'intérêts, déduction faite des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI).

Revenus nets d'intérêts Ils correspondent aux revenus perçus sur les actifs, notamment les prêts et les valeurs mobilières, y compris les revenus d'intérêts et certains revenus de dividendes, moins les charges d'intérêts liées aux passifs, notamment les dépôts. Les revenus nets d'intérêts, compte non tenu des revenus de négociation, sont présentés sur une base qui exclut les revenus d'intérêts liés à la négociation.

Risque d'assurance Ce risque correspond au risque qu'une perte soit causée par une situation qui, dans les faits, diffère de ce qui avait été envisagé lors de la conception et de la tarification d'un produit d'assurance, et se compose du risque de réclamation, du risque lié au comportement des titulaires de police et du risque lié aux frais.

Risque de crédit et de contrepartie Ce risque désigne la possibilité de subir une perte sur créances si un débiteur (p. ex. un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie) ne respecte pas son obligation de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute autre obligation financière préalable.

Risque de liquidité et de financement Ce risque désigne la possibilité de subir une perte si nous ne sommes pas en mesure de respecter nos engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Les engagements financiers comprennent les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre de prêts, d'investissements et de nantissements.

Risque de marché Ce risque représente le risque que la valeur de nos actifs et de nos passifs affiche des fluctuations défavorables par suite de variations de paramètres du marché, notamment les taux d'intérêt, les cours de change, les cours des titres de participation et le prix des produits de base ainsi que leur volatilité implicite et les écarts de taux. Il désigne également les risques de migration du crédit et de défaillance de notre portefeuille de négociation.

Risque de marché lié aux activités de négociation et de prise ferme Ce risque est associé à l'achat et à la vente de produits financiers pour répondre aux besoins des clients, y compris les activités de tenue de marché et de financement connexes, et à l'appui offert aux clients pour lever des fonds au moyen de l'émission de titres.

Risque de modèle Ce risque désigne la possibilité que des décisions fondées sur des résultats obtenus au moyen de modèles erronés ou mal utilisés aient des conséquences négatives, dont une perte financière, la prise de décisions inappropriées ou une atteinte à la réputation.

Risque de réputation Ce risque correspond au risque de perte ou de préjudice lié à la marque BMO, ce qui peut se produire même si les autres risques sont gérés adéquatement.

Risque de stratégie Ce risque découle de la possibilité que la Banque puisse subir une perte financière ou d'autres types de préjudices en raison des changements du contexte commercial et de l'incapacité de s'adapter de manière efficace à ces changements à cause d'un défaut d'agir, de l'utilisation de stratégies inappropriées ou de l'application déficiente des stratégies. Le risque de stratégie comprend également le risque d'entreprise, lequel découle des activités propres à une entreprise, ainsi que des effets que ces activités pourraient avoir sur son résultat.

Risque environnemental et social Ce risque correspond au risque de perte ou de préjudice, directement ou indirectement, découlant de facteurs environnementaux et sociaux qui ont une incidence sur BMO ou ses clients, et de l'impact de BMO.

Risque juridique et réglementaire Ce risque désigne le risque de perte ou de préjudice qui découle du non-respect des lois, des obligations contractuelles ou des exigences réglementaires, notamment le risque de ne pas se conformer à la loi (dans son esprit et dans sa lettre) ou de ne pas maintenir les normes de diligence, de ne pas mettre en œuvre des exigences légales ou réglementaires, de ne pas exécuter ou de ne pas se conformer à des modalités contractuelles, de ne pas faire valoir des droits non contractuels, de ne pas régler efficacement les litiges ou de ne pas agir de manière à préserver notre réputation.

Risque opérationnel non financier Ce risque englobe une vaste gamme de risques non financiers, y compris ceux qui touchent les changements organisationnels, la confiance des clients, la réputation et les données et qui peuvent entraîner une perte financière. Ces pertes peuvent provenir de processus ou de systèmes internes inadéquats ou de leur défaillance, d'erreurs humaines, ou d'inconduite, et d'événements externes qui sont susceptibles d'avoir une incidence directe ou indirecte sur la juste valeur des actifs que nous détenons dans nos portefeuilles de prêts ou de placements. Ces risques comprennent notamment le risque lié à la cybersécurité et à la sécurité infonuagique, les risques technologiques, le risque de fraude, le risque lié à la continuité des opérations et le risque lié aux ressources humaines, mais ils excluent les risques juridiques et réglementaires, le risque d'entreprise, le risque de crédit, le risque de marché, le risque de liquidité et d'autres types de risques financiers.

Risque structurel de marché (lié aux activités autres que de négociation) Ce risque englobe le risque de taux d'intérêt qui découle de nos activités bancaires (prêts et dépôts) et le risque de change qui résulte de nos opérations en devises et expositions aux devises.

Sensibilité de la valeur économique Elle constitue une mesure de l'incidence des fluctuations éventuelles des taux d'intérêt sur la valeur marchande d'un portefeuille d'actifs, de passifs et de positions hors bilan, compte tenu de variations des taux d'intérêt parallèles et prescrites, les taux d'intérêt étant limités à un taux plancher de zéro.

Sensibilité du résultat Elle constitue une mesure de l'incidence des fluctuations éventuelles des taux d'intérêt sur le bénéfice net avant impôts projeté sur 12 mois d'un portefeuille d'actifs, de passifs et de positions hors bilan, compte tenu de variations des taux d'intérêt parallèles et prescrites, les taux d'intérêt étant limités à un taux plancher de zéro.

Solde brut des prêts et acceptations douteux Il est calculé comme le solde des prêts douteux et des engagements de clients aux termes d'acceptations, compte non tenu des prêts douteux qui ont été acquis.

Solde moyen net des prêts et acceptations Solde quotidien ou mensuel moyen des prêts et des engagements de clients aux termes d'acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur créances, pour une période de un an.

Swap Contrat entre deux parties visant l'échange d'une série de flux de trésorerie. Les divers contrats de swaps que BMO conclut sont les suivants :

- *Swap d'actions* – les contreparties s'échangent le rendement d'une action ou d'un groupe d'actions contre un rendement fondé sur un taux d'intérêt fixe ou variable ou le rendement d'une autre action ou d'un autre groupe d'actions.
- *Swap de devises* – les contreparties s'échangent des versements d'intérêts à taux fixe et des montants en capital dans des devises différentes.
- *Swap de produits de base* – les contreparties s'échangent généralement des versements à taux fixe et variable, fondés sur la valeur nominale de référence d'un seul produit de base.
- *Swap de taux d'intérêt* – les contreparties s'échangent habituellement des versements d'intérêts à taux fixe et variable, fondés sur une valeur nominale de référence dans une même devise.
- *Swap de taux d'intérêt et de devises* – les contreparties s'échangent des versements d'intérêts à taux fixe et variable, et des montants en capital dans des devises différentes.

- *Swap sur défaillance* – une contrepartie verse des frais à l'autre contrepartie en échange d'un accord par lequel cette dernière accepte de faire un paiement si un incident de crédit survient, comme une faillite ou un défaut de paiement.
- *Swap sur rendement total* – une contrepartie accepte de payer à l'autre contrepartie ou de recevoir d'elle des sommes en trésorerie dont le montant est fonction des variations de la valeur d'un actif ou d'un groupe d'actifs de référence, y compris les rendements comme l'intérêt gagné sur ces actifs, en échange de sommes dont le montant est fonction des taux de financement en vigueur sur le marché.

Taux d'impôt effectif ajusté Taux calculé comme la charge d'impôts sur le résultat après ajustement divisée par le bénéfice ajusté avant charge d'impôts sur le résultat.

Taux de recommandation net (TRN) s'entend du pourcentage de clients sondés qui recommanderaient BMO à un ami ou à un collègue. Les données sont recueillies dans le cadre d'un sondage qui utilise une échelle de 0 à 10 points. « Détracteurs » s'entend de ceux qui attribuent une note de 0 à 6, « Passifs » s'entend de ceux qui attribuent une note de 7 ou 8, et « Ambassadeurs », de ceux qui attribuent une note de 9 ou 10. Le TRN est calculé en soustrayant le pourcentage de « Détracteurs » du pourcentage d'« Ambassadeurs ».

Titres mis en pension ou prêtés Passifs à faible coût et à risque peu élevé, souvent étayés du nantissement de garanties liquides, et résultant de transactions qui nécessitent le prêt ou la vente de titres.

Titres pris en pension ou empruntés Instruments à faible coût et à risque peu élevé, souvent étayés du nantissement de garanties liquides, et résultant de transactions qui nécessitent l'emprunt ou l'achat de titres.

Titrisation Elle consiste à vendre des lots de titres de créance contractuels, tels que des prêts hypothécaires résidentiels, des prêts automobiles et des créances sur cartes de crédit, à des tiers ou à des fiduciaires, qui, en général émettent des titres adossés à des actifs à l'intention des investisseurs pour financer l'achat des titres de créance contractuels.

Total des fonds propres Il inclut les fonds propres de catégorie 1 et de catégorie 2.

Valeur à risque (VaR) Elle mesure la perte maximale susceptible de survenir dans les portefeuilles de négociation et de prise ferme, selon un niveau de confiance de 99 %, sur une période de détention d'un jour. La VaR est calculée en fonction des diverses catégories de risques que posent les activités de négociation et de prise ferme de BMO, ce qui englobe les taux d'intérêt, les cours de change, les écarts de taux, les cours des titres de participation et prix des produits de base ainsi que leur volatilité implicite.

Valeur à risque en période de tension (VaR en période de tension) Elle mesure la perte maximale susceptible de survenir dans les portefeuilles de négociation et de prise ferme, selon un niveau de confiance de 99 %, sur une période de détention d'un jour, les données d'entrée des modèles étant définies d'après les données historiques enregistrées dans une période caractérisée par de fortes tensions financières. La VaR en période de tension est calculée en fonction des diverses catégories de risques que posent les activités de négociation et de prise ferme de BMO, ce qui englobe les taux d'intérêt, les cours de change, les écarts de taux, les cours des titres de participation et prix des produits de base ainsi que leur volatilité implicite.

État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour les trimestres clos le

| | 31 janvier 2023 | 31 octobre 2022 | 31 janvier 2022 |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|
| Revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions | | | |
| Prêts | 8 194 \$ | 6 875 \$ | 4 081 \$ |
| Valeurs mobilières (note 2) | 2 138 | 1 766 | 1 067 |
| Dépôts à d'autres banques | 1 039 | 483 | 58 |
| | 11 371 | 9 124 | 5 206 |
| Charges d'intérêts | | | |
| Dépôts | 5 283 | 3 409 | 705 |
| Dette subordonnée | 101 | 74 | 45 |
| Autres passifs | 1 966 | 1 874 | 437 |
| | 7 350 | 5 357 | 1 187 |
| Revenus nets d'intérêts | 4 021 | 3 767 | 4 019 |
| Revenus autres que d'intérêts | | | |
| Commissions et droits sur titres | 263 | 257 | 282 |
| Frais de service – Dépôts et ordres de paiement | 316 | 319 | 329 |
| Revenus de négociation (note 12) | (1 283) | 4 797 | 799 |
| Commissions sur prêts | 382 | 370 | 385 |
| Frais de services de cartes | 147 | 143 | 131 |
| Frais de gestion de placements et de garde de titres | 439 | 431 | 466 |
| Revenus tirés de fonds d'investissement | 313 | 309 | 356 |
| Commissions de prise ferme et de consultation | 208 | 231 | 434 |
| Profits sur titres, autres que de négociation (note 2) | 75 | (28) | 138 |
| Profits de change, autres que de négociation | 54 | 53 | 22 |
| Revenus d'assurance | 1 331 | (218) | 192 |
| Quote-part du bénéfice (de la perte) des entreprises associées et des coentreprises | 69 | 59 | 66 |
| Autres | 135 | 80 | 104 |
| | 2 449 | 6 803 | 3 704 |
| Total des revenus | 6 470 | 10 570 | 7 723 |
| Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3) | 217 | 226 | (99) |
| Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités | 1 193 | (369) | 81 |
| Charges autres que d'intérêts | | | |
| Rémunération du personnel | 2 566 | 2 274 | 2 299 |
| Bureaux et matériel | 955 | 1 039 | 828 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles | 163 | 156 | 150 |
| Publicité et expansion des affaires | 140 | 161 | 106 |
| Communications | 74 | 72 | 64 |
| Honoraires | 232 | 271 | 155 |
| Autres | 291 | 803 | 244 |
| | 4 421 | 4 776 | 3 846 |
| Bénéfice avant charge d'impôts sur le résultat | 639 | 5 937 | 3 895 |
| Charge d'impôts sur le résultat (note 10) | 392 | 1 454 | 962 |
| Bénéfice net | 247 \$ | 4 483 \$ | 2 933 \$ |
| Bénéfice par action ordinaire (en dollars canadiens) (note 9) | | | |
| De base | 0,30 \$ | 6,52 \$ | 4,44 \$ |
| Dilué | 0,30 | 6,51 | 4,43 |
| Dividendes par action ordinaire | 1,43 | 1,39 | 1,33 |

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le

| | 31 janvier 2023 | 31 octobre 2022 | 31 janvier 2022 |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|
| Bénéfice net | 247 \$ | 4 483 \$ | 2 933 \$ |
| Autres éléments du résultat global (de la perte globale), après impôts | | | |
| Éléments qui pourraient ultérieurement être reclassés en résultat net | | | |
| Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | | | |
| Profits (pertes) latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période 1) | 142 | (218) | (62) |
| Reclassement, dans le résultat, de (profits) pertes au cours de la période 2) | (6) | 19 | (28) |
| | 136 | (199) | (90) |
| Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie | | | |
| Profits (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période 3) | 1 124 | (2 634) | (478) |
| Reclassement, dans le résultat, de (profits) pertes sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie au cours de la période 4) | 235 | 14 | (138) |
| | 1 359 | (2 620) | (616) |
| Profits (pertes) nets à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger | | | |
| Profits (pertes) latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger | (850) | 2 149 | 808 |
| Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger 5) | 23 | (115) | (128) |
| Reclassement, dans le résultat, de pertes nettes liées aux dessaisissements 6) | - | - | 29 |
| | (827) | 2 034 | 709 |
| Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net | | | |
| Profits latents nets sur les titres de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période 7) | - | - | 2 |
| Profits (pertes) nets sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel 8) | (64) | 148 | 162 |
| Profits (pertes) nets sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur 9) | (410) | 263 | 66 |
| | (474) | 411 | 230 |
| Autres éléments du résultat global (de la perte globale), après impôts | 194 | (374) | 233 |
| Total du résultat global | 441 \$ | 4 109 \$ | 3 166 \$ |

1) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (48) millions de dollars, de 76 millions et de 22 millions pour le trimestre.

2) Après la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat de 2 millions de dollars, de (6) millions et de 10 millions pour le trimestre.

3) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (317) millions de dollars, de 952 millions et de 172 millions pour le trimestre.

4) Après la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat de (104) millions de dollars, de (5) millions et de 50 millions pour le trimestre.

5) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (59) millions de dollars, de 41 millions et de 48 millions pour le trimestre.

6) Après (la charge) d'impôts sur le résultat de s. o., de s. o. et de néant pour le trimestre.

7) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de néant, de (1) million de dollars et de néant pour le trimestre.

8) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 2 millions de dollars, de (54) millions et de (60) millions pour le trimestre.

9) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 139 millions de dollars, de (95) millions et de (24) millions pour le trimestre.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Bilan consolidé

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

| | Au | | |
|--|---------------------|--------------------|--------------------|
| | 31 janvier 2023 | 31 octobre 2022 | 31 janvier 2022 |
| Actifs | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 103 342 \$ | 87 466 \$ | 50 123 \$ |
| Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques | 5 080 | 5 734 | 8 573 |
| Valeurs mobilières (note 2) | | | |
| Titres de négociation | 110 728 | 108 177 | 118 641 |
| Titres à la juste valeur par le biais du résultat net | 14 739 | 13 641 | 14 663 |
| Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | 48 365 | 43 561 | 43 071 |
| Titres de créance au coût amorti | 105 784 | 106 590 | 98 456 |
| Participations dans des entreprises associées et des coentreprises | 1 411 | 1 293 | 1 234 |
| | 281 027 | 273 262 | 276 065 |
| Titres pris en pension ou empruntés | 118 531 | 113 194 | 117 444 |
| Prêts (note 3) | | | |
| Prêts hypothécaires à l'habitation | 151 294 | 148 880 | 137 382 |
| Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers | 84 184 | 86 103 | 79 080 |
| Prêts sur cartes de crédit | 9 841 | 9 663 | 8 050 |
| Prêts aux entreprises et aux administrations publiques | 303 582 | 309 310 | 262 253 |
| | 548 901 | 553 956 | 486 765 |
| Provision pour pertes sur créances (note 3) | (2 638) | (2 617) | (2 405) |
| | 546 263 | 551 339 | 484 360 |
| Autres actifs | | | |
| Instruments dérivés | 33 294 | 48 160 | 34 827 |
| Engagements de clients aux termes d'acceptations | 13 636 | 13 235 | 12 803 |
| Bureaux et matériel | 4 865 | 4 841 | 4 550 |
| Écart d'acquisition | 5 260 | 5 285 | 4 957 |
| Immobilisations incorporelles | 2 277 | 2 193 | 2 071 |
| Actifs d'impôt exigible | 1 815 | 1 421 | 1 615 |
| Actifs d'impôt différé | 1 392 | 1 175 | 1 027 |
| Actifs divers | 28 924 | 31 894 | 24 757 |
| | 91 463 | 108 204 | 86 607 |
| Total des actifs | 1 145 706 \$ | 1 139 199 \$ | 1 023 172 \$ |
| Passifs et capitaux propres | | | |
| Dépôts (note 4) | 787 376 \$ | 769 478 \$ | 704 949 \$ |
| Autres passifs | | | |
| Instruments dérivés | 44 090 | 59 956 | 29 825 |
| Acceptations | 13 636 | 13 235 | 12 803 |
| Titres vendus à découvert | 45 226 | 40 979 | 36 760 |
| Titres mis en pension ou prêtés | 101 484 | 103 963 | 107 979 |
| Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées | 26 336 | 27 068 | 25 158 |
| Passifs d'impôt exigible | 200 | 425 | 192 |
| Passifs d'impôt différé | 136 | 102 | 135 |
| Passifs divers | 44 152 | 44 805 | 37 086 |
| | 275 260 | 290 533 | 249 938 |
| Dettes subordonnées (note 4) | 8 156 | 8 150 | 8 481 |
| Total des passifs | 1 070 792 \$ | 1 068 161 \$ | 963 368 \$ |
| Capitaux propres | | | |
| Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 5) | 6 958 | 6 308 | 5 558 |
| Actions ordinaires (note 5) | 21 637 | 17 744 | 13 625 |
| Surplus d'apport | 335 | 317 | 319 |
| Résultats non distribués | 44 238 | 45 117 | 37 513 |
| Cumul des autres éléments du résultat global | 1 746 | 1 552 | 2 789 |
| Total des capitaux propres | 74 914 | 71 038 | 59 804 |
| Total des passifs et des capitaux propres | 1 145 706 \$ | 1 139 199 \$ | 1 023 172 \$ |

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le

| | 31 janvier 2023 | 31 janvier 2022 |
|--|--------------------|--------------------|
| Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 5) | | |
| Solde à l'ouverture de la période | 6 308 \$ | 5 558 \$ |
| Émises au cours de la période | 650 | - |
| Solde à la clôture de la période | 6 958 | 5 558 |
| Actions ordinaires (note 5) | | |
| Solde à l'ouverture de la période | 17 744 | 13 599 |
| Émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires | 346 | - |
| Émises en vertu du régime d'options sur actions | 23 | 22 |
| Actions propres vendues | 11 | 4 |
| Émises pour rendre la situation en matière de capital conforme aux exigences réglementaires accrues annoncées par le BSIF (note 5) | 3 360 | - |
| Émises aux fins de l'acquisition de Radicle Group Inc. (notes 5 et 12) | 153 | - |
| Solde à la clôture de la période | 21 637 | 13 625 |
| Surplus d'apport | | |
| Solde à l'ouverture de la période | 317 | 313 |
| Charges liées aux options sur actions, déduction faite des options exercées | 14 | 5 |
| Autres | 4 | 1 |
| Solde à la clôture de la période | 335 | 319 |
| Résultats non distribués | | |
| Solde à l'ouverture de la période | 45 117 | 35 497 |
| Bénéfice net | 247 | 2 933 |
| Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres | (38) | (55) |
| Dividendes sur les actions ordinaires | (1 015) | (862) |
| Frais d'émission de titres de capitaux propres et prime payée au rachat d'actions privilégiées | (73) | - |
| Solde à la clôture de la période | 44 238 | 37 513 |
| Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable aux titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, après impôts | | |
| Solde à l'ouverture de la période | (359) | 171 |
| Profits (pertes) latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période | 142 | (62) |
| Profits latents sur les titres de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période | - | 2 |
| Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période | (6) | (28) |
| Solde à la clôture de la période | (223) | 83 |
| Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable aux couvertures de flux de trésorerie, après impôts | | |
| Solde à l'ouverture de la période | (5 129) | 185 |
| Profits (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période | 1 124 | (478) |
| Reclassement, dans le résultat, de pertes (profits) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie au cours de la période | 235 | (138) |
| Solde à la clôture de la période | (3 770) | (431) |
| Cumul des autres éléments du résultat global attribuable à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger, après impôts | | |
| Solde à l'ouverture de la période | 5 168 | 2 269 |
| Profits (pertes) latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger | (850) | 808 |
| Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger | 23 | (128) |
| Reclassement, dans le résultat, de pertes nettes liées aux dessaisissements (note 12) | - | 29 |
| Solde à la clôture de la période | 4 341 | 2 978 |
| Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable aux régimes de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel, après impôts | | |
| Solde à l'ouverture de la période | 944 | 285 |
| Profits (pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel | (64) | 162 |
| Solde à la clôture de la période | 880 | 447 |
| Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable au risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur, après impôts | | |
| Solde à l'ouverture de la période | 928 | (354) |
| Profits (pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur | (410) | 66 |
| Solde à la clôture de la période | 518 | (288) |
| Total du cumul des autres éléments du résultat global | 1 746 | 2 789 |
| Total des capitaux propres | 74 914 \$ | 59 804 \$ |

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour les trimestres clos le

| | 31 janvier 2023 | 31 janvier 2022 |
|--|--------------------|--------------------|
| Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation | | |
| Bénéfice net | 247 \$ | 2 933 \$ |
| Ajustements en vue de déterminer les entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation | | |
| (Profits) sur titres, autres que de négociation (note 2) | (75) | (138) |
| Amortissement des bureaux et du matériel | 203 | 195 |
| Amortissement d'autres actifs | 19 | 28 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles | 163 | 150 |
| Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances (note 3) | 217 | (99) |
| Impôts différés | (48) | 183 |
| Perte nette liée aux dessaisissements | - | 29 |
| Variation des actifs et des passifs d'exploitation | | |
| (Augmentation) nette des titres de négociation | (3 804) | (12 747) |
| Variation des instruments dérivés – diminution des actifs dérivés | 17 687 | 3 218 |
| – (diminution) des passifs dérivés | (15 995) | (2 746) |
| (Augmentation) diminution nette des actifs d'impôt exigible | (461) | 31 |
| (Diminution) nette des passifs d'impôt exigible | (219) | (42) |
| Variation des intérêts courus – (augmentation) diminution des intérêts à recevoir | (256) | 56 |
| – augmentation (diminution) des intérêts à payer | 1 190 | (71) |
| Variation nette des autres éléments et charges à payer | 48 | (6 002) |
| Augmentation nette des dépôts | 24 604 | 8 895 |
| (Augmentation) nette des prêts | (191) | (21 630) |
| Augmentation nette des titres vendus à découvert | 4 523 | 4 421 |
| Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension ou prêtés | (1 071) | 8 854 |
| (Augmentation) nette des titres pris en pension ou empruntés | (6 405) | (8 550) |
| (Diminution) nette des passifs liés à la titrisation et aux entités structurées | (552) | (481) |
| Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation | 19 824 | (23 513) |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement | | |
| Augmentation nette des passifs des filiales | - | 3 795 |
| Produit de l'émission d'obligations sécurisées | 1 636 | 3 925 |
| Remboursement/rachats d'obligations sécurisées | (2 168) | (2 222) |
| Produit de l'émission de la dette subordonnée (note 4) | - | 1 587 |
| Produit de l'émission d'actions privilégiées, déduction faite des frais d'émission (note 5) | 648 | - |
| Produit net de l'émission d'actions ordinaires (note 5) | 3 298 | 17 |
| Produit net de la vente d'actions propres | 11 | 4 |
| Dividendes et distributions versés en trésorerie | (671) | (746) |
| Remboursement des obligations locatives | (71) | (57) |
| Entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement | 2 683 | 6 303 |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | | |
| (Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques | 546 | (72) |
| Achats de titres, autres que de négociation | (15 427) | (53 325) |
| Échéances de titres, autres que de négociation | 4 679 | 7 191 |
| Produit de la vente de titres, autres que de négociation | 4 529 | 18 400 |
| Bureaux et matériel – (achats) nets | (174) | (135) |
| Logiciels achetés et développés – (achats) nets | (193) | (134) |
| Acquisition de Radicle Group Inc. (note 12) | (42) | - |
| Produit net de dessaisissements | - | 1 218 |
| (Sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement | (6 082) | (26 857) |
| Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie | (549) | 929 |
| Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | 15 876 | (43 138) |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période | 87 466 | 93 261 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période | 103 342 \$ | 50 123 \$ |
| Autres renseignements sur les flux de trésorerie | | |
| Inclusions dans les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation : | | |
| Intérêts versés au cours de la période 1) | 6 145 \$ | 1 228 \$ |
| Impôts sur le résultat payés au cours de la période | 1 326 \$ | 545 \$ |
| Intérêts reçus au cours de la période | 10 755 \$ | 4 818 \$ |
| Dividendes reçus au cours de la période | 451 \$ | 424 \$ |

1) Comprend les dividendes versés sur les titres vendus à découvert.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires

31 janvier 2023 (non audité)

Note 1 : Mode de présentation

La Banque de Montréal (la Banque ou BMO) est une banque à charte en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada) et une société ouverte constituée au Canada. Nous sommes une société de services financiers hautement diversifiés, qui offre une vaste gamme de produits et de services dans les domaines des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de la gestion de patrimoine et des produits et services de banque d'affaires. Le siège social de la Banque est situé au 129, rue Saint-Jacques, à Montréal, au Québec, et ses bureaux administratifs se trouvent au 100 King Street West, 1 First Canadian Place, à Toronto, en Ontario. Nos actions ordinaires sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto (TSX) et de la Bourse de New York.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été dressés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) à l'aide des mêmes méthodes comptables qui sont présentées dans nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2022. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus à la lumière des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2022. Nous nous conformons également aux interprétations des Normes internationales d'information financière (IFRS) que fait notre organisme de réglementation, à savoir le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le Conseil d'administration le 28 février 2023.

Réforme des taux interbancaires offerts (TIO)

La transition des taux interbancaires offerts à Londres (TIOL) et d'autres taux interbancaires offerts (TIO) vers des taux de référence complémentaires se poursuit sans aucune variation importante des risques liés au projet ou à la transition par rapport à l'information présentée à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2022.

Alors que nous approchons de la date de cessation du 30 juin 2023 en ce qui a trait aux autres taux TIOL en dollars américains, nos expositions globales au TIOL en dollars américains diminuent encore et nos expositions existantes associées aux produits dérivés au TIOL en dollars américains feront pour la plupart l'objet d'une transition lorsque les contreparties centrales convertiront les opérations fondées sur le TIOL existantes au taux SOFR (Secured Overnight Financing Rate).

Utilisation d'estimations et recours à des jugements

L'établissement des états financiers consolidés intermédiaires exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur la valeur comptable de certains actifs et passifs ainsi que sur certains montants inclus dans le bénéfice net et d'autres informations connexes.

Les actifs et passifs les plus importants à l'égard desquels nous devons faire des estimations et poser des jugements comprennent : la provision pour pertes sur créances; les instruments financiers évalués à la juste valeur; les prestations de retraite et autres avantages futurs du personnel; la dépréciation de titres; les impôts sur le résultat et les actifs d'impôt différé; l'écart d'acquisition et les immobilisations incorporelles; les passifs liés à l'assurance; les provisions, y compris pour les poursuites judiciaires et les charges de restructuration, les transferts d'actifs financiers ainsi que la consolidation d'entités structurées. Nous posons des jugements pour évaluer le modèle économique utilisé pour les actifs financiers de même que la question de savoir si la quasi-totalité des risques et des avantages a été transférée lorsque nous procédons à des transferts d'actifs financiers et pour établir si nous contrôlons les entités structurées. Si les résultats réels différaient des estimations, l'incidence serait constatée dans des périodes ultérieures.

Les perspectives économiques du Canada et des États-Unis sont soumises à plusieurs risques qui pourraient entraîner un grave ralentissement économique, notamment une inflation élevée persistante et de nouvelles hausses importantes des taux d'intérêt, une escalade du conflit en Ukraine, un accroissement des tensions géopolitiques entre les États-Unis et la Chine et la pandémie. Une correction importante du marché immobilier pourrait également se produire si la politique monétaire devient un peu trop restrictive afin de juguler l'inflation. L'incidence sur les activités, les résultats d'exploitation, la réputation et la situation financière de BMO, ce qui inclut le potentiel de pertes sur créances, des pertes liées à des contreparties et des pertes évaluées à la valeur de marché, ses notations de crédit et ses ratios de fonds propres réglementaires et de liquidité, de même que l'incidence sur ses clients et ses concurrents dépendra de l'évolution de la situation, qui demeure incertaine. En raison de leur nature, les jugements que nous posons et les estimations que nous faisons aux fins de l'établissement de nos états financiers consolidés portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Toutefois, nous disposons de politiques détaillées et de contrôles internes qui visent à assurer que les jugements posés pour estimer ces montants sont bien contrôlés, vérifiés de façon indépendante, et que nous appliquons nos politiques uniformément d'une période à l'autre. Nous sommes d'avis que nos estimations de la valeur de nos actifs et de nos passifs sont adéquates en date du 31 janvier 2023.

Provision pour pertes sur créances

Comme il est précisé de façon détaillée à la note 1 afférente à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2022, la provision pour pertes sur créances se compose des provisions liées aux prêts douteux qui représentent l'estimation des pertes liées aux prêts douteux dans le portefeuille ayant déjà fait l'objet de provisions, mais qui ne sont pas encore sortis du bilan, et les provisions liées aux prêts productifs, qui constituent notre meilleure estimation de la perte de valeur des prêts du portefeuille existant qui n'ont pas encore été individuellement désignés comme étant douteux.

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction des pertes attendues en général sur une période de 12 mois pour les prêts productifs et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés.

Pour déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante, il faut tenir compte de nombreux facteurs et cela varie en fonction des catégories de produits et de risques. La méthode de la Banque pour déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante est établie en fonction de la variation de la probabilité de défaut entre l'octroi et la date de clôture, et il est évalué à l'aide de scénarios pondérés en fonction de la probabilité et de certains autres critères, dont le fait qu'un compte soit en souffrance depuis 30 jours ou qu'il soit inscrit dans une liste de comptes à surveiller. Un jugement éclairé concernant la qualité du crédit devra être exercé afin d'évaluer si le risque de crédit a augmenté de manière importante.

Pour déterminer s'il y a eu une augmentation importante du risque de crédit et pour calculer le montant des pertes sur créances attendues, nous devons nous fonder sur des estimations et exercer notre jugement à l'égard de questions dont l'issue est incertaine. Par exemple, l'évolution de la situation peut faire en sorte que les évaluations futures du risque de crédit diffèrent dans une mesure importante des évaluations actuelles, ce qui pourrait nécessiter une augmentation ou une diminution de la provision pour pertes sur créances. Lors du calcul des pertes sur créances attendues, les prévisions de la conjoncture économique future sont prises en considération de façon explicite. Nous avons conçu des modèles qui incorporent des variables macroéconomiques spécifiques propres à chaque portefeuille. Les principales variables économiques propres aux portefeuilles de prêts aux particuliers comprennent les principaux marchés où nous exerçons nos activités, soit le Canada, les États-Unis et les marchés régionaux qui sont considérés comme importants. Les prévisions de la Banque sont élaborées en interne par notre groupe Études économiques, qui tient compte de données externes et de notre appréciation de la conjoncture économique future. Nous exerçons un jugement éclairé concernant la qualité du crédit afin d'intégrer diverses prévisions économiques qui sont pondérées en fonction de la probabilité pour déterminer les pertes sur créances attendues définitives. La provision est sensible aux changements des prévisions économiques et de la pondération selon la probabilité de chaque scénario de prévision.

On trouvera d'autres renseignements sur la provision pour pertes sur créances à la note 3.

Note 2 : Valeurs mobilières

Classement des valeurs mobilières

Les titres à la juste valeur par le biais du résultat net de la Banque, qui se chiffrent à 14 739 millions de dollars (13 641 millions au 31 octobre 2022), se composent de titres obligatoirement évalués à la juste valeur de 4 613 millions et de titres de placement détenus par les filiales du secteur de l'assurance, désignés à la juste valeur, de 10 126 millions (4 410 millions et 9 231 millions, respectivement, au 31 octobre 2022).

Nos titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, qui totalisent 48 365 millions de dollars (43 561 millions au 31 octobre 2022), sont présentés déduction faite d'une provision pour pertes sur créances de 2 millions (3 millions au 31 octobre 2022).

Les titres au coût amorti, qui totalisent 105 784 millions de dollars (106 590 millions au 31 octobre 2022), sont présentés déduction faite d'une provision pour pertes sur créances de 1 million (3 millions au 31 octobre 2022).

Titres au coût amorti

Le tableau qui suit présente un sommaire de la valeur comptable et de la juste valeur des titres de créance au coût amorti :

| (en millions de dollars canadiens) | 31 janvier 2023 | | 31 octobre 2022 | |
|---|------------------|---------------|------------------|---------------|
| | Valeur comptable | Juste valeur | Valeur comptable | Juste valeur |
| Titres émis ou garantis par : | | | | |
| l'administration fédérale canadienne | 6 896 | 6 895 | 7 136 | 7 129 |
| des administrations provinciales et municipales canadiennes | 5 566 | 5 592 | 5 588 | 5 583 |
| l'administration fédérale américaine | 57 892 | 52 145 | 59 245 | 51 717 |
| des municipalités, agences et États américains | 106 | 106 | 109 | 105 |
| d'autres administrations publiques | 1 370 | 1 363 | 1 387 | 1 377 |
| Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH, titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines 1) | 31 838 | 28 702 | 31 013 | 26 864 |
| Titres de créance d'entreprises | 2 116 | 2 056 | 2 112 | 2 057 |
| Total | 105 784 | 96 859 | 106 590 | 94 832 |

1) Ces montants sont étayés par des prêts hypothécaires assurés ou représentent des titres émis par des agences américaines et des entreprises parrainées par un gouvernement. LNH signifie *Loi nationale sur l'habitation*.

La valeur comptable des titres qui font partie de la relation de couverture de juste valeur est ajustée en fonction des profits (pertes) connexes sur les contrats de couverture.

Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Le tableau qui suit présente un sommaire des profits et pertes latents :

| (en millions de dollars canadiens) | 31 janvier 2023 | | | | | 31 octobre 2022 | | |
|--|------------------|-----------------------|------------------------|---------------|------------------|-----------------------|------------------------|---------------|
| | Coût/coût amorti | Profits bruts latents | Pertes brutes latentes | Juste valeur | Coût/coût amorti | Profits bruts latents | Pertes brutes latentes | Juste valeur |
| Titres émis ou garantis par : | | | | | | | | |
| l'administration fédérale canadienne | 13 889 | 82 | 105 | 13 866 | 12 498 | 11 | 208 | 12 301 |
| des administrations provinciales et municipales canadiennes | 4 863 | 33 | 95 | 4 801 | 4 724 | 6 | 159 | 4 571 |
| l'administration fédérale américaine | 3 020 | 22 | 197 | 2 845 | 3 403 | – | 293 | 3 110 |
| des municipalités, agences et États américains | 4 466 | 9 | 91 | 4 384 | 3 863 | 5 | 154 | 3 714 |
| d'autres administrations publiques | 6 542 | 15 | 69 | 6 488 | 6 532 | 4 | 125 | 6 411 |
| Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (LNH) | 1 641 | 3 | 9 | 1 635 | 1 376 | 1 | 14 | 1 363 |
| Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines | 10 528 | 8 | 204 | 10 332 | 8 196 | 12 | 303 | 7 905 |
| Titres de créance d'entreprises | 3 957 | 7 | 106 | 3 858 | 4 203 | 25 | 195 | 4 033 |
| Titres de participation d'entreprises | 125 | 31 | – | 156 | 122 | 31 | – | 153 |
| Total | 49 031 | 210 | 876 | 48 365 | 44 917 | 95 | 1 451 | 43 561 |

Les profits (pertes) latents peuvent être compensés par les (pertes) profits connexes sur les contrats de couverture.

Revenus d'intérêts sur les titres de créance

Le tableau suivant présente les revenus d'intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif :

| (en millions de dollars canadiens) | Pour les trimestres clos le | |
|---|-----------------------------|-----------------|
| | 31 janvier 2023 | 31 janvier 2022 |
| À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | 479 | 96 |
| Au coût amorti | 531 | 172 |
| Total | 1 010 | 268 |

Revenus autres que d'intérêts

Les profits et pertes nets provenant des titres, compte non tenu des profits et des pertes sur les titres de négociation, ont été constatés dans notre état consolidé des résultats comme suit :

| (en millions de dollars canadiens) | Pour les trimestres clos le | |
|---|-----------------------------|-----------------|
| | 31 janvier 2023 | 31 janvier 2022 |
| Titres à la juste valeur par le biais du résultat net | 62 | 102 |
| Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global – profits (pertes) réalisés 1) | 11 | 36 |
| Recouvrement de perte de valeur | 2 | – |
| Profits sur titres, autres que de négociation | 75 | 138 |

1) Les profits (pertes) réalisés sont présentés déduction faite des (pertes) profits sur les contrats de couverture.

Les revenus d'intérêts et de dividendes et les profits (pertes) sur les titres détenus relativement à nos activités d'assurance sont pris en compte dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance de notre état consolidé des résultats. Ils comprennent :

- Des revenus d'intérêts et de dividendes de 108 millions de dollars et de 95 millions pour les trimestres clos le 31 janvier 2023 et 2022, respectivement. Les revenus d'intérêts sont calculés à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif;
- Des profits (pertes) sur titres à la juste valeur par le biais du résultat net de 560 millions de dollars et de (244) millions pour les trimestres clos le 31 janvier 2023 et 2022, respectivement;
- Des profits réalisés sur titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de néant pour les trimestres clos le 31 janvier 2023 et 2022.

Note 3 : Prêts et provision pour pertes sur créances

Exposition au risque de crédit

Le tableau qui suit présente notre exposition au risque de crédit pour tous les prêts comptabilisés au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou à la juste valeur par le biais du résultat net au 31 janvier 2023 et au 31 octobre 2022. L'étape 1 représente les prêts productifs comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur une période maximale de 12 mois, l'étape 2 représente les prêts productifs comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur la durée de vie et l'étape 3 représente les prêts douteux comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur la durée de vie.

| (en millions de dollars canadiens) | 31 janvier 2023 | | | | 31 octobre 2022 | | | |
|---|-----------------|---------|---------|---------|-----------------|---------|---------|---------|
| | Étape 1 | Étape 2 | Étape 3 | Total | Étape 1 | Étape 2 | Étape 3 | Total |
| Prêts hypothécaires à l'habitation | | | | | | | | |
| Exceptionnellement faible | 20 | - | - | 20 | 7 | - | - | 7 |
| Très faible | 79 344 | 138 | - | 79 482 | 94 743 | 81 | - | 94 824 |
| Bas | 48 113 | 10 395 | - | 58 508 | 31 617 | 3 134 | - | 34 751 |
| Moyen | 6 785 | 3 210 | - | 9 995 | 13 474 | 3 871 | - | 17 345 |
| Haut | 245 | 1 567 | - | 1 812 | 138 | 341 | - | 479 |
| Non coté | 1 122 | 49 | - | 1 171 | 1 126 | 53 | - | 1 179 |
| Douteux | - | - | 306 | 306 | - | - | 295 | 295 |
| Solde brut des prêts hypothécaires à l'habitation | 135 629 | 15 359 | 306 | 151 294 | 141 105 | 7 480 | 295 | 148 880 |
| Provision pour pertes sur créances | 50 | 94 | 8 | 152 | 59 | 66 | 10 | 135 |
| Valeur comptable | 135 579 | 15 265 | 298 | 151 142 | 141 046 | 7 414 | 285 | 148 745 |
| Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers | | | | | | | | |
| Exceptionnellement faible | 1 502 | 3 | - | 1 505 | 1 792 | 35 | - | 1 827 |
| Très faible | 39 537 | 103 | - | 39 640 | 33 554 | 83 | - | 33 637 |
| Bas | 22 111 | 924 | - | 23 035 | 24 369 | 1 307 | - | 25 676 |
| Moyen | 8 350 | 5 052 | - | 13 402 | 13 536 | 4 633 | - | 18 169 |
| Haut | 673 | 1 775 | - | 2 448 | 873 | 1 525 | - | 2 398 |
| Non coté | 3 780 | 35 | - | 3 815 | 4 052 | 32 | - | 4 084 |
| Douteux | - | - | 339 | 339 | - | - | 312 | 312 |
| Solde brut des prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers | 75 953 | 7 892 | 339 | 84 184 | 78 176 | 7 615 | 312 | 86 103 |
| Provision pour pertes sur créances | 100 | 299 | 112 | 511 | 101 | 288 | 102 | 491 |
| Valeur comptable | 75 853 | 7 593 | 227 | 83 673 | 78 075 | 7 327 | 210 | 85 612 |
| Prêts sur cartes de crédit 1) | | | | | | | | |
| Exceptionnellement faible | 2 689 | - | - | 2 689 | 2 920 | - | - | 2 920 |
| Très faible | 439 | - | - | 439 | 442 | 1 | - | 443 |
| Bas | 1 591 | 52 | - | 1 643 | 1 569 | 51 | - | 1 620 |
| Moyen | 3 167 | 827 | - | 3 994 | 2 918 | 792 | - | 3 710 |
| Haut | 372 | 617 | - | 989 | 316 | 563 | - | 879 |
| Non coté | 85 | 2 | - | 87 | 90 | 1 | - | 91 |
| Douteux | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Solde brut des prêts sur cartes de crédit | 8 343 | 1 498 | - | 9 841 | 8 255 | 1 408 | - | 9 663 |
| Provision pour pertes sur créances | 77 | 226 | - | 303 | 69 | 207 | - | 276 |
| Valeur comptable | 8 266 | 1 272 | - | 9 538 | 8 186 | 1 201 | - | 9 387 |
| Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 2) | | | | | | | | |
| Risque acceptable | | | | | | | | |
| Catégorie investissement | 185 720 | 5 102 | - | 190 822 | 187 245 | 6 765 | - | 194 010 |
| Catégorie spéculative | 95 331 | 23 436 | - | 118 767 | 98 451 | 22 390 | - | 120 841 |
| Liste de surveillance | - | 6 247 | - | 6 247 | - | 6 310 | - | 6 310 |
| Douteux | - | - | 1 382 | 1 382 | - | - | 1 384 | 1 384 |
| Solde brut des prêts aux entreprises et aux administrations publiques | 281 051 | 34 785 | 1 382 | 317 218 | 285 696 | 35 465 | 1 384 | 322 545 |
| Provision pour pertes sur créances | 613 | 652 | 407 | 1 672 | 608 | 675 | 432 | 1 715 |
| Valeur comptable | 280 438 | 34 133 | 975 | 315 546 | 285 088 | 34 790 | 952 | 320 830 |
| Total du solde brut des prêts et acceptations | 500 976 | 59 534 | 2 027 | 562 537 | 513 232 | 51 968 | 1 991 | 567 191 |
| Total du solde net des prêts et acceptations | 500 136 | 58 263 | 1 500 | 559 899 | 512 395 | 50 732 | 1 447 | 564 574 |
| Engagements de prêt et contrats de garantie financière | | | | | | | | |
| Risque acceptable | | | | | | | | |
| Catégorie investissement | 181 687 | 1 759 | - | 183 446 | 182 153 | 5 134 | - | 187 287 |
| Catégorie spéculative | 43 867 | 13 338 | - | 57 205 | 45 920 | 14 047 | - | 59 967 |
| Liste de surveillance | - | 2 072 | - | 2 072 | 2 | 2 176 | - | 2 178 |
| Douteux | - | - | 334 | 334 | - | - | 292 | 292 |
| Provision pour pertes sur créances | 198 | 181 | 11 | 390 | 194 | 174 | 13 | 381 |
| Valeur comptable 3) 4) | 225 356 | 16 988 | 323 | 242 667 | 227 881 | 21 183 | 279 | 249 343 |

1) Les prêts sur cartes de crédit sont immédiatement sortis du bilan lorsque les versements de capital ou d'intérêts sont en souffrance depuis 180 jours; par conséquent, ils ne sont pas présentés comme douteux à l'étape 3.

2) Comprend les engagements de clients aux termes d'acceptations.

3) Représente le montant contractuel total des facilités de crédit inutilisées et les autres éléments hors bilan, exclusion faite des marges de crédit personnelles et des cartes de crédit que nous pouvons annuler sans condition à notre entière discrétion.

4) Certains engagements de grandes entreprises emprunteuses sont conditionnels et pourraient inclure un recours auprès de contreparties.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances figurant à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons comme adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts et à d'autres instruments de crédit. Au 31 janvier 2023, la provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 3 028 millions de dollars (2 998 millions au 31 octobre 2022), dont une tranche de 2 638 millions (2 617 millions au 31 octobre 2022) a été comptabilisée dans les prêts et une tranche de 390 millions (381 millions au 31 octobre 2022), dans les autres passifs, à notre bilan consolidé.

Les importantes variations des soldes bruts, notamment en ce qui a trait aux montages, aux échéances et aux remboursements dans le cours normal des activités, ont une incidence sur la provision pour pertes sur créances.

Les tableaux ci-dessous présentent l'évolution de la provision pour pertes par catégorie de produit pour les trimestres clos le 31 janvier 2023 et le 31 janvier 2022. Les transferts représentent les pertes sur créances attendues qui sont passées d'une étape à l'autre au cours de la période, par exemple des pertes sur créances attendues sur un horizon de 12 mois (étape 1) à des pertes sur la durée de vie (étape 2). Les réévaluations nettes correspondent à l'incidence des pertes sur créances attendues afférente au transfert d'étape, aux changements des prévisions économiques et à la qualité du crédit. Les changements apportés à un modèle comprennent de nouveaux modèles ou méthodologies de calcul.

(en millions de dollars canadiens)

| Pour les trimestres clos le | 31 janvier 2023 | | | | 31 janvier 2022 | | | |
|--|-----------------|---------|---------|-------|-----------------|---------|---------|-------|
| | Étape 1 | Étape 2 | Étape 3 | Total | Étape 1 | Étape 2 | Étape 3 | Total |
| Prêts hypothécaires à l'habitation | | | | | | | | |
| Solde à l'ouverture de la période | 59 | 67 | 16 | 142 | 46 | 40 | 19 | 105 |
| Transfert à l'étape 1 | 24 | (24) | - | - | 11 | (10) | (1) | - |
| Transfert à l'étape 2 | (9) | 10 | (1) | - | (1) | 3 | (2) | - |
| Transfert à l'étape 3 | - | (2) | 2 | - | - | (2) | 2 | - |
| Réévaluation nette de la provision pour pertes | (7) | 30 | 2 | 25 | (11) | 10 | 3 | 2 |
| Montages des prêts | 7 | - | - | 7 | 5 | - | - | 5 |
| Décomptabilisations et échéances | (1) | (1) | - | (2) | (1) | (2) | - | (3) |
| Changements apportés à un modèle | (24) | 17 | - | (7) | - | - | - | - |
| Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 1) | (10) | 30 | 3 | 23 | 3 | (1) | 2 | 4 |
| Montants sortis du bilan 2) | - | - | (3) | (3) | - | - | (1) | (1) |
| Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement | - | - | 1 | 1 | - | - | 1 | 1 |
| Change et autres | 1 | (1) | (4) | (4) | - | 1 | (4) | (3) |
| Solde à la clôture de la période | 50 | 96 | 13 | 159 | 49 | 40 | 17 | 106 |
| Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers | | | | | | | | |
| Solde à l'ouverture de la période | 111 | 304 | 102 | 517 | 128 | 357 | 91 | 576 |
| Transfert à l'étape 1 | 60 | (58) | (2) | - | 58 | (56) | (2) | - |
| Transfert à l'étape 2 | (11) | 20 | (9) | - | (9) | 15 | (6) | - |
| Transfert à l'étape 3 | (1) | (22) | 23 | - | (1) | (23) | 24 | - |
| Réévaluation nette de la provision pour pertes | (40) | 77 | 50 | 87 | (55) | 40 | 18 | 3 |
| Montages des prêts | 12 | - | - | 12 | 16 | - | - | 16 |
| Décomptabilisations et échéances | (3) | (7) | - | (10) | (6) | (11) | - | (17) |
| Changements apportés à un modèle | (16) | 3 | - | (13) | - | - | - | - |
| Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 1) | 1 | 13 | 62 | 76 | 3 | (35) | 34 | 2 |
| Montants sortis du bilan 2) | - | - | (62) | (62) | - | - | (50) | (50) |
| Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement | - | - | 15 | 15 | - | - | 18 | 18 |
| Change et autres | (1) | (1) | (5) | (7) | - | 2 | (2) | - |
| Solde à la clôture de la période | 111 | 316 | 112 | 539 | 131 | 324 | 91 | 546 |
| Prêts sur cartes de crédit | | | | | | | | |
| Solde à l'ouverture de la période | 115 | 250 | - | 365 | 114 | 245 | - | 359 |
| Transfert à l'étape 1 | 40 | (40) | - | - | 51 | (51) | - | - |
| Transfert à l'étape 2 | (9) | 9 | - | - | (10) | 10 | - | - |
| Transfert à l'étape 3 | (1) | (33) | 34 | - | - | (29) | 29 | - |
| Réévaluation nette de la provision pour pertes | (36) | 90 | 34 | 88 | (57) | 45 | 12 | - |
| Montages des prêts | 18 | - | - | 18 | 13 | - | - | 13 |
| Décomptabilisations et échéances | (1) | (5) | - | (6) | (2) | (6) | - | (8) |
| Changements apportés à un modèle | - | - | - | - | 2 | (8) | - | (6) |
| Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 1) | 11 | 21 | 68 | 100 | (3) | (39) | 41 | (1) |
| Montants sortis du bilan 2) | - | - | (80) | (80) | - | - | (57) | (57) |
| Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement | - | - | 19 | 19 | - | - | 20 | 20 |
| Change et autres | - | (2) | (7) | (9) | 2 | - | (4) | (2) |
| Solde à la clôture de la période | 126 | 269 | - | 395 | 113 | 206 | - | 319 |
| Prêts aux entreprises et aux administrations publiques | | | | | | | | |
| Solde à l'ouverture de la période | 746 | 789 | 439 | 1 974 | 662 | 855 | 401 | 1 918 |
| Transfert à l'étape 1 | 87 | (86) | (1) | - | 93 | (65) | (28) | - |
| Transfert à l'étape 2 | (30) | 75 | (45) | - | (16) | 57 | (41) | - |
| Transfert à l'étape 3 | (1) | (30) | 31 | - | - | (8) | 8 | - |
| Réévaluation nette de la provision pour pertes | (114) | 64 | 78 | 28 | (129) | (54) | 70 | (113) |
| Montages des prêts | 81 | - | - | 81 | 118 | - | - | 118 |
| Décomptabilisations et échéances | (41) | (51) | - | (92) | (41) | (59) | - | (100) |
| Changements apportés à un modèle | - | - | - | - | 1 | (6) | - | (5) |
| Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 1) | (18) | (28) | 63 | 17 | 26 | (135) | 9 | (100) |
| Montants sortis du bilan 2) | - | - | (76) | (76) | - | - | (27) | (27) |
| Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement | - | - | 11 | 11 | - | - | 7 | 7 |
| Change et autres | 23 | 10 | (24) | 9 | 12 | 15 | (4) | 23 |
| Solde à la clôture de la période | 751 | 771 | 413 | 1 935 | 700 | 735 | 386 | 1 821 |
| Total à la clôture de la période | 1 038 | 1 452 | 538 | 3 028 | 993 | 1 305 | 494 | 2 792 |
| Composition : Prêts | 840 | 1 271 | 527 | 2 638 | 786 | 1 138 | 481 | 2 405 |
| Autres instruments de crédit 3) | 198 | 181 | 11 | 390 | 207 | 167 | 13 | 387 |

1) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux autres actifs de 1 million de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2023 (recouvrement de (4) millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2022).

2) En règle générale, nous nous efforçons de recouvrer les montants qui ont été sortis du bilan au cours de l'exercice, à moins que le prêt ait été vendu, que nous n'ayons plus le droit de recouvrer le montant ou que nous ayons épuisé toutes les voies de recours raisonnables pour recouvrer le montant.

3) D'autres instruments de crédit, y compris des éléments hors bilan, sont comptabilisés dans les autres passifs dans notre bilan consolidé.

Les prêts et la provision pour pertes sur créances par répartition géographique au 31 janvier 2023 et au 31 octobre 2022 se présentent comme suit :

| | 31 janvier 2023 | | | | 31 octobre 2022 | | | |
|-------------------------------|-----------------|--|---|----------------|-----------------|--|---|----------------|
| | Montant brut | Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 2) | Provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs 3) | Montant net | Montant brut | Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 2) | Provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs 3) | Montant net |
| Répartition géographique 1) : | | | | | | | | |
| Canada | 343 834 | 378 | 1 123 | 342 333 | 342 430 | 363 | 1 102 | 340 965 |
| États-Unis | 193 516 | 144 | 975 | 192 397 | 200 439 | 176 | 959 | 199 304 |
| Autres pays | 11 551 | 5 | 13 | 11 533 | 11 087 | 5 | 12 | 11 070 |
| Total | 548 901 | 527 | 2 111 | 546 263 | 553 956 | 544 | 2 073 | 551 339 |

1) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

2) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de 11 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (13 millions au 31 octobre 2022), laquelle est comprise dans les autres passifs.

3) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 379 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (368 millions au 31 octobre 2022), laquelle est comprise dans les autres passifs.

Le tableau ci-dessous fait état des prêts douteux (étape 3) ainsi que des provisions correspondantes au 31 janvier 2023 et au 31 octobre 2022 :

| (en millions de dollars canadiens) | 31 janvier 2023 | | | | | | 31 octobre 2022 |
|---|---------------------------------|--|--------------------------------|---------------------------------|--|--------------------------------|-----------------|
| | Solde brut des prêts douteux 3) | Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 4) | Solde net des prêts douteux 3) | Solde brut des prêts douteux 3) | Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 4) | Solde net des prêts douteux 3) | |
| Prêts hypothécaires à l'habitation | 306 | 8 | 298 | 295 | 10 | 285 | |
| Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers | 339 | 112 | 227 | 312 | 102 | 210 | |
| Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 1) | 1 382 | 407 | 975 | 1 384 | 432 | 952 | |
| Total | 2 027 | 527 | 1 500 | 1 991 | 544 | 1 447 | |
| Répartition géographique 2) : | | | | | | | |
| Canada | 1 196 | 378 | 818 | 1 158 | 363 | 795 | |
| États-Unis | 818 | 144 | 674 | 820 | 176 | 644 | |
| Autres pays | 13 | 5 | 8 | 13 | 5 | 8 | |
| Total | 2 027 | 527 | 1 500 | 1 991 | 544 | 1 447 | |

1) Comprend les engagements de clients aux termes d'acceptations.

2) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

3) Le solde brut des prêts douteux et le solde net des prêts douteux ne tiennent pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.

4) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de 11 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (13 millions au 31 octobre 2022), laquelle est comprise dans les autres passifs.

Prêts en souffrance non classés douteux

Les prêts qui sont en souffrance, mais qui n'ont pas été classés comme douteux, sont des prêts dont les titulaires n'ont pas fait les paiements dans les délais stipulés dans le contrat, mais pour lesquels nous nous attendons à recouvrer la totalité du capital et des intérêts ou qui sont détenus à la juste valeur. Le tableau suivant fait état des prêts en souffrance, mais non classés comme douteux au 31 janvier 2023 et au 31 octobre 2022. Les prêts en souffrance depuis moins de 30 jours sont exclus, car ils ne sont pas d'ordinaire représentatifs de la capacité des emprunteurs d'honorer leurs obligations de paiement.

| | 31 janvier 2023 | | | 31 octobre 2022 | | |
|--|------------------|------------------|--------------|------------------|------------------|--------------|
| | De 30 à 89 jours | 90 jours ou plus | Total | De 30 à 89 jours | 90 jours ou plus | Total |
| Prêts hypothécaires à l'habitation | 414 | 10 | 424 | 411 | 19 | 430 |
| Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers | 423 | 86 | 509 | 392 | 84 | 476 |
| Prêts aux entreprises et aux administrations publiques | 219 | 11 | 230 | 198 | 38 | 236 |
| Total | 1 056 | 107 | 1 163 | 1 001 | 141 | 1 142 |

Le solde des prêts entièrement garantis en souffrance depuis une période allant de 90 à 180 jours, mais qui n'avaient pas encore été classés comme douteux, s'établissait à 14 millions de dollars et à 43 millions au 31 janvier 2023 et au 31 octobre 2022, respectivement.

Sensibilité des pertes sur créances attendues et principales variables économiques

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction des pertes attendues en général sur une période de 12 mois pour les prêts productifs et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés.

La provision liée aux prêts productifs est sensible aux changements des prévisions économiques et de la pondération selon la probabilité de chaque scénario de prévision. Parmi les facteurs, nombreux sont ceux qui ont un niveau élevé d'interdépendance, mais les provisions pour dépréciation de prêts prises dans leur ensemble ne sont pas sensibles à un facteur unique en particulier.

Le scénario optimiste au 31 janvier 2023 suppose un contexte économique beaucoup plus solide que les prévisions du scénario de référence, compte tenu d'un taux de chômage nettement plus bas.

Au 31 janvier 2023, notre scénario de référence prévoit une croissance économique plus faible, tant au Canada qu'aux États-Unis, étant donné que la croissance est atténuée par une inflation élevée, la hausse rapide des taux d'intérêt et l'essoufflement de la demande mondiale. En revanche, selon notre scénario de référence publié au 31 octobre 2022, nous avons prévu une croissance économique plus forte, tant au Canada qu'aux États-Unis, au cours de la période visée par les prévisions. En supposant que les prévisions économiques du scénario de référence se réalisent à 100 % et compte tenu de l'incidence de la migration des prêts après reclassement, toutes les autres hypothèses demeurant constantes, y compris l'application d'un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit, la provision liée aux prêts productifs s'établirait à environ 1 950 millions de dollars au 31 janvier 2023 (1 900 millions au 31 octobre 2022), contre 2 490 millions pour la provision comptable liée aux prêts productifs (2 441 millions au 31 octobre 2022).

Au 31 janvier 2023, notre scénario économique défavorable fait état d'une contraction de l'économie avec un PIB réel moyen annuel à la baisse au Canada et aux États-Unis. Le scénario défavorable au 31 octobre 2022 prévoyait un contexte économique relativement similaire au Canada et aux États-Unis. En supposant que les prévisions économiques du scénario défavorable se réalisent à 100 % et compte tenu de l'incidence de la migration des prêts après reclassement, les autres hypothèses demeurant constantes, y compris l'application d'un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit, la provision liée aux prêts productifs serait d'environ 3 250 millions de dollars au 31 janvier 2023 (3 250 millions au 31 octobre 2022), contre 2 490 millions pour la provision comptable liée aux prêts productifs (2 441 millions au 31 octobre 2022).

En cas de récession, les résultats réels différeront puisque la composition de notre portefeuille changera en raison des migrations, de la croissance, des mesures visant à atténuer les risques et d'autres facteurs. En outre, notre provision reflétera les trois scénarios économiques employés pour évaluer la provision, les pondérations liées aux scénarios défavorables et favorables étant souvent inégales, et les pondérations varieront au fil du temps.

Le tableau qui suit présente les principales variables économiques utilisées pour évaluer les prévisions en matière de provision liée aux prêts productifs pour les 12 prochains mois ou sur la durée de vie. Bien que les valeurs indiquées ci-dessous soient des variables nationales, nous utilisons des variables régionales dans les modèles sous-jacents, et nous prenons en compte divers facteurs ayant une incidence sur certains secteurs lorsque cela est approprié.

| | Au 31 janvier 2023 | | | | | | Au 31 octobre 2022 | | | | | |
|--|--------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|----------------------|---------------------|--------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|----------------------|---------------------|
| Tous les pourcentages correspondent à des valeurs annuelles moyennes | Scénario favorable | | Scénario de référence | | Scénario défavorable | | Scénario favorable | | Scénario de référence | | Scénario défavorable | |
| | 12 premiers mois | Durée résiduelle 1) | 12 premiers mois | Durée résiduelle 1) | 12 premiers mois | Durée résiduelle 1) | 12 premiers mois | Durée résiduelle 1) | 12 premiers mois | Durée résiduelle 1) | 12 premiers mois | Durée résiduelle 1) |
| Taux de croissance du PIB réel 2) | | | | | | | | | | | | |
| Canada | 2,8 % | 2,4 % | 0,0 % | 1,6 % | (3,5)% | 1,2 % | 3,7 % | 2,2 % | 1,5 % | 1,1 % | (2,3)% | 0,4 % |
| États-Unis | 2,6 % | 2,3 % | 0,0 % | 1,8 % | (3,5)% | 1,4 % | 2,4 % | 2,1 % | 0,2 % | 1,3 % | (3,3)% | 0,6 % |
| Écart de sociétés BBB sur dix ans | | | | | | | | | | | | |
| Canada | 1,9 % | 1,9 % | 2,4 % | 2,1 % | 4,2 % | 3,5 % | 1,9 % | 1,9 % | 2,4 % | 2,2 % | 3,7 % | 3,9 % |
| États-Unis | 1,8 % | 1,9 % | 2,2 % | 2,1 % | 4,6 % | 3,4 % | 1,8 % | 1,9 % | 2,2 % | 2,2 % | 4,2 % | 3,9 % |
| Taux de chômage | | | | | | | | | | | | |
| Canada | 4,2 % | 3,7 % | 6,1 % | 6,4 % | 8,8 % | 9,6 % | 4,3 % | 3,6 % | 5,9 % | 6,5 % | 8,0 % | 9,9 % |
| États-Unis | 2,9 % | 2,5 % | 4,8 % | 4,7 % | 7,5 % | 8,3 % | 3,2 % | 2,6 % | 4,2 % | 4,8 % | 6,5 % | 8,4 % |
| Indice des prix des habitations 2) | | | | | | | | | | | | |
| Canada 3) | (9,8)% | 5,2 % | (14,0)% | 2,7 % | (26,0)% | (5,0)% | (6,7)% | 2,1 % | (10,0)% | (1,0)% | (13,6)% | (8,0)% |
| États-Unis 4) | (7,6)% | 2,4 % | (10,8)% | 0,9 % | (19,2)% | (4,3)% | 1,6 % | (0,7)% | (0,9)% | (2,6)% | (7,5)% | (8,4)% |

1) La période de prévision restante est de deux ans.

2) Le produit intérieur brut (PIB) réel et l'indice des prix des habitations sont des moyennes des taux de croissance trimestriels d'un exercice à l'autre.

3) Pour le Canada, nous avons recours à l'indice composé des prix des habitations HPI.

4) Pour les États-Unis, nous avons recours à l'indice national des prix des habitations Case-Shiller.

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction généralement des pertes attendues sur 12 mois pour les prêts productifs (étape 1) et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés (étape 2). Aux termes de nos scénarios actuels pondérés en fonction de la probabilité, en présumant que l'ensemble de nos prêts productifs relèvent de l'étape 1, nos modèles généreraient une provision liée aux prêts productifs d'environ 1 900 millions de dollars (1 850 millions au 31 octobre 2022), comparativement à la provision comptable liée aux prêts productifs de 2 490 millions (2 441 millions au 31 octobre 2022).

Note 4 : Dépôts et dette subordonnée

Dépôts

| (en millions de dollars canadiens) | Dépôts à vue | | Dépôts à préavis | Dépôts à échéance fixe 2) 3) | 31 janvier 2023 | 31 octobre 2022 |
|--|-----------------------|---------------------------|------------------|------------------------------|-----------------|-----------------|
| | Productifs d'intérêts | Non productifs d'intérêts | | | | |
| Catégories de déposants : | | | | | | |
| Banques 1) | 3 967 | 1 983 | 1 550 | 22 115 | 29 615 | 30 901 |
| Entreprises et administrations publiques | 52 152 | 48 039 | 144 150 | 264 066 | 508 407 | 495 831 |
| Particuliers | 3 776 | 35 471 | 113 278 | 96 829 | 249 354 | 242 746 |
| Total 4) | 59 895 | 85 493 | 258 978 | 383 010 | 787 376 | 769 478 |
| Domiciliation : | | | | | | |
| Canada | 50 418 | 75 558 | 123 143 | 278 444 | 527 563 | 515 290 |
| États-Unis | 9 245 | 9 860 | 133 771 | 61 168 | 214 044 | 217 720 |
| Autres pays | 232 | 75 | 2 064 | 43 398 | 45 769 | 36 468 |
| Total | 59 895 | 85 493 | 258 978 | 383 010 | 787 376 | 769 478 |

1) Comprend les banques réglementées et les banques centrales.

2) Comprend 58 481 millions de dollars au titre de la dette de premier rang non garantie au 31 janvier 2023, sous réserve du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne) (51 746 millions au 31 octobre 2022). Aux termes du régime de recapitalisation interne des banques, certains pouvoirs sont conférés par la loi à la Société d'assurance-dépôts du Canada, notamment la capacité de convertir certains types d'actions et de passifs admissibles en actions ordinaires si la Banque n'est plus viable.

3) Des dépôts de 31 120 millions de dollars au 31 janvier 2023 (29 966 millions au 31 octobre 2022) peuvent faire l'objet d'une demande de remboursement anticipé, en totalité ou en partie, par le client sans pénalité. Ils ont été classés comme étant exigibles à une date fixe en fonction de leur échéance contractuelle restante.

4) Comprend des dépôts de 383 976 millions de dollars libellés en dollars américains au 31 janvier 2023 (384 080 millions au 31 octobre 2022) et des dépôts de 57 025 millions libellés en d'autres monnaies étrangères (46 830 millions au 31 octobre 2022).

Le tableau qui suit présente les dépôts à terme fixe supérieurs à cent mille dollars :

| (en millions de dollars canadiens) | Canada | États-Unis | Autres | Total |
|------------------------------------|----------------|---------------|---------------|----------------|
| Au 31 janvier 2023 | 244 815 | 56 393 | 43 396 | 344 604 |
| Au 31 octobre 2022 | 230 475 | 50 542 | 34 241 | 315 258 |

Le tableau qui suit présente les échéances des dépôts à terme fixe et supérieurs à cent mille dollars qui sont domiciliés au Canada :

| (en millions de dollars canadiens) | Moins de 3 mois | De 3 à 6 mois | De 6 à 12 mois | Plus de 12 mois | Total |
|------------------------------------|-----------------|---------------|----------------|-----------------|----------------|
| Au 31 janvier 2023 | 45 998 | 31 946 | 57 018 | 109 853 | 244 815 |
| Au 31 octobre 2022 | 46 792 | 28 826 | 55 288 | 99 569 | 230 475 |

Dette subordonnée

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2023, nous n'avons ni émis ni racheté des titres de la dette subordonnée.

Note 5 : Capitaux propres

Actions privilégiées et ordinaires en circulation et autres instruments de capitaux propres 1)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

| | 31 janvier 2023 | | | 31 octobre 2022 | | | |
|---|--------------------|---------------|--------------------------------|--------------------|---------------|--------------------------------|---|
| | Nombre d'actions | Montant | Dividendes déclarés par action | Nombre d'actions | Montant | Dividendes déclarés par action | Convertibles en |
| Actions privilégiées classées dans les capitaux propres | | | | | | | |
| Catégorie B – Série 27 | 20 000 000 | 500 | 0,24 | 20 000 000 | 500 | 0,96 | catégorie B – Série 28 2) 3) |
| Catégorie B – Série 29 | 16 000 000 | 400 | 0,23 | 16 000 000 | 400 | 0,91 | catégorie B – Série 30 2) 3) |
| Catégorie B – Série 31 | 12 000 000 | 300 | 0,24 | 12 000 000 | 300 | 0,96 | catégorie B – Série 32 2) 3) |
| Catégorie B – Série 33 | 8 000 000 | 200 | 0,19 | 8 000 000 | 200 | 0,76 | catégorie B – Série 34 2) 3) |
| Catégorie B – Série 44 | 16 000 000 | 400 | 0,30 | 16 000 000 | 400 | 1,21 | catégorie B – Série 45 2) 3) |
| Catégorie B – Série 46 | 14 000 000 | 350 | 0,32 | 14 000 000 | 350 | 1,28 | catégorie B – Série 47 2) 3) |
| Catégorie B – Série 50 | 500 000 | 500 | – | 500 000 | 500 | 24,64 | Non convertibles 3) |
| Catégorie B – Série 52 11) | 650 000 | 650 | – | – | – | – | Non convertibles 3) |
| Actions privilégiées classées dans les capitaux propres | | 3 300 | | | 2 650 | | |
| Autres instruments de capitaux propres | | | | | | | |
| Billets subordonnés aux termes des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires à 4,800 % (billets de catégorie 1) | | 658 | | | 658 | | Nombre variable d'actions ordinaires 3) 5) |
| Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1 à 4,300 % (billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1) | | 1 250 | | | 1 250 | | Nombre variable d'actions ordinaires 3) 4) 5) |
| Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 2 à 5,625 % (billets avec remboursement de capital à recours limité, série 2) | | 750 | | | 750 | | Nombre variable d'actions ordinaires 3) 4) 5) |
| Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 3 à 7,325 % (billets avec remboursement de capital à recours limité, série 3) | | 1 000 | | | 1 000 | | Nombre variable d'actions ordinaires 3) 4) 5) |
| Autres instruments de capitaux propres | | 3 658 | | | 3 658 | | |
| Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres | | 6 958 | | | 6 308 | | |
| Actions ordinaires (6) 7) 8) 9) 10) | 709 664 228 | 21 637 | 1,43 | 677 106 878 | 17 744 | 5,44 | |

1) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 16 et 20 afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2022.

2) Si ces actions sont converties, leurs porteurs pourront les reconverter en actions privilégiées initiales à des dates de rachat subséquentes, sous réserve de certaines conditions.

3) Les instruments émis sont assortis d'une clause concernant les fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV), ce qui est nécessaire pour que les actions privilégiées, les billets de catégorie 1 et, en vertu du recours aux actions privilégiées, série 48, aux actions privilégiées, série 49 et aux actions privilégiées, série 51 au titre des billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1, série 2 et série 3, respectivement, puissent être considérées comme des fonds propres réglementaires en vertu de Bâle III (voir la note 4 ci-dessous). Ainsi, ils peuvent être convertis en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou est sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable. Dans un tel cas, chaque action privilégiée, y compris les actions privilégiées, série 48, les actions privilégiées, série 49 et les actions privilégiées, série 51 au titre des billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1, série 2 et série 3, respectivement, et les billets de catégorie 1 sont convertibles en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$ et ii) le cours du marché de nos actions ordinaires basé sur le cours moyen de nos actions ordinaires pondéré en fonction du volume sur la TSX. Le nombre d'actions ordinaires émises est déterminé en divisant la valeur de l'action privilégiée ou d'un autre instrument de capitaux propres (y compris les dividendes déclarés et impayés) par le prix de conversion et ensuite multiplié par le multiplicateur. Les dividendes non cumulatifs sur les actions privilégiées doivent être versés une fois par trimestre si le Conseil d'administration en déclare, à l'exception des dividendes sur les actions privilégiées de catégorie B, série 50 et série 52, qui doivent être versés semestriellement.

4) Les intérêts, dont le paiement ne peut être reporté, afférents aux billets avec remboursement de capital à recours limité, doivent être versés semestriellement au gré de la Banque. Le non-paiement des intérêts donnera lieu à un recours et l'unique recours auquel les porteurs de billets auront droit portera sur la quote-part des porteurs dans les actifs de la fiducie, dont nos actions privilégiées, série 48, nos actions privilégiées, série 49 et nos actions privilégiées, série 51 au titre des billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1, série 2 et série 3, respectivement, lesquelles sont éliminées au moment de la consolidation. En pareil cas, la remise des actifs de la fiducie entraînera l'extinction totale de nos engagements en vertu de nos billets avec remboursement de capital à recours limité. Dans des circonstances où des FPUNV, y compris les actions privilégiées, série 48, les actions privilégiées, série 49 et les actions privilégiées, série 51 au titre des billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1, série 2 et série 3, respectivement, seraient convertis en actions ordinaires de la Banque, les billets avec remboursement de capital à recours limité seraient remboursés, et le seul recours des porteurs de billets serait leur quote-part des actifs de la fiducie, alors constitués d'actions ordinaires de la Banque reçues par la fiducie à la conversion.

5) Les taux représentent le taux d'intérêt annuel applicable aux billets émis à la date de clôture.

6) Les options sur actions émises aux termes du régime d'options sur actions sont convertibles en 7 003 776 actions ordinaires au 31 janvier 2023 (5 976 870 actions ordinaires au 31 octobre 2022) dont 3 264 505 peuvent être exercées au 31 janvier 2023 (2 648 426 au 31 octobre 2022).

7) Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2023, nous avons émis 2 676 317 actions ordinaires, dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (néant pour le trimestre clos le 31 janvier 2022) et nous avons émis 294 326 actions ordinaires, dans le cadre du régime d'options sur actions (282 072 actions ordinaires au cours du trimestre clos le 31 janvier 2022).

8) Les actions ordinaires sont présentées déduction faite de 81 920 actions propres au 31 janvier 2023 (174 689 actions propres au 31 octobre 2022).

9) Le 1^{er} décembre 2022, nous avons émis 1 162 711 actions pour un montant de 153 millions de dollars relativement à l'acquisition de Radicle Group Inc. Il y a lieu de se reporter à la note 12 pour un complément d'information.

10) Le 16 décembre 2022, nous avons émis 13 575 750 actions ordinaires pour un montant de 1 610 millions de dollars aux termes de l'offre publique et 8 431 700 actions ordinaires pour un montant de 1 000 millions dans le cadre d'un placement privé. Le 25 janvier 2023, nous avons émis 6 323 777 actions ordinaires supplémentaires pour un montant de 750 millions en faveur de BNP Paribas S.A. aux termes d'un placement privé. Au total, nous avons émis 28 331 227 actions ordinaires pour un montant de 3 360 millions pour rendre la situation en matière de capital conforme aux exigences réglementaires accrues annoncées par le BSIF le 8 décembre 2022 (se reporter à la note 7).

11) Le 31 janvier 2023, nous avons émis des actions privilégiées de catégorie B, série 52 pour un montant de 650 millions de dollars.

Autres instruments de capitaux propres

Les billets de catégorie 1 et les billets avec remboursement de capital à recours limité sont des instruments financiers comportant à la fois une composante capitaux propres et une composante passif. À la date d'émission, nous avons attribué une valeur négligeable aux composantes passifs des deux instruments et, par conséquent, le montant intégral du produit a été classé comme capitaux propres et fait partie de notre clause concernant les fonds propres d'urgence en cas de non viabilité de catégorie 1 supplémentaires. Les distributions semestrielles sont comptabilisées en tant que réduction des capitaux propres lorsqu'elles seront à payer. Les billets de catégorie 1 et les billets avec remboursement de capital à recours limité sont subordonnés à ceux des déposants et de certains autres créanciers quant au droit de paiement.

Actions privilégiées

Le 31 janvier 2023, nous avons émis 650 000 actions privilégiées de catégorie B à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 52 (FPUNV), au prix de 1 000 \$ par action pour un produit brut de 650 millions de dollars. Les actions donnent droit à des dividendes en trésorerie semestriels fixes préférentiels et non cumulatifs, s'ils sont déclarés, à 70,57 \$ par action, à un taux de 7,057 % par année pour la période initiale à taux fixe, mais excluant le 26 mai 2028. Le taux de dividende sera rajusté le 26 mai 2028 et tous les cinq ans par la suite, et il correspondra alors au taux des obligations sur cinq ans du gouvernement du Canada majoré de 4,250 %.

Actions ordinaires

Le 1^{er} décembre 2022, nous avons émis 1 162 711 actions pour un montant de 153 millions de dollars pour l'acquisition de Radicle Group Inc. Il y a lieu de se reporter à la note 12 pour de plus amples renseignements.

Le 16 décembre 2022, nous avons émis 13 575 750 actions ordinaires pour un montant de 1 610 millions de dollars aux termes d'une offre publique et 8 431 700 actions ordinaires pour un montant de 1 000 millions dans le cadre d'un placement privé. Le 25 janvier 2023, nous avons émis 6 323 777 actions ordinaires supplémentaires pour un montant de 750 millions en faveur de BNP Paribas S.A. aux termes d'un placement privé. Au total, nous avons émis 28 331 227 actions ordinaires pour un montant de 3 360 millions pour rendre la situation en matière de capital conforme aux exigences réglementaires accrues annoncées par le BSIF le 8 décembre 2022.

Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Jusqu'à nouvel ordre, les actions ordinaires émises par la Banque en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le régime) seront de nouvelles actions comportant un escompte de 2 % calculé conformément aux modalités du régime. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2023, nous avons émis 2 676 317 actions ordinaires aux termes du régime (néant au cours du trimestre clos le 31 janvier 2022).

Note 6 : Juste valeur des instruments financiers

Juste valeur des instruments financiers non inscrits à la juste valeur au bilan

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs financiers qui ne sont pas actuellement inscrits à la juste valeur étaient comptabilisés à leur juste valeur. Il y a lieu de se reporter à la note 17 afférente à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2022 pour une analyse plus détaillée de l'établissement de la juste valeur.

| (en millions de dollars canadiens) | 31 janvier 2023 | | 31 octobre 2022 | |
|--|------------------|--------------|------------------|--------------|
| | Valeur comptable | Juste valeur | Valeur comptable | Juste valeur |
| Titres 1) | | | | |
| Titres comptabilisés au coût amorti | 105 784 | 96 859 | 106 590 | 94 832 |
| Prêts 1) 2) | | | | |
| Prêts hypothécaires à l'habitation | 150 772 | 145 982 | 148 569 | 142 526 |
| Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers | 83 673 | 82 388 | 85 612 | 83 948 |
| Prêts sur cartes de crédit | 9 538 | 9 538 | 9 387 | 9 387 |
| Prêts aux entreprises et aux administrations publiques | 295 656 | 294 345 | 302 079 | 300 173 |
| | 539 639 | 532 253 | 545 647 | 536 034 |
| Dépôts 3) | 756 296 | 754 252 | 742 419 | 739 339 |
| Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées 4) | 24 716 | 24 125 | 25 816 | 24 989 |
| Passifs divers 5) | 3 992 | 3 304 | 4 088 | 3 181 |
| Dettes subordonnées | 8 156 | 7 979 | 8 150 | 7 743 |

Ce tableau ne tient pas compte des instruments financiers dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts portant intérêt à d'autres banques, les titres pris en pension ou empruntés, les engagements de clients aux termes d'acceptations, certains autres actifs, certains autres passifs, les acceptations et les titres mis en pension ou prêtés.

1) La valeur comptable est présentée déduction faite des provisions pour pertes sur créances.

2) Ne tient pas compte de 370 millions de dollars de prêts hypothécaires à l'habitation classés à la juste valeur par le biais du résultat net, de 6 229 millions de prêts aux entreprises et aux administrations publiques classés à la juste valeur par le biais du résultat net et de 61 millions de prêts aux entreprises et aux administrations publiques classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (176 millions, 5 496 millions et 60 millions, respectivement, au 31 octobre 2022).

3) Ne tient pas compte de 30 303 millions de dollars de passifs au titre des billets structurés (26 305 millions au 31 octobre 2022), de 603 millions de dépôts structurés (536 millions au 31 octobre 2022) et de 174 millions de dépôts de métaux (218 millions au 31 octobre 2022) mesurés à la juste valeur.

4) Ne tient pas compte de 1 620 millions de dollars de passifs liés à la titrisation et aux entités structurées désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net (1 252 millions au 31 octobre 2022).

5) Les passifs divers comprennent certains autres passifs de filiales autres que des dépôts.

Hiérarchie de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les instruments financiers selon les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation servant à mesurer la juste valeur.

Techniques d'évaluation et données importantes

Pour déterminer la juste valeur des titres d'emprunt à échéance fixe et des titres de participation négociés en bourse, nous utilisons les cours sur des marchés (niveau 1) lorsqu'ils sont disponibles. S'ils ne le sont pas, nous déterminons la juste valeur des instruments financiers selon des modèles tels que les flux de trésorerie actualisés au moyen de données de marché observables pour les données comme les taux de rendement ou les cotes provenant de courtiers ou d'autres cotes de tiers (niveau 2). La juste valeur peut également être déterminée à l'aide de modèles faisant intervenir des données de marché qui ne sont pas observables en raison de marchés inactifs ou présentant une activité négligeable (niveau 3). Nous utilisons, dans la mesure du possible, le plus de données de marché observables.

Nos titres de négociation de niveau 2 sont essentiellement évalués au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou des cotes provenant de courtiers. La juste valeur de nos titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou de cotes de tiers. Les passifs au titre des billets structurés de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles faisant intervenir des données de marché observables. Les actifs et passifs dérivés de niveau 2 sont évalués à l'aide de modèles normalisés du secteur et de données de marché observables.

Ce qui suit fait état de la mesure dans laquelle nous avons utilisé les cours sur des marchés actifs (niveau 1), des modèles internes fondés sur des données de marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données de marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les prêts hypothécaires à l'habitation, les prêts aux entreprises et aux administrations publiques classés à la juste valeur par le biais du résultat net et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les autres actifs, les passifs inscrits à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés :

| (en millions de dollars canadiens) | | | | | | | | |
|--|--|---|---|-----------------|--|---|---|--------------|
| | | | | 31 janvier 2023 | | | 31 octobre 2022 | |
| | Évaluation au moyen de cours du marché | Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables) | Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables) | Total | Évaluation au moyen de cours du marché | Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables) | Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables) | Total |
| Titres de négociation | | | | | | | | |
| Titres émis ou garantis par : | | | | | | | | |
| l'administration fédérale canadienne | 7 292 | 4 402 | - | 11 694 | 6 981 | 3 955 | - | 10 936 |
| des provinces et municipalités canadiennes | 1 868 | 4 078 | - | 5 946 | 1 120 | 4 990 | - | 6 110 |
| l'administration fédérale américaine | 9 678 | 9 787 | - | 19 465 | 7 326 | 9 373 | - | 16 699 |
| des municipalités, agences et États américains | - | 142 | - | 142 | 56 | 83 | - | 139 |
| d'autres administrations publiques | 1 565 | 2 180 | - | 3 745 | 1 085 | 2 885 | - | 3 970 |
| Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH, titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines | - | 17 195 | 595 | 17 790 | - | 13 327 | 985 | 14 312 |
| Titres de créance d'entreprises | 1 977 | 6 834 | 5 | 8 816 | 1 445 | 8 144 | 3 | 9 592 |
| Prêts détenus à des fins de transaction | - | 371 | - | 371 | - | 346 | - | 346 |
| Titres de participation d'entreprises | 42 759 | - | - | 42 759 | 46 073 | - | - | 46 073 |
| | 65 139 | 44 989 | 600 | 110 728 | 64 086 | 43 103 | 988 | 108 177 |
| Titres à la juste valeur par le biais du résultat net | | | | | | | | |
| Titres émis ou garantis par : | | | | | | | | |
| l'administration fédérale canadienne | 414 | 184 | - | 598 | 319 | 174 | - | 493 |
| des provinces et municipalités canadiennes | 278 | 997 | - | 1 275 | 36 | 1 044 | - | 1 080 |
| l'administration fédérale américaine | 4 | 1 | - | 5 | - | 4 | - | 4 |
| d'autres administrations publiques | - | 88 | - | 88 | - | 87 | - | 87 |
| Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH, titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines | - | 8 | - | 8 | - | 8 | - | 8 |
| Titres de créance d'entreprises | 95 | 6 954 | 11 | 7 060 | 62 | 6 409 | 8 | 6 479 |
| Titres de participation d'entreprises | 1 540 | 4 | 4 161 | 5 705 | 1 440 | 6 | 4 044 | 5 490 |
| | 2 331 | 8 236 | 4 172 | 14 739 | 1 857 | 7 732 | 4 052 | 13 641 |
| Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | | | | | | | | |
| Titres émis ou garantis par : | | | | | | | | |
| l'administration fédérale canadienne | 2 483 | 11 383 | - | 13 866 | 3 544 | 8 757 | - | 12 301 |
| des provinces et municipalités canadiennes | 1 121 | 3 680 | - | 4 801 | 972 | 3 599 | - | 4 571 |
| l'administration fédérale américaine | 1 564 | 1 281 | - | 2 845 | 1 443 | 1 667 | - | 3 110 |
| des municipalités, agences et États américains | - | 4 383 | 1 | 4 384 | - | 3 713 | 1 | 3 714 |
| d'autres administrations publiques | 1 350 | 5 138 | - | 6 488 | 1 795 | 4 616 | - | 6 411 |
| Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH, titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines | - | 11 967 | - | 11 967 | - | 9 268 | - | 9 268 |
| Titres de créance d'entreprises | 240 | 3 618 | - | 3 858 | 355 | 3 678 | - | 4 033 |
| Titres de participation d'entreprises | - | - | 156 | 156 | - | - | 153 | 153 |
| | 6 758 | 41 450 | 157 | 48 365 | 8 109 | 35 298 | 154 | 43 561 |
| Prêts | | | | | | | | |
| Prêts hypothécaires à l'habitation | - | 370 | - | 370 | - | 176 | - | 176 |
| Prêts aux entreprises et aux administrations publiques | - | 6 170 | 120 | 6 290 | - | 5 536 | 20 | 5 556 |
| | - | 6 540 | 120 | 6 660 | - | 5 712 | 20 | 5 732 |
| Autres actifs 1) | 4 601 | 63 | 66 | 4 730 | 4 148 | 60 | 49 | 4 257 |
| Passifs à la juste valeur | | | | | | | | |
| Titres vendus à découvert | 22 542 | 22 684 | - | 45 226 | 18 465 | 22 514 | - | 40 979 |
| Passifs liés aux billets structurés 2) | - | 30 303 | - | 30 303 | - | 26 305 | - | 26 305 |
| Dépôts structurés 3) | - | 603 | - | 603 | - | 536 | - | 536 |
| Autres passifs 4) | 1 263 | 2 662 | 3 | 3 928 | 1 179 | 2 298 | 2 | 3 479 |
| | 23 805 | 56 252 | 3 | 80 060 | 19 644 | 51 653 | 2 | 71 299 |
| Actifs dérivés | | | | | | | | |
| Contrats de taux d'intérêt | 27 | 10 085 | - | 10 112 | 80 | 12 682 | - | 12 762 |
| Contrats de change | 1 | 14 817 | - | 14 818 | 21 | 22 475 | 26 | 22 522 |
| Contrats sur produits de base | 1 063 | 2 551 | 13 | 3 627 | 1 514 | 4 810 | - | 6 324 |
| Contrats sur titres de participation | 430 | 4 280 | 1 | 4 711 | 939 | 5 552 | - | 6 491 |
| Swaps sur défaillance | 9 | 17 | - | 26 | - | 61 | - | 61 |
| | 1 530 | 31 750 | 14 | 33 294 | 2 554 | 45 580 | 26 | 48 160 |
| Passifs dérivés | | | | | | | | |
| Contrats de taux d'intérêt | 14 | 12 126 | - | 12 140 | 58 | 16 540 | - | 16 598 |
| Contrats de change | 12 | 16 387 | 12 | 16 411 | 2 | 25 108 | - | 25 110 |
| Contrats sur produits de base | 1 145 | 1 339 | - | 2 484 | 1 523 | 2 066 | - | 3 589 |
| Contrats sur titres de participation | 820 | 12 200 | - | 13 020 | 1 203 | 13 381 | - | 14 584 |
| Swaps sur défaillance | 23 | 10 | 2 | 35 | - | 73 | 2 | 75 |
| | 2 014 | 42 062 | 14 | 44 090 | 2 786 | 57 168 | 2 | 59 956 |

1) Les autres actifs comprennent les métaux précieux, les actifs de fonds distincts qui se rapportent à nos activités d'assurance, à certains débiteurs et à d'autres éléments mesurés à la juste valeur.

2) Ces passifs liés aux billets structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

3) Représentent certaines options incorporées liées aux dépôts structurés au coût amorti.

4) Les autres passifs comprennent des contrats de placement et les passifs de fonds distincts qui se rapportent à nos activités d'assurance, certains créditeurs et des dépôts de métaux qui ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net de même que certains passifs liés à la titrisation et aux entités structurées désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

Information quantitative concernant les évaluations de la juste valeur de niveau 3

Le tableau suivant présente la juste valeur de nos principaux instruments financiers de niveau 3 qui sont évalués à la juste valeur de manière récurrente, les techniques d'évaluation qui ont servi à déterminer leur juste valeur et la fourchette des valeurs des données d'entrée non observables importantes qui ont été utilisées aux fins des évaluations. Nous n'avons pas posé d'autres hypothèses raisonnables eu égard aux principales catégories de placements dans des titres de participation de sociétés fermées de niveau 3, puisque les valeurs liquidatives nous ont été fournies par des gestionnaires de fonds ou de placements.

| Au 31 janvier 2023 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) | Éléments de présentation du tableau de la hiérarchie des justes valeurs | Juste valeur des actifs | Techniques d'évaluation | Données d'entrée non observables importantes | Fourchette des valeurs des données d'entrée 1) | |
|---|---|----------------------------|----------------------------------|---|---|--------------|
| | | | | | Minimum | Maximum |
| Titres de participation de sociétés fermées 2) | Titres de participation d'entreprises | 4 161 | Valeur liquidative VE/BAIIA | Valeur liquidative | s. o. | s. o. |
| | | | | Coefficient | 4x | 19x |
| Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines | Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines | 595 | Flux de trésorerie actualisés | Taux de remboursement par anticipation | 3 % | 12 % |
| | | | Comparaison au marché | Ajustement de comparabilité 3) | (3,77) | 6,66 |

1) Les valeurs d'entrée minimales et maximales représentent les données réelles des niveaux les plus faibles et les plus élevés qui sont utilisées pour évaluer un groupe d'instruments financiers d'une catégorie spécifique. Ces fourchettes ne reflètent pas le degré d'incertitude des données d'entrée, mais sont touchées par les instruments sous-jacents qui font précisément partie de chacune des catégories. Ces fourchettes varient donc d'une période à l'autre en fonction des caractéristiques des instruments sous-jacents détenus à chaque date de clôture.

2) Les titres de participation de sociétés fermées comprennent 812 millions de dollars d'actions de la Federal Reserve Bank et de la Federal Home Loan Bank des États-Unis que nous comptabilisons au coût au 31 janvier 2023 (832 millions au 31 octobre 2022), qui se rapproche de la juste valeur, et qui sont détenues afin de respecter des exigences réglementaires.

3) La fourchette des valeurs d'entrée représente le prix par titre après l'ajustement (en dollars canadiens).

s. o. – sans objet

Principaux transferts

Nous avons pour politique de constater les transferts d'actifs et de passifs d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre à la fin de chaque période de présentation, ce qui correspond à la date d'établissement de la juste valeur. Les transferts d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre rendent compte des changements dans la disponibilité des cours du marché ou des données de marché observables par suite de l'évolution des conditions de marché. Les transferts du niveau 1 au niveau 2 ont été effectués en raison d'une moins grande observabilité des données servant à l'évaluation des titres. Les transferts du niveau 2 au niveau 1 ont été effectués en raison de la disponibilité accrue de cours du marché sur des marchés actifs.

Le tableau qui suit indique les principaux éléments qui ont été transférés entre les niveaux 1 et 2 au cours des trimestres clos le 31 janvier 2023 et le 31 janvier 2022.

(en millions de dollars canadiens)

| Pour les trimestres clos le | 31 janvier 2023 | | 31 janvier 2022 | |
|---|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| | Du niveau 1 au niveau 2 | Du niveau 2 au niveau 1 | Du niveau 1 au niveau 2 | Du niveau 2 au niveau 1 |
| Titres de négociation | 848 | 2 129 | 2 655 | 2 526 |
| Titres à la juste valeur par le biais du résultat net | 17 | 299 | 129 | 17 |
| Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | 1 637 | 1 282 | 3 119 | 2 143 |
| Titres vendus à découvert | 185 | 2 150 | 629 | 833 |

Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Les tableaux suivants présentent un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours des trimestres clos le 31 janvier 2023 et le 31 janvier 2022, y compris les profits (pertes) réalisés et latents pris en compte dans le résultat et les autres éléments du résultat global ainsi que les transferts au niveau 3 et depuis le niveau 3. Les transferts depuis le niveau 2 au niveau 3 ont été effectués en raison de l'augmentation des données d'entrées non observables sur le marché qui ont servi à établir le prix des titres. Les transferts depuis le niveau 3 au niveau 2 ont été effectués en raison de l'augmentation des données d'entrées observables sur le marché qui ont servi à établir le prix des titres.

| | Variation de la juste valeur | Inclus dans les autres éléments du résultat global 1) | Émissions/ Achats | Fluctuations Ventes | Échéances/ Règlement | Transferts au niveau 3 | Transferts depuis le niveau 3 | Juste valeur au 31 janvier 2023 | Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 2) |
|---|---------------------------------|---|----------------------|------------------------|-------------------------|---------------------------|-------------------------------------|--|---|
| Pour le trimestre clos le 31 janvier 2023 (en millions de dollars canadiens) | Solde au 31 octobre 2022 | Inclus dans les résultats | | | | | | | |
| Titres de négociation | | | | | | | | | |
| Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines | 985 | (13) | (22) | 145 | (143) | - | 17 | (374) | 595 (3) |
| Titres de créance d'entreprises | 3 | - | - | 4 | - | - | - | (2) | 5 - |
| Total des titres de négociation | 988 | (13) | (22) | 149 | (143) | - | 17 | (376) | 600 (3) |
| Titres à la juste valeur par le biais du résultat net | | | | | | | | | |
| Titres de créance d'entreprises | 8 | - | - | 3 | - | - | - | - | 11 - |
| Titres de participation d'entreprises | 4 044 | 5 | (44) | 220 | (63) | (1) | - | - | 4 161 22 |
| Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net | 4 052 | 5 | (44) | 223 | (63) | (1) | - | - | 4 172 22 |
| Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | | | | | | | | | |
| Titres émis ou garantis par : des municipalités, agences et États américains | 1 | - | - | - | - | - | - | - | 1 s. o. |
| Titres de participation d'entreprises | 153 | - | (1) | 4 | - | - | - | - | 156 s. o. |
| Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | 154 | - | (1) | 4 | - | - | - | - | 157 s. o. |
| Prêts aux entreprises et aux administrations publiques | 20 | - | - | 115 | - | (15) | - | - | 120 - |
| Autres actifs | 49 | (3) | - | 22 | - | (2) | - | - | 66 (3) |
| Actifs dérivés | | | | | | | | | |
| Contrats de change | 26 | (26) | - | - | - | - | - | - | - - |
| Contrats sur produits de base | - | - | - | 13 | - | - | - | - | 13 - |
| Contrats sur titres de participation | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 - |
| Total des actifs dérivés | 26 | (26) | - | 13 | - | - | 1 | - | 14 - |
| Autres passifs | 2 | - | - | 1 | - | - | - | - | 3 - |
| Passifs dérivés | | | | | | | | | |
| Contrats de change | - | 12 | - | - | - | - | - | - | 12 (38) |
| Swaps sur défaillance | 2 | - | - | - | - | - | - | - | 2 - |
| Total des passifs dérivés | 2 | 12 | - | - | - | - | - | - | 14 (38) |

| | Variation de la juste valeur | | | Fluctuations | | | Transferts | | | Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 2) |
|---|--|---------------------------------|---|----------------------|--------|-------------------------|---------------------------|-------------------------------------|--|---|
| | Solde au 31 octobre 2021 (en millions de dollars canadiens) | Inclus dans les résultats | Inclus dans les autres éléments du résultat global 1) | Émissions/ Achats | Ventes | Échéances/ Règlement | Transferts au niveau 3 | Transferts depuis le niveau 3 | Juste valeur au 31 janvier 2022 | |
| Titres de négociation | | | | | | | | | | |
| Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines | 675 | (44) | 19 | 382 | (192) | - | 114 | (86) | 868 | 8 |
| Titres de créance d'entreprises | 7 | (1) | (1) | 9 | - | - | - | (1) | 13 | (1) |
| Total des titres de négociation | 682 | (45) | 18 | 391 | (192) | - | 114 | (87) | 881 | 7 |
| Titres à la juste valeur par le biais du résultat net | | | | | | | | | | |
| Titres de créance d'entreprises | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Titres de participation d'entreprises | 2 442 | 76 | 36 | 713 | (81) | - | - | - | 3 186 | 78 |
| Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net | 2 442 | 76 | 36 | 713 | (81) | - | - | - | 3 186 | 78 |
| Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | | | | | | | | | | |
| Titres émis ou garantis par : des municipalités, agences et États américains | 1 | - | - | - | - | - | - | - | 1 | s. o. |
| Titres de participation d'entreprises | 132 | - | 2 | 11 | - | - | 6 | - | 151 | s. o. |
| Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | 133 | - | 2 | 11 | - | - | 6 | - | 152 | s. o. |
| Prêts aux entreprises et aux administrations publiques | 6 | - | - | - | - | - | - | - | 6 | - |
| Autres actifs | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Actifs dérivés | | | | | | | | | | |
| Contrats de change | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Contrats sur produits de base | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Contrats sur titres de participation | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total des actifs dérivés | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres passifs | | | | | | | | | | |
| Passifs dérivés | | | | | | | | | | |
| Contrats de change | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Swaps sur défaillance | 2 | - | - | - | - | - | - | - | 2 | - |
| Total des passifs dérivés | 2 | - | - | - | - | - | - | - | 2 | - |

1) La conversion des devises en ce qui a trait aux actifs et aux passifs détenus par nos établissements à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

2) Les variations des profits (pertes) latents sur les titres de négociation et les titres à la juste valeur par le biais du résultat net toujours détenus aux 31 janvier 2023 et 2022 ont été inscrites dans le résultat de la période.

Les profits (pertes) latents comptabilisés pour les instruments financiers de niveau 3 peuvent être compensés par les (pertes) profits sur les contrats de couverture économique.

s. o. - sans objet

Note 7 : Gestion du capital

Nous avons pour objectif de maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui est appropriée étant donné nos ratios cibles en matière de capital réglementaire et de notre évaluation interne du capital économique requis, qui étaye les stratégies de nos groupes d'exploitation, qui soutient la confiance des déposants, des investisseurs et des organismes de réglementation tout en créant de la valeur à long terme pour les actionnaires et qui est conforme à nos cotes de crédit cibles.

Au 31 janvier 2023, nous nous conformions aux exigences du BSIF concernant les ratios de capital cibles, lesquelles prévoient une réserve de fonds propres de 2,5 %, un supplément en fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 2,5 % applicable aux banques d'importance systémique intérieure (BISⁱ), une réserve anticyclique et une réserve pour stabilité intérieure de 1,0 % applicable aux BISⁱ. Le 8 décembre 2022, le BSIF a annoncé que le niveau de la réserve pour stabilité intérieure sera fixé à 3 % du total des actifs pondérés en fonction du risque à compter du 1^{er} février 2023. De plus, la réserve pour stabilité intérieure passera à une fourchette de 0 % à 4 % (plutôt que de 0 % à 2,5%). Notre situation en matière de capital au 31 janvier 2023 est décrite de façon détaillée à la section qui traite de la gestion du capital de notre rapport de gestion intermédiaire.

Mesures des fonds propres réglementaires et de capacité totale d'absorption des pertes, actifs pondérés en fonction des risques et exposition aux fins du ratio de levier ¹⁾

| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) | 31 janvier 2023 | 31 octobre 2022 |
|--|-----------------|-----------------|
| Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires | 63 115 | 60 891 |
| Fonds propres de catégorie 1 | 69 988 | 67 121 |
| Total des fonds propres | 78 356 | 75 309 |
| Capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) | 129 237 | 120 663 |
| Actifs pondérés en fonction des risques | 347 454 | 363 997 |
| Exposition aux fins du ratio de levier | 1 181 914 | 1 189 990 |
| Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires | 18,2 % | 16,7 % |
| Ratio des fonds propres de catégorie 1 | 20,1 % | 18,4 % |
| Ratio du total des fonds propres | 22,6 % | 20,7 % |
| Ratio TLAC | 37,2 % | 33,1 % |
| Ratio de levier | 5,9 % | 5,6 % |
| Ratio de levier TLAC | 10,9 % | 10,1 % |

1) Calculé conformément aux lignes directrices Normes de fonds propres, Exigences de levier et Capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) du BSIF.

Note 8 : Rémunération du personnel

Options sur actions

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2023, nous avons attribué un total de 1 322 817 options sur actions (1 028 255 options sur actions au cours du trimestre clos le 31 janvier 2022), d'une juste valeur moyenne pondérée de 18,94 \$ l'option (14,17 \$ l'option au cours du trimestre clos le 31 janvier 2022).

Pour établir la juste valeur des tranches d'options sur actions (soit chaque tranche qui devient acquise dans un exercice), nous avons utilisé les fourchettes de valeur suivantes pour chaque hypothèse quant aux prix des options :

| Options sur actions attribuées au cours du trimestre clos le | 31 janvier 2023 | 31 janvier 2022 |
|--|-----------------|-----------------|
| Rendement attendu des actions | 4,5 % - 4,6 % | 4,2 % |
| Volatilité prévue du cours des actions | 20,9 % | 16,8 % |
| Taux de rendement sans risque | 3,2 % | 1,8 % - 1,9 % |
| Période prévue jusqu'à l'exercice (en années) | 6,5 - 7,0 | 6,5 - 7,0 |
| Prix d'exercice (\$) | 122,31 | 135,58 |

Des changements dans les hypothèses utilisées pourraient produire des justes valeurs estimatives différentes.

Charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel :

| (en millions de dollars canadiens) | Régimes de retraite | | Régime d'autres avantages futurs du personnel | |
|---|---------------------|-----------------|---|-----------------|
| Pour les trimestres clos le | 31 janvier 2023 | 31 janvier 2022 | 31 janvier 2023 | 31 janvier 2022 |
| Coût des services rendus au cours de la période | 41 | 59 | 1 | 2 |
| (Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies | (17) | (7) | 11 | 9 |
| Coût des services passés (crédit) | (1) | - | - | - |
| Profit découlant du règlement | - | (1) | - | - |
| Charges administratives | 2 | 1 | - | - |
| Réévaluation des autres avantages à long terme | - | - | - | - |
| Charge au titre des prestations | 25 | 52 | 12 | 11 |
| Charge pour les régimes de retraite gouvernementaux 1) | 76 | 65 | - | - |
| Charge au titre des cotisations définies | 81 | 65 | - | - |
| Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats | 182 | 182 | 12 | 11 |

1) Comprend le régime de pensions du Canada, le régime de rentes du Québec et la U.S. Federal Insurance Contributions Act.

Note 9 : Bénéfice par action

Nous calculons le bénéfice de base par action en divisant le bénéfice net, après avoir déduit les dividendes à payer sur les actions privilégiées et les distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres, par le nombre moyen quotidien d'actions ordinaires entièrement libérées et en circulation au cours de la période.

Le bénéfice dilué par action est calculé de la même façon, mais des ajustements additionnels sont faits afin de rendre compte de l'incidence dilutive des instruments convertibles en actions ordinaires.

Les tableaux qui suivent présentent notre bénéfice de base et dilué par action :

Bénéfice de base par action ordinaire

| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) | Pour les trimestres clos le | |
|---|-----------------------------|-----------------|
| | 31 janvier 2023 | 31 janvier 2022 |
| Bénéfice net | 247 | 2 933 |
| Dividendes sur les actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres | (38) | (55) |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires | 209 | 2 878 |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers) | 691 259 | 648 359 |
| Bénéfice de base par action ordinaire (en dollars canadiens) | 0,30 | 4,44 |

Bénéfice dilué par action ordinaire

| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) | Pour les trimestres clos le | |
|--|-----------------------------|-----------------|
| | 31 janvier 2023 | 31 janvier 2022 |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de l'incidence des instruments dilutifs | 209 | 2 878 |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers) | 691 259 | 648 359 |
| Incidence des instruments dilutifs | | |
| Options sur actions pouvant éventuellement être exercées 1) | 4 760 | 5 507 |
| Actions ordinaires pouvant éventuellement être rachetées | (3 392) | (3 529) |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, après dilution (en milliers) | 692 627 | 650 337 |
| Bénéfice dilué par action ordinaire (en dollars canadiens) | 0,30 | 4,43 |

1) En calculant le bénéfice dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen d'options sur actions en cours, soit 1 919 719 options, dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 138,48 \$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2023 (692 954 options dont le prix moyen pondéré a été de 144,13 \$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2022), le prix moyen des actions pour la période n'ayant pas été supérieur au prix d'exercice.

Note 10 : Impôts sur le résultat

Le 15 décembre 2022, le gouvernement canadien a adopté un projet de loi se rapportant à certaines mesures fiscales qui s'appliquent à certaines sociétés canadiennes faisant partie d'un groupe de banques ou d'assureurs-vie, dont un impôt ponctuel de 15 % (appelé dividende pour la relance du Canada) calculé en fonction du revenu imposable moyen pour les années d'imposition 2020 et 2021, duquel est retranchée une exemption de 1 milliard de dollars, payable en versements égaux sur une période de cinq ans. Le projet de loi prévoit également une augmentation permanente du taux d'impôt de 1,5 % qui est calculée sur le revenu imposable supérieur à 100 millions de dollars (en vigueur pour les années d'imposition se terminant après le 7 avril 2022 et calculé proportionnellement pour la première année). Au cours du trimestre, nous avons comptabilisé une charge d'impôt ponctuelle de 371 millions sous forme de charge d'impôt, dont un montant de 312 millions lié au dividende pour la relance du Canada et un montant de 59 millions lié à l'incidence de l'augmentation de 1,5 % du taux d'impôt calculée proportionnellement sur l'année d'imposition 2022, déduction faite de la réévaluation connexe du montant net de notre actif d'impôt différé.

Les autorités fiscales du Canada ont produit un avis de nouvelle cotisation visant des impôts et des intérêts additionnels d'environ 1 425 millions de dollars, à ce jour, relatifs à certains dividendes de sociétés canadiennes enregistrés de 2011 à 2017. Dans le cadre de ces nouvelles cotisations, certaines déductions pour dividendes ont été refusées du fait que les dividendes avaient été reçus dans le cadre d'un mécanisme de transfert de dividendes. En général, les points relatifs aux règles fiscales soulevés par les autorités fiscales du Canada ont été traités de façon prospective dans le budget fédéral de 2015 et dans celui de 2018. Nous avons déposé des avis d'appel auprès de la Cour de l'impôt du Canada et l'affaire fait désormais l'objet d'un litige. Nous nous attendons à recevoir un nouvel avis de cotisation visant des impôts importants en raison d'activités similaires qui ont eu lieu en 2018. Nous sommes toujours d'avis que notre déclaration fiscale était appropriée et nous entendons contester tout nouvel avis de cotisation. Cependant, si cette procédure n'aboutit pas, la charge additionnelle pourrait avoir une incidence néfaste sur notre bénéfice net.

Note 11 : Segmentation opérationnelle

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de trois groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nos groupes d'exploitation sont les Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) (qui se composent de Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis), BMO Gestion de patrimoine (BMO GP) et BMO Marchés des capitaux (BMO MC), de même que l'unité des Services d'entreprise.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 25 afférente aux états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2022.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens par unité d'exploitation :

(en millions de dollars canadiens)

| | PE Canada | PE États-Unis | BMO GP | BMO MC | Services d'entreprise 1) | Total |
|--|--------------|------------------|-----------|---------|-----------------------------|-----------|
| Pour le trimestre clos le 31 janvier 2023 | | | | | | |
| Revenus nets d'intérêts 2) | 2 030 | 1 489 | 313 | 719 | (530) | 4 021 |
| Revenus autres que d'intérêts | 599 | 302 | 2 191 | 999 | (1 642) | 2 449 |
| Total des revenus | 2 629 | 1 791 | 2 504 | 1 718 | (2 172) | 6 470 |
| Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux | 154 | 48 | 1 | (3) | (4) | 196 |
| Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs | 10 | 14 | 5 | (7) | (1) | 21 |
| Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances | 164 | 62 | 6 | (10) | (5) | 217 |
| Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités | - | - | 1 193 | - | - | 1 193 |
| Amortissement | 132 | 107 | 68 | 78 | - | 385 |
| Charges autres que d'intérêts | 985 | 726 | 878 | 1 013 | 434 | 4 036 |
| Bénéfice (perte) avant impôts | 1 348 | 896 | 359 | 637 | (2 601) | 639 |
| Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat | 368 | 198 | 82 | 134 | (390) | 392 |
| Bénéfice net (perte nette) comptable | 980 | 698 | 277 | 503 | (2 211) | 247 |
| Actifs moyens 3) | 312 216 | 157 758 | 53 225 | 424 503 | 225 916 | 1 173 618 |

| | PE Canada | PE États-Unis | BMO GP | BMO MC | Services d'entreprise 1) | Total |
|--|--------------|------------------|-----------|---------|-----------------------------|-----------|
| Pour le trimestre clos le 31 janvier 2022 | | | | | | |
| Revenus nets d'intérêts 2) | 1 787 | 1 156 | 272 | 924 | (120) | 4 019 |
| Revenus autres que d'intérêts | 620 | 363 | 1 133 | 1 015 | 573 | 3 704 |
| Total des revenus | 2 407 | 1 519 | 1 405 | 1 939 | 453 | 7 723 |
| Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux | 100 | 3 | - | (16) | (1) | 86 |
| Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs | (76) | (77) | 4 | (35) | (1) | (185) |
| Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances | 24 | (74) | 4 | (51) | (2) | (99) |
| Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités | - | - | 81 | - | - | 81 |
| Amortissement | 125 | 107 | 66 | 75 | - | 373 |
| Charges autres que d'intérêts | 899 | 605 | 842 | 966 | 161 | 3 473 |
| Bénéfice avant impôts | 1 359 | 881 | 412 | 949 | 294 | 3 895 |
| Charge d'impôts sur le résultat | 355 | 200 | 97 | 244 | 66 | 962 |
| Bénéfice net comptable | 1 004 | 681 | 315 | 705 | 228 | 2 933 |
| Actifs moyens 3) | 278 523 | 138 735 | 49 504 | 393 312 | 195 822 | 1 055 896 |

1) Les Services d'entreprise comprennent le groupe Technologie et opérations.

2) Les données des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable (bic). Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

3) Les actifs moyens comprennent l'actif productif moyen, qui englobe les dépôts à d'autres banques, les dépôts auprès de banques centrales, les prises en pension, les prêts et les titres. Le total de l'actif productif moyen pour le trimestre clos le 31 janvier 2023 s'élève à 1 078 963 millions de dollars, soit 298 149 millions pour les Services bancaires PE Canada, 150 527 millions pour les Services bancaires PE États-Unis et 630 287 millions pour tous les autres groupes d'exploitation, y compris les Services d'entreprise (pour le trimestre clos le 31 janvier 2022 : total : 972 687 millions, Services bancaires PE Canada, 264 764 millions, Services bancaires PE États-Unis, 131 569 millions et tous les autres groupes d'exploitation, 576 354 millions).

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Note 12 : Acquisitions

Acquisitions

Bank of the West

Le 20 décembre 2021, nous avons annoncé la signature d'une entente définitive avec BNP Paribas en vue d'acquérir la totalité des actions en circulation de Bank of the West et ses filiales. Toutes les approbations réglementaires relativement à l'acquisition ont été obtenues et l'acquisition s'est concrétisée le 1^{er} février 2023 à un prix d'achat au comptant de 13,8 milliards de dollars américains. Bank of the West offre un large éventail de produits et services bancaires, principalement dans l'Ouest et le Midwest des États-Unis. La fusion permet à BMO d'étendre son marché dans les principaux marchés de Bank of the West, dont la Californie, et d'accélérer l'expansion des services bancaires aux grandes entreprises de BMO.

L'acquisition sera prise en compte dans nos résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2023 comme un regroupement d'entreprises essentiellement pour ce qui est du groupe d'exploitation Services bancaires PE États-Unis. Le prix d'achat sera réparti entre des actifs identifiables acquis et des passifs identifiables repris de Bank of the West, sur la base de leur juste valeur relative, la différence étant comptabilisée en tant qu'écart d'acquisition. En raison de la proximité de la date de clôture de la transaction avec celle de la publication de nos états financiers consolidés intermédiaires, nous ne sommes pas en mesure de parachever la comptabilisation initiale de l'acquisition, y compris l'évaluation des actifs acquis et des passifs repris notamment les prêts, les immobilisations incorporelles, l'écart d'acquisition, les dépôts et les passifs éventuels.

La juste valeur des prêts à taux fixe, des titres et des dépôts repose en grande partie sur les taux d'intérêt. Comme les taux ont augmenté depuis l'annonce de l'acquisition, la juste valeur des actifs à taux fixe acquis (plus particulièrement, les prêts et les titres) a diminué, ce qui donne lieu à un écart d'acquisition plus élevé à la clôture eu égard aux estimations que nous avons formulées à la date de l'annonce. En revanche, la juste valeur des actifs (passifs) à taux variable et des dépôts sans échéance se rapproche de la valeur nominale, faisant en sorte que la variation de la juste valeur ne serait pas compensée naturellement.

Les variations de l'écart d'acquisition eu égard à nos hypothèses initiales annoncées le 20 décembre 2021 ont eu une incidence sur les ratios des fonds propres à la clôture de la transaction du fait que l'écart d'acquisition est comptabilisé en déduction des fonds propres selon les règles de l'accord de Bâle III du BSIF. De plus, comme le prix d'achat afférent à l'acquisition était libellé en dollars américains, les variations des cours de change entre le dollar canadien et le dollar américain depuis l'annonce de l'acquisition à la clôture de celle-ci, ont donné lieu à une variation de l'écart d'acquisition en équivalent en dollars canadiens.

Pour atténuer l'impact des variations des taux d'intérêt depuis l'annonce de l'acquisition à la clôture de celle-ci, nous avons conclu des swaps de taux d'intérêt payeur de taux fixe/receveur de taux variable et avons constitué un portefeuille de titres de créance d'administrations publiques et d'autres instruments inscrits au bilan assortis d'une durée comparable qui génèrent des revenus d'intérêts (incidence comptabilisée dans les Services d'entreprise). Des (pertes) profits évalués à la valeur de marché de (1 628) millions de dollars et de 517 millions sur les swaps pour les trimestres clos le 31 janvier 2023 et le 31 janvier 2022, respectivement, ont été inclus dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, inscrits à notre état consolidé des résultats, étant donné que les swaps ne répondent pas aux conditions de la comptabilité de couverture. Les titres de créance d'administrations publiques et autres instruments, évalués au coût amorti, qui ont donné lieu à des pertes (profits) d'un montant de (383) millions et de 45 millions, ont été pris en compte dans notre état consolidé des résultats, dans les revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions, au poste valeurs mobilières, pour les trimestres clos le 31 janvier 2023 et le 31 janvier 2022, respectivement.

Nous avons conclu des contrats à terme de gré à gré qui répondent aux conditions de la comptabilité de couverture dans le but d'atténuer les fluctuations du prix d'achat libellé en dollars canadiens à la clôture de la transaction. Les variations de la juste valeur afférentes à ces contrats à terme de gré à gré de (264) millions de dollars et de (234) millions pour les trimestres clos le 31 janvier 2023 et le 31 janvier 2022, respectivement, ont été comptabilisées dans les autres éléments du résultat global jusqu'au moment où la transaction s'est matérialisée. À la clôture, les profits accumulés dans les autres éléments du résultat global ont réduit l'équivalent en dollars canadiens du prix d'achat.

Leasing Solutions Canada Inc.

Le 1^{er} février 2023, nous avons acquis Leasing Solutions Canada Inc. auprès de BNP Paribas. L'acquisition sera prise en compte dans nos résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2023 comme un regroupement d'entreprises dans le groupe d'exploitation Services bancaires PE Canada. Cette acquisition n'a pas d'incidence importante pour la Banque.

Radicle Group Inc.

Le 1^{er} décembre 2022, nous avons réalisé l'acquisition de Radicle Group Inc. (Radicle), société de Calgary et chef de file des solutions et services-conseils en matière de durabilité et des solutions technologiques de mesure et de gestion des émissions, contre 1,2 million d'actions ordinaires de BMO d'une valeur totalisant 153 millions de dollars et une contrepartie en trésorerie de 42 millions. L'acquisition a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises. L'entreprise acquise et l'écart d'acquisition connexe sont pris en compte dans notre groupe d'exploitation BMO Marchés des capitaux.

Dans le cadre de cette acquisition, nous avons acquis des immobilisations incorporelles à hauteur de 61 millions de dollars et l'écart d'acquisition à hauteur de 89 millions. Les immobilisations incorporelles sont amorties sur une période de 3 à 15 ans. L'écart d'acquisition afférent à cette acquisition est non déductible à des fins fiscales.

La juste valeur des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition se ventile comme suit :

(en millions de dollars canadiens)

| | Radicle |
|--|---------|
| Écart d'acquisition et immobilisations incorporelles | 150 |
| Autres actifs | 85 |
| Total des actifs | 235 |
| Passifs | 40 |
| Prix d'achat | 195 |

La ventilation du prix d'achat de Radicle pourrait changer une fois terminée l'évaluation des actifs acquis et des passifs repris.

INFORMATION À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent prendre connaissance du rapport de gestion annuel et des états financiers consolidés annuels audités pour 2022, des documents de présentation trimestriels, des données financières complémentaires et des informations complémentaires sur les fonds propres réglementaires sur le site Web de BMO à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs.

Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mardi 28 février 2023 à 7 h 15 (HE). La conférence sera accessible par téléphone, au 416-340-2217 (région de Toronto) ou au 1-800-806-5484 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 1713282#). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au 31 mars 2023 au 905-694-9451 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 1518711#).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : www.bmo.com/relationsinvestisseurs. Elle sera également accessible en différé sur notre site.

Relations avec les médias

Jeff Roman, directeur général, relations médias à l'échelle de l'organisation, jeff.roman@bmo.com, 416-867-3996

Relations avec les investisseurs

Christine Viau, chef, relations avec les investisseurs, christine.viau@bmo.com, 416-867-6956

Bill Anderson, directeur, relations avec les investisseurs, bill2.anderson@bmo.com, 416-867-7834

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le Régime)

Prix moyen du marché, tel qu'il est défini par le Régime

Novembre 2022 : 129,42 \$

Décembre 2022 : 122,67 \$

Janvier 2023 : 133,62 \$

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 8th Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : service@computershare.com

Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21st Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Courriel : corp.secretary@bmo.com

Pour de plus amples informations sur ce document, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 10th Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Pour consulter en ligne les résultats financiers ainsi que les documents et les informations que nous déposons auprès des organismes de réglementation, visitez le site Web de BMO, à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs.

Le Rapport de gestion annuel de BMO pour 2022, ses états financiers consolidés audités, sa notice annuelle et son Rapport annuel sur Formulaire 40-F (déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis) peuvent être consultés en ligne, au www.bmo.com/relationsinvestisseurs ainsi qu'au www.sedar.com. Des exemplaires du jeu complet d'états financiers consolidés audités pour 2022 de la Banque peuvent être obtenus gratuitement en faisant la demande par téléphone au 416-867-6785 ou par courriel à l'adresse corp.secretary@bmo.com.

Assemblée annuelle 2023

La prochaine assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mardi 18 avril 2023.